

NATIONS UNIES

CONSEIL

DE TUTELLE

UN LIBRARY

10 FEB 1959

UN/SA COLLECTION



Distr.
GENERALE

T/1426

20 janvier 1959

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE (1958)

RAPPORT SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle
de l'Afrique occidentale (1958)

Rapport sur le Territoire sous tutelle du Cameroun
sous administration britannique

Table des matières

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
LETTRE DE TRANSMISSION		4
AVANT-PROPOS		6
I. PROGRES DU TERRITOIRE VERS L'ACCOMPLISSEMENT DES FINS DU REGIME DE TUTELLE	1 - 165	10
A. Considérations générales	1 - 17	10
Introduction	1 - 9	10
Particularités du Territoire	10 - 17	13
B. Le Cameroun méridional	18 - 111	19
1. Description, administration et développement	18 - 49	19
Généralités	18 - 25	19
Administration, ressources et développement	26 - 49	22
2. La situation politique et constitutionnelle	50 - 74	33
Evénements qui sont à l'origine de la situation actuelle	50 - 66	33
La question de l'évolution constitutionnelle ultérieure	67 - 74	41
3. Opinions de la population touchant son avenir	75 - 111	43
Observations générales	75 - 76	43
Evolution des partis politiques	77 - 86	44
Thèse des partis politiques	87 - 105	49
Rôle des chefs dans la vie politique.	106 - 111	57

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
C. Cameroun septentrional	112 - 165	60
1. Description, administration et développement	112 - 140	60
Généralités	112 - 116	60
Rapports avec la Nigeria du Nord	117 - 121	61
Administration locale	122 - 127	65
Administration régionale	128 - 129	67
Progrès et problèmes du Cameroun septentrional	130 - 134	69
Faits nouveaux intervenus dans le domaine constitutionnel	135 - 140	71
2. Opinions de la population touchant son avenir	141 - 165	73
Généralités	141 - 149	73
Vues recueillies par la Mission	150 - 165	78
II. DETERMINATION DE L'AVENIR DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE	166 - 203	85
Conditions générales	166 - 174	85
Cameroun septentrional	175 - 181	88
Cameroun méridional	182 - 203	92

ANNEXES

- I. Compte rendu du séjour de la Mission.
- II. Déclarations de politique générale faites par les partis
et groupes du Cameroun méridional.
- III. Décisions prises par la Conférence constitutionnelle de
la Nigeria à sa reprise, en 1958, au sujet du Cameroun
méridional et du Cameroun septentrional.
- IV. Déclarations de politique générale faites par les autorités
et les partis politiques du Cameroun septentrional et de
la Nigeria du Nord.
- V. Note sur la constitution nigérienne.

LETTRE DE TRANSMISSION, EN DATE DU 19 JANVIER 1959, ADRESSEE AU
SECRETAIRE GENERAL PAR LE PRESIDENT ET LES MEMBRES DE LA
MISSION DE VISITE

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint, conformément à la résolution 1907 (XXII) adoptée par le Conseil de tutelle le 29 juillet 1958 et avec la réserve énoncée ci-dessous, le rapport que la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958) a rédigé sur le Cameroun sous administration britannique.

La Mission de visite désire appeler votre attention sur le fait qu'elle a considéré devoir tenir compte du calendrier fixé par l'Assemblée générale quand elle a décidé, dans sa résolution 1281 (XIII), de reprendre sa treizième session le 20 février 1959 pour examiner la question de l'avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun, et du fait que le rapport de la Mission devra être examiné par le Conseil de tutelle avant cette date. La Mission a donc terminé son rapport dans la mesure qu'elle a jugée possible compte tenu de la situation existant dans le Territoire sous tutelle avant les élections qui doivent avoir lieu au Cameroun méridional le 24 janvier 1959. Dans ces conditions, elle tient à se réserver le droit de réviser la section finale du rapport et de présenter un additif après cette date si elle considère que cela est nécessaire pour lui permettre de s'acquitter entièrement des responsabilités que lui confère son mandat.

Afin que l'Autorité administrante puisse disposer de davantage de temps pour préparer ses observations sur le rapport, la Mission lui fait remettre dès aujourd'hui, de façon officieuse, un certain nombre d'exemplaires du texte définitif. Conformément à l'article 99 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, elle vous saurait gré de bien vouloir transmettre officiellement, dès que possible, le rapport sous forme de document à l'Autorité administrante et à chacun des autres membres du Conseil, et de bien vouloir assurer la distribution générale du rapport à une date que vous fixerez de concert avec l'Autorité administrante.

La Mission a l'intention de vous faire connaître aussitôt que possible après le 24 janvier 1959 si elle a l'intention de présenter un additif au rapport.

Il nous est agréable de vous faire connaître que le rapport communiqué ci-joint a été adopté à l'unanimité par les membres de la Mission de visite.

Nous ne saurions terminer cette lettre sans vous dire combien nous avons apprécié l'excellente manière dont le Secrétaire principal, M. R.T. Miller, et les autres fonctionnaires que vous avez désignés se sont acquittés de leurs lourdes tâches. Leur connaissance approfondie des problèmes qui se posent dans les territoires a été précieuse pour la Mission, qui a pu compter à tous les instants sur leur complet dévouement. La Mission leur est très redevable du concours inlassable qu'ils lui ont apporté.

Le Président

Signé : Benjamin Gerig (Etats-Unis d'Amérique)

Les membres

Georges Salomon (Haïti)

Rikhi Jaipal (Inde)

Gray Thorp (Nouvelle-Zélande)

LETTRE DE TRANSMISSION, EN DATE DU 19 JANVIER 1959, ADRESSEE AU
SECRETAIRE GENERAL PAR LE PRESIDENT ET LES MEMBRES DE LA
MISSION DE VISITE

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint, conformément à la résolution 1907 (XXII) adoptée par le Conseil de tutelle le 29 juillet 1958 et avec la réserve énoncée ci-dessous, le rapport que la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958) a rédigé sur le Cameroun sous administration britannique.

La Mission de visite désire appeler votre attention sur le fait qu'elle a considéré devoir tenir compte du calendrier fixé par l'Assemblée générale quand elle a décidé, dans sa résolution 1281 (XIII), de reprendre sa treizième session le 20 février 1959 pour examiner la question de l'avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun, et du fait que le rapport de la Mission devra être examiné par le Conseil de tutelle avant cette date. La Mission a donc terminé son rapport dans la mesure qu'elle a jugée possible compte tenu de la situation existant dans le Territoire sous tutelle avant les élections qui doivent avoir lieu au Cameroun méridional le 24 janvier 1959. Dans ces conditions, elle tient à se réserver le droit de réviser la section finale du rapport et de présenter un additif après cette date si elle considère que cela est nécessaire pour lui permettre de s'acquitter entièrement des responsabilités que lui confère son mandat.

Afin que l'Autorité administrante puisse disposer de davantage de temps pour préparer ses observations sur le rapport, la Mission lui fait remettre dès aujourd'hui, de façon officieuse, un certain nombre d'exemplaires du texte définitif. Conformément à l'article 99 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, elle vous saurait gré de bien vouloir transmettre officiellement, dès que possible, le rapport sous forme de document à l'Autorité administrante et à chacun des autres membres du Conseil, et de bien vouloir assurer la distribution générale du rapport à une date que vous fixerez de concert avec l'Autorité administrante.

La Mission a l'intention de vous faire connaître aussitôt que possible après le 24 janvier 1959 si elle a l'intention de présenter un additif au rapport.

Il nous est agréable de vous faire connaître que le rapport communiqué ci-joint a été adopté à l'unanimité par les membres de la Mission de visite.

/...

Nous ne saurions terminer cette lettre sans vous dire combien nous avons apprécié l'excellente manière dont le Secrétaire principal, M. R.T. Miller, et les autres fonctionnaires que vous avez désignés se sont acquittés de leurs lourdes tâches. Leur connaissance approfondie des problèmes qui se posent dans les territoires a été précieuse pour la Mission, qui a pu compter à tous les instants sur leur complet dévouement. La Mission leur est très redevable du concours inlassable qu'ils lui ont apporté.

Le Président

Signé : Benjamin Gerig (Etats-Unis d'Amérique)

Les membres

Georges Salomon (Haïti)

Rikhi Jaipal (Inde)

Gray Thorp (Nouvelle-Zélande)

AVANT-PROPOS

La Mission de visite qui soumet le présent rapport est la quatrième que le Conseil de tutelle ait envoyée dans les Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et du Cameroun sous administration française, conformément aux dispositions de la Charte, des Accords de tutelle et du règlement intérieur du Conseil.

A sa 888^{ème} séance, le 26 mars 1958, le Conseil de tutelle a décidé d'envoyer une Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale et a décidé que la Mission serait composée de personnes nommées par les Etats-Unis d'Amérique, Haïti, l'Inde et la Nouvelle-Zélande. A sa 924^{ème} séance, le 18 juillet 1958, il a approuvé les nominations de M. Benjamin Gerig (Etats-Unis d'Amérique), M. Georges Salomon (Haïti), M. Rikhi Jaipal (Inde) et M. Gray Thorp (Nouvelle-Zélande) comme membres de la Mission. A la même séance, M. Gerig a été élu Président de la Mission.

A sa 932^{ème} séance, le 28 juillet 1958, le Conseil a étudié le mandat qu'il convenait d'assigner à la Mission. Il a adopté une résolution^{1/} selon laquelle, ayant décidé que la Mission visiterait le Cameroun sous administration britannique et le Cameroun sous administration française, et ayant pris note du mémorandum du Gouvernement du Royaume-Uni relatif à l'avenir du Cameroun sous administration britannique^{2/}, il invitait la Mission à enquêter et à faire rapport aussi complètement que possible sur les mesures prises dans les deux Territoires sous tutelle pour atteindre les objectifs énoncés à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte, en tenant compte des dispositions de la résolution 321 (IV) de l'Assemblée générale du 15 novembre 1949 et des autres résolutions pertinentes de l'Assemblée; il invitait aussi la Mission à étudier, en s'inspirant le cas échéant des débats du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale ainsi que des résolutions adoptées par ces organes, les questions évoquées, à propos des rapports annuels sur l'administration des deux Territoires en question, dans les pétitions reçues par le Conseil de tutelle au sujet de ces Territoires, dans les rapports des missions de visite périodiques qui s'étaient rendues précédemment dans les Territoires et dans les observations faites au sujet de ces rapports par les Autorités

^{1/} Résolution 1907 (XXII).

^{2/} T/1393.

administrantes; il invitait encore la Mission à recevoir des pétitions, sans préjudice des décisions qu'elle pourrait prendre en vertu du règlement intérieur du Conseil, et à enquêter sur place, après avoir consulté le représentant local de l'Autorité administrante intéressée, sur celles des pétitions reçues qui appelleraient, à son avis, une enquête spéciale. Dans la même résolution, le Conseil priait également la Mission de visite de lui adresser, le plus tôt possible, un rapport sur chacun des territoires visités, rapport où elle consignerait ses constatations, accompagnées des observations, conclusions et recommandations qu'elle pourrait juger bon de présenter. Enfin, il priait la Mission d'exposer, dans son rapport sur le Cameroun sous administration britannique, ses vues sur la méthode de consultation qui devrait être adoptée lorsque le moment serait venu pour les populations de ce Territoire d'exprimer leurs vœux quant à leur avenir. A sa 941ème séance, le 7 novembre 1958, alors que la Mission se trouvait encore au Cameroun sous administration britannique, le Conseil a adopté une autre résolution^{1/} qui élargissait le mandat de la Mission relatif au Cameroun sous administration française.

La Mission, accompagnée de six fonctionnaires du Secrétariat^{2/}, a quitté New-York dans le courant du mois d'octobre 1958. Le 26 octobre 1958, elle a eu à Londres des entretiens préliminaires concernant le Territoire avec les autorités britanniques du Colonial Office. Elle a quitté Londres ce même jour et est arrivée le lendemain matin à Lagos, où elle s'est entretenue avec les autorités de la Fédération nigérienne ayant à s'occuper des affaires du Territoire sous tutelle. La Mission est arrivée au Cameroun sous administration britannique le 29 octobre 1958 pour commencer sa tournée qui a duré environ trois semaines. Elle a terminé ses travaux sur place par des entretiens avec les autorités de la région du Nord, à Kaduna, le 13 novembre 1958. Le lendemain elle s'est rendue par avion à Yaoundé, dans le Cameroun sous administration française. Elle est revenue à Londres, où elle s'est entretenue avec le Secrétaire d'Etat aux colonies, M. Alan Lennox-Boyd, et avec des fonctionnaires du Colonial Office, le 12 décembre 1958. Elle est ensuite rentrée au Siège des Nations Unies pour rédiger le présent rapport, qu'elle a adopté à l'unanimité le 19 janvier 1959 et

^{1/} Résolution 1924 (S-IX).

^{2/} M. R. Miller, secrétaire principal; M. F.T. Liu et M. R.W. Wathen, secrétaires adjoints; M. J. Delattre, interprète; M. T. Trisciuzzi, fonctionnaire d'administration; Mlle C.E. Charpentier, sténographe. /...

qu'elle a l'honneur de présenter au Conseil de tutelle, conformément au mandat qu'elle en a reçu.

La Mission regrette de ne pouvoir, faute de place, remercier individuellement tous ceux à qui elle doit l'accueil chaleureux et la coopération cordiale qu'elle a reçus de tous les éléments de la population, qu'il s'agisse des autorités, publiques ou des particuliers, qu'elle a eu l'occasion de rencontrer. Elle tient toutefois à exprimer sa gratitude à S.E. sir Ralph Grey, Gouverneur général par intérim de la Fédération nigérienne, et à ses collaborateurs; à M. J.M. Johnson, Premier Ministre par intérim de la Fédération nigérienne, et à ses collègues, notamment M. Victor Mukete, du Cameroun, Ministre fédéral de la recherche et de l'information; à S.E. sir Gawain Bell, Gouverneur de la région du Nord de la Nigeria, et à ses collaborateurs; à M. J.O. Field, Commissaire du Cameroun; à M. E.M.L. Endeley, Premier Ministre du Cameroun méridional, et à ses collègues du gouvernement; à M. J.N. Foncha, Chef de l'opposition; à M. J.S. Dudding, Commissaire adjoint du Cameroun; aux administrateurs de district et autres fonctionnaires du Cameroun méridional; à M. Alhaji Ahmadu, Sardauna de Sokoto, Premier Ministre de la région du Nord, et à ses collègues; à M. Abdullahi Dan Buram Jada, Ministre des affaires du Cameroun septentrional et de l'élevage et des forêts de la région du Nord; à M. Guy Lorimer, Secrétaire permanent par intérim du Ministère des affaires du Cameroun septentrional; aux autres membres du Comité consultatif du Cameroun septentrional; à M. Abba Habib, Ministre du commerce et de l'industrie de la région du Nord; à M. H. Wrench, Résident de la province de l'Adamaoua et aux autres fonctionnaires de la province; à M. Aliyu Mustafa, Lamido de l'Adamaoua, et aux membres de l'Autorité indigène de l'Adamaoua; à M. T.E. Letchworth, Résident principal de la province du Bornou, et aux autres fonctionnaires de la province; à M. Umar Ibn Ibrahim el Kanemi, Emir de Dikwa, et aux membres de l'Autorité indigène de Dikwa.

Etant donné les fonctions spéciales qui lui avaient été confiées en ce qui concerne l'avenir du Territoire, la Mission a consacré la plus grande partie de son temps à entendre à ce sujet les habitants et leurs représentants. Elle ne s'est pas bornée à avoir les entrevues de caractère officiel inscrites à son programme, mais a tenu à s'arrêter, ne serait-ce que brièvement, pour saluer et

entendre les groupes de personnes qui s'étaient rassemblés, le long des routes et ailleurs, dans l'intention manifeste de lui faire connaître leurs vues. Elle a eu en outre beaucoup d'utiles entretiens officiels avec les chefs politiques et d'autres personnalités.

Au moment où vont être prises des décisions d'une importance capitale sur l'avenir du Territoire sous tutelle, la Mission considère qu'elle se doit de rendre chaleureusement hommage aux centaines d'hommes et de femmes, venus de pays très éloignés du Cameroun - et notamment du Royaume-Uni, d'autres pays du Commonwealth et des Etats-Unis d'Amérique - qui ont apporté ou apportent actuellement leur concours à la population du Cameroun, avec dévouement, ténacité et compétence, pour l'aider à mettre sur pied les institutions politiques et les services d'ordre économique, social ou culturel qui seront la base de son autonomie prochaine. Ces personnes sont les administrateurs, médecins, instituteurs et professeurs, fonctionnaires des services agricoles et spécialistes de tous autres domaines qui, soit dans la fonction publique, soit dans l'entreprise privée ou dans les sociétés missionnaires, ont aidé à établir une bonne administration, ont donné l'essor à une transformation de l'économie et ont créé les services nécessaires de santé, de l'enseignement, et autres. Elles ont transmis à la population du Territoire qu'elles aidaient, non seulement leurs réalisations, mais aussi leurs connaissances et compétences, et ce legs ne pourra que lui être précieux.

I. PROGRES DU TERRITOIRE VERS L'ACCOMPLISSEMENT DES FINS DU REGIME DE TUTELLE

A. CONSIDERATIONS GENERALES

Introduction

1. La population du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, qui compte plus d'un million et demi d'habitants, se trouve aujourd'hui à la veille de décisions capitales concernant son avenir. Il serait inexact de dire que tous les Camerounais, ou même la majorité d'entre eux, s'en préoccupent ou même sont parfaitement informés à ce sujet; mais ceux qui dirigent la pensée et l'action politiques de la population le savent et y attachent une très grande importance.
2. Le problème de l'avenir du Territoire sous tutelle n'est pas nouveau, ce n'est pas non plus un de ceux qui se présentent sous la forme relativement simple d'une population homogène acquérant la capacité de s'administrer elle-même et approchant des décisions qui transformeront définitivement le territoire qu'elle habite en un Etat proprement dit. Il s'agit d'un problème dont le caractère spécial est dû aux circonstances particulières dans lesquelles le Territoire a été créé, puis administré d'abord comme territoire sous mandat puis comme Territoire sous tutelle.
3. Ce sont ces circonstances particulières qui expliquent que la question de l'avenir des populations du Cameroun sous administration britannique ait pris un caractère d'urgence, non pas tant en raison des progrès qu'elles ont faits vers l'accomplissement des fins du régime international de tutelle qu'en raison de l'accession imminente à l'indépendance de leurs deux voisins beaucoup plus grands : la Fédération nigérienne d'un côté et le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française de l'autre. Chacun de ces Etats en voie de formation a indiqué qu'il accepterait volontiers de voir le Cameroun sous administration britannique s'unir à lui si les populations du Territoire sous tutelle le désiraient.
4. En prévision de son accession à l'indépendance le 1er octobre 1960, la Nigeria a affirmé qu'elle était disposée à voir le Cameroun, si tel est le voeu de sa population, maintenir de façon permanente l'association étroite qui l'unit à la Nigeria depuis plus de quarante ans. Comme on le verra dans la suite du présent

/...

rapport, les termes de l'offre sont précis : les habitants du Territoire sous tutelle deviendraient citoyens de la Fédération; la moitié méridionale du Territoire constituerait une région autonome placée sur le même plan que les autres régions de la Fédération; et la moitié septentrionale ferait partie d'une région du nord, également autonome, de la Fédération.

5. Le Cameroun sous administration française, qui doit devenir indépendant le 1er janvier 1960, a formellement exprimé, par le truchement de ses organes élus, le désir de voir les deux Camerouns unifiés de nouveau. Les conditions de cette union n'ont pas été définies par le Gouvernement du Cameroun sous administration française, qui considère, comme la Mission l'expliquera dans son rapport sur ce Territoire^{1/}, qu'il s'agit d'une question qui doit faire l'objet de consultations et d'un accord si l'autre Territoire le souhaite.

6. La situation créée par l'accession prévue de la Nigeria à l'indépendance est le seul de ces deux événements que le Conseil de tutelle ait expressément signalé à l'attention de la Mission de visite en ce qui concerne le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique. Dans le mémorandum^{2/} qu'elle a présenté au Conseil à ce moment-là, l'Autorité administrante a fait observer que lorsqu'elle cesserait d'administrer la Fédération nigérienne, elle estimerait ne plus pouvoir, aux termes de l'Accord de tutelle, administrer le Cameroun en tant que partie intégrante de la Nigeria. Elle a déclaré qu'il convenait donc d'examiner quelles dispositions devraient alors être prises pour l'administration du Territoire sous tutelle - dispositions dont devaient découler soit la modification, soit l'abrogation de l'Accord de tutelle. L'Autorité administrante a mentionné en outre qu'elle avait promis aux habitants de la partie septentrionale et de la partie méridionale du Territoire sous tutelle qu'ils auraient la possibilité d'exprimer librement leurs aspirations concernant leur avenir. A la Conférence constitutionnelle de la Nigeria qui s'est tenue en 1957 et à laquelle les partis politiques du Territoire sous tutelle étaient représentés, le Secrétaire d'Etat

^{1/} Voir Rapport sur le Cameroun sous administration française.

^{2/} T/1393.

aux colonies a précisé qu'il ne pouvait pas être question d'obliger le Cameroun à demeurer partie intégrante d'une Nigeria indépendante contre le gré de la population. L'Autorité administrante a ultérieurement informé la Mission des nouvelles mesures prises en vue de l'accession de la Nigeria à l'indépendance, à la suite de la reprise, à Londres, en septembre et octobre 1958, de la Conférence constitutionnelle, à laquelle les principaux partis politiques du Cameroun étaient de nouveau représentés. Cette Conférence a notamment décidé que, si le nouveau Parlement fédéral qui doit être élu vers la fin de 1959 adoptait au début de 1960 une résolution demandant l'indépendance, le Gouvernement du Royaume-Uni accepterait cette demande et présenterait un projet de loi au Parlement pour permettre à la Nigeria de devenir un pays entièrement indépendant le 1er octobre 1960.

7. La Mission a dû aussi tenir dûment compte de l'évolution qui se produisait à peu près à la même époque dans le Cameroun sous administration française. Il convient de remarquer en particulier que les organes élus de ce Territoire, tout en demandant l'indépendance pour le 1er janvier 1960 - demande qui a été acceptée par l'Autorité administrante intéressée - ont exprimé le désir de voir les deux Territoires sous tutelle de nouveau unifiés. Ce sont là des faits que l'on connaissait de plus en plus dans l'autre Cameroun au moment de la visite de la Mission et qui, ainsi qu'il est dit dans la suite du présent rapport, ont sensiblement influencé l'évolution des idées des chefs de l'un des principaux partis politiques concernant le déroulement des étapes vers l'indépendance et l'union avec le Cameroun sous administration française.

8. La Mission a estimé devoir partir de l'hypothèse qu'une forme d'indépendance par association avec un pays voisin indépendant^{1/} pourrait utilement servir de fondement à l'abrogation de l'Accord de tutelle. Cette manière de voir est certainement partagée par les chefs politiques du Territoire lui-même. De plus, pour les principaux partis politiques du Cameroun septentrional et pour l'un des principaux partis politiques du Cameroun méridional, la fédération avec une

^{1/} On trouvera à l'Annexe V une note sur la Constitution de la Fédération nigérienne. Pour plus amples renseignements sur l'évolution constitutionnelle du Cameroun sous administration française, voir le rapport de la Mission de visite sur ce Territoire sous tutelle.

Nigeria indépendante représente le seul but qui puisse être atteint, tandis que l'autre principal parti politique du Cameroun méridional considère que l'unification et l'indépendance des deux Camerouns est la solution définitive à rechercher. L'idée d'une union des parties septentrionale et méridionale du Cameroun sous administration britannique en vue de la formation, le moment venu, d'un Etat indépendant - idée qui avait été exprimée devant la Mission de visite précédente - trouve actuellement peu de partisans. La Mission considère d'ailleurs qu'une telle union serait difficile à réaliser et peu propre à conduire à la création d'un Etat viable. Le maintien du régime de tutelle sous administration britannique - possibilité qui, selon l'Autorité administrante, serait également offerte à la population, si elle le désirait, après l'accession de la Nigeria à l'indépendance - est considéré, même par le seul parti auquel cette perspective plaît assez, comme une mesure transitoire et de courte durée en attendant l'unification et l'indépendance.

9. Pour émettre son avis sur la méthode de consultation selon laquelle la population du Territoire sous tutelle devrait exprimer ses vœux concernant son avenir, ainsi que pour présenter ses observations sur d'autres aspects pertinents de l'évolution du Territoire, la Mission a également estimé devoir tenir compte d'une autre conséquence importante des circonstances qui sont particulières au Cameroun sous administration britannique. C'est le fait que la situation actuelle du Cameroun oblige à étudier la question de son avenir en considérant, non pas le Territoire dans son ensemble, mais sa partie septentrionale et sa partie méridionale séparément.

Particularités du Territoire

10. L'entité que le Cameroun sous administration britannique, en tant que Territoire sous tutelle, peut être censée représenter en droit international ne correspond pas à son évolution politique réelle. Le Cameroun n'a jamais été administré en tant que territoire distinct, mais toujours en tant que partie intégrante de la Nigeria; et même dans ce cadre, il n'a jamais été administré comme une seule partie de la Nigeria, mais toujours comme deux parties. Avant l'apparition progressive de l'autonomie dans l'ensemble de la Nigeria, il en résultait que les deux parties du Territoire sous tutelle étaient soumises à

/...

deux régimes administratifs distincts. Par suite de l'institution d'un régime fédéral en Nigeria, la moitié sud du Territoire sous tutelle est devenue une entité régionale presque autonome et la moitié nord est administrée comme partie intégrante d'une autre entité régionale. Bien qu'elles soient unies par les institutions fédérales, les deux régions diffèrent l'une de l'autre par des caractéristiques politiques et autres profondément enracinées.

11. L'une des causes de cette situation, sans être nécessairement déterminante par elle-même, est que les frontières du Territoire sous tutelle n'ont pas été tracées de manière à favoriser la formation ultérieure d'un Etat distinct. Les zones pour lesquelles la Société des Nations a conféré des mandats au Royaume-Uni et à la France coïncidaient, sauf de légères modifications ultérieures, avec les "sphères" britannique et française en lesquelles le Kamerun allemand avait été provisoirement divisé en 1916, à la fin d'opérations militaires. La partie placée sous Mandat britannique consistait en deux morceaux séparés, et il s'agissait de deux bandes étroites et montagneuses séparées par un couloir d'environ 70 kilomètres près de la Bénoué.

12. Le Mandat stipulait que le Royaume-Uni devait administrer le Cameroun en tant que partie intégrante de son territoire, c'est-à-dire, en fait, des Colonie et Protectorat de la Nigeria, qui étaient limitrophes; l'association avec la Nigeria a continué pendant toute la période où le Royaume-Uni a été responsable envers la Société des Nations. La disposition aux termes de laquelle le Territoire devait être administré comme "partie intégrante" du territoire de l'Autorité administrante a été maintenue dans l'Accord de tutelle que l'Assemblée générale a approuvé en 1946; et, comme elle l'a récemment rappelé au Conseil de tutelle, l'Autorité administrante a précisé à ce moment-là qu'elle avait l'intention de continuer à administrer le Cameroun comme faisant partie de la Nigeria, "cette méthode d'administration étant la seule qui fût pratique"^{1/}.

13. Ce qui s'est révélé particulièrement important eu égard à la situation actuelle du Cameroun, c'est le caractère des dispositions prises. Il convient de rappeler que, lorsque le Cameroun a été placé sous mandat, le régime administratif de la Nigeria elle-même avait déjà évolué à un point tel qu'il existait

^{1/} T/1393, par. 2.

une distinction d'une importance considérable, en matière de politique et de méthodes administratives, entre la province méridionale et la province septentrionale du protectorat. La Mission comprend que cette distinction était due à des différences de développement, d'origine ethnique, de religion et d'autorité traditionnelle entre les populations du sud et celles du nord, où l'influence prédominante était et demeure celle des grands émirats musulmans. L'appareil administratif a été constamment adapté eu égard à ces différences et à divers facteurs tels que les communications et, finalement, trois administrations régionales ont été créées dans la Nigeria proprement dite (les provinces méridionales ayant été groupées en une région de l'est et une région de l'ouest) et c'est ainsi qu'ont finalement été jetées les bases du régime fédéral avec lequel la Nigeria accédera vraisemblablement à l'indépendance en 1960.

14. L'administration du Cameroun a été dès le début adaptée à cette forme d'organisation et a suivi plus ou moins son évolution ultérieure. Le caractère propre des diverses parties et des diverses populations du Cameroun était tel qu'environ la moitié d'entre elles était administrée en tant que partie intégrante de ce que l'on peut appeler approximativement l'"ensemble méridional" et l'autre moitié en tant que partie intégrante de l'"ensemble septentrional". Malgré sa faible superficie, le Cameroun (abstraction faite du couloir qui le coupe au nord) est une bande de territoire mince mais allongée et située de telle sorte qu'elle présente à peu près la même variété de caractéristiques physiques, ethniques, religieuses et politiques que la Nigeria. Ces caractéristiques se répartissent grosso modo selon une direction est-ouest dans cette partie de l'Afrique occidentale; mais le tracé des deux longues frontières du Cameroun est à peu près nord-sud. D'une longueur de 1.100 kilomètres et d'une largeur qui ne dépasse nulle part 160 kilomètres, le Cameroun comprend d'épaisses forêts dans la région côtière, des hauts plateaux de savane dans le centre, puis des collines rocheuses et enfin des plaines qui s'étendent vers les déserts du nord. A cette variété de paysages correspond une variété de populations : tribus de langue bantoue et semi-bantoue des forêts du sud, tribus d'origine tikar, widekoum et tchamba dans la savane, et enfin populations du nord qui, tout en comprenant des tribus

païennes^{1/} de langue semi-bantoue, numériquement les plus fortes, sont encore dominées, politiquement parlant, par les Foulbé (Fulani), les Kanouri, les Hausa et d'autres éléments islamisés. Dans l'ensemble, les affinités naturelles de ces groupes de population, du point de vue de la langue, des coutumes et des rapports sociaux, sont plus fortes avec leurs voisins immédiats de l'un ou de l'autre (selon la localité) des territoires limitrophes de la Nigeria et du Cameroun sous administration française qu'entre ces groupes eux-mêmes. C'est un fait d'une importance non négligeable que d'une façon générale les grandes routes les plus anciennes et les plus sûres sont aussi orientées est-ouest et non nord-sud; la première route qui doit parcourir le Cameroun dans toute sa longueur n'est pas encore achevée. Quand on compare la partie septentrionale et la partie méridionale, les différences frappent beaucoup plus que les ressemblances. Dans la moitié septentrionale, l'autorité politique et sociale des tribus dirigeantes islamisées reste prédominante; dans la moitié méridionale, où les influences traditionnelles sont plus faibles et où les contacts avec les administrateurs européens, les missionnaires, les commerçants et les planteurs sont plus anciens et plus étroits, le progrès accompli sous des formes plus neuves dans les domaines politique, économique et social a été plus rapide.

15. Dès le début de l'administration britannique, il est donc apparu plus pratique d'administrer la partie septentrionale du Cameroun en tant que partie des provinces septentrionales de la Nigeria et la partie méridionale comme partie des provinces méridionales. Pour ce qui est du nord, dans le cadre de l'"ensemble septentrional", où l'on avait recours aux émirats pour assurer l'administration locale, associer le Cameroun septentrional à la Nigeria septentrionale revenait à rétablir dans une grande mesure les liens de l'autorité des Foulbé et des Kanouri qui avaient été rompus par la création du Kamerun allemand. En particulier, les deux grandes régions du Cameroun situées au nord et au sud de la Bénoué ont été de nouveau

^{1/} Le mot "païen" a pris une acception particulière, s'agissant de ces tribus, et sert à les distinguer des populations musulmanes plutôt qu'à qualifier leurs croyances propres. La Mission n'emploie ce terme, ici et dans le reste du rapport, que pour identifier ces tribus.

placées dans le ressort du lamido de l'Adamaoua, à Yola, en Nigeria, et l'émirat de Dikwa, qui est entièrement situé à l'extrême nord, a pu rétablir ses relations traditionnelles avec son voisin l'émirat nigérien du Bornou. Ces rapports sont demeurés très étroits au cours des années, mais ils ont été progressivement modifiés par suite de la modernisation graduelle des formes traditionnelles de l'autorité qui a été la conséquence des réformes institutionnelles et du développement de l'activité des partis politiques. Il est vrai qu'une fraction importante de la population - les tribus païennes semi-bantoues, vigoureuses mais moins évoluées, qui se sont isolées dans les collines et soustraites partiellement à l'influence musulmane - n'a pas encore exercé d'influence nette sur la situation politique du Cameroun septentrional, bien qu'elle représente la majorité dans les parties de l'émirat de l'Adamaoua qui sont sous tutelle. D'autre part, dans la région située près de la frontière du Cameroun méridional, où les Foulbé sont moins nombreux mais font encore sentir leur autorité, un certain désir se manifeste de voir rectifier légèrement la frontière de façon à englober quelques populations "du nord" dans le Cameroun méridional^{1/}. Mais, d'une façon générale, la séparation entre le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional est une réalité dont il faut tenir compte, et la Mission n'a constaté dans le nord aucun désir de combler le fossé, sauf par l'établissement de liens entre des régions autonomes dans une Fédération nigérienne indépendante.

16. Le Cameroun méridional s'est révélé à la longue beaucoup moins satisfait des dispositions en vertu desquelles il a été administré d'abord comme partie intégrante des provinces méridionales et ensuite comme partie de la région de l'est de la Nigeria. Les affinités immédiates avec la Nigeria n'étaient pas aussi grandes dans cette région que dans le nord, des appréhensions et des antagonismes existaient, et les obstacles matériels aux communications étaient beaucoup plus difficiles à surmonter. Les premières aspirations politiques importantes qui se sont manifestées dans le Cameroun méridional étaient de deux ordres : il s'agissait, dans l'immédiat, de rompre avec la région de l'est de la Nigeria et de faire l'unité administrative avec le nord. Le premier de ces buts a été atteint en 1954, lorsque le Cameroun méridional a été séparé de la région de l'est de la Nigeria et doté d'un statut politique spécial duquel il s'est depuis écarté pour atteindre

1/ Voir par. 165.

presque à l'autonomie régionale. Le second but, l'unité avec le Cameroun septentrional, a été presque entièrement abandonné, vu l'absence d'intérêt témoignée par les dirigeants de l'opinion de la partie septentrionale. Ceux qui étaient autrefois les plus chauds partisans de l'unité sont ceux qui, maintenant, demandent le plus instamment l'autonomie régionale pour le Cameroun méridional dans la Fédération nigérienne.

17. Ces particularités ont nécessairement commandé la façon dont la Mission a abordé les questions dont elle était saisie. La Mission a tenu compte du fait que, durant un avenir prévisible et certainement durant les quelques mois qui restent avant que la Nigeria et le Cameroun sous administration française accèdent à l'indépendance, la partie septentrionale et la partie méridionale du Cameroun sous administration britannique doivent être considérées en fait comme ayant une existence distincte et différente.

B. LE CAMEROUN MERIDIONAL

1. Description, administration et développement

Généralités

18. Le Cameroun méridional est la plus petite des entités administratives distinctes associées à la Fédération nigérienne : sa superficie (42.944 km²) fait de lui un territoire minuscule par rapport à chacune des trois vastes régions qui forment la Fédération proprement dite. Il est aussi beaucoup moins étendu que la partie méridionale du Cameroun sous administration française qui lui est adjacente. Sa population, cependant, est plus nombreuse que la superficie et la nature de son territoire le laisseraient supposer : elle était de 752.700 habitants au dernier recensement (1953) et atteint probablement aujourd'hui un chiffre nettement supérieur à 800.000 habitants. En outre, le potentiel économique, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'élevage, des ressources forestières ou du sous-sol, encore que sa prospection et sa mise en valeur systématiques restent, pour une grande part, à réaliser, est considéré comme prometteur et serait même très riche, selon certains de ceux qui s'occupent de sa mise en valeur.

19. La campagne est dominée par des montagnes et, même à basse altitude, le relief est accidenté ou vallonné. Des pluies abondantes arrosent les épaisses forêts et les vastes savanes pendant près de la moitié de l'année. Jadis, le sud du Cameroun méridional était entièrement couvert de hautes forêts, mais, bien qu'il en subsiste une grande partie, les plantations, les exploitations agricoles et les coupes de bois (souvent suivies de nouvelles plantations) font des brèches de plus en plus nombreuses dans l'ancienne forêt de la région côtière et l'aspect du paysage s'y modifie rapidement. Là où jadis des essences géantes bordaient la route, on voit aujourd'hui de nombreuses plantations de bananiers, de palmiers à huile, de cacaoyers, de caféiers et d'hévéas.

20. C'est cette zone, d'une profondeur d'environ 80 km à partir de la côte, qui porte la marque la plus évidente du développement économique. C'est là qu'a commencé l'exploitation des ressources du Territoire : le développement actuel prend la suite - avec quelques variations importantes - de l'économie de plantation que les Allemands y avaient créée avant que leur pays ne perdît le Cameroun, pendant la première guerre mondiale, et qu'ils ont pu poursuivre, dans bien des cas, en rachetant des terres à l'époque du Mandat britannique. Toutefois,

/...

depuis 1946, les 100.000 hectares ou plus de terres aliénées que des Allemands avaient possédés sont devenus des terres domaniales du Cameroun méridional, concédées en pratique à la Cameroons Development Corporation, organisme public créé pour gérer et mettre en valeur ces terres et leurs ressources dans l'intérêt du Territoire. Cette société détient actuellement environ 22.000 hectares de terres effectivement cultivées qui produisent, par ordre d'importance décroissante, des bananes, du caoutchouc, de l'huile de palme, du cacao, du thé et du poivre, et les grandes étendues cultivées que l'on trouve sur les terres fertiles des versants inférieurs du mont Cameroun et au-delà sont un trait frappant de l'aspect physique de la zone côtière.

21. Outre la modification radicale intervenue dans la propriété des terres de plantation et le but assigné à leur exploitation, il s'est produit dans le développement du pays, au cours de ces dernières années, un phénomène nouveau qui, à la longue, s'avérera peut-être plus important encore : de très nombreux Africains se sont mis à produire eux-mêmes des denrées agricoles d'exportation. Aux côtés des plantations de la Cameroons Development Corporation (CDC), les planteurs Bakweri, par exemple, qui se sont groupés pour former une coopérative de vente, seront bientôt les plus gros exportateurs de bananes du Territoire.

22. Au-delà de la zone principale de plantations, et en particulier dans la partie montagneuse et boisée du district de Kumba où la population est dispersée dans des villages ou hameaux, le producteur africain de produits du palmier, de cacao et de café robusta des basses terres a maintenant une place prédominante dans l'économie. Cette région est, cependant, beaucoup moins développée que la zone proche de la côte et les instruments du développement économique - les routes surtout et, naturellement aussi, tous les autres moyens nécessaires pour l'écoulement et le commerce des produits - commencent à se faire plus rares. Le nord du district de Kumba et toute la division de Mamfé souffrent de la rareté des voies de communication et leur développement économique et social reste par conséquent à un niveau très bas.

23. Plus au nord, le pays, toujours accidenté et boisé, s'élève progressivement jusqu'à un escarpement abrupt où la forêt fait place aux savanes du plateau de Pamenda. Des montagnes atteignant parfois plus de 2.000 mètres entourent des vallées et des plaines fertiles, et leurs versants sont couverts de pâturages et

/...

peuvent nourrir les troupeaux de bétail, de plus de 200.000 têtes, des nomades Foullé de l'extrême nord. Le pays Bamenda, qui comprend les divisions de Nkambe et de Wum qui sont tout au nord du Cameroun méridional, porte la marque d'une économie essentiellement paysanne. Il est relativement peu peuplé et visiblement sous-développé. Mais, au cours des dernières années, on y a introduit le café arabica et cette culture est en passe de devenir la source la plus importante de revenu monétaire. Une assez bonne "route de ceinture", formant une grande boucle, relie les trois divisions de la savane et il s'y raccorde des routes secondaires qui ont été construites, en grande partie, grâce aux efforts enthousiastes et dignes d'éloges des collectivités locales. Dans les zones les plus septentrionales de la savane, l'économie est cependant encore, à peu près uniquement, une économie de subsistance. Une société anglaise a créé une plantation de thé sur les collines de Ndu, et l'on prévoit que les plants commenceront à produire en 1961; la culture du thé semble devoir offrir à la population africaine peu d'avantages directs, hormis les possibilités d'emplois salariés, mais l'on espère que l'existence de l'entreprise constituera un stimulant pour d'autres formes de développement économique dans la région. On espère aussi que, si l'on améliore l'élevage et la commercialisation du bétail, les troupeaux des Foullé constitueront une richesse beaucoup plus productive qu'ornementale (les Foullé élèvent encore des troupeaux pour des raisons de prestige plutôt que pour produire de la viande ou du lait à écouler sur le marché).

24. Les populations du Cameroun méridional ont un caractère aussi varié que le paysage. Cela ne tient pas seulement à la diversité des origines tribales, des coutumes et des langues - le nombre de ces dernières a pour résultat que l'anglais et le "pidgin" sont à peu près le seul moyen commun d'expression. Cela est vrai aussi du degré d'évolution de la population dans tous les domaines. On a vu que la pénétration de l'économie monétaire varie considérablement de la région côtière aux savanes du nord; il en est exactement de même du degré d'évolution de la population dans le domaine de l'enseignement et dans le domaine social, et de l'influence exercée sur les autorités traditionnelles par les méthodes et conceptions démocratiques ou le souci d'une bonne administration.

25. Toutefois, aux yeux de la Mission de visite, le phénomène le plus saisissant, en ce qui concerne le Cameroun méridional, n'est pas constitué par le degré qu'a atteint le développement économique et social de la population et du pays, ou par

/...

tout ce qui reste à accomplir, mais plutôt par le fait que l'impulsion a été donnée et - ce qui est encore plus important - que les instruments du développement - les organes d'administration locale et centrale, le mouvement coopératif, etc. - commencent à être solidement établis et sont déjà en grande partie entre les mains de la population.

Administration, ressources et développement

26. Les institutions du Cameroun méridional ont été conçues pour fonctionner en étroite liaison avec la population. Elles répondent déjà à ce but dans des régions étendues du Territoire et l'on peut prévoir qu'il en sera ainsi partout lorsque l'on disposera d'un personnel plus nombreux, de meilleurs moyens de transport, etc., et que les institutions rurales auront atteint un stade d'évolution plus avancé. Dans le cadre très large des pouvoirs délégués au Cameroun méridional en vertu de la Constitution de la Nigeria, les institutions des deux niveaux principaux - régional et local - se superposent en se complétant et sont soumises directement, en théorie sinon tout à fait encore dans la pratique, à la volonté populaire.

27. Du point de vue administratif, le Cameroun méridional comprend six divisions (c'est-à-dire districts), qui sont celles de Victoria sur la côte, de Kumba et de Mamfé dans l'hinterland forestier, de Bamenda, de Wum et de Nkambé dans la savane. Chacune d'entre elles est placée sous l'autorité d'un Administrateur de district (qui est, dans chaque cas, un Européen, mais des Africains ont accédé aux postes d'administrateurs-adjoints) directement responsable devant le Gouvernement du Cameroun méridional, à Buéa.

28. Dans chaque division, l'administration locale est assurée par les Autorités indigènes, qui reçoivent les conseils et les avis de l'Administrateur de district et des représentants, résidents ou en mission, des départements spécialisés du gouvernement. L'Autorité indigène est généralement constituée par l'autorité traditionnelle reconnue de la zone dont il s'agit, qui est d'ordinaire un chef, assisté ou non d'un conseil; là où il n'existe aucune autorité coutumière exerçant son pouvoir sur une zone plus étendue qu'un village - comme c'est souvent le cas, par exemple, pour les populations de la forêt - des conseils ont été formés avec les représentants des familles "élargies" ou d'autres groupes et se sont vu conférer les mêmes pouvoirs en tant qu'autorités indigènes.

29. Etant donné que l'administration locale repose autant que possible sur les institutions coutumières, le ressort des diverses Autorités indigènes coïncide généralement avec la division primitive de la population en tribus ou clans. Cela exerce une influence notable sur la vie politique du pays, car les limites des districts administratifs - et aujourd'hui celles des circonscriptions où sont élus les représentants aux organes centraux - ont été établies, elles aussi, de manière à contenir autant que possible des groupes entiers de tribus ou de clans. Ainsi, là où la coutume tribale et l'attachement à la tribu sont forts, les chefs peuvent exercer une influence considérable à tous les échelons de l'administration, et il n'est pas douteux que tel a été le cas, récemment, pour certains d'entre eux, notamment les chefs plus puissants de la savane, dont les Fons de Bali, de Bafut et de Nsaw. La Mission donne des précisions complémentaires sur ce point dans la suite de son rapport.

30. Avec plus ou moins de succès selon les cas, on s'est efforcé de démocratiser les Autorités indigènes en les transformant en conseils élus, et d'en faire des organes plus efficaces en améliorant la formation de leur personnel permanent. Elles traitent des affaires d'administration locale importantes : outre diverses tâches secondaires, elles perçoivent les impôts directs, assurent le fonctionnement des tribunaux indigènes, gèrent les écoles autres que celles des missions religieuses et du gouvernement central, fournissent les services médicaux et sanitaires subsidiaires tels que les dispensaires, secondent les services agricoles, vétérinaires et forestiers du gouvernement central, et font construire et entretenir les routes secondaires qui complètent le réseau routier principal.

31. C'est dans la division de Victoria, dont la population s'élevait à 85.500 habitants lors du recensement de 1953, et qui est plus développée à tous égards que les cinq autres, que l'on trouve, pour le moment, le meilleur exemple d'administration locale. Les anciennes autorités indigènes avaient été entièrement réorganisées au moment du passage de la Mission. Afin de mettre en place un organisme jouissant de plus d'autorité et capable de fournir les services ou le personnel nécessaires, on avait créé un conseil unique de division. Il est composé surtout de conseillers élus par les membres de cinq conseils subordonnés, qui sont eux-mêmes élus, pour la plupart, au suffrage universel des adultes; les intérêts coutumiers et ceux des femmes sont représentés dans tous les conseils par des membres désignés. Le conseil de division a sa propre trésorerie, dont le

roulement de fonds est de 200.000 livres par an; parmi les services qu'il gère figurent cinq dispensaires et centres de santé, un service rural de santé, six écoles primaires supérieures et neuf écoles primaires élémentaires, et il doit assurer l'entretien de 80 km de routes.

32. Dans la division de Kumba (137.800 habitants en 1953), la mise en place d'institutions d'administration locale a été retardée dans le passé parce qu'il n'existait pas de structure sociale traditionnelle ayant une certaine cohésion, et elle est freinée aussi par l'insuffisance des moyens de transport. On y compte treize Autorités indigènes distinctes, qui sont toutes des conseils élus, et les efforts faits pour les fondre en trois groupes se sont heurtés à des difficultés. L'organisation de la division voisine de Mamfé (100.422 habitants en 1953) s'est révélée encore plus difficile : la cohésion administrative, le développement économique et social, et les relations entre les habitants sont sérieusement entravés par le fait qu'il n'existe à peu près pas de routes en dehors des grandes routes venant de Kumba et de la Nigeria orientale, utilisables seulement pendant la saison sèche, qui se rejoignent à Mamfé et permettent d'accéder jusqu'à Bamenda. L'administration locale, qui est constituée par dix Autorités indigènes et un Comité mixte qui se réunit tous les trois mois, manque en conséquence de ressources et son efficacité laisse à désirer. En revanche, dans les divisions de Bamenda (264.880 habitants en 1953), Nkambe (85.000 habitants) et Wum (79.700 habitants), situées toutes trois dans la savane, la structure sociale traditionnelle a une cohésion relative; les communications sont plus aisées et mieux assurées, et les cultures marchandes ainsi que l'élevage sont à l'origine d'une importante circulation monétaire. L'administration locale, bien qu'elle ne soit pas encore soustraite partout à l'influence de ceux des chefs qui demeurent attachés à l'ancien état de choses, s'organise peu à peu.

33. On a déjà indiqué quels étaient les rapports entre ces administrations locales et le Gouvernement du Cameroun méridional. Il est un autre lien entre les collectivités locales et le pouvoir central : elles sont représentées - en partie grâce à des élections et en partie grâce à la nomination de représentants des Autorités indigènes - à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional. La plupart des membres du gouvernement sont maintenant choisis parmi les membres de cette chambre; le gouvernement, dans une grande mesure responsable devant elle, doit lui soumettre

les lois dans les domaines qui ne sont pas réservés au Parlement fédéral de la Nigeria - où le Cameroun méridional est lui aussi représenté - et lui faire approuver ses dépenses de même que sa politique.

34. Le système ministériel de gouvernement a été mis en application le 15 mai 1958, dans les conditions que l'on trouvera analysées à la section suivante du rapport, et le Conseil exécutif, dont cinq membres sur neuf sont maintenant choisis parmi les membres des groupes majoritaires à la Chambre d'assemblée, est devenu l'organe exécutif principal du Cameroun méridional. Les cinq parlementaires élus qu'il comprend, parmi lesquels figure le Premier Ministre, ont reçu des pouvoirs de ministres et dirigent maintenant de nombreux services du gouvernement, financés par le budget du Cameroun méridional. Certaines responsabilités demeurent réservées à trois membres en qualité du Conseil exécutif (le commissaire adjoint, le secrétaire aux finances et le secrétaire aux questions juridiques, qui doit prochainement porter le titre d'Attorney-General). En outre, le Commissaire du Cameroun continue en principe à relever du Gouverneur général de la Fédération nigérienne, qui est Haut Commissaire du Territoire, mais il est tenu de prendre la plupart de ses décisions sur avis du Conseil exécutif.

35. Les responsabilités ministérielles dévolues au Premier Ministre et aux autres ministres camerounais sont très étendues. Le Premier Ministre, outre les fonctions inhérentes à sa charge, a la direction des terres et du cadastre, de l'administration locale et des organismes qui s'occupent de la commercialisation des produits et du développement. Le Ministre des ressources naturelles dirige les départements de l'agriculture, des forêts, des coopératives, ainsi que les services vétérinaires; le Ministre des services sociaux est chargé des services médicaux et de l'enseignement, et le Ministre des travaux publics et des transports s'occupe de la construction et de l'entretien des routes principales, des aérodromes, des installations urbaines et rurales d'approvisionnement en eau, et des bâtiments publics.

36. La mise en place de la structure qui assurera l'autonomie du Cameroun méridional - dans les limites qu'imposent, d'une part, les responsabilités de l'Autorité administrante et, d'autre part, les compétences attribuées au Gouvernement fédéral et au Parlement nigériens - est, comme on le voit, très avancée. Cette structure peut être encore considérablement élargie, ainsi qu'il sera expliqué plus loin, par suite des décisions intervenues à la fin de 1958, à la reprise de la Conférence

constitutionnelle de la Nigeria, si le gouvernement qui prendra le pouvoir après les prochaines élections le demande.

37. En raison de la nature particulière de sa tâche et du temps limité qui lui a été imparti, la Mission ne peut entreprendre un examen détaillé de tous les aspects du développement au Cameroun méridional; le Conseil de tutelle disposera, de toute façon, pour leur étude, des renseignements contenus dans les rapports annuels ainsi que de ceux que le Représentant spécial pourra fournir. A cette importante réserve près, elle n'en tient pas moins à appeler l'attention sur les aspects du développement de cette partie du Territoire sous tutelle qui lui ont paru les plus significatifs, au moment où une décision sur l'avenir du Territoire est toute proche. Les aspects du développement du Cameroun méridional que la Mission a jugés comme étant, pour cette raison, d'une importance toute particulière, sont la situation financière (dont le trait le plus préoccupant est l'insuffisance actuelle des capitaux disponibles pour le développement), l'élargissement de l'infrastructure, et en particulier du réseau routier (dont dépendront de façon étroite non seulement l'expansion de l'économie monétaire et de ses avantages immédiats mais aussi l'efficacité des services administratifs, le rythme des réformes qui seront apportées à l'administration locale et les progrès réalisés dans le domaine social et dans celui de l'enseignement) enfin, le problème du recrutement de personnel qualifié; administratif ou autre, en particulier pour les postes supérieurs.

38. La situation financière du Cameroun méridional s'est grandement améliorée au cours des derniers mois, grâce aux dispositions revisées en vertu desquelles il est maintenant considéré, pour la répartition des affectations de crédits, comme constituant par lui-même une région de la Fédération nigérienne. On s'est aperçu, après enquête effectuée par une commission financière^{1/}, que les mesures spéciales qui avaient été prises en application de la Constitution nigérienne de 1954 et qui ont été longuement exposées au Conseil de tutelle n'avaient pas donné de bons résultats. Un examen des budgets exécutés ou prévisions concernant les trois exercices 1956-1959 a montré que, si le Cameroun méridional était considéré comme une région, le résultat serait pour lui beaucoup plus favorable. En vertu du nouveau régime, entré en vigueur lors de la préparation du budget 1958-1959,

^{1/} Nigeria : Report of the Fiscal Commission, Colonial Office, Londres (Cmd.481)

le Cameroun méridional reçoit sa part estimative propre du total des recettes provenant du droit d'importation sur l'essence pour automobiles, sa part estimative sur la moitié du produit des droits sur les importations de tabac, 1 pour 100 du produit de tous les autres droits d'importation perçus dans l'ensemble de la Fédération (cette allocation, qui repose sur une nouvelle estimation de la consommation, représente le double de l'allocation précédente); sa part estimative sur la moitié du produit des impôts indirects et des droits à l'exportation; enfin, tout le produit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des redevances minières et de diverses autres recettes provenant du Cameroun méridional. En outre, à la suite de décisions adoptées à la reprise de la Conférence constitutionnelle, des changements d'ordre général doivent être apportés à la répartition des affectations dans l'ensemble de la Nigeria en 1959 et la Mission a été informée que ces changements seraient, eux aussi, dans l'ensemble, favorables au Cameroun méridional.

39. La situation financière du Cameroun méridional a également été améliorée du fait que le Gouvernement fédéral a renoncé au remboursement d'avances consenties dans le cadre de l'ancien système et représentant plus de 700.000 livres, ainsi qu'aux intérêts de ces avances. La Commission financière avait recommandé cette mesure et fait observer, dans son rapport, que ces avances n'auraient vraisemblablement jamais été nécessaires si le système de répartition des fonds avait été plus judicieux et que le Gouvernement du Cameroun méridional ne pouvait par conséquent pas être tenu pour responsable de la nécessité où il s'était trouvé de demander ces avances. Une autre avance (de trésorerie et s'élevant à 300.000 livres) doit être transformée en subvention et les intérêts seront abandonnés.

40. Dans le projet de budget 1958-1959, le premier qui ait été établi d'après le nouveau système, le Cameroun méridional devait recevoir en tout 607.950 livres comme part des recettes fédérales; le poste de recettes le plus important dans ce total était une somme de 279.000 livres correspondant aux droits d'importation autres que ceux frappant l'essence pour automobiles et le tabac. Le produit prévu des recettes internes était de 375.535 livres. Après révision du projet de budget, les recettes ordinaires attendues s'élevaient à 1.262.435 livres et les dépenses ordinaires à 1.296.655 livres, de sorte que le budget était légèrement déficitaire; mais, au moment de la visite de la Mission, les recettes effectives avaient été plus élevées que prévu et l'on ne craignait plus de déficit.

/...

Les dépenses sont constituées par les crédits affectés aux départements et services dont le Gouvernement du Cameroun méridional a la gestion. Les services fédéraux, qui comprennent la police, les postes et télégraphes, les prisons, l'inspection du travail, le contrôle des produits, la construction et l'entretien du réseau routier principal, sont financés par le budget fédéral, que le Cameroun méridional contribue à alimenter, notamment par l'impôt sur les bénéfices des sociétés et les autres recettes qui, comme on l'a vu ci-dessus, ne lui sont pas allouées dans leur totalité.

41. En ce qui concerne les investissements, la situation du Cameroun méridional n'est pas encore aussi saine. Pour l'année en cours, les recettes du budget d'investissement sont estimées à 725.897 livres et le solde dont disposera la Caisse générale au 31 mars 1959 ne sera, selon les prévisions, que de 270.000 livres. Actuellement, les seuls fonds pouvant être versés à cette Caisse sont les subventions accordées par le Royaume-Uni au titre des Colonial Development and Welfare Acts, s'élevant en 1958-59 à 525.000 livres, les subventions de la Southern Cameroons Development Agency, soit 12.500 livres, et une somme de 200.000 livres provenant de la vente d'anciens avoirs ennemis.

42. Dans divers domaines du développement économique, trois organismes publics importants complètent les activités des départements et services gouvernementaux. Deux d'entre eux ont aussi besoin de nouveaux capitaux. L'un est la Southern Cameroons Development Agency, dont la création avait été recommandée par une mission de la Banque internationale en 1953. Cet organisme, dont le conseil d'administration est présidé par un Camerounais et comprend quatre autres membres camerounais, est habilité à consentir des prêts aux sociétés coopératives et aux particuliers, et à formuler, encourager et financer des projets agricoles et industriels. Depuis le début de 1956, il a dépensé plus de 500.000 livres, provenant principalement de fonds légués et d'une subvention annuelle du Southern Cameroons Marketing Board. Plus de la moitié de cette somme a été consacrée au développement de la plantation de café que cet organisme possède à Santa, dans la région de Bamenda, et que la Mission a visitée. Il a accordé des prêts, s'élevant au total à 75.000 livres, à des sociétés coopératives et à des particuliers, ainsi qu'un certain nombre de subventions pour le développement de la culture du cacao, des recherches sur cette culture et l'expansion du réseau routier. Il a également prêté 50.000 livres pour aider à la création, à Kumba, d'une banque du mouvement

coopératif, dont le Président de la Mission de visite a été invité à poser la première pierre. Mais les responsables de cet organisme ont fait savoir à la Mission qu'ils étaient inquiets en ce qui concerne son financement, surtout en un moment où il a besoin de capitaux pour d'autres entreprises qui seraient productrices de recettes fiscales. Ils étaient à peu près certains que leur organisme ne recevrait pas la dotation d'un million de livres dont la mission de la Banque avait recommandé l'octroi par le Gouvernement fédéral.

43. Le Southern Cameroons Marketing Board, qui a le plus contribué à alimenter régulièrement la Development Agency, en lui accordant chaque année une subvention annuelle de 100.000 livres, qui a été prolongée jusqu'en 1959 au moins, a un objet plus spécialisé. Son rôle principal est de faciliter l'achat et l'écoulement des produits d'exportation - ce sont pratiquement le cacao, l'huile de palme et les palmistes - pour lesquels il fixe des prix à la production pour chacune des campagnes. Lorsque cela est nécessaire, il subventionne les prix de ces produits en puisant dans ses réserves financières pour couvrir le déficit de ses opérations; sa réserve générale était de 620.837 livres en septembre 1957, contre plus d'un million de livres en 1955. Dans la mesure où il en a les moyens, il aide au développement économique des zones de culture; sa participation la plus importante dans ce domaine a été la subvention annuelle octroyée à la Development Agency.

44. Le troisième organisme qui s'occupe du développement est la Cameroons Development Corporation, fondée en 1946 pour mettre en valeur les anciennes plantations allemandes, dans l'intérêt de la population camerounaise. Ses activités sont déjà connues du Conseil de tutelle. Elle a un conseil d'administration de neuf membres (dont trois sont des Camerounais) nommés par le Gouverneur général, et elle fonctionne dans l'ensemble comme une entreprise commerciale autonome, soumise à l'impôt, avec cette distinction importante qu'elle est tenue de verser ses bénéfices annuels au trésor du Cameroun méridional. En 1955, 1956 et 1957, la valeur de sa production annuelle de bananes, de produits du palmier, de caoutchouc, de cacao, de poivre et de bois a été d'environ 2,5 millions à 3 millions de livres par an. Les bénéfices qu'elle a versés au Gouvernement du Cameroun méridional se sont élevés à 19.200 livres en 1955, ont été nuls en 1956 et ont atteint 15.120 livres en 1957; elle devait faire un versement total de 38.030 livres en 1958. En fait, ce sont surtout les versements qu'elle a faits sous forme d'impôts directs et indirects et de loyers de concessions qui ont été importants :

le montant total de ses versements au Gouvernement fédéral et à celui du Cameroun méridional, bénéfices compris, a été de 357.050 livres en 1955, de 155.270 livres en 1956 et de 237.830 en 1957. Néanmoins, comme le Conseil de tutelle le sait, la modicité de ses bénéfices a déçu les espoirs qu'on avait mis en elle; il est reconnu qu'elle a besoin de recevoir de nouveaux capitaux si l'on veut voir augmenter sensiblement les recettes qu'en retire le Territoire, et des négociations ont été entreprises pour lui permettre de recevoir des capitaux de la Colonial Development Corporation de l'Autorité administrante.

45. Tout en estimant qu'il ne faut négliger aucune des possibilités d'obtenir de nouveaux capitaux de l'extérieur, la Mission pense que le Cameroun méridional devra compter, avant tout, sur une extension, peut-être peu spectaculaire mais, il faut l'espérer, régulière, de la production des cultures marchandes par les habitants de la forêt et de la savane. Les progrès accomplis ces dernières années ont été encourageants : l'essor rapide de la production de bananes et de cacao par les Africains et le développement qu'a pris la culture du café en sont des témoignages frappants. Tout cela a contribué, et devrait contribuer de plus en plus, à alimenter les caisses publiques et, finalement, à créer des disponibilités pour les investissements publics et privés. On recherche de nouvelles cultures convenant au paysan africain; on a commencé à cultiver l'hévéa; des variétés améliorées de cacao ont été introduites dans le pays et l'on a créé un Conseil de l'agriculture et un Institut agricole. On va entreprendre un projet-pilote d'abattage du bétail, à Bamenda, et de transport de la viande par camions réfrigérés vers les marchés méridionaux. On encourage l'activité des entreprises d'outre-mer : certaines d'entre elles ont créé des plantations de thé dans la région de Bamenda et les exportations de bois ont remarquablement progressé.

46. De l'avis de la Mission, aucun aspect du développement économique n'est plus encourageant que l'essor qu'a connu le mouvement coopératif au cours des dernières années chez les planteurs africains. Depuis 1955, le nombre des sociétés coopératives est passé de 63 à 150, le nombre de leurs membres de 4.250 à 12.000 environ, et la valeur annuelle des produits manipulés, de 190.000 livres à environ 1.500.000 livres. Les sociétés coopératives ont formé deux organisations centrales qui s'occupent, l'une du cacao, du café et des palmistes, l'autre des bananes; à leur tour, ces organisations ont créé une entreprise de mécanique et

de transports qui a déjà pris une certaine importance; une société centrale de financement est en voie de création et l'on envisage de fonder une organisation qui fournira aux producteurs l'outillage agricole indispensable et du matériel pour la vente des produits.

47. Parmi tous les moyens d'accélérer le développement économique, l'amélioration des communications routières est considérée comme présentant le plus d'urgence. Le Gouvernement du Cameroun méridional assure la construction et l'entretien du réseau de routes principales, dont la longueur est maintenant d'environ 750 km, à l'aide des fonds fournis par le Gouvernement fédéral, mais les routes secondaires sont entièrement à sa charge. Comme auparavant, la majeure partie des dépenses faites par la Fédération au Cameroun méridional a pour objet la reconstruction et l'entretien des grandes routes et la construction de bureaux et de logements pour les services fédéraux. Actuellement, un montant total de crédits de 1.200.000 livres a été affecté à la construction d'une route à deux voies, carrossable en toute saison et pourvue de ponts définitifs, qui reliera Victoria à Bamenda et aura 325 km. Tous les ponts sont terminés et la route est recouverte d'un revêtement sur 130 km à partir de Victoria, mais la plus grande partie du tronçon Kumba-Mamfe est parfois encore impraticable pendant la moitié de l'année. La Mission a appris qu'il avait été difficile de trouver des adjudicataires pour les travaux, et que deux groupes d'ingénieurs et d'ouvriers du Ministère des travaux publics travaillent maintenant sur ce tronçon, en partant de ses deux extrémités. On espérait que la route serait rendue carrossable en toute saison avant les pluies de 1960. C'est là l'artère principale du Cameroun méridional et la Mission estime que son mauvais état - qui détourne une grande partie du trafic vers le réseau routier, en général excellent, du Cameroun sous administration française - a constitué un obstacle sérieux au développement, économique et autre, et qu'elle devrait être terminée depuis longtemps. Parmi les autres grands travaux en cours, il faut signaler la reconstruction et le revêtement de la grande route qui relie le Cameroun méridional à la Nigeria orientale, en allant de Mamfe à la rivière Cross, et la construction, dans la région de Bamenda, d'une nouvelle route qui constituera le premier tronçon d'une artère reliant le Cameroun méridional au Cameroun septentrional. Le gouvernement exécute un programme de construction de routes secondaires dont on estime le coût à environ 900.000 livres. La Mission a constaté qu'il était inutile de rappeler aux autorités intéressées - qui sont

essentiellement aujourd'hui les ministres camerounais - combien il est important d'activer le développement de l'infrastructure. Malheureusement, l'exécution de leurs programmes est bien souvent retardée par la hausse des prix de revient ou d'autres difficultés qui ne pourraient être surmontées qu'à l'aide de fonds plus importants.

48. En outre, le Gouvernement du Cameroun méridional a maintenant assumé la gestion des services sociaux, qui comprennent notamment les services médicaux et les établissements scolaires, dont l'entretien et l'extension indispensable seront sans doute pour lui une lourde charge financière. Le Mission n'a rien à ajouter sur ces questions aux renseignements que le Conseil possède déjà; elle tient cependant à rendre hommage aux nombreux Européens, Américains et Africains - hommes ou femmes, missionnaires, fonctionnaires, employés de sociétés privées - qui continuent à se consacrer avec un grand désintéressement aux soins à donner aux malades, ainsi qu'à l'enseignement des enfants et à la formation du personnel enseignant.

49. Il est évident que l'état peu satisfaisant des services d'enseignement dans le passé a eu de grandes incidences sur le rythme de la "camerounisation" des services publics, en particulier aux échelons supérieurs. Le nombre des élèves diplômés sortant des établissements d'enseignement secondaire est encore assez faible - moins de 60, en 1957, pour les deux collèges de garçons existants - et les jeunes gens qui peuvent entreprendre des études supérieures en dehors du Territoire sont par conséquent peu nombreux. Au moment de la visite de la Mission, il y avait, dans les services du Gouvernement du Cameroun méridional, 21 Camerounais occupant des postes supérieurs, sur un total de 112, et 649 Camerounais occupant des postes subalternes, sur un total de 853. Les deux principaux partis politiques reconnaissent la nécessité d'employer, pendant de nombreuses années encore, des fonctionnaires venus de l'extérieur et déclarent qu'ils désirent s'assurer leurs services, mais cela ne résout pas complètement le problème. La Mission a constaté notamment une grave pénurie d'administrateurs : sur un total de 20 postes, 11 seulement étaient pourvus, et deux de leurs titulaires se trouvaient en congé au Royaume-Uni. La Mission a appris qu'on ne prévoyait aucune amélioration de la situation tant qu'il ne serait pas possible de recruter, pour ces postes, des fonctionnaires camerounais suffisamment qualifiés.

2. La situation politique et constitutionnelle

Evénements qui sont à l'origine de la situation actuelle

50. Pour pouvoir parvenir à ses conclusions et à ses recommandations concernant la question principale dont elle devait s'occuper, à savoir la détermination des vœux de la population quant à son avenir, la Mission a jugé qu'il était indispensable d'examiner l'histoire de l'évolution constitutionnelle du Cameroun méridional, ainsi que les fluctuations des influences politiques qui non seulement ont accompagné cette évolution mais l'ont, en grande partie, orientée.

51. Dès le début de l'administration britannique, cette région du Cameroun a été administrée en tant que partie intégrante de la Nigeria méridionale; plus tard, lorsque la Nigeria méridionale a été divisée en deux parties, qui forment maintenant les régions de l'Est et de l'Ouest de la Fédération, le Cameroun méridional a été rattaché, aux fins de l'administration, à la région de l'Est, en constituant tout d'abord une province unique, puis deux provinces. Telle était la situation du Cameroun méridional lorsque le régime de tutelle a été instauré et c'est dans ces conditions qu'il a participé au progrès constitutionnel de la région de l'Est et a envoyé des représentants au Parlement de cette région.

52. Cependant, peu après l'entrée en vigueur du régime de tutelle, des différences ethniques fondamentales, un passé distinct et les difficultés de communications ont créé un désir de voir le Cameroun méridional se séparer de la Nigeria orientale et constituer une entité distincte. Ce premier éveil d'une "conscience camerounaise", observé et signalé au Conseil de tutelle par la première Mission de visite en 1949, a été à l'origine des principaux mouvements politiques qui existent aujourd'hui et fait apparaître la plupart de leurs dirigeants actuels. Ces hommes sont maintenant dans deux camps opposés, mais ils avaient alors une grande identité de buts : ils s'accordaient d'une manière générale pour considérer que la séparation du Cameroun méridional de la Nigeria orientale serait une étape d'un processus qui amènerait le Cameroun méridional et le Cameroun septentrional à former une entité politique unique et qui conduirait finalement à l'unification de tout le Cameroun, c'est-à-dire y compris le Territoire sous administration française. L'emploi de la graphie "Kamerun", conservé dans le titre de tous les principaux partis politiques du Territoire, et même de ceux qui n'ont plus pour objectif la réunification, rappelle cette époque et revêt encore une certaine importance.

53. La première phase du processus mentionné ci-dessus s'est trouvée accomplie en 1954, du fait que l'Autorité administrante a reconnu, à la Conférence constitutionnelle de la Nigeria, tenue à Londres, que le Cameroun méridional puisse se séparer de la région de l'Est de la Nigeria et jouir d'une autonomie limitée en tant que territoire "quasi fédéral" au sein de la Fédération nigérienne. En conséquence, la Constitution de la Nigeria de 1954 a accordé au Territoire sa propre Chambre d'Assemblée, composée de 13 membres élus, de 6 représentants des Autorités indigènes, de 3 membres siégeant *ès qualité* et de 2 représentants spéciaux désignés pour représenter le commerce et les femmes; cette assemblée avait les mêmes pouvoirs législatifs que celle d'une région autonome, c'est-à-dire qu'elle pouvait légiférer sur toute matière qui ne figurait pas sur la "liste des questions législatives exclues"^{1/} du Gouvernement de la Fédération. Le Conseil exécutif créé se composait de trois membres siégeant *ès qualité* et de quatre membres non fonctionnaires; il avait essentiellement un rôle consultatif auprès du Commissaire du Cameroun, qui n'était pas tenu de le consulter, bien qu'il manquât rarement de le faire, et ses membres non fonctionnaires n'avaient pas le rang de ministres. Le Commissaire, qui présidait à la fois le Conseil exécutif et la Chambre d'assemblée, était responsable de l'administration du Territoire devant le Gouverneur général de la Fédération et agissait conformément aux instructions générales ou particulières que le Gouverneur général pouvait lui donner. Le Cameroun méridional continuait à être représenté à la Chambre des représentants de la Fédération nigérienne par six membres élus, un par division. Il avait également droit, en vertu de la Constitution, à au moins un siège au Conseil fédéral des ministres et un de ses représentants élus était désigné à cet effet.

54. Ces changements ont été le point de départ de nouveaux progrès et, à la suite des décisions prises à la Conférence constitutionnelle de Londres de 1957, à

^{1/} Les questions particulières figurant sur cette liste comprennent la naturalisation des étrangers, l'aviation, les questions et la législation relatives à la banque centrale, les emprunts à l'étranger, la citoyenneté nigérienne, la monnaie, les douanes, la défense, l'expulsion des étrangers, le contrôle des changes, les affaires extérieures, l'immigration, la navigation, la météorologie, les mines et les minéraux, les passeports, la police, les postes et télégraphes, les chemins de fer, les impôts non africains sur les revenus et les bénéfices, les échanges et le commerce entre les régions et le Cameroun méridional, et les grandes routes.

laquelle les principaux partis politiques du Territoire étaient représentés, le Cameroun méridional a été doté d'une constitution nouvelle et plus avancée, dont la mise en vigueur était en cours à l'époque de la visite de la Mission. L'appellation "Territoire quasi-fédéral" a été abandonnée et le Territoire est maintenant désigné sous le nom de Cameroun méridional. Le nombre des membres élus de la Chambre d'assemblée doit être porté de 13 à 26 et leur élection doit se faire au suffrage universel des adultes. La Chambre continuera à comprendre trois membres siégeant *ès* qualité et deux "membres spéciaux" chargés de représenter des intérêts ou des collectivités qui seraient autrement insuffisamment représentés, mais il n'y aura plus de membres représentant les Autorités indigènes. Le Commissaire pourra, après consultation avec le Premier Ministre, désigner, soit parmi les représentants, soit en dehors de la Chambre, un "speaker" qui assurera normalement la présidence.

55. Il doit également y avoir une Chambre des chefs composée d'environ 20 membres, trois au moins par division. Le Commissaire, après enquête et consultations avec les intéressés, doit déterminer le nombre des membres et la méthode à utiliser pour les choisir, et mettre la Chambre en place aussitôt que possible, probablement au début de 1959. La Chambre aura pour fonction d'examiner toute question qui lui sera soumise par le Commissaire, ou toute question ou sujet soulevé par un membre, et pourra émettre son avis par voie de résolution. Elle étudiera les projets de loi et d'autres questions politiques importantes et ses résolutions seront déposées devant la Chambre d'assemblée, où elles pourront être reprises par le gouvernement ou par un membre de cette chambre. Le mandat de la Chambre des chefs prendra fin en même temps que celui de la Chambre d'assemblée.

56. Il a été décidé, d'autre part, que le Conseil exécutif serait composé en majorité de membres non fonctionnaires et cette modification a déjà pris effet. Le Conseil se compose du Commissaire, qui le préside, de trois membres *ès* qualité et de cinq membres non fonctionnaires dont l'un est Premier Ministre, les autres ayant rang de ministres. Le Gouverneur général de la Nigeria, en sa qualité de Haut Commissaire, peut accroître le nombre des ministres sur recommandation formulée par le Commissaire après consultation de son Conseil exécutif. Il nomme les ministres sur la recommandation du Premier Ministre. Comme il a été indiqué plus haut, le Conseil exécutif est le principal organe exécutif du Cameroun méridional.

57. Parmi les mesures constitutionnelles transitoires qui, prises dans leur ensemble, conduisaient la Fédération de la Nigeria à l'indépendance, les résultats de la Conférence de Londres de 1957 contenaient donc, pour le Cameroun méridional, la promesse de trois changements majeurs : introduction du système ministériel; élargissement de l'assemblée, qui serait beaucoup plus directement représentative, et création d'une chambre des chefs dotée d'attributions consultatives.

58. La date d'entrée en vigueur des deux premiers de ces changements a constitué, dès la fin de 1957 et au cours des premiers mois de 1958, une question politique d'une grande importance au Cameroun méridional. Il en a été ainsi, pour une part, à cause de la composition de la Chambre d'assemblée existante. En premier lieu, dans cette chambre qui n'avait été que partiellement élue, les treize sièges pourvus par voie d'élection l'avaient été suivant un système de suffrage qui avait pour effet de limiter le droit de vote, à quelques exceptions près, aux hommes adultes. Le nombre total des votants aux dernières élections (mars 1957) avait été de 78.439, ce qui représentait plus des trois quarts des électeurs inscrits, mais un très faible pourcentage des adultes, sur une population totale de plus de 750.000 personnes. En second lieu, les sièges pourvus par voie d'élection étaient répartis entre les principaux partis politiques de telle façon qu'une majorité ne pouvait être assurée que par une alliance entre des partis, ou grâce à l'appui d'un nombre suffisant de représentants non élus, ou par ces deux moyens.

59. Avant les élections de 1957, les membres de la Chambre d'assemblée appartenant au Kamerun National Congress (KNC) et ayant à leur tête M. E.M.L. Endeley constituaient une majorité importante qui avait facilement survécu à la démission de deux membres qui formèrent un nouveau mouvement d'opposition, le Kamerun National Democratic Party, dirigé par M. J.N. Foncha. Aux élections de 1957, le KNC avait obtenu six sièges (avec 35.626 voix), le KNDP cinq sièges (avec 17.937 voix) et le Kamerun People's Party deux sièges (avec 15.436 voix). Au cours du mois de septembre suivant, cependant, l'un des membres du KNC avait démissionné du parti puis adhéré au KNDP. Ce dernier parti était ainsi parvenu à détenir de peu le plus grand nombre des sièges pourvus par voie d'élection (avec six sièges contre cinq au KNC); toutefois, le KNC conservait l'appui de quatre des six représentants des Autorités indigènes et avait ainsi une majorité sur tous les autres groupements. De plus, à la fin de l'année, il avait renforcé sa position en s'alliant avec le KPP, obtenant ainsi l'appui de deux membres élus supplémentaires. C'est cette alliance qui détenait le pouvoir à l'époque de la visite de la Mission. /...

60. Telle était la situation lorsque s'est posée la question de l'application des décisions de la Conférence de Londres. Le problème se trouvait compliqué du fait que les deux principaux groupements de la Chambre d'assemblée avaient adopté des points de vue qui semblaient fondamentalement différents sur la question de l'avenir du Territoire : le KNC avait pour objectif proclamé d'obtenir, pour le Cameroun méridional, la pleine autonomie régionale en 1959 et l'indépendance avec la Nigeria en 1960, en reléguant au second plan plutôt qu'en abandonnant complètement ses aspirations antérieures à l'unification avec le Cameroun sous administration française. Le KPP avait un point de vue similaire, sinon tout à fait identique. Quant au KNDP, il préconisait la "sécession" du Cameroun méridional, autrement dit la séparation du Cameroun méridional et de la Fédération comme premier pas vers l'unification du Cameroun méridional avec le Territoire du Cameroun sous administration française, une fois ce Territoire parvenu à l'indépendance^{1/}.

61. La principale question qui se posait était de savoir si le système ministériel devait être instauré avant ou après la reconstitution de la Chambre d'assemblée sur les bases beaucoup plus représentatives dont il avait été convenu à la Conférence de Londres. D'après une déclaration du Dr Endeley, l'ordre dans lequel devaient être effectuées les deux réformes - système ministériel et élections - n'avait pas été précisé à l'avance mais les dirigeants politiques étaient convenus en général qu'il serait préférable que les élections aient lieu d'abord, si cela était possible. Cependant, étant donné que l'établissement des nouvelles listes électorales et les autres formalités ne pourraient pas être achevés assez tôt pour que les élections puissent avoir lieu avant la fin de la saison des pluies, c'est-à-dire vers la fin de l'année, le groupe majoritaire décida d'insister pour que le système ministériel soit mis en place en premier lieu. Comme M. Endeley expliqua ultérieurement, ses collègues et lui-même désiraient que l'on fasse le nécessaire pour instaurer un gouvernement ministériel au début de l'année, afin que le Cameroun méridional puisse acquérir une expérience du gouvernement avant d'accéder à l'indépendance, quelle que soit la date des élections futures et de la réalisation des autres réformes constitutionnelles.

^{1/} Voir, pour plus de détail, la section intitulée Les partis politiques et leurs programmes.

62. En même temps qu'il insistait sur cette méthode auprès du Gouverneur général, le Gouvernement de M. Endeley convoqua une session spéciale de la Chambre d'assemblée au début de février, en vue de l'examen de motions demandant, non seulement l'introduction immédiate du système ministériel, mais également la pleine autonomie régionale en 1959. Ces motions furent adoptées malgré les protestations des membres de l'opposition, qui quittèrent la salle lors du vote.

63. Le système ministériel a été instauré le 15 mai 1958. Un Premier Ministre (M. Endeley) fut nommé, de même que quatre ministres représentant l'alliance KNC/KPP et comprenant, outre M. Endeley, trois membres élus de la Chambre d'assemblée appartenant au KNC (M. F.N. Ajebe-Sone, ressources naturelles; M. V.T. Iainjo, services sociaux; le révérend S. Ando-Seh, Ministre d'Etat) et un membre élu appartenant au KPP (M. N.N. Mbile, travaux publics et transports).

64. La date des élections n'avait pas encore été fixée lorsque la Mission s'est rendue au Cameroun méridional : la Mission a depuis été informée que ces élections devaient avoir lieu le 24 janvier 1959 et que la Chambre d'assemblée actuelle avait été dissoute le 23 décembre 1958. On ne saurait surestimer l'importance de ces élections : la Mission estime, comme il sera expliqué plus loin, qu'elles fourniront une indication sur les vœux de la population quant à son avenir et permettront également de constituer une assemblée et un gouvernement plus représentatifs que ceux qui existaient à l'époque de la visite de la Mission. Le caractère représentatif limité de l'ancienne Chambre d'assemblée résultait du mode de représentation. La grande majorité des femmes étaient privées, en fait, du droit de vote; le nombre de circonscriptions électorales n'était que la moitié de ce qu'il sera pour les élections du 24 janvier, et la création de nouvelles circonscriptions va assurer une représentation plus équitable des diverses parties du pays. D'autre part, les opinions variaient dans le Territoire sur la question de savoir si les représentants des Autorités indigènes, qui détenaient la position clé dans l'ancienne Chambre, représentaient vraiment les tendances politiques les plus importantes de leurs régions respectives.

65. L'établissement des listes électorales pour les élections du 24 janvier 1959 a été achevé en juillet 1958. Le nouveau règlement, utilisé pour la première fois, n'exige plus que les personnes désirant se faire inscrire prouvent qu'elles ont payé l'impôt, disposition qui avait eu pour effet, en particulier, d'empêcher

/...

l'inscription de la presque totalité des femmes. Les principales conditions requises pour l'inscription font une distinction entre les sujets et protégés britanniques et les personnes qui ne possèdent pas ce statut; cette distinction a pour but d'imposer des conditions de résidence plus strictes pour la dernière catégorie, qui comprend en particulier les personnes originaires du Cameroun sous administration française. Ont le droit de se faire inscrire et de voter les personnes âgées de 21 ans au moins, qui : a) sont sujets ou protégés britanniques nés au Cameroun méridional ou y ayant résidé habituellement pendant une période ininterrompue d'au moins 12 mois au 1er février 1958; ou b) sont en mesure de prouver, en s'appuyant sur des témoignages ou des documents, qu'elles ont résidé habituellement au Cameroun méridional pendant une période ininterrompue de 12 ans prenant fin à la date spécifiée. Un certain nombre de causes d'incapacité d'application générale sont énumérées. Nul ne peut se faire inscrire ni voter a) s'il est reconnu comme relevant de l'autorité d'une Puissance étrangère ou d'un Etat étranger; b) s'il a été condamné à mort ou à une peine d'emprisonnement de plus de six mois par un tribunal d'une partie quelconque des territoires de Sa Majesté et s'il n'a pas purgé sa peine ou bénéficié d'une remise de peine; c) s'il est réputé aliéné ou privé de raison, ou d) s'il a été frappé d'incapacité électorale pour délit de corruption électorale.

66. Le tableau ci-dessous indique ce qu'a été la répartition des sièges pourvus par voie d'élection ou attribués aux représentants des Autorités indigènes et des "intérêts spéciaux" à la Chambre d'assemblée en 1957 et 1958, et la façon dont les nouveaux sièges électifs sont répartis entre les districts pour les élections de 1959.

CHAMBRE D'ASSEMBLEE DU CAMEROUN MERIDIONAL : REPARTITION DES SIEGES
DES REPRESENTANTS EN 1957 ET EN 1959

DISTRICT	CIRCONSCRIPTIONS EN 1957-1958 ET REPRESENTANTS DES AUTORITES INDIGENES	TITULAIRES EN 1957-1958	1959 CIRCONSCRIPTIONS
VICTORIA	Nord Sud Autorités indigènes	KNC (Dr E.M.L. Endeley) KPP (M. P.N. Motomby- Woleta) Ind. (le Chef J. Manga- Williams)	Nord-Ouest Nord-Est Sud-Ouest Sud-Est
KUMBA	Est Ouest Autorités indigènes	KNC (M. F.N. Ajebe- Sone) KPP (M. N.N. Mbile) KNC (le Chef J. Mokambe)	Nord-Est Nord-Ouest Sud-Est Sud-Ouest
MAMFE	Nord-Ouest Sud-Est Autorités indigènes	KNC (M. S.A. Arrey) KNDP (M. A. Fonge) KNC (M. T. Lekunze)	Ouest Nord Sud Est
BAMENDA	Ouest Centre Est Autorités indigènes	KNDP (M. S.T. Muna) KNDP (M. J.N. Foncha) KNC (M. V.T. Lainjo) KNDP (M. H.D. Tankoh)	Nord Ouest Centre Ouest Centre Est Est Sud
WUM	Sud Nord Autorités indigènes	KNDP (M. A.N. Jua) KNDP (M. P. Mua) KNC (M. J.E. Kum)	Nord Centre Est Ouest
NKAMBE	Sud-Ouest Nord-Est Autorités indigènes	KNDP (M. P.N. Nsakwa) KNC (le Révérend S. Ando-Seh) KNC (Chef W. Mformi)	Nord Est Centre Sud
"INTERETS SPECIAUX"	Deux sièges	Mme D.E. Idowu M. W.E.W. Carter	Deux sièges

La question de l'évolution constitutionnelle ultérieure

67. La proximité des élections au Cameroun méridional et l'idée que le résultat de ces élections indiquerait plus clairement lequel des principaux groupes politiques représente la majorité de la population ont influencé les discussions qui ont eu lieu à la reprise de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria, à Londres, en septembre et en octobre, sur l'évolution constitutionnelle ultérieure de cette partie du Territoire sous tutelle.

68. Comme il a été indiqué ci-dessus, l'Alliance KNC/KPP qui détenait la majorité des voix à la Chambre d'assemblée existante a obtenu en février 1958 l'adoption d'une résolution demandant que l'autonomie régionale complète au sein de la Fédération de la Nigeria soit accordée au Cameroun méridional en 1959. Dans les circonstances que la Mission a déjà décrites, il aurait été difficile d'admettre que cette résolution exprimait de façon concluante les vœux de la population. Cependant, la résolution constituait une démarche logique par laquelle les deux partis politiques alliés essayaient de se rapprocher de leur objectif immédiat important et de l'objectif final qu'ils s'étaient assigné si les élections du 24 janvier les portaient au pouvoir. A leurs yeux, l'accession du Cameroun méridional au statut complet de région ayant des pouvoirs identiques à ceux des régions de l'Est, de l'Ouest et du Nord de la Nigeria - sous la seule réserve de dispositions se rapportant à l'Accord de tutelle - est la dernière étape à franchir avant que la Nigeria accède à l'indépendance en 1960, et le Cameroun méridional avec elle. Comme le Premier Ministre, M. Endeley, l'a fait savoir par une déclaration officielle publiée après l'instauration du système ministériel le 15 mai, "la politique du Gouvernement du Cameroun méridional est de travailler inlassablement pour obtenir l'autonomie en 1959 et l'accession à l'indépendance en 1960 avec le reste de la Nigeria, afin de construire une Fédération forte et prospère qui prendra fièrement sa place parmi les autres nations du monde".

69. M. Endeley et ses collègues ont pris position en ce sens à la reprise de la Conférence constitutionnelle de Londres, à laquelle participaient des représentants de tous les principaux partis politiques de la Nigeria et du Cameroun ainsi que des représentants des Gouvernements de la Nigeria et des représentants de l'Autorité administrante. La Conférence a fait savoir que les objectifs du KNC/KPP rencontreraient l'agrément de la Nigeria s'ils recevaient l'appui de la

population du Cameroun méridional. Cette attitude ne constituait pas un élément nouveau : comme la Conférence l'a noté elle-même dans son rapport^{1/}, elle "avait approuvé implicitement l'idée que le Cameroun méridional devait avoir le statut d'une région au plein sens du terme", lorsqu'elle avait recommandé, en 1957, que le Cameroun méridional soit pleinement représenté (huit sièges) dans la nouvelle Chambre fédérale des représentants (qui doit être élue à la fin de 1959) et qu'il soit représenté au Sénat dans les mêmes conditions que les régions nigériennes. La Conférence a également pris note des mesures adoptées qui avaient pour effet d'améliorer sensiblement la situation financière du territoire. Elle a enfin confirmé que, "si tel s'avérait être le souhait de la population du territoire, la Nigeria serait toute prête à accueillir le Cameroun méridional au sein de la Fédération, avec le statut de région pleinement autonome égale, sur un pied d'égalité absolue avec les autres régions, dans le cadre d'une Nigeria indépendante".

70. Outre qu'elle a fait dépendre cette dernière mesure de la preuve que la population la souhaitait, la Conférence a également décidé que toute nouvelle mesure constitutionnelle qui serait prise au Cameroun méridional en vue de son autonomie serait conditionnée en fait par les résultats des élections qui y auraient lieu. En expliquant cette décision, le rapport de la Conférence a indiqué que les représentants du KNC et du KPP avaient déclaré que le principal objectif politique de leur parti était l'octroi au Cameroun méridional d'un statut de région égale à tous égards aux autres régions, au sein d'une Nigeria indépendante, et qu'ils étaient donc désireux de voir réaliser de rapides progrès constitutionnels pour se préparer à prendre leur place dans une Nigeria indépendante.

71. Le rapport indique d'autre part que les représentants du KNDP, conduits par M. J.N. Foncha, alors chef de l'opposition à la Chambre d'assemblée, ont déclaré que leur parti ne souhaitait pas que le Cameroun méridional devienne définitivement partie intégrante d'une Nigeria indépendante. Leur objectif en ce qui concerne le Territoire sous tutelle était sa sécession. Ils s'étaient opposés à tout nouveau changement constitutionnel apporté au Cameroun méridional, sous quelque forme que ce soit, qui aurait pour résultat ou pour but une association plus étroite avec la Nigeria.

72. Le Secrétaire d'Etat aux colonies a pris note des divergences entre les vues exprimées. Il a déclaré qu'il était disposé à accepter en principe que le Cameroun méridional devienne, en temps opportun, une région ayant un statut en tous points égal à celui des autres régions de la Nigéria. A son avis, une telle évolution,

^{1/} Fédération nigérienne : Rapport relatif à la reprise de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria. Voir Annexe III.

en préparant la population à l'autonomie complète, permettrait d'atteindre l'un des buts fondamentaux de l'Accord de tutelle, sans, pour autant, obliger nullement le Cameroun méridional à constituer une association permanente avec la Nigeria, point sur lequel il appartiendrait aux habitants du Territoire d'exprimer leurs désirs le moment venu. Il a ajouté, cependant, qu'en raison de l'Accord de tutelle, il serait nécessaire que le Royaume-Uni conserve au Cameroun méridional certains pouvoirs législatifs et exécutifs réservés qui seraient exercés par son représentant

73. Le rapport a ajouté qu'il avait été convenu en conséquence avec les représentants du Cameroun méridional - et la Conférence y avait donné ultérieurement son assentiment - qu'aucune transformation constitutionnelle immédiate ne serait effectuée, mais qu'il serait loisible au Gouvernement du Cameroun méridional, qui serait formé après les élections de janvier, de demander à l'Autorité administrante de réaliser tout ou partie d'une série de changements déterminés. Le Secrétaire d'Etat a donné l'assurance que le Gouvernement du Royaume-Uni procéderait alors à ces changements sans délai, dans la mesure où ils n'exigeraient pas d'amendement à la Constitution, et que les instruments juridiques nécessaires seraient préparés dès que possible.

74. Les changements que peut ainsi obtenir le nouveau gouvernement, sur demande, sont les suivants : le Commissaire adjoint ne ferait plus partie du Conseil exécutif et de la Chambre d'assemblée; un ministre des finances serait nommé pour remplacer le Secrétaire aux finances, à un moment approprié, après l'adoption du budget de 1959; on désignerait jusqu'à trois secrétaires parlementaires; les pouvoirs législatifs et exécutifs réservés et le pouvoir d'approuver les lois seraient dévolus au Commissaire du Cameroun (agissant toutefois sous l'autorité du Haut Commissaire); enfin il serait créé un corps de fonctionnaires distinct^{1/}.

3. Opinions de la population touchant son avenir

Observations générales

75. La Mission de visite a trouvé, au Cameroun méridional, une grande activité politique. Sa présence était certainement une raison de cette activité, une autre raison étant que des élections générales extrêmement importantes auraient bientôt lieu. La Mission a constaté que beaucoup d'autres facteurs influençaient la

^{1/} Pour la liste complète des changements, voir Annexe III.

pensée et l'activité politiques. Ce sont notamment l'attraction puissante et contradictoire qu'exercent les territoires voisins, une conception souvent idéalisée du régime de tutelle et de l'identité nationale de l'ancien Kamerun allemand, l'attachement à la tribu, les rivalités entre tribus, l'influence de certains chefs traditionnels puissants, les conflits dus aux différences de tempérament et, dans les régions frontalières, l'activité des "réfugiés politiques" et autres venus du Cameroun sous administration française.

76. La Mission a pu, cependant, faire deux constatations principales. C'est, tout d'abord, que les discussions publiques étaient dominées par la question de l'avenir du Cameroun méridional; ensuite, que l'opinion publique, dans la mesure où elle se manifestait, trouvait son expression dans deux grandes tendances représentées chacune par l'un des principaux groupements politiques. Certains soutenaient que l'intérêt du Cameroun méridional était de continuer dans la voie qui l'avait amené au seuil de l'autonomie régionale et de devenir l'une des régions autonomes de la Fédération nigérienne indépendante en 1960. Selon d'autres, le moment était venu pour le Cameroun méridional de se séparer de la Nigeria à des fins qui n'étaient pas encore très claires, mais qui dépendaient beaucoup de la conviction qu'il fallait faire l'union avec le Cameroun sous administration française.

Evolution des partis politiques

77. L'apparition de la vie politique moderne, ainsi que des deux tendances principales qui divisent actuellement l'opinion, a plus ou moins coïncidé, au Cameroun méridional, avec l'instauration du régime de tutelle, qui a eu lieu à un moment où les courants nationalistes déferlaient sur les côtes de l'Afrique occidentale et commençaient à se faire sentir dans la partie méridionale du Territoire. A l'origine, les deux principaux groupements politiques qui s'opposent maintenant constituaient un seul et même mouvement. C'était la Cameroons National Federation, formée sous l'égide du Premier Ministre actuel, M. Endeley, et composée surtout des nombreuses unions et associations "tribales" et "progressistes" qui existaient alors à l'échelon local dans les divisions de Victoria, de Kumba, de Mamfe et de Bamenda.

78. Le désir d'affirmer "l'identité nationale" du Cameroun a constitué le terrain sur lequel s'est formé ce mouvement, connu plus tard sous le nom de Kamerun United National Congress. L'un des premiers objectifs de M. Endeley était d'obtenir la séparation administrative du Cameroun méridional et de la région de l'Est de la Nigeria; il a cherché aussi à obtenir l'unification politique et administrative des régions nord et sud du Cameroun, jusqu'à ce que l'indifférence des gens du nord et leur préférence manifeste pour l'association avec la région nord de la Nigeria l'ait découragé; il s'est également prononcé pour la réunification des deux Camerouns, à une époque où le Cameroun méridional se distinguait moins aisément qu'il ne le fait maintenant de la Nigeria orientale. En 1953, le mouvement s'est scindé et a donné naissance à deux partis distincts : le Kamerun National Congress (KNC), qui représente encore les buts initiaux du mouvement, et le Kamerun People's Party (KPP), qui préconise une association permanente avec la région de l'Est de la Nigeria et qui, en fait, se rattache étroitement au principal parti politique de cette région.

79. A mesure que le temps passait, et surtout après 1954, année où le Cameroun méridional; en grande partie grâce aux efforts de M. Endeley, a acquis un statut distinct "quasi-fédéral" en vertu de la Constitution nigérienne de cette date, le KNC a eu de plus en plus tendance à envisager pour le Cameroun méridional un statut de région autonome dans le cadre d'une Fédération nigérienne indépendante, à accepter comme inévitable le fait que le Cameroun septentrional resterait fondu avec la région du Nord et à repousser toujours plus à l'arrière-plan l'idée de l'unification des deux Camerouns. Ces tendances se sont accentuées à mesure que le Cameroun méridional se rapprochait du statut régional. Au début de 1958, le KNC a demandé catégoriquement que le Cameroun méridional obtienne un statut complet de région en 1959 au plus tard et son indépendance en tant que région de la Fédération nigérienne en 1960. Il a modifié en conséquence ses autres objectifs de la première heure. Le 29 mai, M. Endeley a déclaré que ses collègues et lui-même croyaient toujours qu'il serait souhaitable de réunir les deux Camerouns, mais qu'étant donné les récents événements et circonstances, la question de l'unification avait perdu de son urgence et ne méritait plus la priorité. "Etant donné l'absorption du Cameroun septentrional dans la Nigeria du Nord et l'assimilation du Cameroun français par l'Union française, il ne semble plus vraisemblable maintenant", a déclaré M. Endeley, "que le Cameroun puisse revenir

à son statut d'avant 1914. Mon gouvernement est persuadé que, loin de constituer une question prioritaire, l'unification ne doit se réaliser que par un processus d'évolution, c'est-à-dire qu'elle ne doit se réaliser que lorsqu'un Cameroun indépendant de l'Union française et une Fédération nigérienne indépendante, dont le Cameroun méridional fera partie, seront à même d'examiner en toute liberté les possibilités d'union dans le cadre du mouvement tendant à la création des Etats-Unis d'Afrique occidentale"^{1/}.

80. Ce revirement en faveur d'une destinée commune avec la Nigeria a semblé faire perdre au KNC une partie de son influence. Il s'était déjà produit dans le KNC, en 1955, une scission qui avait conduit à la formation d'un autre parti, le Kamerun National Democratic Party (KNDP), dont le chef, M. J.N. Foncha, avait été l'un des députés du KNC à la Chambre d'assemblée. Ce nouveau parti est revenu, en un sens, à certains des buts qui avaient été à l'origine ceux de la Cameroons National Federation : il a préconisé et préconise encore la rupture complète des liens politiques avec la Nigeria, l'administration du Territoire sous tutelle en tant que dépendance distincte pour commencer, et son unification future, dans un cadre fédéral, avec le Cameroun sous administration française. Cette scission a eu un autre contrecoup en septembre 1957, lorsque le chef adjoint du groupe parlementaire du KNC, M.S.T. Muna, qui occupait également l'un des sièges du KNC au Conseil exécutif, a démissionné du parti et s'est inscrit au KNDP : il aurait dit à l'époque qu'il ne croyait pas dans la politique d'"intégration" à la Nigeria, qui était contraire selon lui au principe de l'unification des deux Camerouns, principe qu'il considérait que le KNC demeurerait tenu de défendre.

81. Si le KNC a ainsi perdu une partie de sa force par suite de ces événements, il s'est acquis l'appui d'autres éléments. Il a conclu une alliance avec le troisième des grands partis, le KPP : pendant le séjour de la Mission, l'Alliance KNC/KPP s'est adressée à elle en tant que parti unifié exprimant un point de vue unique sur les grandes questions qui se posent au Cameroun méridional.

1/ "A Statement of Policy Made by the Premier of the Southern Cameroons, Dr E.M.L. Endeley, O.B.E." : Service d'information du Cameroun méridional, Buéa.

82. La Mission a eu l'impression que les deux principaux groupements politiques étaient actifs et bien organisés dans tout le Cameroun méridional. L'Alliance KNC/KPP semblait déployer plus d'activité dans les régions de plantations et les régions forestières que constituent les divisions de Victoria, Kumba et Mamfe, et le KNDP dans l'autre moitié du Cameroun méridional, c'est-à-dire les régions de savane des divisions de Bamenda et de Wum. Dans la vie parlementaire, les deux partis principaux prenaient déjà figure de parti majoritaire et d'opposition; leurs élus à la Chambre d'assemblée paraissaient avoir conscience de leurs responsabilités envers le corps électoral; dans les agglomérations et dans beaucoup de régions rurales, les deux partis possédaient des sections locales très actives. Ils se heurtaient, il est vrai, à certains obstacles tels que la difficulté de toucher de larges secteurs de la population et l'absence de journaux locaux. Il n'était évidemment pas facile non plus d'expliquer à un corps électoral rural mal informé la portée des problèmes politiques actuels. Cependant, après avoir observé l'activité politique au Cameroun méridional, la Mission en a retiré l'impression générale que tous les partis étaient conscients de l'importance des décisions qui dépendraient des résultats des élections de janvier et se préparaient par conséquent à mener une campagne électorale plus intense et plus résolue que celles qui ont eu lieu dans le passé.

83. Depuis 1955, un élément nouveau est apparu dans la vie politique du Cameroun méridional. Il s'agit de la présence d'un nombre indéterminé, s'élevant peut-être à quelques centaines, d'hommes et de femmes qui sont venus du Cameroun sous administration française au cours des trois dernières années et dont beaucoup prétendent être des réfugiés politiques. Le Conseil de tutelle connaît bien les origines de cette situation : après les désordres qui ont eu lieu au Cameroun sous administration française en mai 1955 et la décision qu'ont prise les autorités françaises de dissoudre l'Union des populations du Cameroun, sa filiale féminine et sa filiale de jeunes, en considérant que ces organisations avaient eu recours à la force et à la violence pour atteindre leurs buts, de nombreuses personnes ont traversé la frontière. En quelques mois, ces partis se sont recréés du côté britannique de la frontière et y ont repris leur activité, revendiquant de nouveau l'indépendance immédiate et l'unification des deux Camerouns et prenant part, sans succès d'ailleurs, aux élections de mars 1957. Le 30 mai suivant, estimant

qu'il existait "une grave possibilité qu'en vue d'atteindre ses objectifs politiques, le parti ait recours à la violence au Cameroun méridional", les autorités ont déclaré illégales l'UPC et ses associations affiliées et ont ordonné l'expulsion de treize de leurs dirigeants.

84. La disparition de l'UPC, en tant que tel, de la scène politique a été rapidement suivie de la formation d'un nouveau parti qui s'intitule One Kamerun (OK). Au cours de son séjour au Cameroun méridional, la Mission a entendu répéter maintes fois, surtout par les sympathisants des autres partis politiques - dont quelques-uns souhaitent l'interdiction du nouveau parti - que l'OK n'était que l'UPC sous un autre nom. Pour attirer l'attention de la Mission, ce parti a eu recours à certains procédés particuliers : déploiement de banderoles confectionnées en série, groupements d'hommes et de femmes en uniforme, chants et récitatifs scandés, paquets de "pétitions", dont la plupart se composaient de textes identiques et de slogans écrits ou ronéotypés en français. La Mission n'a pas eu la preuve que ce parti ait de véritables chefs et soit normalement organisé. Son programme est moins fondé sur les réalités actuelles de la vie du côté britannique de la frontière que sur une certaine version des événements qui se sont déroulés de l'autre côté et qui appartiennent au passé. C'est seulement au sein de quelques petits groupes de personnes relativement éloignés de la frontière que la plupart des sympathisants du parti s'exprimaient, oralement et par écrit, en anglais plutôt qu'en français, et semblaient s'intéresser plus directement aux affaires du Cameroun sous administration britannique. C'est néanmoins dans les villes de Tiko, Victoria, Kumba et Mankon-Bamenda que l'OK a organisé presque toutes ses manifestations à l'intention de la Mission.

85. Il n'y a ni assez d'emplois disponibles ni assez de terres libres pour tous les "Camerounais français" qui ont franchi la frontière et certaines personnes ont déclaré à la Mission qu'elles craignaient que la présence de ces réfugiés n'aggrave les problèmes économiques et sociaux du Cameroun méridional. Beaucoup de ces réfugiés prétendent qu'ils désirent retraverser la frontière et reprendre une vie normale aussitôt qu'il sera "prudent" pour eux de le faire : c'est pourquoi ils réclament plus que tout une amnistie politique générale. Après avoir étudié la situation dans l'autre Territoire sous tutelle^{1/}, la Mission est certaine

^{1/} Voir le Rapport sur le Cameroun sous administration française.

que ceux de ces réfugiés qui n'y ont pas commis de crime n'ont rien à craindre en revenant au Cameroun sous administration française où des centaines de leurs compatriotes ont maintenant abandonné la clandestinité pour vivre au grand jour. Elle espère, en outre, que les mesures d'amnistie plus étendues dont le Gouvernement du Cameroun sous administration française a l'intention de saisir prochainement l'Assemblée législative, ainsi que les progrès du Territoire vers l'indépendance, feront retourner à la vie normale de leurs villages tous ceux qui désirent y revenir.

86. La Mission croit devoir signaler ici que, de l'autre côté de la frontière les autorités françaises lui ont déclaré qu'elles étaient convaincues que la plupart, sinon la totalité, des actes de banditisme qui avaient eu lieu, au cours des derniers mois, dans les régions Mungo et Bamiléké étaient le fait d'hommes qui s'étaient réfugiés au Cameroun sous administration britannique et utilisaient ce Territoire comme une base relativement sûre pour leurs raids. La Mission a appris qu'un certain nombre de mesures visant à remédier à la situation avaient été arrêtées en commun par les autorités britanniques et françaises et que l'un des effets de ces mesures avait été l'arrestation par la police nigérienne, aux environs de Kumba, au mois d'octobre, d'un certain nombre d'hommes contre lesquels les autorités françaises avaient lancé des mandats d'arrestation et qui leur avaient été remis à la frontière. Au moment où elle a rédigé le présent rapport, la Mission ne disposait pas de plus de renseignements sur cet événement, ni même d'une confirmation officielle de la matérialité du fait, au sujet duquel de vagues plaintes ont été formulées devant elle à Kumba. Elle a appris néanmoins que des pétitions relatives à cette affaire ont été adressées directement au Conseil de tutelle et elle ne doute pas que ces pétitions seront examinées par le Conseil à la lumière des observations de l'Autorité administrante.

Thèse des partis politiques

87. Deux mots qui ont pris une acception particulière - "intégration" et "sécession" - représentent les deux courants principaux de la pensée politique au Cameroun méridional. L'"intégration" - que ses partisans préféreraient maintenant appeler "association" - représente l'Alliance KNC/KPP et son but, qui est l'octroi au Cameroun méridional d'un statut régional dans le cadre d'une

Fédération nigérienne indépendante. La "sécession" désigne le KNDP et son objectif, qui est la séparation immédiate d'avec la Nigeria, séparation que les dirigeants de ce parti considèrent comme un premier pas que le Cameroun méridional doit nécessairement faire pour la réalisation d'un "grand Cameroun".

88. Presque partout où elle s'est rendue, au Cameroun méridional, la Mission de visite a entendu ces deux thèses principales exposées avec insistance sous des formes allant de la plus savante à la plus simpliste. Elle a entendu des exposés et des argumentations lucides formulés par des chefs politiques, des fonctionnaires supérieurs, des employés de commerce, des membres de l'enseignement et des étudiants; elle a entendu aussi des paysans et des chefs qui soutenaient une thèse ou l'autre à l'aide de paraboles et d'anecdotes simples et imagées, racontées dans le vernaculaire ou dans le pittoresque "pidgin". Il pouvait arriver qu'un militant du KNC soutienne habilement devant elle que la façon logique qu'avait le Cameroun de maintenir son identité propre était de posséder un statut régional, en conservant son nom, dans la Fédération nigérienne; il pouvait se faire aussi qu'un chef appartenant au KNDP termine ses observations par ce dernier mot, décisif du moins pour ses partisans : "Beaucoup d'choses qu'la Nigeria elle fait, nous pas comprendre".

89. En indiquant ici les grandes lignes des deux thèses, la Mission rendra compte surtout des exposés que lui ont faits les chefs des partis politiques. Elle ne veut pas dire que la masse des sympathisants de l'un quelconque des partis se faisait des thèses en présence une idée aussi précise, mais elle a la conviction que les positions étaient bien comprises des candidats qui devaient les défendre lors des élections du 24 janvier et qui, s'ils étaient élus - que ce soit à cause de la popularité de la thèse de leur parti ou pour leurs qualités personnelles - auraient à les défendre à la nouvelle Chambre d'assemblée ou au Gouvernement du Cameroun méridional.

90. L'Alliance Kamerun National Congress/Kamerun People's Party a développé sa thèse devant la Mission au double titre de parti au pouvoir et d'organisation politique. En qualité de membres du parti au pouvoir, M. Endeley, M. Mbile et leurs collègues ministres ont souligné l'ampleur de l'autonomie dont le Cameroun méridional jouissait déjà, et qui se manifestait notamment par le système ministériel et la Chambre d'assemblée; ils ont affirmé que le Cameroun méridional

/...

ne serait pas parvenu aussi rapidement à ce degré d'autonomie s'il n'avait été associé à la Nigeria et n'avait pu insister pour bénéficier du même genre d'institutions et de pouvoir que les autres régions plus évoluées de la Nigeria.

M. Endeley voyait dans le Cameroun, pris dans son ensemble, un tout petit Territoire sous tutelle que ses collègues et lui n'avaient malheureusement pas pu maintenir comme entité qui aurait pu obtenir son autonomie dans le cadre de la Fédération. Même pour le Cameroun méridional, il n'avait pas été facile d'acquiescer un statut autonome, en raison des pressions exercées d'abord par les Nigériens de l'Est, puis par les Camerounais français; cependant, grâce aux décisions résultant de la Conférence de Londres, l'avenir du Cameroun méridional serait mieux assuré par une association avec la Nigeria que par toute autre formule possible. Selon M. Endeley, ceux qui étaient en désaccord avec l'Alliance KNC/KNDP et qui préconisaient la "sécession" étaient inspirés par la crainte de voir le Cameroun, à cause de ses faibles dimensions, traité comme un élément minoritaire dans la Fédération; mais cette crainte était maintenant sans raison, étant donné les garanties arrêtees à la Conférence de Londres concernant le statut des régions: le Cameroun méridional aurait un statut égal en tous points à celui des autres régions et ne serait exposé à aucune ingérence de leur part. M. Endeley a rappelé que, pendant les premières années de la tutelle, lorsqu'il avait commencé sa campagne pour la séparation du Cameroun méridional et de la région de l'Est, beaucoup de gens étaient sceptiques au sujet des avantages de cette séparation, mais avaient été convaincus quand les résultats étaient devenus patents. Il en serait de même, pensait-il, lorsque la population du Cameroun méridional comprendrait la portée du statut complet de région et l'étendue de l'autonomie dont ses institutions jouiraient.

91. M. Mbile (KPP) a énuméré les inconvénients qu'aurait, à son avis, l'établissement d'une véritable frontière internationale entre le Cameroun méridional et la Nigeria: des tribus se trouveraient coupées en deux, des droits de douane et d'autres restrictions seraient imposés, l'économie serait bouleversée, les étudiants ne pourraient plus fréquenter les établissements d'enseignement supérieur de la Nigeria. Il était aisé, a-t-il dit, à un politicien camerounais de se rendre populaire en critiquant les Nigériens ou en exprimant de la méfiance à leur égard, mais cette popularité serait éphémère si l'on sacrifiait tout ce

qui avait été édifié au cours des années. Les "sécessionnistes", s'ils appliquaient leurs principes, provoqueraient le chaos, le désarroi et le mécontentement; leur politique aurait pour effet immédiat de priver le Cameroun méridional des services actuellement assurés par la Fédération - services de police, douanes, services postaux, services d'entretien des grandes routes, etc. - et ils n'avaient aucun plan de rechange. Enfin, lorsque les "sécessionnistes" auraient fait leur expérience et échoué, la Nigeria ne serait peut-être pas disposée à offrir au Cameroun méridional une deuxième chance d'entrer dans la Fédération.

92. Par la suite, lorsque M. Endeley et M. Mbole se sont entretenus avec la Mission en tant que dirigeants de l'Alliance KNC/KPP, ils lui ont présenté un mémorandum qui traitait surtout de la question de la réunification des deux Camerouns. La Mission croit devoir signaler qu'à ce moment-là, dans tout le Cameroun méridional, la population était mal informée du cours des événements concernant l'avenir du Cameroun sous l'administration française et s'en faisait une idée très erronée. Elle croyait - comme en témoigne également le mémorandum de l'Alliance ANC/KPP - que l'autre Cameroun avait, en quelque sorte, décidé par un vote "d'entrer dans l'Union française". Cette idée fausse servait, dans tout le Cameroun méridional, d'argument contre l'unification et, même lorsque la Mission, ne fût-ce que pour éclairer la discussion, a entrepris de relater de manière objective les événements politiques importants qui avaient eu lieu au Cameroun sous administration française au cours des derniers mois ou même des derniers jours, elle n'est pas toujours parvenue à dissiper complètement l'ignorance concernant ces événements.

93. Dans leur mémorandum^{1/}, les dirigeants du KNC/KPP disaient que l'un des grands défauts du régime des mandats était de ne pas avoir imposé à la Grande-Bretagne et à la France l'obligation de réunifier le Kamerun allemand. La double administration avait eu pour effet d'accentuer les différences sociales et les préjugés sociaux entre les tribus situées à l'est et à l'ouest de la ligne de partage et de faire apparaître, dans les conceptions culturelles et politiques des deux secteurs, des contrastes marqués "qui correspondaient aux divergeances bien connues qui caractérisent les systèmes culturels et politiques des deux métropoles". Avec le temps, le partage avait nécessairement pris "un regrettable caractère de permanence". Même si le Royaume-Uni et la France acceptaient maintenant de

^{1/} Voir Annexe II a).

réunifier le Kamerun, "les incompatibilités organiques que présentent les systèmes culturels et politiques des deux secteurs entraîneraient des éruptions d'une telle violence que l'acte même de l'union en deviendrait probablement stérile et que le progrès, qui se poursuit actuellement à un rythme heureusement accéléré, s'en trouverait arrêté. Un "mariage" politique et culturel entre le Cameroun sous administration française et le Cameroun sous administration britannique aurait pu devenir réalisable s'il y avait eu, entre les populations des deux secteurs, des contacts libres et continus qui auraient provoqué, au cours des années, une assimilation mutuelle progressive. Ce processus n'était prévu ni par les mandats de 1919 ni par les Accords de tutelle de 1946 et il était maintenant dépassé par les événements politiques intervenus des deux côtés".

94. L'Alliance KNC/KPP ajoutait, toutefois, qu'elle n'ignorait pas qu'un certain nombre de tribus installées le long de la frontière souhaiteraient sans doute se voir réunies à leurs proches de l'autre secteur. Ce problème exigeait d'être traité avec beaucoup de doigté et de compréhension et l'Alliance KNC/KPP se déclarait "prête à fournir tout son concours pour aider à mettre au point la meilleure solution". Pour le reste cependant,

"l'unification des deux Territoires sous tutelle donnerait lieu à de grandes complications en raison des différences qui existent entre leurs formes d'administration et leurs systèmes économiques. Il faudrait tenir compte notamment, à cet égard, des difficultés que l'on aurait à fondre deux systèmes d'administration locale, deux systèmes juridiques, deux systèmes d'enseignement, et surtout à mettre en harmonie la culture britannique et la culture française. Nous ne sommes pas disposés à renoncer aux avantages que nous avons reçus du Gouvernement britannique et, de leur côté, les Camerounais français ne seront pas disposés à rompre leurs liens avec l'Union française. Le gros de la population indigène du Kamerun se trouve dans le secteur français. Ce dernier compte plus de trois millions d'habitants, alors que le Cameroun méridional n'en compte que 3/4 de million. Il en résulte que c'est de l'autre côté de la frontière que se trouvent les plus forts enjeux. En d'autres termes, le choix aura tendance à pencher du côté de ceux dont le secteur contient la population la plus nombreuse".

95. L'Alliance KNC/KPP exprimait ensuite de nouveau l'avis que l'unification ne pourrait se réaliser que par un processus d'évolution, c'est-à-dire qu'elle ne pourrait avoir lieu que le jour où un Cameroun indépendant (l'ancien Cameroun sous administration française) et une Fédération nigérienne indépendante dont le Cameroun méridional ferait partie seraient à même d'examiner la possibilité d'une union dans le cadre du "mouvement tendant à la création des Etats-Unis d'Afrique occidentale".

96. Au nom du Kamerun National Democratic Party (KNDP), M. Foncha et divers groupes de ses collègues ont eu eux aussi deux entrevues principales avec la Mission. Au cours de la première, ils ont présenté un mémorandum exposant les thèses de leur parti et notamment le sens du terme "sécession". Ils commençaient par dire quelques mots de la situation au Cameroun septentrional, où ils étaient convaincus que la population s'opposerait, elle aussi, à l'intégration avec la Nigeria si elle en comprenait toutes les conséquences. Il fallait le temps à l'opinion publique de se former. "Nous sommes donc au regret," disait le mémorandum, "de devoir limiter nos recommandations avant tout au Cameroun méridional et de nous borner à encourager nos frères du nord à lutter de leur côté pour leur propre salut".

97. M. Foncha et ses collègues ont déclaré que l'idée de "sécession" n'était pas inspirée par le mécontentement qu'auraient provoqué de mauvais traitements de la part de la Nigeria, mais seulement par le désir de sauvegarder l'identité nationale. C'était le désir des masses "de quitter la Fédération nigérienne et de chercher le moyen de créer une nation camerounaise". Le KNC lui-même avait dû sa popularité "au fait qu'il préconisait une politique de sécession et de réunification, qu'il avait maintenant abandonnée sans cérémonie", et la politique d'intégration que ses dirigeants cherchaient actuellement à dissimuler sous la formule d'une "association avec la Fédération nigérienne" avait été fort mal accueillie par les chefs du Cameroun méridional.

98. Le KNDP considérait que la réunification des deux Camerouns devait découler de la sécession. C'est pourquoi, pour le moment, alors que le Territoire continuait à faire partie de la Fédération nigérienne, il convenait de faire de la sécession la première étape de la réunification. La réunification dépendait de la population des deux sections du Cameroun dont les habitants, agissant librement et en connaissance de cause, désiraient s'unir. L'existence du désir de réunification était attestée par le changement spectaculaire de gouvernement survenu au Cameroun sous administration française, l'avancement rapide du Territoire vers l'indépendance et le fait que l'Assemblée législative avait déjà sanctionné les aspirations du peuple à la réunification.

/...

99. "C'est maintenant au Cameroun méridional et au Cameroun septentrional de se prononcer. Si le KNDP prend le pouvoir à la suite des prochaines élections générales qui doivent se tenir au début de janvier 1959, une motion sera adoptée pour confirmer que la population de ce secteur est, elle aussi, pour la réunification. Lorsque les deux gouvernements se seront prononcés en faveur de cette mesure, il incombera aux deux Autorités administrantes et aux Nations Unies de nous prêter leur concours. Si la question de la réunification est posée entre deux Etats autonomes, nous ne voyons aucun obstacle sur notre chemin".

100. Quant à la forme que la réunification pourrait prendre, le KNDP estimait qu'un système fédéral conviendrait. Ce serait là une question à discuter entre les gouvernements des deux parties du Kamerun.

101. De toute façon, le KNDP tenait à préciser "que le KNDP entreprendra de mettre en oeuvre la sécession de la Fédération nigérienne s'il parvient au pouvoir à la suite des prochaines élections générales. Nous avons expliqué notre position à la délégation britannique et aux délégations nigériennes lors de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria qui s'est tenue à Londres... La Mission tiendra compte de ce fait en considérant que la Nigeria se préparera aussi à accéder à l'indépendance en 1960; donc, si nous devons opérer la sécession, il faut que nous le fassions avant que le Gouvernement du Royaume-Uni transmette le pouvoir à la Fédération nigérienne".

102. Dans ce mémorandum et au cours des entretiens ultérieurs avec la Mission, M. Foncha a dit que, si son parti arrivait au pouvoir grâce aux élections de janvier, il envisageait de considérer l'année 1959 comme une année de transition pour le Cameroun méridional. La Mission croit de son devoir d'expliquer qu'entre les deux entrevues principales qu'elle a eues avec M. Foncha, on avait commencé à mieux connaître et à mieux comprendre les événements qui se déroulaient au Cameroun sous administration française et que c'est parce que M. Foncha avait mesuré leur portée qu'il avait modifié, dans une certaine mesure, ses idées concernant le calendrier des événements à venir, après avoir parlé, devant la Mission, de la possibilité de voir la tutelle se prolonger pendant plusieurs années. Pour autant que la Mission puisse énoncer le programme qu'il avait en vue, il voulait, pour commencer, rompre tout lien avec la Nigeria et, pour faciliter les choses, il souhaitait que l'Autorité administrante entreprenne une étude de

/...

toutes les questions financières, administratives et autres que pose le lien actuel. Au cours d'une deuxième étape, le Cameroun méridional arriverait à s'administrer complètement lui-même grâce au transfert, à ses institutions, de tous les pouvoirs restants, exception faite de ceux qui sont nécessaires pour le maintien du statut de Territoire sous tutelle. Pendant cette période, son gouvernement entamerait des pourparlers avec celui du Cameroun sous administration française concernant la forme sous laquelle l'unification devrait s'opérer si un accord intervenait, il espérait que son application serait retardée jusqu'au moment où le Cameroun méridional, de son côté, serait devenu indépendant par un acte final de transfert des pouvoirs de l'Autorité administrante et par la levée de la tutelle. Il espérait que le Cameroun méridional serait prêt pour l'indépendance à la même date que le Cameroun sous administration française, c'est-à-dire le 1er janvier 1960; mais il n'était pas sûr que le peuple - et il pensait particulièrement aux chefs - serait prêt à une date aussi rapprochée. De toute façon, son intention serait de conduire le Cameroun méridional à l'indépendance aussitôt que possible, et probablement en 1960 au plus tard, et les arrangements concernant l'unification entreraient en vigueur au même moment. Quant à la forme sous laquelle l'unification s'effectuerait, son parti envisageait une structure fédérale : la création d'une "Fédération camerounaise" dans laquelle le Cameroun méridional serait un petit Etat autonome, qui posséderait une structure gouvernementale et législative reposant sur la structure actuelle et serait représenté dans un parlement fédéral commun.

103. La Mission a demandé à M. Foncha quelle décision il prendrait s'il constatait qu'il était impossible de s'entendre avec le Gouvernement du Cameroun sous administration française sur une formule d'unification. Il a répondu qu'en ce cas le Cameroun méridional constituerait par lui-même, après la levée de la tutelle, un Etat indépendant. Toutefois, ses collègues du parti et lui-même paraissaient certains de pouvoir trouver une base acceptable pour l'unification; il a également révélé qu'il était déjà entré en rapport avec les dirigeants d'au moins un des partis qui constituent le gouvernement actuel de l'autre Territoire.

104. Le parti One Kamerun (OK) a exposé à la Mission des objectifs politiques analogues à ceux du KNDP, bien que tout à fait distincts. Il est naturellement en faveur de la "sécession" en ce sens qu'il demande l'unification et l'indépendance

/...

immédiates des deux Camerouns. Cependant, d'après ce que la Mission a vu, il consacre beaucoup moins de ses exposés oraux et écrits - presque tous en français - à ses objectifs qu'à des récriminations concernant le passé et des demandes d'amnistie générale pour tous ceux qui ont appartenu à l'UPC et aux organisations affiliées.

Le principal porte-parole du parti OK que la Mission a rencontré est M. Joseph Kamsi, qui lui a présenté, à Kumba, au nom de son parti, un mémorandum en français dont le texte est joint en annexe au présent rapport^{1/}. 105. Dans ce mémorandum, M. Kamsi affirme que les populations des deux Territoires sous tutelle ont déjà "exprimé leur volonté" de voir réaliser l'unité et l'indépendance et qu'il convient donc de prendre des mesures nécessaires pour en faire une réalité.

Rôle des chefs dans la vie politique

106. Un autre élément important de la vie politique au Cameroun méridional est le rôle joué par les chefs traditionnels. Bien que leur autorité réelle et l'étendue de leur influence varient considérablement, beaucoup semblent jouer dans les affaires publiques - non seulement en ce qui concerne l'administration locale, mais aussi pour ce qui est de la formation de l'opinion publique sur les grandes questions politiques - un rôle qu'aucun des partis ne peut se permettre de négliger.

107. Tel est particulièrement le cas des chefs de tribus installées dans les savanes de la moitié septentrionale du Cameroun méridional, qui comprennent, en la personne des Fons, les autorités traditionnelles les plus puissantes du pays. Jusqu'à une époque récente, ces chefs appuyaient généralement M. Endeley; toutefois, depuis un an ou deux, quelques-uns semblent avoir changé d'attitude pour soutenir M. Foncha et le KNDP. Une Conférence des chefs du Cameroun méridional, qui se réunit périodiquement, a publié des déclarations qui, en 1958 tout au moins, étaient hostiles à l'Alliance KNC/KPP et approuvaient la politique "sécessionniste" du KNDP. Ses porte-parole principaux sont le Fon de Bali et le Fon de Bafut, deux des chefs principaux (un troisième, le Fon de Nsaw, demeure partisan de la Fédération avec la Nigeria); quelques-uns des manifestes de la Conférence sont signés d'une vingtaine de chefs moins importants, non seulement de la région de la savane mais aussi de la division de Mamfe, qui appuient le KNDP.

^{1/} Voir Annexe II a).

108. La Conférence des chefs est intervenue, comme il a été indiqué plus haut, dans la controverse qui s'est élevée au début de l'année concernant l'instauration du système ministériel avant que les élections aient lieu. Au mois de mai, après être devenu Premier Ministre, M. Endeley a fait une déclaration politique sur les chefferies, où il a dit que le gouvernement s'appliquerait à les conserver en tant qu'institutions traditionnelles de grande valeur. Les chefs avaient une influence pondératrice utile sur la population et le gouvernement chercherait à collaborer avec eux en tout ce qu'il entreprendrait. "Mais," poursuivait M. Endeley "nous attendrons aussi des chefs et dirigeants traditionnels, dans leur propre intérêt, qu'ils se tiennent à l'écart de la politique des partis... sinon, il s'exposeront à être dédaignés par une fraction de leurs sujets. Tout chef qui, malgré ce conseil opportun, persisterait à se mêler à la politique des partis le fera à ses risques et périls".

109. Plus tard, après que le KNC eut désigné, pour le représenter à la reprise de la Conférence de Londres, un chef de la région de la Savane, le nouveau Fon de Bum, sans inclure dans sa délégation le Fon de Bali, qui avait pris part à la Conférence de 1957, la Conférence des chefs a protesté, disant que le KNC avait pris cette décision sans consulter les chefs et qu'ils n'avaient aucune confiance dans le gouvernement formé par l'Alliance KNC/KPP. Comme pour répondre à la déclaration politique du gouvernement qui concernait les chefs, la Conférence a déclaré que, tout en sachant parfaitement que les chefferies étaient des institutions traditionnelles, ils se réservaient néanmoins "le droit d'intervenir dans les affaires du pays et d'y mettre bon ordre lorsqu'ils se rendraient compte que les choses allaient vraiment mal". Le moment était arrivé, disaient-ils, "d'intervenir", parce que leurs sujets et eux-mêmes voulaient, non pas être "intégrés" à la Nigeria, mais "faire sécession".

110. Le Fon de Bafut, en tant que Président de la Conférence des chefs, a envoyé à la Mission le texte de cette déclaration, qui avait été adressée à la Conférence de Londres et qui était signé du Fon de Bali et de vingt-deux autres chefs.

Dans un mémorandum explicatif^{1/}, le Fon de Bafut répétait que la population du Territoire réclamait la "sécession" de la Fédération nigérienne. Il ne parlait cependant pas de l'unification; le but de la "sécession" serait de permettre

^{1/} Voir Annexe II c).

/...

à la population "de se consacrer à un travail plus acharné visant à l'autonomie et à l'indépendance en dehors de la Fédération nigérienne, en tant que membre direct du Commonwealth britannique".

111. En revanche, comme il est indiqué dans une autre partie du présent rapport^{1/}, la Mission a rencontré plusieurs Fons et chefs importants qui soutenaient le programme de l'Alliance KNC/KPP.

^{1/} Voir Annexe I.

C. CAMEROUN SEPTENTRIONAL

1. Description, administration et développement

Généralités

112. S'il a été non seulement possible mais également indispensable que la Mission de visite présente le Cameroun méridional comme constituant, dans une certaine mesure, une entité géographique et politique distincte, il n'en est pas de même en ce qui concerne le Cameroun septentrional. Du point de vue géographique, le Cameroun septentrional se compose de deux parties séparées par une bande de territoire nigérien d'une largeur d'environ 70 km; du point de vue politique et administratif, il se divise en trois parties principales dont les limites sont déterminées, non par la configuration géographique, mais par les liens avec la structure administrative de la Nigeria du Nord à l'échelon régional et local.

113. En 1957, on évaluait la population de ces trois régions à plus de 760.000 habitants. La moins étendue est formée par les trois districts de Tigon, de Ndoro et de Kentu, situés au nord de la frontière du Cameroun méridional et dont la population, d'après le dernier recensement (1952), n'était que de 12.800 habitants. Ces districts sont administrés en tant que partie d'une circonscription administrative de la Nigeria du Nord : la division de Wukari, qui fait elle-même partie de la Province de la Bénoué. Il est maintenant facile de pénétrer dans ces districts montagneux, récemment encore isolés et d'accès difficile, grâce à la nouvelle route qui vient de Donga, près de Wukari (Nigeria).

114. Egalement sur la frontière du Cameroun méridional, mais plus à l'est que ces trois districts, s'étend la plus méridionale des deux fractions du Territoire sous tutelle administrées en tant que partie de la Province nigérienne de l'Adamaoua. On pénètre dans cette région par le plateau de Mambilla, d'une hauteur moyenne de plus de 1.500 mètres et d'une superficie d'environ 3.600 kilomètres carrés, qui continue la savane de la région de Bamenda. Les versants très escarpés du plateau ont opposé un formidable obstacle aux communications entre la partie septentrionale et la partie méridionale du Territoire sous tutelle. Cependant, le Gouvernement fédéral a ouvert un crédit de 480.000 livres pour la construction à travers ce plateau d'une route praticable en toutes saisons qui reliera Yola et Bamenda et des levés aériens de

/...

l'escarpement ont été effectués pour aider les ingénieurs à déterminer le tracé de leur route. La construction, dans cette partie du Territoire sous tutelle, de routes praticables en toutes saisons est une condition sine qua non de toutes les autres formes de développement. Plus au nord, s'étend une longue chaîne de hauteurs rocheuses accidentées, au travers desquelles la vallée de la Bénoué forme un couloir. C'est dans cette région que le Territoire sous tutelle est coupé, sur une largeur de 70 km environ, par une bande de territoire nigérien qui s'étend jusqu'à la frontière du Cameroun sous administration française. On se retrouve dans une autre partie de l'Adamaoua comprise dans le Territoire sous tutelle lorsque l'on pénètre dans la région accidentée qui s'étend au nord de la Bénoué. Ensemble, ces deux parties de l'Adamaoua ont une population de plus de 400.000 habitants; dans la région montagneuse du nord, des populations "païennes" prédominent, la densité moyenne est de 50 habitants au kilomètre carré.

115. Avant que les montagnes ne s'interrompent abruptement, on pénètre dans la troisième partie du Cameroun septentrional. C'est le district de Dikwa, où se trouvent la seule circonscription administrative et la seule zone d'autorités indigènes qui soient situées dans leur totalité à l'intérieur du Territoire sous tutelle. Au nord des montagnes et jusqu'au lac Tchad, sur une distance de 160 km environ, s'étend une plaine dont le sol est complètement desséché par le soleil pendant la longue saison sèche; le niveau annuel des précipitations y dépasse à peine 50 cm. La population du Dikwa est de près de 300.000 habitants.

116. La presque totalité des habitants du Cameroun septentrional vivent de l'agriculture. Le sorgho est le principal produit cultivé et constitue, pour les autochtones, l'aliment de base. Depuis quelques années, des projets ont été entrepris en vue d'améliorer la qualité du sorgho et d'augmenter le rendement de sa culture. On a inondé en particulier les bassins argileux, ou firkis, du Dikwa à l'aide de digues pour permettre de cultiver cette céréale pendant la saison sèche. On a également développé la culture du coton et de l'arachide en vue de l'exportation. L'élevage est pratiqué, mais il n'occupe pas encore une place importante dans l'économie.

Rapports avec la Nigeria du Nord

117. En raison des liens très étroits d'ordre administratif qui l'unissent à la Nigeria du Nord, le Cameroun septentrional fait pratiquement partie de l'ensemble politique particulier que constitue l'immense Région du Nord de la Nigeria. Bien

/...

que le système politique de cette région ait été modifié pour tenir compte de conditions nouvelles et que l'on ait créé une structure moderne de gouvernement régional, la Région du Nord demeure différente, politiquement parlant, des autres parties de la Fédération de la Nigeria, de même que du Cameroun méridional.

Pour comprendre la situation politique et constitutionnelle actuelle du Cameroun septentrional, il est nécessaire de connaître l'histoire et les caractéristiques du système politique plus vaste dans lequel les populations du Cameroun septentrional se sont trouvées comprises^{1/}.

118. On peut dire que les dispositions prises pour administrer ces populations en les rattachant à la Nigeria du Nord ont eu pour effet de les replacer sous un système d'administration qui avait été le leur dans le passé. La Région du Nord - et, notamment, sa fraction septentrionale - fait partie de la grande région connue des historiens et des géographes sous le nom de Soudan occidental. Les zones septentrionales des deux Territoires sous tutelle du Cameroun appartenaient autrefois à cette région où, depuis le début d'une époque correspondant à ce qu'on appelle en Europe le moyen âge, jusqu'à tout récemment, il s'est constamment produit une infiltration de populations venues du nord-est, qui se déplaçaient le long des confins méridionaux du Sahara, apportant avec elles le souvenir des civilisations de l'Egypte et de l'Asie occidentale, et puis la religion, le droit et la culture de l'Islam. Ces populations formèrent des Etats dont la puissance et la zone d'influence grandirent puis déclinerent. Elles conçurent l'idée d'une Cité-Etat, c'est-à-dire d'une ville organisée pour administrer un territoire dont l'étendue pouvait varier considérablement mais où, avant même la pénétration de l'Islam, il existait déjà une classe dirigeante et un système administratif.

^{1/} Une des principales sources de renseignements dont disposait la Mission à ce sujet est le rapport d'une Commission nommée par le Secrétaire d'Etat aux colonies en septembre 1957 pour faire une enquête sur la situation des minorités dans la Fédération de la Nigeria ("Nigeria: Report of the Commission appointed to inquire into the fears of minorities and the means of allaying them", juillet 1958). L'enquête ne portait pas sur le Territoire sous tutelle proprement dit et la Mission s'est bornée à citer les renseignements d'ordre historique et les faits qui, dans ce rapport, concernent la situation du Cameroun septentrional.

Lorsque l'Islam a pénétré dans cette civilisation, apportant avec lui un droit écrit, une hiérarchie judiciaire, un système fiscal et des cadres d'administrateurs, il en est résulté une forme de société ressemblant beaucoup plus à celle du Moyen-Orient qu'à toutes les formes de société existant dans la Forêt africaine ou parmi les Bantous d'Afrique centrale ou orientale.

119. Dans les régions qui sont passées sous l'administration britannique, cette société islamique s'est trouvée modifiée, mais elle n'en demeure pas moins vigoureuse dans les grands Emirats de la partie septentrionale de la Région du Nord et s'étend plus ou moins vers le sud et l'est. On la trouve, en particulier, en ce qui concerne le Territoire sous tutelle, dans l'Emirat de Dikwa et les parties de l'Adamaoua comprises dans le Cameroun. La religion et le droit sont islamiques; des tribus comme celles des Foulbés, des Hausa, des Nupe et des Kanuri, autrefois tribus dirigeantes, sont pour la plupart islamisées depuis longtemps; la langue Hausa est beaucoup employée comme lingua franca, et le système d'administration repose sur l'autorité traditionnelle de l'Emir. Autant d'éléments qui, par leur fusion, forment ce que l'on peut appeler pour plus de commodité "l'ensemble politique du Nord". Dans certaines parties de la partie du Nord, les habitants demeurent païens, la langue Hausa est peu utilisée et le droit islamique mal connu. Le nombre de ces régions augmente à mesure que l'on avance vers le sud et l'est, et les petits districts de Tigon, de Ndoro et de Kentu, au Cameroun septentrional, font partie d'une zone qui présente ces caractéristiques. Il existe également des populations païennes dans la région montagneuse du Dikwa et de l'Adamaoua; ces populations sont même en majorité dans la partie de l'Adamaoua comprise dans le Territoire sous tutelle, mais elles sont toutes englobées par le "système politique du Nord", représenté par l'Emirat de l'Adamaoua, à la tête duquel se trouve le Lamido de Yola.

120. Lorsque la Nigeria s'est trouvée entièrement soumise à l'influence de l'administration britannique, on était en train de concevoir le système "d'administration indirecte" dont le principe est d'utiliser pour l'administration les institutions traditionnelles existantes en les améliorant et en les adaptant peu à peu. Lorsque le Protectorat fut proclamé, les Emirs reçurent l'assurance qu'il ne serait pas porté atteinte à leur religion et à leurs coutumes; cette promesse

a été tenue scrupuleusement et, de ce fait, "l'ensemble du Nord" - auquel le Cameroun septentrional a été rattaché du point de vue administratif - a échappé, jusqu'à ces dernières années, à toute influence extérieure. Cette situation aide à expliquer la lenteur des progrès de l'enseignement dans le nord. Elle explique également le caractère et la force des structures administratives existant actuellement à l'échelon local; dans les Emirats, les premiers administrateurs britanniques trouvèrent des systèmes administratifs déjà organisés, dotés d'un corps de magistrats, les Alkalai, et d'un régime fiscal assez complexe, qui demeurent à la base de l'administration locale actuelle. Lorsqu'il existait un Emir jouissant d'une grande autorité, il était facile d'appliquer le système "d'administration indirecte" : l'Emir recevait une "lettre de nomination", par laquelle on indiquait qu'il était souverain protégé, soumis aux lois et à l'autorité supérieure de la Couronne, et les fonctionnaires britanniques recevaient pour instructions de ne pas se substituer à l'Emir, mais de le guider et de lui donner tous les conseils dont il aurait besoin pendant les premières années. Dans les régions ainsi administrées, les Emirs exerçaient leur autorité par l'intermédiaire de "district heads" (chefs de district) africains, qu'ils nommaient et qui étaient des fonctionnaires. Tel a été notamment le système instauré au Cameroun septentrional pour l'administration de l'Emirat de Dikwa. Une région essentiellement païenne relevant d'un Emirat était généralement intégrée dans le système par la nomination de chefs de district, qui étaient le plus souvent des Foulbé ou Hausa mais parfois des chefs locaux païens; c'est ainsi que les parties de l'Emirat d'Adamaoua situées dans le Territoire sous tutelle ont été englobées dans le système d'administration.

121. Bien que, pendant longtemps, la région du Nord et, avec elle, le Cameroun septentrional aient presque entièrement échappé à l'influence des mouvements d'opinion de l'extérieur, il s'est produit, depuis cinq ans, des transformations qui, il y a une dizaine d'années, auraient paru révolutionnaires. Depuis 1951 en fait, on a commencé à élire des membres d'institutions parlementaires; bien que d'ordinaire les élections aient eu lieu, jusqu'ici, au suffrage indirect et qu'au premier stade, le vote ait souvent eu lieu à main levée, le suffrage direct sera institué lors des élections fédérales de 1959, pour les adultes du sexe

/...

masculin. L'Emir est maintenant assisté d'un Conseil et, dans la plupart des Emirats, un certain nombre de membres élus ont été adjoints à son Conseil. Dans certains Emirats, il existe un conseil consultatif qui se réunit pour examiner les questions qui lui sont soumises et émettre un avis à leur sujet; parfois, ce conseil consultatif élit des membres de l'Autorité indigène, c'est-à-dire du Conseil de l'Emir.

Administration locale

122. La majeure partie de la population du Cameroun septentrional réside dans deux Emirats et est placée sous la juridiction des Autorités indigènes de ces Emirats : l'Autorité indigène du Dikwa, qui est constituée par l'Emir siégeant en conseil, et l'Autorité indigène de l'Adamaoua, constituée par le Lamido siégeant en conseil. Seule la région de Dikwa est entièrement placée sous le régime de tutelle, mais elle est étroitement associée au grand Emirat du Bornou. Une grande partie de l'Adamaoua, y compris le chef-lieu de l'Emirat qui se trouve à Yola, est située dans la Nigeria. Le reste du Cameroun septentrional, c'est-à-dire les districts de Tigon, Ndoro et Kentu, relève de l'Autorité indigène fédérée de Wukari et ses liens avec le "système politique du Nord" sont beaucoup plus lâches.

123. Ces Autorités indigènes ont pour fonction d'assurer l'administration locale dans les régions placées sous leur juridiction, en tenant compte des directives et des avis des administrateurs et autres fonctionnaires dépendant de l'administration régionale. Chaque région relevant d'une Autorité indigène est divisée en districts, divisés eux-mêmes en villages. Dans chaque district, le principal représentant de l'Autorité indigène est le "district head" (chef de district). Ce dernier peut être un chef traditionnel ou un fonctionnaire nommé par l'Autorité indigène. Certaines attributions relatives au maintien de l'ordre public lui sont déléguées, mais il est essentiellement un fonctionnaire d'administration appointé qui travaille à plein temps. A l'échelon du district, le véritable organe d'administration locale est le conseil de district, institué par la loi et dont la majorité des membres sont directement élus par les contribuables. Les conseils de district exercent d'importantes fonctions consultatives et sont habilités

/...

à percevoir des taxes pour la gestion des services locaux. Il existe également, dans le Territoire sous tutelle, deux conseils municipaux, l'un à Mubi dans l'Adamaoua, l'autre à Bama dans le Dikwa. Leurs pouvoirs sont analogues à ceux des conseils de district, à quelques petites différences près dues au fait que la population d'une ville et celle d'une région rurale n'ont pas les mêmes besoins.

124. Dans les villages, l'Autorité indigène est représentée par le "village head" (chef de village) qui est élu et exerce ses fonctions à temps partiel. Il est surtout chargé d'aider à percevoir les impôts, de jouer le rôle de porte-parole des habitants du village et de servir de lien avec le chef de district et l'Autorité indigène. La plupart des villages possèdent également un conseil consultatif de village.

125. Dans l'Adamaoua, l'Autorité indigène, avec les membres de laquelle la Mission de visite s'est entretenue, est composée du Lamido, de trois conseillers Foulbé traditionnels, de trois dignitaires chefs de district non Foulbé (dont deux, Maiha et Sugu, sont originaires du Territoire sous tutelle), de six administrateurs conseillers nommés par l'Autorité indigène et chargés d'un ou plusieurs services relevant de cette Autorité, de six membres élus par le Grand conseil ("Outer Council") consultatif pour représenter les parties nord, centrale et sud de l'Emirat (trois de ces membres sont originaires du Territoire sous tutelle), enfin de deux membres représentant les "intérêts spéciaux".

Le Grand conseil est composé de 31 chefs de district et de 43 représentants élus au prorata du nombre d'habitants. Il se réunit deux fois par an.

126. Dans le Dikwa, par suite de la réorganisation à laquelle on a procédé récemment, l'Autorité indigène, avec laquelle la Mission s'est également entretenue, est composée actuellement de l'Emir, des chefs de district de Bama et Gwoza, du secrétaire à l'administration locale, du chef adjoint du service vétérinaire, du directeur des écoles de l'Autorité indigène, du directeur du dispensaire, d'un conseiller juridique et d'un administrateur conseiller. Le Ministre du commerce et de l'industrie de la Région du Nord est également membre du Conseil. Le Grand conseil consultatif a pour président un membre de l'Autorité indigène et est composé de huit chefs de district, de 26 membres des conseils de district, de deux membres du Conseil municipal de Bama et de six membres nommés par

l'Autorité indigène pour représenter les "intérêts spéciaux". Les élections au Grand conseil et aux conseils de district et de village ont eu lieu entre avril et juin 1957. Le vote a été effectué au scrutin secret aux derniers stades des élections, ce qui, a-t-on dit à la Mission, a permis d'infuser dans ces organes un sang nouveau et de faire élire un certain nombre de jeunes conseillers. On a également commencé à donner un caractère représentatif à l'organe supérieur d'administration en obtenant que le Grand conseil et le Conseil municipal de Bama puissent élire des membres du Conseil de l'Autorité indigène.

127. Dans le reste du Cameroun septentrional, il existait, récemment encore, trois petites Autorités indigènes : le Conseil de district de Tigon, le Conseil tribunal de Ndoro et le Conseil de district de Kentu. En raison de dissensions intérieures, elles réalisaient peu de progrès en matière d'administration. En juin 1958, tous les chefs et notables ont décidé d'un commun accord de constituer une Autorité indigène unique, qui dépendrait de l'Autorité indigène fédérée de Wukari. Cette nouvelle autorité, constituée le 14 août 1958, porte le nom de United Hills Native Authority. Elle se compose de 16 chefs reconnus et de 22 autres membres élus au scrutin secret.

Administration régionale

128. Les services administratifs des Autorités indigènes complètent les services de la Région du Nord proprement dite. Dans chacune des trois provinces dans lesquelles est comprise une partie du Cameroun septentrional, le Gouvernement régional est représenté par un Résident, qui exerce ses fonctions sous la direction du cabinet du Premier Ministre. Une de ses principales fonctions est d'assurer, en coopération avec les représentants provinciaux des divers ministères de la région et avec les Autorités indigènes, la coordination et l'exécution de décisions de ces ministères. Le Gouvernement de la Région du Nord est constitué par un Gouverneur et par un Conseil exécutif. Ce Conseil comprend, outre le Gouverneur qui en est président et un membre de droit (le Procureur général) : des ministres africains, dont le Premier Ministre et 19 autres ministres nommés par le Gouverneur sur la recommandation du Premier Ministre. Deux d'entre eux, M. Abba Habib, Ministre du commerce et de l'industrie, et M. Abdullahi Dan Buram Jada, Ministre de

/...

l'élevage et des forêts et Ministre des affaires du Cameroun septentrional, sont originaires du Territoire sous tutelle. La Mission a eu plusieurs entretiens utiles avec les deux ministres et le Ministre des affaires du Cameroun septentrional l'a accompagnée dans tous ses déplacements. Elle a également eu des conversations à Kaduna, siège du Gouvernement régional, avec le Gouverneur, le Premier Ministre et plusieurs autres membres du Conseil exécutif.

129. Le Gouvernement de la région du Nord a créé le poste de Ministre des affaires du Cameroun septentrional en avril 1955, pour avoir l'assurance qu'il serait accordé une attention particulière aux problèmes concernant le Territoire sous tutelle. Ce Ministre est aidé par un Comité consultatif pour le Cameroun septentrional et la Mission a assisté, à Mubi, à une séance de ce Comité. Il est composé du Ministre, qui en est président, des deux membres de la Chambre des chefs qui représentent le Territoire sous tutelle (ce sont le Lamido de l'Adamaoua et l'Emir de Dikwa), de tous les membres de la Chambre fédérale des représentants et de la Chambre d'assemblée de la Région du Nord qui sont élus par les circonscriptions électorales du Territoire sous tutelle, et de six "membres spéciaux" choisis par les conseils locaux pour représenter les zones les plus reculées de la partie sud du Cameroun septentrional. Il se réunit deux fois par an, une fois dans le Territoire sous tutelle et une fois à Kaduna. Il a pour mandat de donner des avis au Conseil exécutif de la région du Nord concernant les besoins particuliers du Cameroun septentrional et de lui adresser des recommandations. Il a pour devoir, en particulier, de tenir le gouvernement informé de l'Etat de l'opinion au Cameroun septentrional en ce qui concerne la législation régionale et il peut, par l'intermédiaire de son président, faire connaître au Conseil exécutif ses vues sur les lois proposées ou sur la nécessité d'en adopter de nouvelles. En ce qui concerne les questions qui relèvent exclusivement de la compétence de la Fédération nigérienne, le Comité peut demander au Gouvernement régional d'intervenir auprès du Gouvernement fédéral et les quatre membres du Comité qui sont membres de la Chambre fédérale des représentants peuvent se faire les interprètes, dans cette Chambre, de l'opinion du Cameroun septentrional sur des questions particulières. En 1957, le Comité est devenu officiellement un Sous-Comité du Conseil exécutif de la Région du Nord, de sorte que les comptes rendus de tous ses débats sont distribués aux ministres en tant que documents officiels.

Progrès et problèmes du Cameroun septentrional

130. La Mission ne pense pas qu'il soit utile de reproduire ici les nombreux renseignements dont le Conseil de tutelle dispose déjà sur la situation économique, sociale, etc., des diverses parties du Cameroun septentrional. Cependant, elle tient à signaler qu'elle a eu l'impression que le développement des régions dans lesquelles elle est passée ou a séjourné, s'effectuait à un rythme plus rapide.

131. Cela était certainement dû en partie à ce que, en octobre 1957, le Gouvernement de la Région du Nord a décidé d'accorder une priorité au développement du Cameroun septentrional et a invité tous les ministres à présenter d'urgence au Conseil exécutif des mémorandums contenant leurs propositions concernant la mise en oeuvre de cette décision. Des propositions ont été effectivement présentées par la suite et elles ont été approuvées par le Conseil.

132. Les principaux ministères régionaux qui ont des services au Cameroun septentrional sont ceux qui s'occupent de l'agriculture, de l'élevage, de l'enseignement, de la santé publique, de l'administration locale, de la protection sociale, des coopératives et des travaux publics. Ils exercent leurs fonctions en étroite liaison avec les Autorités indigènes, dont les services comprennent notamment l'administration des districts et des villages, les tribunaux indigènes, la police locale et les prisons, les services de travaux publics, les écoles, les services médicaux, sanitaires et vétérinaires, les services agricoles et les services des forêts. Un autre organisme, qui s'ajoute aux départements ministériels et qui s'occupe tout particulièrement du développement économique du Cameroun septentrional, est la Northern Region Development Corporation, qui a pour objet d'encourager le développement industriel et agricole de la région du Nord en investissant directement ses capitaux dans des projets utiles à la région. La Corporation a prêté son assistance pour la mise en oeuvre d'un projet de lutte contre la mouche tsé-tsé dans l'Adamaoua et a accordé un prêt à l'Autorité indigène de l'Adamaoua pour financer les travaux d'amélioration du marché de Jada et un autre prêt à l'Autorité indigène du Dikwa pour améliorer l'ensemble des marchés de cette région.

133. L'amélioration de la production primaire et le développement du commerce qu'elle permettra sont les besoins les plus urgents qui se font sentir dans tout

le Cameroun septentrional. On voit dans la reconstruction des routes principales, à laquelle on accorde une attention toute particulière, l'une des conditions essentielles du progrès dans ces secteurs. Le Gouvernement fédéral a, pour sa part, la charge de la construction et de l'entretien des routes de grande communication. Cinq routes qui sont actuellement à l'état de projet, en cours de construction, ou près d'être achevées aboutiront au Territoire sous tutelle ou le traverseront. Le budget fédéral de l'exercice 1958-1959 comprend un crédit de 650.000 livres pour ces routes et l'on évalue à 2.039.000 livres le montant total des crédits, qui auront été affectés à ces routes de 1955 à 1962.

134. Il existe d'autres problèmes particuliers au Cameroun septentrional. Par exemple, sur le plateau de Mambilla, il est nécessaire de dissiper les rivalités et l'animosité qui existent entre les agriculteurs sédentaires et les nomades Foulbé, qui sont des éleveurs, en faisant de ces derniers des sédentaires pratiquant à la fois l'agriculture et l'élevage. Lorsque les routes rendront la région plus accessible, on pense que ces rivalités s'intensifieront, mais ces routes permettront également de résoudre plus facilement ce problème. Pour les agriculteurs sédentaires, on a introduit sur le plateau la culture du café et il a été signalé que les plantations se développaient de façon modeste mais régulière. Dans d'autres régions du sud de l'Adamaoua qui se trouvent comprises dans le Territoire sous tutelle, on procède actuellement à des essais de culture du kola, du palmier à huile et du riz. Dans la division de Dikwa, ce dont l'agriculture a le plus besoin est de réservoirs d'eau et tout développement de la région suppose une amélioration de l'approvisionnement en eau. On a construit 20 réservoirs pour les eaux de ruissellement ("tapkis"), dont le coût a été de 230.000 livres, et l'on a découvert récemment, dans une partie de cette division, des nappes d'eaux souterraines à diverses profondeurs. Dans la partie de la Bénoué qui est située dans le Territoire sous tutelle, on pense que la construction de la route de Donga à Abong, qui est près d'être terminée, facilitera l'organisation de travaux de vulgarisation agricole et permettra des essais de nouvelles cultures. On y a déjà introduit la culture du palmier à huile, du kola, du cacaoyer et du caféier.

Faits nouveaux intervenus dans le domaine constitutionnel

135. La Région du Nord a volontairement progressé moins vite que les autres régions de la Nigeria du point de vue de l'organisation constitutionnelle. Toutefois, lorsque la Mission s'est rendue dans le Territoire, cette Région se préparait à accéder, le 15 mars 1959, à l'autonomie régionale dans les mêmes conditions que les autres régions.

136. Pour la Région du Nord comme pour les autres régions et pour le Cameroun méridional, des listes fixent les domaines de compétence sur lesquels s'exerce l'autorité des chambres législatives. Le Cameroun septentrional élit quatre membres de la Chambre fédérale des représentants, dont deux représentent la division de Dikwa et deux la partie de l'Adamaoua située dans le Territoire sous tutelle. Un cinquième membre, élu par la division de Wukari, représente en même temps les intérêts de la population de la partie de la Bénoué qui est située dans le Territoire sous tutelle.

137. Une des recommandations de la Conférence de Londres de 1957 qui a affecté directement le Territoire sous tutelle est celle qui a proposé de porter de 131 à 170 le nombre des membres de la Chambre d'assemblée de la Région du Nord. Une Commission de délimitation des circonscriptions électorales, désignée par la Chambre fédérale des représentants, a recommandé de diviser la Fédération en circonscriptions qui comprendraient à peu près le même nombre d'habitants et éliraient chacune un représentant. La Commission a signalé dans son rapport que, pour le découpage des circonscriptions situées dans les divisions de l'Adamaoua, du Dikwa et de Wukari, elle avait dû tenir compte du fait particulier que deux parties séparées de l'Adamaoua, l'ensemble du Dikwa et une petite fraction de la division de Wukari se trouvaient dans le Territoire sous tutelle. La Commission a attribué huit sièges à l'ensemble de la division de l'Adamaoua et, comme la moitié environ de la population réside dans le Territoire sous tutelle, cette population a obtenu quatre sièges. Les quatre circonscriptions en question sont entièrement situées à l'intérieur du Territoire sous tutelle. La Commission a déclaré, à leur sujet, que la communauté des intérêts n'était guère affectée, à son avis, par l'existence de la frontière du Territoire, à laquelle la population du voisinage ne faisait presque pas attention, mais que, si l'on considérait les choses de loin et si l'on tenait compte des intérêts de l'Organisation des Nations Unies, il

/...

valait mieux, pour des raisons surtout extrinsèques, créer des circonscriptions qui ne soient pas à cheval sur la frontière du Territoire. Cependant, dans la division de Wukari, la Commission n'a pas jugé possible de faire de même car, sur un total de 136.700 habitants, 13.000 seulement résidaient dans le Territoire et leur région était isolée par des montagnes difficiles à franchir du reste du Territoire. La Commission s'était donc vue obligée de rattacher la population de cette région au reste des habitants de la division de Wukari. Aucune difficulté ne se posait en ce qui concerne la division de Dikwa parce que, à la différence des deux autres, elle est entièrement située à l'intérieur du Territoire sous tutelle. La Commission a attribué trois sièges à cette division, ce qui porterait à sept le nombre des circonscriptions entièrement situées dans le Cameroun septentrional.

138. En juillet et en août 1958, les chambres législatives de la Région du Nord ont approuvé un Livre Blanc présenté par le gouvernement régional et qui contenait des propositions prévoyant que la Région du Nord accèderait à l'autonomie le 15 mars 1959. Ces propositions étaient conformes au plan établi en 1957 pour les régions de l'Est et de l'Ouest, avec certaines modifications rendues nécessaires par la situation particulière de la Région du Nord. Par exemple, le Gouverneur conserverait, en ce qui concerne le Cameroun septentrional, certains pouvoirs généraux réservés pour permettre au Gouvernement du Royaume-Uni, en tant qu'Autorité administrante du Territoire sous tutelle, de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord de tutelle.

139. A sa reprise, en septembre et octobre 1958, la Conférence constitutionnelle de Londres a examiné ces propositions et a recommandé de prendre les dispositions constitutionnelles nécessaires pour que la Région du Nord devienne autonome, le 15 mars 1959, pour toutes les questions relevant de sa compétence^{1/}.

140. Parmi les autres modifications proposées dans le Livre Blanc et approuvées par la Conférence constitutionnelle à sa reprise, il convient de citer celles qui concernent la fonction publique. On doit établir un cadre régional de

^{1/} Voir annexe III.

fonctionnaires auquel les nominations seront faites par la Région sans consultation préalable ou approbation du Secrétaire d'Etat aux colonies. Les fonctionnaires nigériens des services administratifs de la Région seront mutés à ce nouveau service. Les étrangers pourront également y occuper des postes. A ce propos, le Premier Ministre de la Région du Nord, dans l'allocution qu'il a prononcée devant la Mission à Kaduna, a déclaré que la sérieuse pénurie de fonctionnaires du cadre supérieur venus de l'étranger était l'un des facteurs qui entravaient le développement de l'ensemble de la Région. Son gouvernement déployait les plus grands efforts pour former un personnel administratif et technique recruté dans la Région, mais il était heureux d'accueillir du personnel étranger et continuerait à en recruter pour compléter le personnel autochtone, jusqu'à ce que la Région puisse faire face à ses besoins en utilisant ses propres ressources.

2. Opinions de la population touchant son avenir

Généralités

141. Les entretiens que la Mission de visite a eus au Cameroun septentrional, les auditions qu'elle a accordées à des représentants officiels et officieux de presque tous les districts et les opinions qu'elle a reçues de nombreux autres représentants par écrit lui ont laissé la ferme impression que pour la majorité de la population le terme "gouvernement" signifie toujours le "gouvernement local", c'est-à-dire l'Autorité indigène. Cela est certainement dû à la forte position des Autorités indigènes, particulièrement de celles qui sont établies de longue date et ont une longue tradition : en fait, la répartition des pouvoirs entre le gouvernement de la Région et les autorités locales est telle que l'émirat jouit d'une large autonomie locale.

142. Le sentiment de l'identité distincte du Cameroun septentrional n'apparaît certainement pas. Au contraire, la notion et les institutions de la Région du Nord en tant qu'entité politique ont nettement commencé à prendre de l'importance. L'horizon politique s'élargit et passe du plan local au plan régional; à cette évolution participent les éléments de la population du Cameroun septentrional qui s'intéressent à l'avenir. En fait, l'évolution se fait sans grande difficulté grâce à l'association étroite qui existe entre les autorités traditionnelles et

les institutions exécutives et législatives régionales. Non seulement ces éléments de la population sont eux-mêmes fortement représentés au sein de ces institutions, mais encore le parti politique qui détient actuellement la position dominante parmi les représentants élus, la Northern People's Congress (NPC), est en fait leur parti.

143. Il faut se rendre compte, et ce fait est ouvertement reconnu, que dans l'ensemble la société de la Région du Nord demeure musulmane et qu'elle a singulièrement échappé à l'influence des changements survenus dans le reste du monde. On y applique le droit coranique de la secte des Maliki, les femmes n'y paraissent pas en public et les innovations politiques et administratives sont mal accueillies dans certains milieux. Toutefois, d'après les renseignements recueillis par la Mission, la tendance à considérer la Région du Nord comme une entité s'est développée et le Northern People's Congress a pour objectif déclaré l'unité de toutes les populations de la Région. Il convient de noter que, des vingt membres africains du Conseil exécutif régional, quatre sont chrétiens, sept ne sont ni des Foulbé ni des Hausa, et sept autres sont originaires des régions situées pour la plus grande partie en dehors du "système du Nord".

144. Le NPC soutient que dans le Nord la tradition dans laquelle l'Islam et la langue hausa jouent tous deux un rôle, est un facteur d'unification; des partis tribaux se constituent pour représenter les intérêts locaux, mais le Northern People's Congress affirme qu'ils s'allient à lui. Il existe cependant des éléments d'opposition au gouvernement, au NPC et au "système du Nord", et ils ont une certaine influence au Cameroun septentrional. Il existe en premier lieu la Northern Elements Progressive Union (NEPU), qui est un parti hausa dont le siège est à Kano, mais que l'on peut définir d'une manière générale comme un parti d'artisans et de paysans, dont le chef professe des idées démocratiques et désire modifier le régime traditionnel du Nord. En second lieu, il existe le United Middle Belt Congress (UMBC), formé en 1955 par la fusion de deux partis moins importants représentant des minorités qui vivent à l'intérieur de la Région, mais en dehors du "système du Nord". C'est un parti qui réunit des païens et des chrétiens et qui a l'appui de l'Action Group, qui est le parti gouvernemental en Nigeria occidentale. Dans le Territoire sous tutelle, l'alliance UMBC/Action Group se préparait activement en vue des élections fédérales qui doivent avoir lieu vers la fin de 1959.

145. Deux élections à l'Assemblée législative régionale ont eu lieu dans la Région du Nord, l'une en 1951 et l'autre en 1956, et des élections à l'Assemblée législative fédérale ont eu lieu en 1954. Lors des élections de 1951, on a signalé que la population s'était peu intéressée aux questions politiques nationales et que les candidats élus étaient tous des personnes bien connues dans leur circonscription. En 1954, le rôle des partis dans la politique s'est fait sentir sérieusement pour la première fois; le NPC a obtenu 84 sièges sur 92, dont ceux de toutes les circonscriptions qui se trouvent entièrement ou partiellement à l'intérieur du Territoire sous tutelle, l'UMBC et ses alliés ont obtenu 7 sièges et l'Action Group a obtenu un siège. Aux élections de 1956, le NPC a obtenu 100 sièges sur 131, dont tous les sièges du Territoire sous tutelle, perdant 11 sièges au profit de l'UMBC et 6 au profit du NEPU, ainsi qu'un certain nombre de sièges au profit de candidats indépendants et de divers petits partis locaux; un seul candidat a été élu sous l'étiquette de l'Action Group, mais ce parti a appuyé un certain nombre d'autres partis d'opposition. Dans le Cameroun septentrional ainsi que dans l'ensemble de la Région, les élections de 1956 se sont déroulées conformément à un règlement^{1/} stipulant que tout homme adulte est électeur s'il réside depuis un an dans la zone électorale primaire, ou s'il y est né, ou si son père y est né. Il existait cinq circonscriptions rurales dans le Territoire sous tutelle : deux dans le Dikwa et trois dans l'Adamaoua. Les districts de Tigon, Ndoro et Kentu faisaient partie de la circonscription de Wukari, en majeure partie nigérienne. Les circonscriptions étaient divisées en zones électorales primaires (et dans certains cas en zones intermédiaires) dans lesquelles les électeurs remplissant les conditions requises choisissaient au vote non secret des électeurs qui voteraient ensuite au scrutin secret dans le collège électoral du degré supérieur. Dans la circonscription de Dikwa Nord, pour donner un exemple concret, 36.629 contribuables répartis en 52 zones primaires ont élu 114 membres du collège électoral du degré supérieur; toutefois, il n'y avait en l'occurrence qu'un seul candidat qui a donc été déclaré élu sans opposition. On estime que dans l'ensemble du Territoire sous tutelle environ la moitié des 64.000 électeurs ont pris part aux élections. Les deux membres élus

1/ Northern House of Assembly (Elected Members) Electoral Regulations, 1956.

dans le Dikwa, les trois membres élus dans les circonscriptions d'Adamaoua et le membre élu dans le district électoral comprenant le Tigon, le Kentu et le Ngoro avaient été candidats en tant que représentants du NPC ou ont déclaré par la suite représenter ce parti.

146. Aux prochaines élections, qui seront les élections fédérales nigériennes et qui auront lieu vers la fin de 1959, d'importantes modifications seront apportées à la procédure, car le nouveau règlement électoral élaboré à cet effet s'appliquera à l'ensemble de la Fédération et presque toutes les modalités particulières du système jusque là en vigueur dans le Nord seront remplacées par les méthodes rigoureuses et les garanties sérieuses avec lesquelles les habitants des régions méridionales sont déjà familiarisés. Les élections seront à un seul degré, au scrutin direct et secret. Une différence importante demeure : dans la Région du Nord, seuls les hommes voteront. La Mission a appris que dans l'ensemble de la Région la population musulmane reste hostile à l'extension du suffrage aux femmes. A Mubi, dans le Cameroun septentrional, les membres du Comité consultatif ont soutenu devant la Mission l'argument traditionnel que les peuples musulmans opposent à l'octroi du droit de vote aux femmes, à savoir que la religion et la culture musulmanes tiennent les femmes en dehors de la vie publique et qu'elles ne sont donc pas en mesure d'exprimer une opinion touchant les affaires publiques. On a fait également valoir que seules pouvaient raisonnablement jouir du droit de vote les personnes ayant atteint la majorité politique en ce sens qu'elles ont assumé des responsabilités civiques, notamment celle du paiement de l'impôt, et que tel n'était pas encore le cas des femmes dans le Nord; de plus, très peu d'entre elles avaient reçu une instruction. Enfin, ces représentants ont pu citer l'exemple d'autres pays qui, bien que beaucoup plus développés que le leur, ont différé l'octroi du droit de vote aux femmes ou ont décidé contre son adoption. Les représentants n'ont pas nécessairement envisagé que le droit de vote ne serait jamais accordé aux femmes du Nord; ils ont plutôt considéré que la question se réglerait avec le temps et cette opinion semble bien fondée dans les circonstances présentes, au moins en ce qui concerne les femmes musulmanes.

147. On pourra sans doute évaluer avec plus de précision, d'après les résultats qu'auront donnés au Cameroun septentrional les élections fédérales qui auront lieu à la fin de l'année, l'importance de l'opposition politique qui existe actuellement

dans le Territoire ou qui s'y développera pendant l'année prochaine. Le fait que des partis politiques et des dissidents politiques s'attaquent au parti des autorités traditionnelles est un signe encourageant, d'après la Mission, et stimulera certainement le progrès dans la Région du Nord. Ce fait paraît important aussi, notamment, si l'on songe au progrès politique futur des tribus païennes. On rapporte que les membres de ces tribus sont remarquablement vigoureux et virils, se préoccupent de plus en plus d'envoyer leurs enfants à l'école et de se perfectionner de diverses autres manières, et il est certain qu'avant longtemps ceux qui comptent sur leur appui politique devront de plus en plus chercher à l'obtenir en les persuadant et en leur fournissant des preuves, et moins en s'appuyant sur la force de la tradition.

148. La Mission a pu constater que les premières manifestations d'une opposition politique ouverte dans le Territoire ont à l'occasion, comme on pouvait s'y attendre, provoqué certaines frictions. A Mubi, dans l'Adamaoua, des membres de la section locale de l'UMBC se sont plaints à la Mission de ce que des représentants de l'Autorité indigène aient eu recours à la menace, à l'intimidation et à l'arrestation arbitraire pour faire taire l'opposition. Ils ont dit que six membres de l'Alliance UMBC/AG avaient été arrêtés au cours des quelques semaines précédant l'arrivée de la Mission de visite. Le fait a été par la suite reconnu exact et, de plus, on a constaté que des considérations politiques avaient joué dans un cas au moins. Néanmoins, il avait été pris note des plaintes et, lorsqu'elles étaient justifiées, on ne permettait pas qu'elles restassent sans suite. Le Résident procédait à une enquête sur toutes les plaintes et dans un des cas, l'erreur commise avait déjà été redressée. Le Lamido de l'Adamaoua lui-même avait exprimé son inquiétude au sujet de certaines des condamnations et avait pris l'initiative de rappeler aux chefs de l'Autorité indigène qu'il ne devait jamais y avoir aucune ingérence à l'égard du pouvoir judiciaire. Le Ministre des affaires étrangères du Cameroun septentrional avait également abordé la question avec le Conseil de l'Autorité indigène réuni en séance plénière. La Mission a appris, ce qui a un rapport d'ordre général avec cette question, que le système judiciaire de la Région du Nord avait récemment fait l'objet d'une étude par un Groupe de juristes nommés par le Gouvernement de la Région du Nord. Ce Groupe de juristes a fait un rapport dans lequel il exprimait l'avis que le

système actuel risquait de donner lieu à des abus si un système satisfaisant de contrôle n'était pas créé; ce rapport a été accepté en principe et l'on compte qu'il conduira à un certain nombre de réformes tendant à assurer de meilleures garanties d'une bonne administration de la justice. En outre, la Mission a noté que lors de sa reprise la Conférence constitutionnelle de la Nigeria avait décidé que la constitution de la Fédération nigérienne indépendante devrait garantir certains droits fondamentaux, notamment le droit à la liberté de parole et le droit à la liberté de réunion; la Mission a également noté qu'en ce qui concerne les prochaines élections fédérales le Gouverneur général avait donné l'assurance qu'il s'attacherait à garantir à tous les partis politiques la plus grande latitude compatible avec le maintien de l'ordre public pour propager leurs vues dans toute la Nigeria, en particulier durant les périodes précédant l'inscription des électeurs et les élections.

149. Autant que la Mission estime pouvoir en juger, l'opinion publique dans le Cameroun septentrional est actuellement favorable en grande majorité au parti gouvernemental (le Northern Peoples' Congress), ainsi qu'aux Autorités indigènes et aux conseils de district (lesquels comptent tous maintenant des membres élus, comme il a déjà été indiqué) qui lui donnent un appui presque sans réserve. En outre, du point de vue qui intéressait surtout la Mission, l'aspect le plus important de l'opinion de l'opposition, qu'elle s'exprime par l'intermédiaire des partis politiques d'opposition ou par celui de groupements locaux et d'individus non affiliés à des partis, est qu'elle porte sur des questions de politique intérieure et de méthodes administratives et qu'elle ne met pas en question la continuation de l'association du Cameroun septentrional à la Région du Nord de la Nigeria.

Vues recueillies par la Mission

150. L'histoire du régime de tutelle au Cameroun septentrional montre qu'il n'existait au début qu'un petit nombre de personnes capables d'émettre des avis autorisés sur l'avenir des différentes parties du Territoire et de leurs populations. Ces avis autorisés étaient surtout ceux des Emirs et de leurs conseillers traditionnels, qui ne cessaient de répéter que les populations dont ils avaient la charge ne désiraient pas être séparées de la Nigeria du Nord et qu'en conservant

un lien organique avec cette Région, elles ne voulaient pas voir resserrer les rapports d'ordre administratif avec le Cameroun méridional.

151. La Mission a entendu les Emirs exprimer la même opinion pendant sa visite, mais ils parlent maintenant avec l'appui de beaucoup de personnes. Ils sont maintenant entourés de conseils largement représentatifs des groupes de population. Il existe des conseils de district élus et des Camerounais élus qui siègent dans les assemblées législatives régionale et fédérale; il existe des partis politiques, pro et antigouvernementaux, qui ont des organisateurs et des porte-parole actifs, et les hommes capables d'exprimer une opinion sont incommensurablement plus nombreux qu'il y a dix ans. A une seule exception près - et cette exception dans la mesure où elle est valable - ne se rapporte qu'aux zones proches du Cameroun méridional - toutes les personnes que la Mission a entendues lui ont déclaré qu'elles ne concevaient d'avenir pour le Cameroun septentrional que comme partie de la Région du Nord et, par suite, de la Fédération nigérienne lorsqu'elle sera indépendante en 1960.

152. Le seul organe que l'on puisse considérer en un sens comme représentatif de l'ensemble du Cameroun septentrional est le Comité consultatif pour le Cameroun septentrional. Sa composition et ses fonctions, qui ont été décrites plus haut, lui permettent, de l'avis de la Mission, de se faire l'interprète de la population, dans la mesure que l'on peut attendre étant donné l'état de l'opinion publique et les moyens d'expression dont elle dispose. A Mubi, le Comité consultatif a discuté et adopté à l'unanimité en présence de la Mission une résolution dans laquelle, considérant que le Cameroun septentrional et la Région du Nord de la Nigeria possèdent la même culture, les mêmes traditions, les mêmes langues et la même administration, il a réaffirmé le désir de la population du Cameroun septentrional de rester unie à la Région du Nord lorsque la Nigeria accédera à l'indépendance en 1960.

153. En discutant plus avant de la question avec la Mission, les membres du Comité représentant les parties de l'Adamaoua comprises dans le Territoire sous tutelle, les représentants du district de Gwoza (Emirat de Dikwa), ceux de la partie de la Bénoué, qui est située dans le Territoire sous tutelle et ceux du plateau de Mambilla, ont tous appuyé cette opinion. Aucun de ces représentants n'a estimé que le Cameroun septentrional devait être réuni au Cameroun méridional. Le ncm

de "Cameroun", ont-ils dit, est pour eux un mot étranger, car avant la venue des Allemands les populations qu'ils représentaient faisaient partie des Emirats du Nord, et elles désirent continuer à en faire partie. De même, aucun d'entre eux n'était favorable à la réunification des deux Cameroun en tant que telle : leur point de vue était que les régions du Cameroun sous administration française voisines de leur propre pays devraient revenir à l'Emirat d'Adamaoua, dont elles faisaient traditionnellement partie.

154. En leur qualité de membres des chambres législatives régionale et fédérale, cinq des membres élus du Comité ont remis à la Mission un mémoire distinct énumérant les avantages importants que, selon eux, le Cameroun septentrional avait tirés de son association avec la Nigeria du Nord : réforme du système d'administration locale, amélioration apportées à l'agriculture, aux services médicaux, à l'enseignement et aux communications; progrès politique et liberté religieuse. Ils spécifiaient dans ce mémoire que, ni eux-mêmes, ni, à leur avis, leurs électeurs ne désiraient ou espéraient voir apporter quelque changement que ce soit aux relations entre le Cameroun septentrional et la Nigeria.

155. A Yola, la Mission a rencontré le Lamido de l'Adamaoua, accompagné des membres de son Conseil et il lui a dit qu'il était convaincu que les populations sous tutelle de l'Adamaoua "n'appuieront jamais une proposition tendant à les séparer de la Nigeria". Il savait que le Premier Ministre du Cameroun sous administration française avait annoncé que son pays désirait voir les deux Cameroun unifiés et il a déclaré, en rappelant que telle avait aussi été la conception de l'unification que se faisaient ses prédécesseurs : "Nous serons heureux si nos frères du Cameroun français veulent s'unir à nous au sein de la Nigeria, comme nous étions unis avant l'occupation allemande".

156. A Bama, l'Autorité indigène du Dikwa a déclaré que dès avant l'administration allemande, le Dikwa faisait partie du Bornou et que l'Emir de Dikwa avait la possibilité de devenir Shehu de Bornou, c'est-à-dire d'accéder au poste traditionnel le plus élevé du Bornou. Il était donc naturel que le Dikwa désire continuer à faire partie intégrante du Bornou et de demeurer ainsi associé avec la Région du Nord.

157. Tous les chefs de district et de village, ainsi que les membres de conseils de district que la Mission de visite a rencontrés, - et elle pense que toutes ces personnes représentaient bien l'opinion de tous les districts du Cameroun septentrional - lui ont fait des déclarations analogues. Ils étaient tous d'avis que les habitants du Cameroun septentrional s'opposeraient à toute proposition tendant à séparer leur pays de la Nigeria et que les régions intéressées appartenaient vraiment aux provinces avec lesquelles elles étaient administrées et devaient donc continuer à faire partie de la Région du Nord de la Nigeria.

158. Le Sardauna de Sokoto, Premier Ministre de la Région du Nord, que la Mission a rencontré à Kaduna, a déclaré qu'il était difficile à quiconque connaissait le Territoire de concevoir un avenir politique qui - compte tenu des facteurs historiques, géographiques et économiques - pourrait apporter à ses habitants de plus grands avantages que ceux qu'ils recevraient s'ils liaient leur sort à une Nigeria indépendante en faisant partie de la Région du Nord. Cependant, a-t-il ajouté, c'est à eux - et à eux seuls - qu'il appartiendrait d'en décider librement.

159. Aucun des représentants des partis politiques ou des groupements indépendants qui ont fait connaître leurs vues à la Mission n'a envisagé pour le Cameroun septentrional un avenir distinct de celui de la Région du Nord de la Fédération nigérienne. Ils n'étaient cependant pas d'accord sur la façon dont il faudrait administrer le Territoire à l'intérieur de la Région. Les représentants élus du Cameroun septentrional à la Chambre d'assemblée de la Région du Nord et à la Chambre fédérale des représentants - qui appartiennent tous au Northern People's Congress - et les sections du NPC de l'Adamaoua et du Dikwa ont déclaré désirer que les rapports administratifs du Cameroun septentrional avec la Région du Nord demeurent inchangés. Les élus de la partie de l'Adamaoua située dans le Territoire sous tutelle étaient, en particulier, absolument opposés à toute mesure qui séparerait cette zone du reste de l'Adamaoua et la section de l'Adamaoua du NPC a déclaré que la ferme volonté de tous les habitants sensés de cette région du Territoire était de toujours faire partie de l'Adamaoua.

160. En revanche, les délégations de l'alliance United Middle Belt Congress - Action Group (UMBC/AG) et de la Northern Elements Progressive Union (NEPU), ainsi que d'autres groupements de la province de l'Adamaoua estimaient que, bien que le Cameroun septentrional doive continuer à faire partie de la Nigeria, des réformes

d'ordre interne étaient nécessaires. Elles ont demandé que l'on fasse de chacune des parties de l'Adamaoua situées dans le Territoire sous tutelle une division ayant sa propre Autorité indigène, pour permettre aux éléments païens de la population de participer davantage à l'administration locale, laquelle, selon ces délégations, était actuellement une espèce de chasse-gardée pour des personnes nommées par les autorités de Yola. Il convient de noter que huit des chefs de district sur quatorze, bien que nommés par les autorités de Yola, sont en fait des personnes originaires du Territoire sous tutelle, mais une telle situation ne répond pas entièrement au désir de ceux qui voudraient une autorité plus proche de la population.

161. La même revendication, présentée apparemment de façon indépendante, a été formulée devant la Mission par un groupe de personnes venues des districts sud de l'Adamaoua, qui ont déclaré avoir fait quatre jours de route pour rencontrer la Mission, et cette revendication s'est également exprimée dans un certain nombre de communications écrites reçues de la même région. La Mission a constaté une tendance à expliquer l'état relativement arriéré de la région par le fait que Yola est trop éloigné et à soutenir que si les districts en question formaient une division distincte, on s'occuperait davantage d'eux.

162. De même, tout en estimant que le Cameroun septentrional devrait continuer à faire partie de la Région du Nord de la Nigeria, la section locale de l'UMBC de Mubi s'est également prononcée pour la création d'une Autorité indigène distincte dans les cinq districts-septentrionaux de l'Adamaoua qui font partie du Territoire sous tutelle. Les représentants de la section locale de Mubi se sont plaints que les intérêts de ces districts soient par trop subordonnés à ceux des familles dirigeantes de l'Adamaoua.

163. Néanmoins, aucun des membres des conseils des districts intéressés que la Mission a rencontrés n'a demandé que le système d'administration soit modifié et, selon le NPC, l'idée d'une séparation entre ces districts et l'Adamaoua est la conséquence d'une agitation fomentée par des "partis de l'extérieur" c'est-à-dire les partis de la Nigeria de l'Est et de l'Ouest avec lesquels les partis d'opposition de la Région du Nord ont conclu une sorte d'alliance.

164. Quoi qu'il en soit, la situation actuelle offre peut-être certains motifs légitimes de mécontentement. La Mission pense qu'on pourra dissiper à la longue

toute cause de doléances sérieuses en démocratisant davantage l'Autorité autochtone, en faisant participer à ses conseils et à son administration un plus grand nombre de personnes n'appartenant pas aux tribus qui détiennent traditionnellement le pouvoir, en améliorant les communications et en développant d'une manière générale les districts situés dans les montagnes. Pour le moment, dans la mesure où le problème existe, il peut être réglé par de simples mesures administratives. La Mission estime qu'étant donné la grande distance qui sépare les districts du Territoire sous tutelle de Yola, siège de l'Autorité indigène, et le fait que la majorité de la population de ces districts est composée de tribus païennes relativement peu évoluées et sans lien traditionnel avec l'Islam, il conviendrait pour le moins d'étudier si le système actuel d'administration est le plus approprié. Il a semblé à la Mission qu'une solution consisterait peut-être à créer dans les districts en question, en vertu de la Northern Region Native Authority Law de 1954, une ou plusieurs Autorités indigènes subordonnées qui, tout en relevant de l'Autorité indigène de Yola, permettraient une plus grande décentralisation de l'administration locale et une participation plus active de la population à la gestion des affaires locales. La Mission estime que, de toute façon, la situation exige d'être étudiée de façon plus approfondie par les autorités intéressées.

165. La Mission a déjà fait mention, par ailleurs, du fait que dans une région contiguë à la limite du Cameroun méridional, la population semble désirer que le tracé de cette limite soit modifié, de façon qu'elle se trouve comprise dans la population du Cameroun méridional. Le détail des vœux exprimés à la Mission figure dans une autre partie du présent rapport^{1/}. C'est là également, de l'avis de la Mission, une question qu'il serait peut-être utile d'étudier plus avant, notamment en procédant à une enquête sur les lieux. La question concerne surtout les trois petits districts de Tigon, Ndoro et Kentu - ou, du moins certaines parties de ces districts - qui, pris ensemble, sont contigus aux divisions de Wum et de Nkambe du Cameroun méridional. Une demande analogue de rattachement au Cameroun

^{1/} Voir annexe I.

méridional, motivée par des raisons sensiblement différentes, a été formulée par les habitants de l'extrémité sud du district de Mambilla (Adamaoua), qui est un district voisin des précédents et contigu à la division de Nkambe. La Mission pense qu'il serait peut-être utile que les autorités intéressées examinent aussi cette demande et qu'elles pourraient peut-être le faire en étudiant la situation de l'ensemble des districts de l'Adamaoua.

II. DETERMINATION DE L'AVENIR DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE

Conditions générales

166. Dans la première partie de son rapport, la Mission de visite a exposé les raisons pour lesquelles elle est convaincue que pour juger objectivement de la situation actuelle du Territoire sous tutelle, de même que pour aborder la question de son avenir de façon réaliste, il convient de ne pas considérer le Territoire comme une entité mais comme composé de deux parties et de deux groupes de population correspondant respectivement au sud et au nord, dont l'histoire et l'évolution ont suivi des voies nettement différentes et entre lesquels il existe maintenant des différences profondes, tant en ce qui concerne les systèmes d'administration qu'en ce qui concerne le comportement et les attaches politiques des habitants.

167. La Mission sait que tous ceux qui se préoccupent de déterminer les conditions dans lesquelles il pourra être mis fin à l'Accord de tutelle n'accepteront peut-être pas facilement des données fondamentales et leurs conséquences logiques. Elles n'ont d'ailleurs été acceptées qu'à contrecoeur, comme la Mission l'a montré, par les deux principaux partis politiques du Cameroun méridional, qui ont tous deux examiné la possibilité d'établir une unité administrative et politique entre le sud et le nord. Ils n'ont pas réussi à atteindre cet objectif, ne serait-ce que pour la simple raison que les représentants des populations septentrionales ont rejeté cette idée et continuent de le faire. L'un des deux partis semble encore conserver l'espoir qu'une unité est réalisable; mais il y met une condition inacceptable pour les représentants des populations septentrionales, à savoir la séparation du Cameroun de la Nigeria. D'autre part, les dirigeants de ce parti du sud ont déclaré, de leur propre initiative, que l'unité qu'ils préconisent dépend de ce qu'ils considèrent comme une éducation politique appropriée des populations du nord; ils ont reconnu qu'une telle entreprise demanderait du temps - en admettant que les résultats puissent répondre à leurs espoirs, ce qui était pour le moins incertain; ils ont admis, avec regret mais clairement, qu'ils ne pouvaient "qu'encourager leurs frères du nord à lutter pour leur propre salut séparément"; ils ont implicitement confirmé cette déclaration en annonçant qu'ils avaient l'intention, au cas où ils viendraient au pouvoir au Cameroun méridional, de chercher à élever cette partie seulement du Territoire sous tutelle au rang d'Etat dans les délais les plus brefs.

/...

168. Effectivement, le temps est un des aspect fondamentaux du problème. De l'avis de la Mission, les controverses sur la séparation administrative et politique du Territoire sous tutelle appartiennent au passé. La distinction à faire entre les sections méridionale et septentrionale est une question de fait. On ne peut pas la supprimer dans l'avenir immédiat sans aller à l'encontre des vœux qu'expriment toutes les opinions connues de la population du nord, y compris celles de l'opposition politique organisée; et même si, avec le temps, il était possible de rapprocher le Cameroun méridional et le Cameroun septentrional, aucune fraction de la population de l'une ou l'autre partie n'est d'avis que le Territoire doive rester sous tutelle en attendant ce rapprochement. La Mission croit interpréter avec impartialité l'opinion publique informée des deux sections du Cameroun sous administration britannique en déclarant que l'avis général des habitants est que le moment de déterminer leur avenir est venu et ne saurait être utilement retardé. Leur petit Territoire, et moins encore chacune de ses deux parties considérée séparément, n'est pas assez fort pour agir indépendamment de deux grands voisins, et les dates prévues pour l'indépendance de la Fédération de la Nigeria et du Cameroun sous administration française exercent une influence puissante. Chacun des Territoires voisins est parfaitement fondé, pour des raisons pratiques, à espérer que le Cameroun sous administration britannique de même que l'Organisation des Nations Unies fassent connaître leurs intentions le plus tôt possible; cette considération n'est pas la seule qui entre en ligne de compte, mais il ne serait pas réaliste de la méconnaître, car il est impossible de dire avec certitude que la possibilité d'une accession à l'indépendance au sein d'une union restera offerte indéfiniment d'un côté comme de l'autre.

169. Si les Nations Unies sont disposées, comme la Mission le présume, à envisager de mettre fin à la tutelle sur la base d'une union avec un Etat voisin indépendant, il existe une raison de plus de considérer séparément l'option qui s'offre aux deux parties du Territoire. C'est là encore une donnée d'ordre pratique : sauf dans le cas très peu vraisemblable où le Territoire tout entier resterait sous tutelle après octobre 1960, les conséquences de la décision prise par les deux parties seront en fait différentes. Même si les deux sections devaient décider de faire partie d'une Nigeria indépendante, le Cameroun septentrional ferait partie de la Région du Nord de la Nigeria et le Cameroun méridional en constituerait une

région à lui seule; ce sont là les conditions dans lesquelles la Nigeria est disposée à accueillir les deux parties du Cameroun. Il existe une autre possibilité pratique, c'est que le Cameroun septentrional choisisse, ce qui, pour la Mission, ne fait aucun doute, de faire partie de la Région du Nord, alors que le Cameroun méridional exprimerait le désir de mettre fin à son association avec la Nigeria.

170. Etant invitée, aux termes de son mandat, à exposer ses vues sur la méthode de consultation qui devrait être adoptée, la Mission de visite exprime donc, tout d'abord, l'avis que les vœux des populations septentrionale et méridionale du Territoire sous tutelle doivent être déterminés séparément.

171. Il résulte de cet avis que la Mission estime devoir présenter séparément ses observations et ses recommandations détaillées sur les méthodes de consultation à adopter pour les populations septentrionale et méridionale respectivement. La Mission voudrait d'abord, cependant, faire état d'un aspect particulier des vues qui lui ont été exprimées dans les deux sections du Territoire sous tutelle à ce sujet. L'idée semble être très répandue dans les gouvernements régionaux, les partis politiques et, apparemment, dans le public en général, qu'une consultation par voie de plébiscite est, pour les Nations Unies, une nécessité.

172. La Mission s'est trouvée un peu prise au dépourvu par cette idée, car rien dans son mandat ou dans le mémoire de l'Autorité administrante n'indiquait que les Nations Unies ou l'Autorité administrante étaient parvenues à la conclusion qu'un plébiscite ou une autre forme spéciale de consultation devrait être jugé nécessaire ou approprié à la situation du Territoire sous tutelle. La Mission a donc abordé sa tâche dans le Territoire sous tutelle en considérant que la question de savoir si un plébiscite était nécessaire ou non restait entièrement à résoudre et que l'une de ses fonctions principales était précisément de proposer une réponse à cette question.

173. La Mission n'avait cru devoir considérer que comme une hypothèse l'impression si répandue dans le Territoire que la méthode de consultation adoptée serait vraisemblablement le plébiscite. Elle avait déjà formulé ses premières impressions sur les méthodes de consultation les plus appropriées, avait bien précisé à de nombreux dirigeants politiques qu'elle n'était en aucune façon tenue de recommander qu'une consultation formelle ait lieu, et avait en fait quitté le Territoire sous tutelle, lorsqu'elle a été informée de l'orientation prise par les discussions à

la Quatrième Commission de l'Assemblée générale et, en particulier, a eu connaissance de l'annonce faite le 15 novembre par le représentant de l'Autorité administrante selon laquelle, sous réserve de l'avis de la Mission et du Conseil de tutelle, l'Autorité administrante avait l'intention de demander à l'Assemblée générale à sa prochaine session d'accepter qu'une consultation ait lieu sous forme de plébiscite.

174. La Mission mentionne cette suite d'événements pour deux raisons : en premier lieu, parce qu'elle espère qu'elle n'a pas involontairement contribué à accroître la confusion des esprits dans le Territoire par ses propres discussions avec les populations sur les mérites relatifs des diverses méthodes permettant de déterminer leur avenir, et, en second lieu, ce qui est plus important, pour faire remarquer que la conviction qu'un plébiscite aurait lieu a nécessairement influé sur les vues exprimées par les partis politiques et par d'autres personnes touchant les méthodes appropriées de consultation. Dans certains cas importants, les vues exprimées se sont modifiées sensiblement lorsque la Mission a expliqué, comme elle s'estimait en droit de le faire, que lorsque les Nations Unies avaient, jusqu'ici, examiné le cas de chaque Territoire sous tutelle parvenu au point où la question de la levée de l'Accord de tutelle se posait, elles l'avaient fait selon ses mérites et compte tenu des circonstances particulières qui lui étaient propres.

Cameroun septentrional

175. La Mission de visite a constaté que les personnalités officielles et les chefs traditionnels du nord, les porte-parole des partis politiques, les représentants des conseils de district et les autres personnes qui avaient une opinion en la matière se trouvaient, pour la plupart, dans un état d'esprit tel qu'ils paraissaient résignés à un plébiscite qui leur serait pratiquement imposé plutôt que prêts à l'accepter délibérément. Ce n'était pas qu'ils en redoutent les résultats; au contraire, il ne faisait pour eux aucun doute que la quasi-totalité des votants se prononcerait de façon que le Cameroun septentrional devienne partie intégrante de la Nigeria.

176. La présomption qu'un plébiscite aurait lieu s'est trouvée exprimée dans une allocution^{1/} prononcée devant la Mission par le Sardauna de Sokoto, Premier Ministre

^{1/} Voir Annexe IV c).

de la Région du Nord de la Nigeria. Il a abordé la question de l'avenir du Cameroun septentrional en donnant, d'emblée, ses vues sur les modalités de vote à adopter et la nature de la question à poser au cours du plébiscite. Comme ces vues traduisent, sous une forme très précise, les conceptions de tous ceux qui, dans le nord du Territoire sous tutelle proprement dit, sont en faveur du gouvernement et que la Mission a interrogés au sujet de la forme que devrait revêtir un plébiscite s'il fallait en organiser un, la Mission croit utile d'exposer ici ces vues.

177. Le Sardauna de Sokoto a estimé tout d'abord qu'au point où en est le développement du Cameroun septentrional, il conviendrait de limiter le suffrage aux adultes du sexe masculin (les seuls à qui les règlements électoraux régionaux et la réglementation fédérale, dans la mesure où elle s'applique à la région du Nord, reconnaissent le droit de vote)^{1/}. Quant à la forme qu'un plébiscite éventuel devrait prendre, il pensait que la question posée aux votants devrait être aussi simple que possible. L'immense majorité des habitants du Territoire sous tutelle sont, a-t-il dit, de simples cultivateurs, dont beaucoup vivent dans des collines écartées et ne suivent pas les affaires publiques de près. Pour éviter la confusion qui ne manquerait pas de se produire dans leur esprit si, au cours d'un plébiscite, ils avaient à choisir entre de multiples solutions pour leur avenir, il faudrait leur poser une question du genre suivant : "Voulez-vous être unis à la Région du Nord d'une Nigeria indépendante ?". Si la réponse était négative, la tutelle devrait être maintenue et d'autres formules, telles que l'union avec le Cameroun méridional ou avec le Cameroun sous administration française, devraient faire l'objet d'un deuxième plébiscite. Le Sardauna a souligné également que les listes électorales pour les élections fédérales seraient établies au début de 1959, ces élections devant avoir lieu vers la fin de 1959. Ces listes fédérales devraient donc servir pour le plébiscite qui serait organisé au Cameroun septentrional. Du point de vue administratif, il serait difficile d'établir des listes électorales destinées uniquement au plébiscite et cette manière de procéder sèmerait la confusion dans les esprits.

^{1/} Voir ci-dessus, première partie, paragraphe 146.

178. Dans le Territoire sous tutelle, comme la Mission l'a déjà dit, l'organisme le plus représentatif de l'ensemble du Cameroun septentrional est le Comité consultatif, qui est présidé par le Ministre des affaires du Cameroun septentrional, élu du Territoire, et qui comprend en outre le Lamido de l'Adamaoua, l'Emir de Dikwa, tous les autres élus du Cameroun septentrional membres des assemblées législatives régionale et fédérale, ainsi que six membres spéciaux choisis par les conseils locaux pour représenter les régions méridionales les plus reculées. Après que le Comité, en présence de la Mission, a adopté à l'unanimité une résolution réaffirmant le désir des populations du Cameroun septentrional d'être rattachées à la Région du Nord de la Nigeria lorsque la Nigeria deviendrait indépendante en 1960, ses membres, toujours unanimes, ont informé la Mission qu'ils accepteraient un plébiscite s'il était jugé nécessaire, mais que, personnellement, ils n'en voyaient pas la nécessité.

179. Ces représentants ont exprimé l'opinion, maintes fois répétée par les gens du Cameroun septentrional devant la Mission, partout où elle s'est rendue entre Yola et Bama, que l'avenir du Cameroun septentrional en tant que partie intégrante de la Nigeria du Nord n'était nullement une question sur laquelle les avis étaient partagés. Ils ont souligné que les populations avaient fait connaître leurs vœux en d'innombrables occasions, par la voix de leurs élus aussi bien que de leurs représentants traditionnels, et qu'un plébiscite ne pourrait que confirmer une fois de plus ces vœux.

180. Les élus du Cameroun septentrional aux assemblées législatives régionale et fédérale, qui appartenaient tous aux Northern People's Congress (NPC), étaient bien placés, de l'avis de la Mission, pour connaître les questions sur lesquelles porteraient les prochaines élections fédérales dans les circonscriptions du Territoire sous tutelle. Ils ont exprimé à la Mission sans faire de réserves leur certitude que le principe selon lequel le Cameroun septentrional devrait devenir à titre permanent une partie de la Région du Nord de la Nigeria ne serait pas mis en jeu au cours de ces élections. En outre, les représentants des partis d'opposition - le United Middle Belt Congress (UMBC) et le Northern Elements' Progressive Union (NEPU) - ont clairement fait comprendre à la Mission qu'ils croyaient, eux aussi, que la seule solution possible pour la section septentrionale du Territoire sous tutelle était de faire partie de la Région du Nord de la Nigeria. Les principales divergences de vues entre l'UMBC et le parti

/...

gouvernemental portaient, comme la Mission l'a déjà indiqué, sur des problèmes d'administration intérieure sans rapport avec le statut du Cameroun septentrional et sur lesquels la Mission a fait quelques suggestions plus haut^{1/}. Le groupe local de membres de l'UMBC que la Mission a rencontré à Mubi a déclaré qu'il considérait qu'un plébiscite n'était pas nécessaire sur la question de savoir si le Cameroun septentrional devrait continuer à faire partie de la région du Nord de la Nigeria, mais que les vœux de la population devraient être déterminés sur une question d'ordre intérieur : celle de savoir si les districts nord de l'Adamaoua qui font partie du Territoire sous tutelle devraient être transformés en une zone ayant son autorité indigène propre, indépendante de l'autorité indigène de l'Adamaoua dont ils relèvent actuellement^{2/}. La Mission a eu l'impression que c'était là, à leurs yeux, la question qui devrait faire l'objet du plébiscite et que c'était pour cette raison qu'ils demandaient que l'autorité indigène actuelle n'intervienne en aucune façon dans le plébiscite.

181. La Mission, se fondant sur les faits et opinions dont elle a connaissance et qui comprennent les considérations concernant l'évolution historique et politique qu'elle a exposées dans la première partie de son rapport, est parvenue à la conclusion qu'il n'y a pas, sur la question principale de l'avenir du Cameroun septentrional, de divergences d'opinions qui exigent ou justifient l'organisation d'une consultation formelle à ce sujet. Elle croit que l'avis des populations du nord dans leur ensemble, est manifestement, pour autant que cet avis puisse être indiqué pour le moment et dans un avenir prévisible, qu'il faut que leur région devienne à titre définitif une partie de la Région du Nord de la Fédération nigérienne lorsque la Nigeria deviendra indépendante. La recommandation de la Mission est donc la suivante : si l'Assemblée générale accepte cette union comme base pour la levée de la tutelle, il ne sera nécessaire de procéder à aucune nouvelle consultation.

^{1/} Voir première partie, paragraphe 164.

^{2/} Voir annexe IV d).

Cameroun méridional

182. La situation au Cameroun méridional diffère sur certains points essentiels de celle qui existe dans le nord. En premier lieu, comme on l'a vu dans une autre partie du présent rapport^{1/}, la Mission a constaté qu'il y avait nettement deux courants d'opinion contraires touchant l'avenir du Territoire. Selon les uns, le Cameroun méridional devrait devenir, le 1er octobre 1960, une région autonome au sein de la Fédération nigérienne indépendante, étant entendu qu'il demeurerait sous régime de tutelle jusqu'à cette date. Selon les autres, le Cameroun méridional devrait maintenant être détaché de la Nigeria, afin qu'il puisse éventuellement s'unir au Cameroun sous administration française devenu indépendant, le régime de tutelle étant maintenu jusque-là.

183. Le partage de l'opinion entre ces deux points de vue touchant l'avenir du Territoire était si accusé que la Mission est parvenue à la conclusion que seule une consultation au suffrage universel de la population du Cameroun méridional pouvait permettre de déterminer où se trouvait la majorité. Tous les intéressés étaient d'accord sur ce point. La Mission a jugé que, vu les conditions qui existaient dans le Territoire au moment de sa visite, il était difficile de déterminer la forme que cette consultation devrait prendre. Le fait tenait à une deuxième caractéristique importante du Cameroun méridional, dont il est impossible de ne pas tenir compte, à savoir que le Territoire constitue une entité politique distincte dotée d'organismes élus qui assurent maintenant dans une grande mesure son administration et qui étaient sur le point d'être renouvelés au moyen d'élections générales auxquelles participaient les partis politiques soutenant les deux thèses touchant l'avenir du Territoire.

184. Au moment où la Mission a quitté le Cameroun méridional, à la mi-novembre, les deux principaux partis politiques attachaient davantage d'importance aux élections qui allaient avoir lieu qu'à la possibilité d'un plébiscite. L'un et l'autre étaient prêts, sous certaines conditions, à considérer les résultats et l'issue des élections comme le facteur décisif dans la détermination de l'avenir du Cameroun méridional.

^{1/} Voir première partie, paragraphes 87-110.

185. A son arrivée dans le Territoire sous tutelle, la Mission a constaté, comme elle l'a déjà signalé, que la population considérait généralement comme acquis qu'un plébiscite serait vraisemblablement organisé. Cette probabilité était envisagée avec appréhension par l'un des deux principaux partis politiques et non sans quelques réserves par l'autre; quand leurs dirigeants eurent compris que les Nations Unies n'avaient pas pris position en faveur d'un plébiscite et que la Mission avait pour tâche de formuler, sans parti pris et après avoir examiné la situation, une opinion sur le mode de consultation à adopter, ils ont envisagé la question avec un esprit plus dégagé d'idées préconçues.

186. Les opinions que la Mission a généralement entendu exprimer dans tout le Cameroun méridional au sujet de la détermination des vœux de la population quant à son avenir étaient dans l'ensemble conformes à celles des dirigeants des principaux partis politiques. La Mission estime donc utile d'exposer brièvement ces dernières avec, dans tous les cas, une réserve importante - que le temps risque de faire oublier - à savoir que ces opinions ont été exprimées en novembre 1958, soit près de deux mois avant que la campagne pour les élections du 24 janvier 1959 eut vraiment commencé.

187. Le parti qui était alors au pouvoir, à savoir l'Alliance KNC/KPP, qui s'est fait le champion d'une fédération permanente avec la Nigeria, mettait l'accent sur le statut et sur les pouvoirs des organismes élus du Cameroun méridional.

L'opinion qui ressortait d'un certain nombre de déclarations de ses porte-parole sur ce point était que ces organismes, avec l'assentiment de la population qui s'exprimerait à l'avenir par des consultations au suffrage universel, seraient dotés d'un pouvoir de décision pour presque tout ce qui intéresse directement la population, pouvoir dont elles étaient actuellement dotées, en particulier dans le cadre de leurs fonctions législatives. Les majorités élues qui siégeaient dans ces organismes tenaient ce pouvoir du peuple; elles avaient acquis ce pouvoir en expliquant à la population l'usage qu'elles avaient l'intention d'en faire; en outre, le fonctionnement des organismes où elles siégeaient permettait, d'une part, d'adapter en fonction de l'évolution des sentiments de la population la politique arrêtée, et de l'autre, de tenir compte des vœux de la minorité. Ce système étant considéré comme celui qui convenait le mieux pour presque toutes les autres décisions intéressant l'existence de la population, on devait également

juger qu'il était le plus approprié pour la décision que la population prendrait quant à son avenir. Il était certainement préférable, d'après les tenants de cette thèse, à un référendum où la population devrait répondre par un "oui" ou un "non" arbitraires et irrémédiables à une question dont beaucoup ne comprendraient peut-être pas toute la portée et devant les conséquences de laquelle ils seraient ensuite impuissants.

188. Dans le mémorandum^{1/} qu'elle a officiellement remis à la Mission à la fin de son séjour au Cameroun méridional, l'Alliance KNC/KPP a cité comme exemple, en dehors de cet argument principal, la façon dont s'est effectuée la séparation du Cameroun méridional et de la Nigeria : à la Conférence constitutionnelle de la Nigeria de 1953, le Secrétaire d'Etat aux colonies avait fait dépendre la séparation - principal sujet de désaccord politique entre les deux partis politiques d'alors - de l'issue d'une élection générale qui était sur le point d'avoir lieu. L'Alliance KNP/KPP disait dans ce mémorandum :

"Puisque les conditions existant actuellement sont essentiellement semblables, nous insistons pour que l'opinion soit consultée de la même façon et pour que, si notre parti remporte la majorité des sièges à la Chambre d'assemblée, on considère que sa politique est pleinement approuvée par la majorité de la population."

189. Les dirigeants du parti d'opposition dans l'ancienne Chambre d'assemblée - le KNDP - attachaient une égale importance aux organismes élus du Cameroun méridional. Comme on l'a déjà indiqué, ils ont manifesté l'intention, s'ils étaient portés au pouvoir par les élections, d'utiliser ces organes pour obtenir que le Territoire soit immédiatement détaché de la Nigeria et pour faire adopter une résolution confirmant l'assentiment de la majorité de la population à l'unification des deux Camerouns; ils ont aussi indiqué nettement qu'ils souhaitent conserver les institutions actuelles en accédant à l'indépendance dans le cadre d'une unification de type fédéral. Leur parti, si l'on en juge en particulier d'après les opinions que la Mission a recueillies dans tout le Territoire auprès de ses diverses sections locales et de ses partisans, semblait d'abord avoir accepté plus complètement que l'autre l'éventualité d'un plébiscite. Toutefois, il semble qu'une fois encore, la raison en ait été, pour une part, que l'on ait considéré qu'un plébiscite était inévitable. En effet, lorsqu'ils ont discuté de cette question avec les membres de la Mission, comme dans le mémorandum officiel^{2/} qu'ils lui ont présenté, les dirigeants du KNDP se sont révélés beaucoup

^{1/} Voir annexe II a)

^{2/} Voir annexe II b)

plus dépourvus d'idées préconçues que les sections locales. Dans ce memorandum, ils ont déclaré, en fait, que le mode de consultation devrait dépendre des circonstances : un plébiscite serait nécessaire si l'on ne pouvait déterminer avec certitude si la population était en faveur de la "séparation" ou de l'intégration"; mais, dans le cas d'une élection générale disputée par plusieurs partis, si la population était suffisamment au courant des questions en cause, si une "forte majorité" se prononçait en faveur de l'une des solutions et si les élections se déroulaient honnêtement et sans irrégularités, on pourrait considérer que les résultats refléteraient le vœu de la population.

190. Le seul autre parti politique, le One Kamerun (OK), s'est borné à déclarer que "le sort du pays ne devrait, en aucun cas, être décidé par une élection" et il a demandé qu'un plébiscite soit organisé pour décider "l'unification et l'indépendance immédiates du Cameroun"^{1/}.

191. Par conséquent, la Mission a été obligée de constater qu'aucun des deux principaux partis politiques du Cameroun méridional ne demandait qu'un plébiscite soit organisé quelles que soient les circonstances. L'un et l'autre étaient disposés à considérer qu'aux prochaines élections c'étaient essentiellement leurs programmes différents concernant le Cameroun méridional qui se trouveraient opposés, et l'un et l'autre étaient disposés, sous réserve de certaines conditions, à accepter le résultat des élections en tant qu'expression décisive de la volonté du peuple. En outre, chacun avait l'intention, au cas où il serait majoritaire, de s'employer à atteindre ses buts une fois qu'il serait au gouvernement.

192. La Mission a étudié ces conditions dans la mesure où les deux partis pouvaient les définir à l'époque. On comprend aisément que chacun d'eux se soit montré prudent. L'Alliance KNC/KIF avait dit, dans son memorandum, que, pour elle, remporter "la majorité" des 26 sièges pourvus par voie d'élection à la nouvelle Chambre d'assemblée était le facteur déterminant. Au cours de conversations avec la Mission, ses dirigeants, invités à fournir des précisions, ont fait valoir qu'étant donné que la réalisation du programme qu'ils s'étaient fixé concernant le Cameroun méridional entraînerait le changement le moins radical dans les

^{1/} Voir annexe II d).

rapports de cette région avec la Nigeria, il suffirait qu'ils remportent simplement la majorité des sièges; mais attendu que le programme de l'autre parti, à savoir la rupture des liens avec la Nigeria, représenterait un changement radical, ce parti devrait obtenir au moins les deux tiers des sièges pour que le résultat soit décisif. Les dirigeants du KNDP avaient parlé, dans leur mémorandum, d'une "forte majorité" qu'un parti comme l'autre devrait obtenir. En réponse aux questions posées par la Mission, ils ont émis l'avis que, si l'un des deux partis remportait les trois quarts des sièges, le résultat pourrait être considéré comme décisif. Ils ont ajouté que, comme ils l'avaient indiqué dans leur mémorandum, ils comptaient que les élections se dérouleraient de façon régulière et ils ont déclaré que les règlements électoraux prévus pour le 24 janvier leur paraissaient acceptables à condition qu'ils soient appliqués de manière satisfaisante.

193. La Mission a estimé que, dans ces conditions, il lui était difficile de formuler, sans connaître les résultats des élections générales, des recommandations précises concernant le mode de consultation de la population du Cameroun méridional sur son avenir. En premier lieu, elle s'est jugée tenue de prendre en considération les opinions des partis politiques, étant donné que, dans l'ensemble, ceux-ci s'accordaient à reconnaître qu'il était possible que les élections fournissent à l'Organisation des Nations Unies toutes les indications qu'elle souhaitait touchant les vœux de la majorité de la population. Les thèses qu'ils avançaient en ce qui concernait l'importance de la majorité dont devrait disposer le parti majoritaire étaient différentes, mais l'on pouvait concevoir que les partis ne fussent pas non plus du même avis quant à l'importance de la majorité qui devrait se dégager d'un plébiscite. Quoi qu'il en soit, la Mission ne pouvait, pour sa part, concevoir que les Nations Unies considèrent les partis comme liés par les conditions exposées ci-dessus, si l'un ou l'autre groupe décidait de modifier sa position.

194. Une seconde considération essentielle dont la Mission a tenu compte est le fait que le Cameroun méridional est maintenant doté d'organes représentatifs grâce auxquels il règle lui-même la plupart de ses affaires intérieures. Dans le seul autre cas où un Territoire sous tutelle, administré en tant que partie d'une colonie voisine, a décidé de son avenir au moyen d'un plébiscite - à savoir le cas du Togo sous administration britannique - il en allait différemment; ce Territoire

ne pouvait pas, comme le Cameroun, constituer par voie d'élections ses organes législatifs, ni constituer un gouvernement doté du pouvoir de négocier, tout au moins dans une certaine mesure, les arrangements à adopter à l'avenir et ayant la possibilité de faire des concessions aux partis minoritaires. Dans le cas du Cameroun méridional, cependant, la Mission a été obligée de reconnaître que l'importance de la victoire que remporterait l'un des deux partis, ou de la défaite qui serait subie par l'autre lors des élections, influencerait sur le cours des événements ultérieurs en ce qui concerne la détermination de l'avenir du Territoire 195. La Mission a attaché une importance particulière au fait que chacun des deux principaux partis manifestait nettement l'intention, au cas où il remporterait la victoire, d'utiliser la majorité dont il disposerait à la Chambre d'assemblée pour chercher à réaliser le plus rapidement possible son programme. Pour un gouvernement KNC/KPP, ce serait une série d'importantes réformes conduisant à l'autonomie régionale au sein de la Fédération nigérienne, mises au point par avance à la Conférence de Londres de 1958 et qu'il suffirait de demander. Dans le cas où serait constitué un gouvernement KNDP, les dirigeants de ce parti avaient manifesté, non seulement devant la Mission, mais également lors de la Conférence de Londres, leur intention de faire en sorte que le Territoire "se sépare" de la Nigeria; ils avaient également informé la Mission de leur intention, au cas où ils formeraient le gouvernement, de faire voter par la Chambre d'assemblée une résolution sur l'unification et de discuter de la question avec le gouvernement et l'Assemblée législative du Cameroun sous administration française.

196. Etant donné les conditions mises par les deux partis à une acceptation des résultats des élections comme décision sur l'avenir du Territoire, la Mission a considéré que la conséquence la plus probable des élections du 24 janvier serait une nouvelle consultation de la population, par voie de plébiscite, sur son avenir. La Mission a décidé par conséquent que, lorsqu'elle aurait été informée des résultats des élections et aurait reçu d'autres renseignements utiles à leur sujet, il lui serait peut-être nécessaire de formuler de nouvelles observations au sujet d'un éventuel plébiscite. Les partis politiques lui ayant fait connaître leur opinion sur les méthodes à suivre au cas où un plébiscite se révélerait nécessaire, la Mission a pu discuter assez longuement de ces questions avec eux. Etant entendu que les partis politiques, aussi bien que la Mission, se trouvaient

/...

gênés du fait qu'ils ne pouvaient prévoir les résultats des prochaines élections, la Mission pense qu'il pourrait être utile, à ce stade, d'exposer brièvement l'avis des partis et de faire connaître sa propre opinion, du moins en principe, concernant les règles qu'il faudrait appliquer pour un éventuel plébiscite.

197. L'Alliance KNC/KPP, celui des deux partis qui, à l'époque était le moins disposé à considérer un plébiscite comme nécessaire ou souhaitable, a déclaré dans son memorandum officiel^{1/} que, depuis 1953, des élections générales avaient déjà été organisées trois fois au Cameroun méridional et que l'on en prévoyait deux de plus pour 1959 (celles du 24 janvier et les élections fédérales nigériennes). Les dirigeants du parti ont déclaré que les élections entraînaient d'importantes dépenses et obligeaient à affecter un certain nombre de fonctionnaires à des tâches autres que leurs tâches normales; pour toutes ces raisons, ils pensaient que, si un plébiscite était organisé, il devait l'être de la manière la plus simple possible et occasionner un minimum de frais et de désorganisation. Au cours des conversations qu'ils ont eues avec la Mission, les dirigeants de l'Alliance ont déclaré également qu'à supposer qu'un plébiscite dût être organisé, il devrait avoir lieu avant les élections fédérales nigériennes prévues pour la fin de 1959, étant donné qu'il serait inutile que la population participe à ces élections si elle ne désirait pas que le Territoire continue à faire partie de la Fédération nigérienne. Selon eux, la question qu'il serait logique de poser au corps électoral était la suivante : "Voulez-vous continuer à être associés à la Nigeria ou non ?" Ils préféraient l'expression "être associés" à l'expression "être intégrés" qui, à leur avis, avait été employée de manière abusive par d'autres partis politiques.

198. En ce qui concerne les autres modalités du plébiscite, l'Alliance KNC/KPP s'est bornée à déclarer dans son memorandum que l'on devrait prendre toutes précautions "pour empêcher que des saboteurs venant du secteur français ne s'infiltrèrent au Cameroun méridional pour faire pencher la balance en faveur de l'unification". L'Alliance n'a pas exprimé de vues particulières au sujet des conditions à remplir par les électeurs, bien qu'au cours d'entretiens antérieurs avec la Mission, certains de ses dirigeants aient déclaré qu'ils préféreraient qu'aucun "Camerounais français" ne soit admis à participer au vote et qu'aucune restriction tenant à l'origine ne soit imposée aux Nigériens résidant habituellement

^{1/} Voir annexe II a).

au Cameroun : ainsi, ils préféreraient voir appliquer la réglementation électorale fédérale, qui avait cet effet, plutôt que le règlement électoral en vigueur au Cameroun méridional, qui permettait aux "Camerounais français" comptant dix années de résidence et aux Nigériens comptant une année de résidence de se faire inscrire sur les listes électorales. Ils avaient également déclaré que si l'on organisait aussi un plébiscite au Cameroun septentrional, il faudrait ajouter les résultats obtenus au Cameroun septentrional et les résultats du Cameroun méridional et se fonder sur le total pour prendre une décision. Ils avaient invoqué à ce propos le statut international du Cameroun, faisant valoir que l'Accord de tutelle traite ce Territoire comme un tout. L'Alliance n'a pas soulevé ces questions dans son mémorandum ultérieur.

199. Dans son mémorandum officiel, le KNDP s'est surtout attaché à contester le dernier de ces points et à soutenir que si l'on organisait un plébiscite, quel qu'il soit, dans le Territoire sous tutelle, il faudrait considérer séparément les résultats enregistrés dans les régions septentrionale et méridionale. Il a affirmé qu'il existait de grandes différences de statut politique entre les deux régions et que les suffrages exprimés auraient une signification différente dans chacune de ces régions; ils ne voulaient pas que, les deux régions étant considérées comme si elles n'en formaient qu'une, leurs chances d'aboutir à "la séparation et à la réunification" se trouvent réduites. Le seul autre point sur lequel ils ont insisté dans leur mémoire était le suivant : si l'on décidait d'organiser un plébiscite, il faudrait y préparer la population "village par village pendant toute l'année 1959 et une partie de l'année 1960, et expliquer en détail les questions en jeu"; en outre, si un plébiscite devait avoir lieu au Cameroun septentrional, le KNDP désirait pouvoir faire campagne également dans cette région. Dans les entretiens qu'ils ont eus avec la Mission, les dirigeants du KNDP ont cependant parlé d'un plébiscite qui, à supposer qu'il ait lieu, serait organisé après le mois de novembre 1959 mais avant le mois de janvier 1960. Ils n'étaient pas d'avis de poser aux électeurs une question à laquelle il faudrait répondre par "oui" ou par "non", et du fait qu'ils ne se jugeaient pas à même d'indiquer ce que devrait être la question précise et se bornaient à préciser que l'une des réponses proposées aux électeurs devrait être "séparation et unification", la Mission s'est

trouvée amenée à supposer que l'autre possibilité offerte aux électeurs devrait être la fédération avec la Nigeria. Les dirigeants du KNDP ont suggéré que l'on utilise deux urnes, correspondant chacune à l'une des solutions proposées. Ils ont également déclaré, à propos des conditions auxquelles les résultats des prochaines élections pourraient, de préférence à un plébiscite, être considérés comme décisifs, que le règlement électoral en vigueur au Cameroun méridional serait satisfaisant à condition d'être correctement appliqué; la Mission a supposé que cette opinion vaudrait également pour l'application dudit règlement à l'organisation d'un plébiscite.

200. Le parti One Kamerun (OK) voulait un plébiscite organisé en une seule fois dans l'ensemble des deux Camerouns et portant sur la question suivante : "Etes-vous pour la sécession de la zone occidentale de la Fédération nigérienne et pour l'unification et l'indépendance du Kamerun?" Toutefois, au cas où un plébiscite distinct aurait lieu pour chaque Territoire sous tutelle; il y aurait lieu de compter séparément les résultats du vote dans la partie septentrionale et dans la partie méridionale du Cameroun sous administration britannique. Les chefs du parti One Kamerun ont ajouté que la consultation devrait avoir lieu sous la conduite des Nations Unies.

201. La Mission a conclu que si un plébiscite devait avoir lieu, le règlement électoral en vigueur au Cameroun méridional - connu sous le nom de règlement de 1957 relatif aux élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional - pourrait servir de base utile pour l'organisation du plébiscite. Les dispositions de ce règlement relatives à toutes les phases de la consultation électorale, y compris l'inscription des électeurs, les opérations de vote, la définition des délits électoraux et des peines applicables, et les dispositions relatives au contentieux électoral pourraient, de l'avis de la Mission, s'adapter facilement aux circonstances particulières d'un plébiscite, et sont en fait identiques pour l'essentiel à celles qui ont été appliquées lors du plébiscite organisé en 1956 dans l'ancien Territoire sous tutelle du Togo sous administration britannique. Les dirigeants des principaux partis politiques du Cameroun méridional ont donné à la Mission l'impression qu'ils trouveraient ce règlement acceptable. Il va sans dire que chacun de ces partis compterait que ce règlement, une fois adapté aux besoins d'un plébiscite, serait appliqué avec la plus complète équité. Ce règlement

fournirait des garanties par lui-même, et la Mission est persuadée que l'Autorité administrante prendrait toutes les précautions supplémentaires qui lui paraîtraient nécessaires, y compris la nomination d'un personnel à l'abri de tout soupçon de partialité à l'égard de l'une ou de l'autre des solutions proposées aux participants au plébiscite. Bien que n'ignorant sans doute pas comment a été organisé le plébiscite au Togo, ni l'un ni l'autre des principaux partis politiques n'a demandé que, si un plébiscite avait lieu, sa surveillance fût confiée aux

Nations Unies, ce qui constitue une marque de confiance dans l'Autorité administrante qui pourra être pour elle un grand sujet de satisfaction. Néanmoins, la Mission n'a aucune raison de croire qu'aucun des partis s'opposerait à ce qu'un plébiscite soit surveillé par les Nations Unies, s'il en était ainsi décidé.

202. En ce qui concerne les conditions d'exercice du droit de vote, aucun des deux principaux partis n'a demandé à la Mission que l'on modifie les dispositions du règlement électoral en vigueur au Cameroun méridional. D'après ce règlement les personnes originaires de l'autre Territoire sous tutelle doivent justifier de dix années de résidence pour pouvoir voter et les personnes originaires de la Nigeria d'une année de résidence. Comme le Conseil de tutelle le sait, l'octroi du droit de vote sous ces conditions aux personnes originaires du Cameroun français est une innovation récente et la formule actuelle représente un compromis auquel on n'est arrivé qu'après de longs débats dans le Territoire.

Etant donné l'attitude des principaux partis politiques, la Mission suggérerait que l'on adopte, sur ce point comme sur les autres, les dispositions du règlement électoral actuel du Cameroun méridional. En outre, si l'on utilisait ce règlement, on n'aurait pas à établir de nouvelles listes électorales, longue opération qui serait inévitable si l'on voulait exiger des électeurs qu'ils remplissent d'autres conditions. Les listes électorales ayant été closes en juillet 1958, il serait bon toutefois d'en prévoir la révision, sans modification des conditions d'exercice du droit de vote, dans le cas où un plébiscite aurait lieu.

203. La Mission a estimé que les deux autres grands problèmes qui se poseraient en cas de plébiscite - à savoir la date du plébiscite et la forme sous laquelle la question ou les questions devraient être posées - dépendaient si étroitement des résultats des élections du 24 janvier 1959 et des intentions et désirs manifestés par les partis politiques après cette date, qu'elle ne pouvait donner par avance des avis utiles sur ces problèmes.

ANNEXE I

COMPTE RENDU DU SEJOUR DE LA MISSION

A. INTRODUCTION

Dans la présente annexe, la Mission de visite rend compte de son séjour dans le Territoire sous tutelle ainsi qu'à Lagos, siège du Gouvernement de la Fédération nigérienne et du Haut Commissaire du Cameroun méridional, à Ibadan, où se trouve le University College qui dessert la Nigeria et le Cameroun, à Kaduna, siège du Gouvernement de la région du nord de la Nigeria, et à Yola et Maiduguri, centres administratifs et commerciaux qui, bien que se trouvant tous deux en Nigeria, présentent une importance pour le Cameroun septentrional.

Le présent exposé a pour objet d'indiquer l'étendue des activités de la Mission et, surtout, de rendre compte de façon plus détaillée qu'il n'a été possible de le faire dans le corps du rapport, des opinions exprimées par les centaines de personnes avec lesquelles la Mission a été en rapport. Faute de temps et de place, la Mission ne peut pleinement rapporter tout ce qu'elle a entendu et vu au cours de son séjour; en outre, par suite de l'importance capitale de la question de l'avenir politique du Territoire sous tutelle - et du fait que cette question occupe effectivement la première place dans les débats publics du Territoire - la Mission n'a pu prêter autant d'attention qu'elle l'aurait normalement fait à bien des aspects intéressants de la vie quotidienne des habitants ainsi que des progrès accomplis par la population et des problèmes qui se posent à elle dans les domaines économique, social et de l'enseignement.

La Mission considère cependant cet exposé comme utile et, de fait, comme un complément nécessaire du corps de son rapport. Cet exposé ne peut prétendre refléter fidèlement l'état de l'opinion publique d'un district à l'autre du Territoire étant donné que, dans l'ensemble, la Mission n'a eu connaissance que des opinions des personnes qui se sont spontanément offertes à les exprimer. La Mission tient aussi à indiquer qu'elle n'a pas toujours été en mesure de savoir si les organisations ou groupes dont elle a entendu les porte-parole étaient aussi représentatifs ou comptaient un nombre de membres aussi élevé qu'on le prétendait parfois. La Mission rapporte leurs opinions sans laisser entendre que ces

organisations ou groupes représentent en fait une section importante de l'opinion. Mais le compte rendu du séjour de la Mission servira notamment à indiquer la portée et la nature des divergences locales quant aux thèmes évoqués par les principaux partis politiques et examinés dans d'autres parties du présent rapport^{1/} au sujet de l'avenir du Territoire sous tutelle. Il aidera aussi à définir dans une certaine mesure l'atmosphère politique, économique et sociale locale dans laquelle cette question essentielle était débattue au moment du séjour de la Mission de visite.

Il faut ajouter que soit explicitement, soit implicitement, bien des groupes politiques, des autorités traditionnelles et autres organismes locaux, et des particuliers que la Mission a rencontrés ont subordonné aux principales questions politiques les idées sur lesquelles ils auraient pu vouloir insister au sujet de questions d'intérêt local, c'est-à-dire de questions familières à toute Mission de visite, telles que le besoin d'écoles, de routes, de services médicaux, etc. Un grand nombre de ces questions ont été cependant portées à l'attention de la Mission. Dans la mesure où elles paraissaient avoir trait à l'ensemble du Territoire et intéresser particulièrement son avenir, la Mission les a examinées dans les principales parties de son rapport. Mais lorsqu'elles semblaient être essentiellement de caractère local, la Mission a estimé - et elle l'a dit dans le Territoire lorsqu'elle en a eu l'occasion - que l'autonomie dont le peuple camerounais est déjà doté perdrait tout sens si les Camerounais n'en tiraient pas le meilleur parti possible. En d'autres termes, les autorités essentiellement chargées des problèmes locaux - besoin de nouveaux ponts, de nouvelles écoles, de nouveaux dispensaires, etc. - sont les organes de gouvernement qui ont été élus en totalité ou en partie par la population elle-même.

^{1/} On trouvera également dans d'autres annexes des extraits des principales communications faites à la Mission.

B. LAGOS ET IBADAN

Avant de se rendre dans le Territoire sous tutelle, la Mission de visite s'est arrêtée à Lagos, résidence du Gouverneur général de la Nigeria, qui est aussi Haut Commissaire du Cameroun méridional, et siège du Gouvernement et du Parlement de la Fédération. La Mission a passé deux jours dans cette ville - les 27 et 28 octobre - et, le second jour, elle s'est rendue également à Ibadan, capitale de la région de l'Ouest et, ce qui intéresse plus directement la Mission, siège du University College qui dessert surtout l'ensemble de la Nigeria et du Cameroun.

Etant donné que la deuxième Conférence constitutionnelle de la Nigeria poursuivait ses travaux à Londres, la Mission n'a pu rencontrer le Gouverneur général (Sir James Robertson) ni le Premier Ministre de la Fédération (M. Abubakar Tafawa Balewa), mais elle a été reçue par le Gouverneur général par intérim (Sir Ralph Grey), le Premier Ministre adjoint (M. J.M. Johnson) et des membres du Conseil des ministres de la Fédération - notamment le ministre originaire du Cameroun, M. Victor Mukete - avec qui elle a eu un certain nombre de conversations officieuses fort utiles, touchant en particulier l'avenir du Cameroun.

A Lagos comme à Ibadan, l'attention de la Mission a été attirée sur cette question sous des formes diverses. A son arrivée à l'aéroport de Lagos, la Mission a été accueillie non seulement par les représentants du Gouvernement nigérien, mais aussi par un groupe de personnes portant des bannières et des écriteaux, auquel s'était joint le chef de l'opposition dans le Cameroun méridional, M. J.N. Foncha, rentré récemment de la Conférence de Londres. Durant le séjour de la Mission à Lagos, ces personnes, ainsi que d'autres Camerounais habitant cette ville, ont multiplié les démarches auprès d'elle, le plus souvent pour appuyer, en fait, les vues de M. Foncha qui réclame la séparation complète du Cameroun et de la Nigeria, le but final étant la réunification des deux Camerouns.

Ainsi, l'après-midi du jour où la Mission est arrivée, elle a rencontré une soixantaine de représentants de la "Cameroons community" de Lagos. Ceux-ci lui ont remis deux mémoires. Tous les porte-parole de ce groupe, à l'exception d'un seul, ont fait valoir qu'il fallait reconstituer la "nation kamerounaise" et ils ont souligné en conséquence, la nécessité pour le Cameroun de se séparer de la

/...

Nigeria avant que celle-ci n'accède à l'indépendance en 1960. Ils se sont déclarés favorables à ce qu'ils nomment "le plan du Secrétaire d'Etat", à savoir qu'un plébiscite soit organisé au Cameroun britannique, sous le contrôle des Nations Unies, pour régler la question de son association éventuelle avec la Nigeria. Seul un membre du groupe a paru soutenir une thèse radicalement différente; dans le mémoire qu'il a présenté, il défendait la position de l'Alliance KNC/KPP qui demande le maintien de l'association du Cameroun britannique avec la Nigeria, en tant qu'élément complètement autonome d'une Fédération indépendante.

Le même jour, la Mission a reçu un mémoire présenté par la "Union of Kamerunian Teachers" de la Nigeria. Les auteurs demandaient la réunification immédiate du "Kamerun" et la séparation avec la Nigeria ainsi que l'organisation d'un référendum qui permettrait de régler les questions en suspens au cas où la Mission ne désirerait pas recommander à l'Organisation des Nations Unies d'user de ses "pouvoirs réservés" pour rétablir l'unité au moyen d'une proclamation générale.

Dans un mémoire émanant d'une "Union of French and British Cameroons Youths" de la Nigeria, on demandait également la réunification des Camerouns.

Au University College d'Ibadan, la Mission a entendu des membres de la Ibadan Kamerun Students Association (IKSA), à savoir une vingtaine d'étudiants du Cameroun, dont quatre originaires du Cameroun sous administration française. Ils sont apparus très favorables à la réunification.

De la capitale de la région de l'Est, le Enugu Kamerun Student's Association a également adressé une communication à la Mission. Les auteurs avaient adopté par 13 voix contre 2, avec 2 abstentions, une résolution dans laquelle ils s'élevaient énergiquement contre "l'organisation de tout référendum à l'heure actuelle, car les électeurs, dont la plupart ne se rendent pas pleinement compte des questions en jeu, pourraient être influencés par des démagogues, - qui pourraient eux-mêmes subir l'influence de politiciens de l'extérieur, - et risqueraient de faire aujourd'hui un choix irrévocable qu'ils pourraient par la suite regretter; il est essentiel que les électeurs soient convenablement instruits et aussi que sur toute question qui lui serait soumise, le corps électoral puisse se prononcer sans être influencé en aucune façon".

/...

C. LE CAMEROUN MERIDIONAL

1. Division de Victoria

La division de Victoria, qui est la plus petite des six divisions administratives que comprend le Cameroun méridional, a une superficie de 3.020 km² et une population de 85.500 habitants. Là se trouvent le siège du Gouvernement du Cameroun méridional et de sa Chambre d'assemblée, l'importante organisation dite Cameroons Development Corporation (CDC) et les principaux centres commerciaux et bancaires, notamment les deux ports de Bota et Tiko.

L'agriculture y est principalement orientée vers des produits d'exportation - bananes, caoutchouc, huile de palme et chou-palmiste, bois d'oeuvre ainsi qu'une certaine quantité de cacao et de poivre. Ainsi, sur les 85.000 habitants que compte la division, 25.000 sont employés dans les grandes plantations et les entreprises d'exploitation forestière, la plupart d'entre eux travaillant directement ou indirectement pour des entreprises agricoles qui exportent leurs produits. Toutefois, au cours des dernières années, la production spécifiquement africaine de cultures marchandes, celle des bananes notamment, a pris de l'importance et le système des coopératives africaines de vente est remarquablement développé.

L'origine du mouvement coopératif dans la division remonte à 1952 avec l'inscription de la Bakweri Union of Farmers, société coopérative groupant 73 membres; en septembre de la même année, un premier lot de bananes a été expédié par la société. Il existe maintenant dans la division 14 sociétés affiliées qui groupent plus de 2.000 membres. Plus de 2 millions et demi de régimes de bananes ont été expédiés depuis la création de la société, représentant pour les agriculteurs de la division des recettes dépassant 1 million de livres.

L'Union possède maintenant sa propre entreprise de transport avec un garage et un parc de plus de 50 véhicules, et elle a conclu un contrat avec une firme d'affréteurs et agents commerciaux, la Société Elders and Fyffes, qui lui fournit les conseils techniques nécessaires. Le président-fondateur de la Bakweri Co-operative Union of Farmers est M. Endeley, Premier Ministre du Cameroun méridional.

La population autochtone proprement dite comprend les Bakweri, qui vivent sur les versants inférieurs du mont Cameroun, les Balong, installés le long de la rivière Mungo au nord-est de la division, les Mongo, dont les villages sont groupés autour du centre de Tiko dont la population est plus mêlée, ainsi que les Isubu, les Wovea, les Pamboko et les Bakolle qui vivent dans la région côtière. Outre ces tribus et les populations urbaines de Tiko et de Victoria, il existe deux groupes ethniques distincts, à savoir les 4.000 personnes de langue efik, installées dans la région de Bakolle qui, à l'origine, se déplaçaient pour la saison de la pêche et dont un certain nombre se sont fixées de façon permanente, et un second groupe, plus important, dont les membres travaillent dans les plantations appartenant à la Cameroons Development Corporation, à la Société Elders et Fyffes et à la Société Pamol et aussi, plus récemment, dans les entreprises d'exploitation forestière qui sont au nombre de trois. Sur les 18.000 employés des plantations de la Cameroons Development Corporation, 688 seulement viennent de la division; 5.473 sont Nigériens, près d'un millier viennent du Cameroun sous administration française et le reste des autres divisions du Cameroun méridional. Dans l'ensemble de la division de Victoria, on compte plus de trois immigrants pour chaque personne née dans la division, mais un grand nombre de ces immigrants y sont établis depuis de nombreuses années.

Il existe quatre partis politiques bien distincts dans la division : le Kamerun National Congress (KNC), le Kamerun Peoples Party (KPP), le Kamerun National Democratic Party (KNDP) et le One Kamerun Party (OK). Aux dernières élections (1957) à la Chambre d'assemblée, les principaux partis rivaux dans la division étaient le KNC et le KPP qui ont obtenu chacun un siège, les candidats élus étant M. E.M.L. Endeley, Premier Ministre, candidat du KNC pour la circonscription du nord de Victoria et M. P.N. Motomby-Woleta, candidat du KPP pour la circonscription du sud de Victoria. (Le KNC et le KPP ont maintenant conclu une alliance qui couvre tout le Cameroun méridional.) Dans la division, il semble que le parti One Kamerun recrute principalement ses membres parmi des personnes originaires du Cameroun français, dont la plupart vivent à Tiko.

A son arrivée à l'aérodrome de Tiko le 29 octobre à midi, la Mission a été accueillie par le Commissaire du Cameroun (M. J.O. Field) et par d'autres membres du Gouvernement du Cameroun méridional et de la Chambre d'assemblée. Il y avait également plusieurs groupes de personnes portant des bannières proclamant leurs

/...

opinions politiques et certaines d'entre elles ont remis à la Mission des liasses et de petits sacs de communications : celles-ci émanaient pour la plupart du parti OK (Cne Kamerun).

Plus tard dans l'après-midi, la Mission a été reçue par l'Administrateur principal de district de la division de Victoria, M. A.K. Wright et par l'Autorité indigène de la division de Victoria; elle a entendu une allocution du Vice-Président du Conseil de la division, qui a déclaré qu'après 100 années de tutelle, le Cameroun méridional possédait pour la première fois un conseil local démocratiquement élu, que les habitants s'accordaient à penser que leur pays devait demeurer associé à la Nigeria dans le cadre de la Fédération, que l'exercice de tous les droits fondamentaux leur était garanti par la constitution et qu'ils bénéficieraient de toutes les sauvegardes nécessaires en tant que groupe minoritaire à l'intérieur de la Fédération. Toutefois, le mot "intégration" ne leur plait pas, car il signifie que leur pays serait absorbé dans cette association, ce qui, selon eux, ne reflète pas correctement la nature de leurs relations avec la Nigeria. Ils désirent être associés à la Nigeria en tant qu'Etat autonome du Cameroun méridional à l'intérieur de la Fédération. En outre, ils sont préoccupés par certaines influences politiques émanant du Cameroun sous administration française. Il en est résulté des divergences d'opinion entre les habitants, ce qui aurait donné naissance à l'idée d'une consultation officielle dans laquelle ils se prononceraient sur leur avenir. S'il s'avère nécessaire de procéder à une consultation, celle-ci devait plutôt se faire, selon eux, par l'intermédiaire de l'organe législatif. Enfin, le porte-parole a demandé à l'Organisation des Nations-Unies, par le truchement de la Mission de visite, de développer son programme d'assistance technique et d'accroître son aide financière et technique en vue de la mise en oeuvre des ressources du pays.

Après cette allocution, la Mission s'est scindée en deux groupes, afin d'avoir des entretiens de caractère plus libre avec les membres des conseils locaux qui composent le Conseil de la division. Le premier groupe a rencontré les conseillers de Victoria, le second, ceux de Tiko et de Bakweri.

Les conseillers de Victoria ont notamment demandé à la Mission si la Grande-Bretagne et la France pourraient renoncer à leur mandat, ce qui permettrait aux deux Camerouns de s'unir dans le cadre d'un accord international de tutelle.

/...

Les conseillers ont fait part à la Mission de leur inquiétude, alléguant que, si leur pays était rattaché au Cameroun sous administration française, ils se trouveraient au sein d'une communauté française où il leur serait difficile d'adopter la langue française en particulier, et, d'une façon générale, le mode de vie des Français. Selon certains conseillers, qui pensaient que le Cameroun septentrional resterait probablement uni à la région du Nord de la Nigeria, une région autonome du Cameroun du sud serait traitée comme une minorité à l'intérieur de la Fédération et l'on pourrait plutôt parler alors d'"intégration" que d'"association" avec la Nigeria; cette minorité serait menacée de disparition si l'on décidait de centraliser l'administration de la Nigeria. Le désir exprimé par le Premier Ministre de la région de l'Ouest de participer aux élections fédérales signifiait incontestablement, selon eux, que l'on s'acheminait vers la centralisation. D'autres conseillers ont demandé cependant si l'Organisation des Nations Unies pouvait s'attacher à la création d'un Etat unique, composé du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional, dans le cadre de la Fédération nigérienne. Quant à la question qui ferait l'objet d'un référendum ou d'un plébiscite (éventualité que les conseillers, comme beaucoup d'autres habitants du Territoire, envisagent sans enthousiasme mais qu'ils considèrent en quelque sorte comme inéluctable), ils ont déclaré qu'il fallait tenir compte du problème de l'analphabétisme dans le Territoire et qu'en conséquence la question devrait être aussi simple que possible, par exemple : "Etes-vous pour ou contre l'intégration avec la Nigeria?". Toutefois, un autre membre du conseil local a estimé que le Cameroun septentrional serait rattaché à la région du Nord de la Nigeria et que le Cameroun "oriental" entrerait dans une communauté franco-africaine, de sorte qu'il ne resterait qu'à organiser une consultation dans le Cameroun méridional sous administration britannique, par exemple lors des prochaines élections à la Chambre d'assemblée, ce qui, selon lui, serait la meilleure solution.

Au cours de l'autre réunion, plusieurs conseillers ont saisi l'occasion qui s'offrait à eux de parler des besoins de leurs communautés et de la nécessité d'améliorer les routes, les services médicaux, etc., mais lorsque la Mission leur a rappelé que la meilleure façon pour eux d'obtenir satisfaction dans ce domaine consistait à s'adresser d'abord à leurs autorités élues, ils ont paru accepter ce point de vue. Ils sont passés alors aux questions politiques et, tout en

précisant qu'ils avaient tous approuvé l'allocution de bienvenue qui avait été lue à la Mission peu de temps auparavant, certains d'entre eux - il en avait déjà été ainsi à la première réunion - ont fait part de certains doutes qui planaient encore dans leur esprit. C'est ainsi que les avis différaient sur la question de l'unification des deux Camerouns : l'un des interlocuteurs de la Mission estimait que l'unification pourrait encore avoir lieu après que les deux Territoires sous tutelle soient devenus autonomes cependant qu'un autre, tout en admettant que l'unification était logique, faisait valoir que les deux Territoires, sous leurs administrations respectives, étaient déjà séparés l'un de l'autre par de trop grandes différences. Certains des conseillers ont demandé à la Mission de ne prêter aucune attention au parti OK (One Kamerun), l'un prétendant que ce parti "n'était autre que l'UFC", un autre demandant l'interdiction du parti en question, en raison du "désordre et de la confusion que causent ces Français".

Pendant que ces réunions se tenaient, des hommes et des femmes favorables au parti OK - un grand nombre d'entre eux vêtus uniformément de chemises ou de corsages blancs et de pantalons ou de jupes noirs -, rangés autour du lieu où se déroulait la réunion, scandaient, par intervalles, des chansons et des complaintes. Ayant ensuite rompu leurs rangs, ils ont insisté pour remettre à la Mission des paquets de communications.

On a constaté que la plupart des communications écrites reçues ce jour-là émanaient de personnes agissant au nom du parti OK, de réfugiés du Territoire sous administration française et même, semble-t-il, de l'Union des populations du Cameroun (UFC), parti interdit, et d'organisations qui lui sont affiliées.

D'une façon générale, les auteurs de ces communications - et la plupart d'entre elles étaient tirées à un grand nombre d'exemplaires - se plaignaient des conditions régnant dans les deux Camerouns et demandaient une amnistie politique générale, la séparation du Cameroun sous administration britannique et de la Nigeria, l'abrogation du décret pris par le Gouvernement français le 13 juillet 1955 interdisant l'UFC et ses organisations affiliées, et l'Ordonnance du Gouvernement nigérien de mai 1957 concernant les mêmes éléments camerounais; ils demandaient en outre le retour de leurs chefs déportés et l'organisation d'un référendum sous la surveillance des Nations Unies, pour régler la question de l'unification et de

/...

l'indépendance immédiates des deux Camerouns. Le nombre total des communications reçues ce jour-là, dont un très grand nombre contenaient simplement des slogans demandant "l'unification et l'indépendance", s'est élevé à environ 6.000.

Le 30 octobre, la Mission de visite s'est scindée en deux groupes dont l'un a inspecté les installations de la Cameroons Development Corporation (CDC) à Bota, le port de Bota qu'administre la CDC et l'Office commercial à Ombe; l'autre groupe a visité la plantation de thé de la CDC à Tole ainsi que d'autres installations de la CDC à Tiko.

La Mission a séjourné une seconde fois dans la division de Victoria à son retour de Bamenda (voir ci-dessous), le 6 novembre. Dans l'après-midi du même jour, la Mission s'est divisée en deux groupes; l'un a visité la Bakweri Co-operative Union of Farmers à Molyko, et l'autre l'établissement pénitentiaire de Buéa et les exploitations agricoles dépendant de la prison, qui s'étendent sur 120 hectares et comprennent trois sections. C'est là une institution qui n'a pas d'équivalent en Afrique occidentale. La CDC a acheté des terres aux agriculteurs, et des détenus sélectionnés vivent et travaillent dans des conditions dites de "prison ouverte". On vise ainsi à donner aux prisonniers un travail à la fois utile et rémunérateur ainsi qu'à pallier l'encombrement qui règne dans les prisons ordinaires. On y pratique l'élevage, notamment des vaches laitières et des porcs, et la culture des légumes. Le lendemain, la Mission a visité le nouveau bâtiment des ministères et de l'administration, en cours de construction, la Southern Cameroons Development Agency dont elle a rencontré le président, M. J.K. Dibonge; elle s'est entretenue ensuite avec le Premier Ministre et les ministres qui constituent le Gouvernement du Cameroun méridional. A la fin de la matinée, la Mission s'est entretenue avec le Secrétaire aux finances. L'essentiel de ces entretiens figure dans le corps du rapport.

Dans l'après-midi, la Mission a procédé à des échanges de vues avec des représentants nationaux du Kamerun National Democratic Party (KNDP), notamment le chef de l'opposition, M. Foncha et MM. Muna et Tankoh, qui représentent tous, à la Chambre d'assemblée, la division de Bamenda, ainsi qu'avec une délégation composée de représentants du Kamerun National Congress (KNC) et du Kamerun Peoples Party (KPP), partis qui constituent le Gouvernement actuel du Cameroun méridional

- on trouvera dans le corps du rapport l'essentiel de ces conversations. La Mission a reçu également des porte-parole de la Kamerun Society, organisation qui groupe 134 Africains ayant un degré d'instruction relativement élevé et qui a été fondée en 1956 pour encourager des enquêtes et des discussions touchant des problèmes relatifs au bien-être de la population des deux Camerouns. Les membres de cette délégation ont exposé leurs vues, notamment sur la forme que doit revêtir tout plébiscite. La question posée aux électeurs devrait être la suivante : "Voulez-vous rester avec la Nigeria?"; le droit de vote ne devrait être accordé qu'aux seuls Camerounais autochtones et les votes émis par les habitants du Cameroun méridional devraient être dénombrés séparément. Enfin, la société a demandé l'assistance technique des Nations Unies dans les domaines de l'agriculture, de l'enseignement, de la médecine et des télécommunications.

La Mission s'est ensuite divisée en deux groupes : le premier a entendu le parti One Kamerun, des réfugiés du Territoire sous administration française (qui disaient appartenir à la "Société de solidarité"), ainsi qu'un groupe de représentants des mouvements "Poor women and young boys". Les représentants du parti One Kamerun ont de nouveau présenté à la Mission des liasses de communications dont les auteurs, pour la plupart, exprimaient les vues de leur parti touchant l'avenir des Territoires sous tutelle des Camerouns, vues qui sont reproduites dans le corps du rapport. La One Kamerun Women's Association a également présenté une pétition appuyant ces vues et soulignant d'autre part l'importance du rôle des femmes dans la structure sociale du futur "Kamerun". Le porte-parole des réfugiés appartenant à la "Société de solidarité" était M. Frédéric Batoum, que la Mission avait déjà rencontré à trois reprises : à Victoria, sur la route de Kumba et à Kumba même. Il a présenté une liste contenant les noms de plus de 2.000 personnes, inquiétées pour des raisons politiques, qui auraient cherché asile au Cameroun sous administration britannique. Ce groupe a également remis à la Mission une grande quantité de communications dont les auteurs demandaient une amnistie politique générale et décrivaient la situation qui régnait, selon eux, dans le Territoire sous administration française. Quant aux membres du dernier groupe, qui demandaient à être entendus en tant que représentants des "Poor women" et

des "Young boys", ils offraient un spectacle singulier, vêtus d'une sorte d'uniforme de couleurs rouge, noire et blanche diversement assorties. Au cours de l'entrevue, les "Poor Women" ont présenté un mémoire rédigé en français à l'en-tête de l'"Union démocratique des Femmes camerounaises (UDEFEC)" - organisation féminine affiliée à l'Union des populations du Cameroun, parti interdit. Les auteurs du mémoire exigeaient notamment une amnistie générale inconditionnelle, l'abrogation des décrets franco-britanniques des 13 juillet 1955 et 30 mai 1957, le retour de 13 chefs déportés par le gouvernement et l'organisation d'un référendum par les Nations Unies sur la question de l'unification. Le groupe des "Young Boys" exprimait des vues analogues dans un document à l'en-tête de la "Jeunesse démocratique du Cameroun (JDC)" - organisation de jeunesse interdite, affiliée à l'UPC.

L'autre groupe de la Mission a entendu des représentants de la "Cameroons Union" de Calabar (Nigeria), qui ont demandé la réunification et l'indépendance du Cameroun, le chef J. Manga Williams (président du Conseil de la division de Victoria) qui a demandé, en son nom personnel, que l'on donne aux habitants du Cameroun le temps et la liberté nécessaires pour discuter entre eux de leur avenir, et M. M.N. Wole qui a plaidé en faveur de l'unification et de l'indépendance. C'était là également la thèse d'un groupe dont les membres ont dit appartenir à la "Farmer's Union of Victoria" et qui ont soutenu les anciens chefs de l'UPC.

Le nombre des communications reçues le 7 novembre s'est élevé à plus de 1.200.

2. Division de Kumba

La division de Kumba a une superficie d'environ 10.780 km². Elle a une forme à peu près rectangulaire. Dans le sud s'élèvent les pentes septentrionales du mont Cameroun, avec les lacs volcaniques de Kumba. La population totale de la division est évaluée à 137.000 habitants. Les seuls centres urbains sont les villes de Kumba et de Tombel, situées près de la frontière du Cameroun français, où de nombreuses personnes se disant réfugiés politiques de ce Territoire ont acheté des terres et se sont installées.

/...

Les principales exportations de la division de Kumba sont le café, le cacao, les bananes et le bois de construction. Le nombre des sociétés coopératives de cette région et leur chiffre d'affaires ont considérablement augmenté au cours des dernières années. Le nombre des sociétés secondaires, qui était de trois en 1955, est maintenant de cinq et le nombre des sociétés primaires affiliées à ces sociétés secondaires est passé de 29 à 65. Les sociétés comptent environ 5.000 membres, contre 2.040 en 1955. Le volume des produits écoulés par ces sociétés est passé de 550 à 1.296 tonnes pour le cacao, de 150 à 427 tonnes pour le café et de 8.000 régimes de bananes par mois à 35.000 régimes. Kumba est également le siège de la Cameroons Co-operative Exporters Limited, l'organisation qui groupe, à l'échelon supérieur, les coopératives de vente du café et du cacao. Au cours de la campagne 1957-1958, cette société a écoulé sur le marché 30 pour 100 de la production de cacao et 50 pour 100 de la production de café du Cameroun méridional. Elle est actuellement dirigée par un Camerounais. Le siège de la société financière centrale du mouvement coopératif se trouve également à Kumba, comme le sera celui de la nouvelle banque coopérative, dont la première pierre a été posée par le président de la Mission. Kumba compte, par ailleurs, d'autres institutions qui présentent de l'intérêt pour tout le Cameroun méridional et même pour une région plus étendue. La Mission a visité notamment le centre de formation d'instituteurs et le centre de recherches sur l'helminthiase, qui relève du West African Council for Medical Research.

Dans le domaine de l'administration locale, l'Autorité administrante a créé dans la division treize conseils indigènes mais elle a indiqué à la Mission que l'activité de ces conseils est sérieusement compromise par l'absence, dans la plupart des régions, de groupes importants de membres unis par des opinions et des traditions politiques communes, et aussi par les rivalités et les mesquines jalousies qui ont toujours divisé les clans et les groupes d'un même village, et parfois même ont opposé des villages les uns aux autres. L'inaccessibilité de nombreux centres, due au terrain accidenté et au manque des ressources nécessaires pour construire des routes coûteuses, rend difficile pour les administrateurs le maintien d'un contact étroit et constitue un autre obstacle au développement des conseils de village. A l'époque où la Mission de visite s'est rendue dans le Territoire, la forme éventuelle à donner à l'administration locale faisait encore l'objet de controverses.

/...

La division de Kumba est bien représentée au sein du Gouvernement camerounais par ses deux élus, M. F.N. Ajebe-Sone et M. N.N. Mbile, respectivement Ministre des ressources naturelles et Ministre des travaux et des transports. M. J.B. Mokumbe représente l'Autorité indigène de la division à la Chambre d'assemblée.

La Mission de visite a passé la journée du 31 octobre dans la division. Ayant quitté Buea au début de la matinée, elle s'est arrêtée à plusieurs reprises sur la route de Kumba, longue de 83 kilomètres, pour s'entretenir avec des groupes d'habitants qui s'étaient rassemblés pour manifester leurs opinions politiques. A la limite de la division, elle a été accueillie par M. C.J. Burgess, administrateur du district de Kumba. A Ekona, le Kamerun National Democratic Party (KNDP) et la Kamerun National Advisory Association, organe tout récemment constitué, ont déployé des banderoles demandant que le Cameroun soit détaché de la Nigeria. M. Siki a prononcé une courte allocution. A Muyuka, d'autres banderoles similaires étaient déployées. Les membres de la Mission ont entendu M. Samuel Kati et M. Frédéric Batoum exposer leurs vues à l'appui de la séparation. Aux abords de la ville de Kumba, des porteurs de bannières représentant le KNDP, One Kamerun, One Kamerun Women et la Kamerun National Advisory Association, étaient postés le long de la route pour accueillir la Mission.

Sur le chemin du Centre civique de Kumba, une foule nombreuse bordait la route, chantant et lançant des fleurs vers les voitures de la Mission et tendant des liasses de communications, dont la plupart avaient évidemment été reproduites en grande quantité. Au Centre civique, le Président du Comité mixte de la division a prononcé une allocution de bienvenue et a souligné la nécessité de développer dans la division les services médicaux, de créer de nouvelles écoles secondaires et techniques, de construire de nouvelles routes pour l'acheminement des produits des régions rurales et de favoriser la création de nouvelles entreprises commerciales. Le Président du Comité mixte a également exposé, au sujet de la méthode à suivre pour décider de l'avenir du Territoire sous tutelle, des vues identiques à celles que le Conseil de la division de Victoria avait déjà exprimées à la Mission.

Des divergences de vues se sont toutefois manifestées au sein du Comité mixte et M. J.M. Bokwe, membre du KNDP, représentant de l'opposition, a déclaré que la population désirait que le Cameroun soit détaché de la Nigeria, afin de réaliser ensuite et aussitôt que possible l'unification des deux Territoires.

Dans l'après-midi, la Mission a entendu plusieurs représentants de groupements politiques et d'autres groupements, notamment le président de la Section de Kumba de l'alliance KNC/KPP, M. Thomas A. Diffang, et les deux représentants élus à la Chambre d'assemblée. Ces personnalités ont surtout traité de la question de l'avenir politique du Territoire et ont affirmé que, même si la population acceptait que le Territoire reste placé sous le régime international de tutelle, cette solution ne pourrait être appliquée après que la Nigeria aura accédé à l'indépendance. Elles ont exprimé la crainte que l'indépendance d'un petit pays comme le Cameroun méridional, placé entre un Cameroun français indépendant et une Fédération de la Nigeria indépendante, ne soit pas respectée. M. Mbile a affirmé que les manifestations en faveur du détachement et de l'unification, auxquelles la Mission avait assisté, n'étaient pas le fait des habitants du Cameroun britannique mais bien de personnes venues du Cameroun sous administration française. M. Mbile a fait également observer que, si le Cameroun méridional se détachait de la Nigeria, il devrait établir le fondement d'un nouveau statut constitutionnel, ce qui pourrait demander plusieurs années. M. Mbile a soutenu que l'on pouvait invoquer autant d'arguments en faveur de l'unité des tribus divisées entre le Cameroun méridional et la Nigeria qu'en faveur de celle des tribus divisées entre les deux Camerouns. Son collègue au gouvernement, M. Ajebe-Sone, a déclaré que l'unification avait toujours été le voeu le plus cher de la population mais que celle-ci n'avait jamais eu la conviction qu'elle fût possible. L'unification pose des problèmes difficiles, tel que celui qui découle de la différence des langues et des institutions culturelles. En outre, l'indépendance au sein de la Fédération de la Nigeria signifiait que le Cameroun resterait, comme il le désire, membre du Commonwealth des Nations. Le ministre a ajouté que les habitants du Cameroun sous administration française qui ont émigré dans le Territoire avant 1955 ont toujours été paisibles, mais depuis que des

réfugiés politiques avaient commencé à franchir la frontière, de nouvelles tendances se sont manifestées. Le parti One Kamerun, a-t-il dit, n'est autre que l'UFC interdit : des élèves qui suivent les traditions de leurs maîtres.

Les représentants du KPP ont présenté à la Mission quatre résolutions adoptées à Kumba le 4 octobre 1958 par le Conseil exécutif suprême de cette organisation. Dans ces résolutions, le Conseil approuvait notamment la motion adoptée en février par la Chambred'assemblée quant au désir exprimé par la population du Cameroun d'accéder à l'autonomie en 1959.

La Mission a ensuite entendu les représentants du KNDP et les représentantes de sa section féminine. Le parti était représenté par M. J.M. Bokwe, qui a soumis à la Mission un mémoire dans lequel étaient critiqués l'état des routes, le système scolaire, les services médicaux, l'organisation commerciale et la presse dans la division, ainsi que le démembrement du système des Autorités indigènes. Sur la question politique principale, M. Bokwe a déclaré que, depuis les dernières élections générales de mars 1957, les populations du Cameroun méridional s'opposaient au rattachement du Territoire à la Fédération de la Nigeria et préconisaient, au contraire, la création d'un Etat du Cameroun méridional entièrement distinct et indépendant.

Parlant au nom du parti One Kamerun, M. J.I. Kamsi a présenté l'exposé le plus complet que la Mission ait entendu dans le Cameroun méridional sur les vues de cette organisation. Les principaux points de cet exposé sont reproduits dans un autre passage du présent rapport. En bref, M. Kamsi a soutenu le principe du "détachement" du Cameroun sous administration britannique de la Fédération de la Nigeria et de la réunification et de l'indépendance immédiates des Camerouns. Selon lui, il fallait résoudre la question au moyen d'un référendum ou d'un plébiscite; la question posée à la population serait la suivante : "Etes-vous partisan du détachement de la région occidentale du Territoire de la Fédération de la Nigeria et de l'unification et de l'indépendance du Kameroun?", question à laquelle il serait répondu par "oui" ou par "non".

/...

La Kamerun National Advisory Association qui, selon le sentiment de la Mission, est une ramification, sinon le résultat d'une scission du parti One Kamerun, a présenté un mémoire appuyant également le "détachement" de la Fédération nigérienne et l'unification et l'indépendance du Cameroun. Le porte-parole du Reunification Committee of the Southern Cameroons a remis un mémoire dans lequel il était dit qu'à Kumba, en avril 1958, les "Chefs naturels" du Cameroun avaient décidé que la meilleure solution pour le Cameroun était de se "détacher" de la Fédération de la Nigeria, ce qui serait un premier pas vers la réunification. Le mémoire portait la signature des représentants de KNDP, de la Kamerun National Advisory Association, du parti One Kamerun et de la Cameroons Union of Calabar. Cette opinion était également partagée par les représentants du Baba Farmers Group et de la Bamenda Improvement Association.

La Bamendjou Family Union s'est présentée devant la Mission et a demandé une amnistie politique générale pour tous les Camerounais déportés ou emprisonnés, l'annulation des décisions portant dissolution de l'UPC et des groupes affiliés dans les deux Camerouns, l'organisation d'un référendum par lequel s'exprimeraient les vœux des habitants, le détachement de la Fédération nigérienne et la réunification et l'indépendance immédiates des Camerouns. Les représentants de cette organisation se sont également opposés à ce que l'on ait recours à des élections générales comme moyen de consultation populaire. L'Union of Ex-servicemen s'est également déclarée en faveur du "détachement". Plusieurs groupes de "réfugiés politiques", comprenant des femmes en uniforme rouge et noir, et dont les représentants se sont adressés à la Mission en français, ont demandé une amnistie générale. Déclarant parler au nom de la tribu des Bafaw, M. Daniel Ebako s'est longuement plaint de l'insuffisance du développement du pays, ce qui a amené son chef, Abel Mukete, à déclarer que M. Ebako n'avait pas le droit de parler ainsi sans l'assentiment et l'autorisation de la tribu.

Enfin, M. Frédéric Batoum, porte-parole de la Kamerun Workers Union, dont la plupart des membres paraissaient être des agriculteurs, a fait valoir des arguments semblables à ceux qu'il avait déjà exposés à Buea et à Muyuka.

Au cours de la journée, la Mission a reçu environ 10.500 communications, notamment des slogans écrits ou imprimés, et dont l'immense majorité réclamait une amnistie générale et l'unification et l'indépendance des deux Territoires sous tutelle.

3. Division de Mamfe

La division de Mamfe, située entre les districts de Kumba et de Bamenda, s'étend à travers le Cameroun méridional, depuis la frontière de la région orientale de la Nigeria jusqu'à la frontière anglo-française. La superficie de la division est évaluée à 11.190 km² et, lors du recensement de 1953, sa population était de 100.422 habitants. La partie méridionale de la division est composée de basses terres couvertes de forêts épaisses mais, dans le nord-est, s'élèvent des montagnes abruptes et, dans cette région, les populations sont dispersées dans des hameaux isolés alors que dans les régions forestières elles sont généralement concentrées dans des villages.

De l'avis général, cette région est peut-être la moins développée du Cameroun méridional. Bien que l'on croie que les terres sont, pour la plupart, très fertiles, on n'a pas constaté dans la division de Mamfe l'expansion rapide des cultures marchandes par les petits cultivateurs, qui a caractérisé, au cours des récentes années, l'agriculture dans les divisions de Victoria et de Kumba et, dans une mesure moindre, dans celle de Bamenda. Il est évident que le fait est dû au manque de routes. Il manque, en effet, de routes qui permettent d'accéder facilement à l'arrière-pays et même l'artère qui assure les communications entre Mamfe et la côte n'est utilisable d'une façon régulière que pendant la saison sèche. Lorsque la route de Kumba à Mamfe pourra être utilisée en toute sécurité et par tous les temps, la structure de l'agriculture s'en trouvera probablement modifiée. En attendant, le développement social et politique de la région est retardé. L'administration locale est partagée entre dix Autorités indigènes et le Comité mixte de la division, qui se réunit une fois par trimestre et agit en quelque sorte comme organe exécutif pour toute la division. Les membres de la Mission ont assisté à l'une de ces réunions. On s'efforce, ici comme ailleurs, de réorganiser les Autorités indigènes et d'en faire des institutions régulières et démocratiques. Sur les dix Autorités indigènes, quatre ont déjà été ainsi réorganisées et l'on espère que la réforme des autres marquera des progrès dans un proche avenir.

/...

A l'époque de la visite, la division de Mamfe était représentée par trois membres à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional : M. S.A. Arrey et M. A. Fonge, tous deux membres élus, et M. J.C. Lekunze, nommé par les Autorités indigènes. Le premier et le troisième sont membres du KNC, le second est membre du KNDP.

Ne pouvant, de toutes façons, emprunter la route de Kumba à Mamfe, la Mission s'est rendue à Mamfe par avion dans la matinée du 1er novembre. Elle a été accueillie à l'aéroport par l'Administrateur de district, M. R.C. Overton, les membres de la Chambre d'assemblée représentant la division de Mamfe et le chef Fongang, Président du Comité mixte de la division, ainsi que par d'autres chefs et notables de la division. Sur la route de l'aéroport à Mamfe, les membres de la Mission ont pu voir des bannières portant notamment les inscriptions suivantes : "La population de Mamfe demande l'autonomie et l'indépendance dans le cadre de la Fédération de la Nigeria", "Un seul plébiscite pour le Cameroun septentrional et pour le Cameroun méridional", "Aide économique". Sur d'autres bannières, semblables à celles que la Mission avait vues dans les divisions de Kumba et de Victoria, était exprimé le vœu de voir le Territoire "détaché" de la Fédération nigérienne.

A Mamfe, la Mission a accordé plusieurs audiences. Le chef Fongang a lu une adresse de bienvenue dans laquelle il déclarait qu'à son avis, l'unification n'était pas une condition préalable à l'autonomie et à l'indépendance et que la sécurité du Territoire serait assurée s'il constituait une région autonome dans le cadre de la Fédération nigérienne. Le chef Fongang a demandé également qu'une assistance économique soit fournie au Territoire.

L'un des membres de la Chambre d'assemblée, M. Arrey, a présenté à la Mission un mémoire préconisant une association avec la Nigeria. Les vues qu'il a exposées étaient semblables à celles précédemment exprimées au nom de son parti. M. Arrey a également déclaré que les habitants de Mamfe qui préconisaient l'union avec l'autre Cameroun étaient des "étrangers", dont la plupart avaient été membres de l'UPC, organisation déclarée illégale, et il a affirmé que ces étrangers constituaient la minorité.

M. Fonge, second membre élu de la Chambre d'assemblée et porte-parole de la Mbo Tribal Union, a présenté un mémoire en faveur d'un plébiscite, seul moyen,

selon lui, de déterminer les vœux de la population quant à l'avenir du Territoire. Il a déclaré que la population désirait rester pendant quelque temps encore sous le régime de tutelle et l'administration britannique, afin d'avoir le temps de décider du sort final du Territoire. (L'Autorité indigène de Banyang-Mbo a exprimé une opinion identique.) M. Fonge a suggéré que le plébiscite ait lieu en deux étapes : la première, pour déterminer si la population était pour ou contre une fédération avec la Nigeria, la seconde pour déterminer, dans le cas où la population se prononcerait contre la fédération, si elle souhaitait l'union avec le Cameroun sous administration française ou le maintien de la tutelle britannique. M. Lekunze, porte-parole de l'Autorité indigène de Mundani a également exprimé l'avis qu'un plébiscite était le meilleur moyen de déterminer les aspirations de la population.

La section de Mamfe du KNDP, qui affirme qu'aux dernières élections 50 pour 100 des électeurs se sont prononcés en faveur du parti, a réitéré les vues des dirigeants du KNDP au sujet de l'avenir du Territoire. Les représentants locaux du parti One Kamerun ont également réaffirmé l'opinion de ce parti.

D'autres personnalités ont demandé que le Territoire continue d'être associé à la Nigeria, notamment le chef J.A. Tataw, au nom de l'Autorité indigène de Kembong, M. S.E. Ncha, au nom des populations habitant au nord du fleuve Cross, et le chef Fongang au nom de la fédération des clans Tanyi Nkongo, Nkokelok et Tayang, habitant la région administrée par l'Autorité indigène de Banyang-Mbo.

Certains orateurs se sont prononcés en faveur du détachement de la Fédération nigérienne et de l'union avec le Cameroun sous administration française, notamment le représentant de l'Autorité indigène et de l'Improvement Union de Bangwa, M. D.O. Ojong, porte-parole de l'Improvement Union d'Ejagham, le Conseil du clan Ayuktayak et l'Improvement Union de Tinto. (M. Arrey a toutefois contesté les pouvoirs de M. Ojong et a déclaré que les vues exprimées par ce dernier n'étaient pas celles des Ejagham ni celle de leur union tribale, actuellement en voie de disparition.)

Un groupe de personnes venant du Cameroun sous administration française et déclarant être arrivées avant les "troubles" de 1955, ont demandé d'être représentées plus équitablement à la Chambre d'assemblée et à la future Chambre des chefs, dans les tribunaux indigènes, les commissions d'attribution des bourses d'étude et les administrations locales. La Mbang Development Association a adressé à la Mission un mémoire dans lequel elle se plaignait du mauvais état des routes et soulignait la nécessité de ponts permanents, de services médicaux, d'un système de distribution d'eau, d'une administration postale, d'établissements d'enseignement et d'autres facilités. Un groupe de femmes de Tanako ont exprimé d'une façon simple leur opposition à l'intégration du Territoire dans la Nigeria. Elles se plaignaient d'avoir été prises pour des Nigériennes et protestaient vigoureusement, disant qu'elles accepteraient d'être soumises à l'autorité d'un homme blanc mais jamais à celle d'un Nigérien.

M. P.A. Aiyuk, représentant de la division de Manfe à la Chambre fédérale des représentants, s'est déclaré en faveur du maintien de l'association avec la Fédération nigérienne qui, selon lui, assurerait au Territoire sous tutelle la sécurité économique. Depuis 1953, a-t-il dit, le KNC a toujours demandé que le Cameroun méridional constitue une région distincte dans le cadre de la Fédération nigérienne et il s'est lui-même appuyé sur ce programme pour mener sa campagne électorale. Un plébiscite pourrait permettre de décider de l'avenir de l'ensemble du Territoire sous tutelle. La question à poser à la population devrait être la suivante : "Voulez-vous que le Territoire soit associé à la Nigeria?".

Le Conseil suprême du Kamerun Ex-servicemen a présenté à la Mission un mémoire demandant que le Territoire soit détaché de la Nigeria et qu'un plébiscite ait lieu immédiatement après les élections générales.

Le 2 novembre, la Mission a quitté Manfé par la route, se rendant à Bamenda. Elle s'est arrêtée tout d'abord à l'école secondaire de filles Queen of the Rosary, à Okoyong, qui est dirigée par la Mission catholique. La construction de l'école, financée à l'aide d'un don de 25.000 livres du Colonial Development and Welfare Funds, n'était pas encore entièrement terminée. L'école compte, dans ses

trois classes, 80 élèves. La Mission a apprécié le chaleureux accueil qui lui a été réservé par le personnel de l'école et cela d'autant plus qu'elle devait parcourir l'étape la plus pénible de son voyage en empruntant la grande route de Bamenda qui, après la saison des pluies, était en piètre état.

A Widekum, une foule nombreuse s'était rassemblée pour accueillir la Mission et une allocution fut prononcée au nom des chefs et de la population de la région. Le Widekum Literate Group a exprimé le vœu que le Cameroun méridional soit associé sur un pied d'égalité avec la Nigeria dans une "Fédération de la Nigeria et du Cameroun". Il s'est déclaré en faveur d'un plébiscite, à défaut d'autre moyen d'aplanir les divergences de vues quant à l'avenir du Territoire.

Une liasse d'environ 45 communications a été remise à la Mission. La plupart préconisaient l'unification et l'indépendance du Kamerun et demandaient le retour des dirigeants de l'ancien UPC déportés et le rétablissement de ce mouvement. Plusieurs communications demandaient la création d'institutions sociales et de facilités économiques dans la région.

4. La division de Bamenda

La division de Bamenda, la plus étendue des trois divisions de la savane, comptait 264.880 habitants lors du recensement de 1953 et s'étend sur 7.480 km². Les principales collectivités tribales sont celles des Tikar, des Widekum, des Chamba ou Bali, des Foulbé et des Haoussa. Comme dans les autres régions de la savane, on y trouve des plaines basses et fertiles comme celles de Mbaw et de Ndop et de hautes terres herbeuses dont l'altitude peut atteindre 3.000 mètres.

Sans gisement minéral important ni industrie de transformation, les ressources de la division demeurent en grande partie celles de la terre. L'amélioration des moyens de communication a contribué à créer récemment une demande croissante de produits divers, une expansion des débouchés et un accroissement remarquable des récoltes marchandes, principalement du café. On constate aussi le développement des exportations de maïs, de haricots, d'arachides, de pommes de terre et de bétail

(il y a environ 110.000 têtes de bétail) tant vers les autres régions du Territoire que vers la Nigeria orientale. Cette activité économique accélère le rythme de l'urbanisation, en particulier à Mankon, ville qui se développe à proximité du poste administratif.

Au cours de son séjour à Bamenda, la Mission a visité l'usine de préparation de café de la coopérative provinciale de vente de produits agricoles de Bamenda, et a rencontré des membres des sociétés coopératives. Elle a appris qu'il existait quarante-six sociétés groupant 3.500 adhérents et fonctionnant de façon satisfaisante avec un personnel d'encadrement relativement peu nombreux. Au cours de la campagne agricole 1957-1958, 495 tonnes de café sont passées par les coopératives. La Mission a visité aussi la plantation de café de la Southern Cameroons Development Agency, à Santa, mentionnée dans une autre partie du présent rapport.

Dans la division de Bamenda, l'administration locale est répartie entre trois Autorités indigènes : celle des Tikari de Bamenda (dont la compétence s'étend sur les clans Nsaw, Ndop et Bafut), celle des Widekum de Bamenda (dont la compétence s'étend sur les clans Moghamo, Ngemba, Menemo, Ngie et Ngwan) et celle des Bali.

Dans le domaine politique, il apparaît clairement que le parti de l'opposition (KNDP) recrute surtout ses partisans dans la savane. M. V.T. Iainjo, Ministre des services sociaux, était le seul élu de la division à la Chambre d'assemblée qui fût membre du KNC/KPP, parti gouvernemental. Il représentait la circonscription orientale de la division de Bamenda. M. J.N. Foncha, chef de l'opposition, représente la circonscription du centre. Bien que le représentant de la circonscription occidentale, M. S.T. Muna, ait été élu sous l'étiquette KNC/KPP, il siège maintenant parmi les membres du KNDP. M. H.D. Tankoh, qui représente les Autorités indigènes de la division, est lui aussi partisan du KNDP.

Le 3 novembre, la Mission, accompagnée des représentants de l'Autorité administrante, et notamment des deux administrateurs de district de Bamenda, M. P.J.D. Nesbitt Hawes et M. Thompson, a rencontré les représentants des trois Autorités indigènes. Dans un mémoire qu'ils ont présenté en commun, ceux-ci ont soulevé un certain nombre de questions relatives à la mise en valeur

de la région de Bamenda. En ce qui concerne l'avenir du Cameroun méridional, ils estimaient que seul un plébiscite pourrait décider si le Cameroun méridional devait se "détacher" de la Nigeria, mais que si les délégués camerounais à la reprise de la Conférence constitutionnelle avaient été soutenus par des élections générales qui auraient dû avoir lieu depuis longtemps, les décisions et recommandations de la Conférence auraient traduit les aspirations de la population.

Un débat animé s'est ensuite engagé entre les membres des Autorités indigènes - en particulier le Fon des Bafut et celui des Bali (deux des quatre chefs coutumiers importants de la région), MM. M. Warmey et B.S. Lawan, de Nsaw, M. M.T. Monju de Bafut, le chef de Bagolang et M. S.F. Ndi, l'un et l'autre de Ndop, M. H.D. Tankoh, membre de la Chambre d'assemblée, M. A. Daiga de Bali, le chef de Nyen et M. Sam Moffor de la circonscription sud-ouest de la division de Bamenda. Les représentants de Nsaw et M. Monju, ainsi que le chef de Bagolang, préconisaient des élections pour déterminer l'avenir du Territoire, le Nord et le Sud devant être groupés pour le décompte des voix. Le chef de Bagolang exprima des réserves sur le mémoire dont on avait donné lecture, faisant valoir que les décisions prises à la Conférence de Londres avaient en fait reçu l'appui de la population. M. Moffer répliqua qu'aucun des membres n'avait formulé d'objection sur les termes du message de bienvenue. Au cours d'un vote à main levée sur le décompte unique des voix du Nord et du Sud en cas de plébiscite, les partisans d'un vote séparé furent plus nombreux que ceux d'un vote global. Les partisans d'un décompte séparé estimaient aussi que seule la population camerounaise autochtone devrait participer à un plébiscite. Ils ont en outre critiqué l'emploi par leurs adversaires politiques de l'expression "association" avec la Nigeria; selon eux, il fallait parler d'"intégration".

La Mission a ensuite accordé une série d'entrevues et entendu les sections de Bamenda des partis KNC et OK et du secrétariat national du KNDP, représenté par MM. Foncha et Muna. Une large place est faite dans le corps du présent rapport aux thèses de ces trois organisations et il est inutile de les répéter ici.

Un groupe de chefs Foulbé a préconisé l'intégration avec la Nigeria. La Mission a également entendu soutenir la thèse du "détachement et de l'unification" par M. D.A. Atia, Président de la Widekum Improvement League et par d'autres

/...

porte-parole de cette organisation, qui ont dit qu'ils accepteraient toute procédure, élection ou plébiscite qui, selon la Mission, serait le plus propre à permettre à la volonté populaire de s'exprimer. Un groupe de six "citoyens du Cameroun", mené par M. S. Ndi, a défendu énergiquement la cause de l'indépendance du Cameroun méridional hors de la Fédération nigérienne.

Le lendemain, 4 novembre, la Mission s'est scindée en deux groupes dont l'un s'est rendu dans la division de Nkambé et l'autre vers celle de Wum.

Les membres de la Mission qui ont visité la division de Nkambé (voir ci-dessous) ont emprunté la partie orientale de la "route de ceinture", qui est la principale voie de communication de toute la savane camerounaise, et qui traverse les régions les plus pittoresques, et les plus productives aussi, de la division de Bamenda. La Mission a parcouru les hautes terres de la savane et est arrivée, après avoir franchi un col, dans la vaste plaine de Ndop, où la population - parmi laquelle des cavaliers Foulbé - s'était rassemblée en foule pour l'accueillir. La Mission a visité les nouveaux locaux de l'Autorité indigène des Tikari de Bamenda. Du point de vue politique cependant, cette institution traversait une phase critique de réorganisation; l'un des trois clans principaux, celui des Nsaw avait rappelé ses délégués quelque temps auparavant, se plaignant d'être insuffisamment représenté et de ne recevoir qu'une trop faible part des crédits de développement.

Douze chefs du clan de Ndop ont fait savoir à la Mission qu'ils appuyaient la majorité de la Chambre d'assemblée en ce qui concerne l'avenir du Cameroun méridional et qu'ils étaient opposés à l'unification avec le Cameroun sous administration française. Ils ont ajouté que l'Assemblée ayant été élue par la population, il était inutile d'organiser un plébiscite. En revanche, la section de Ndop du KNDP a déclaré que la population désirait que le Territoire se "détache" de la Nigeria, s'unisse à l'autre Cameroun et réclame, le moment voulu, son indépendance. Ils étaient partisans d'un plébiscite sur la question du "détachement". Cette thèse était aussi celle d'un groupe d'habitants du village de Bamessing.

/...

Regagnant alors la zone montagneuse, la Mission entra dans une région où elle a été frappée par la richesse des plantations de café et de bananes, et des cultures vivrières - le pays des Nsaw. Elle s'est arrêtée au village de Yer, où se déroule une expérience ingénieuse dans le cadre d'un programme de développement social qui a reçu un accueil très favorable dans cette partie du pays: l'emploi de moulins actionnés à la main pour le moulage des grains, ce qui permet en fait à la population des villages, en particulier aux femmes, de mener une vie plus riche. Ce programme part de l'idée qu'avant de pouvoir développer ses activités culturelles, la population doit savoir lire et écrire et disposer de loisirs suffisants. Cela s'applique particulièrement aux femmes qui, après avoir travaillé tout le jour dans les champs doivent encore, rentrées chez elles, moudre le grain pour le repas du soir. Pour alléger leur travail, le service de l'enseignement offre aux villageois un moulin au prix coûtant et l'on encourage les femmes à former une organisation bénévole et à utiliser le moulin moyennant un penny par personne, ce qui leur permettra de s'en rendre finalement propriétaires. Le moulin, beaucoup plus efficace que les procédés traditionnels, leur procure plus de temps libre pour les activités éducatives et sociales. Celui du village visité par la Mission faisait partie des 97 moulins appartenant à des organisations de ce genre dans les régions environnantes de Nsaw et de Nkambé et comprenant au total 5.820 femmes. L'éducation des adultes, hommes et femmes, progressait également sous la direction de Mlle E. O'Kelly, fonctionnaire responsable de l'éducation des adultes, et le président de la Mission a été invité à remettre des certificats aux personnes ayant récemment appris à lire et à écrire.

Les dirigeantes de ces organisations, à Yer et dans d'autres villages voisins, se sont adressées à la Mission avec une aisance et une sûreté qui semblent attester l'intérêt qu'elles portent à leurs nouvelles activités. De leur côté, les hommes du village montraient avec fierté les progrès réalisés par leur collectivité, qui possède également sa propre coopérative de vente de produits agricoles; les adhérents de la coopérative ont saisi cette occasion pour souligner la nécessité d'assurer au café qu'ils écoulent des débouchés stables sur le marché mondial et de fournir au Cameroun une aide financière extérieure. D'autres personnes ont réclamé que l'on améliore les routes, les écoles et les services médicaux.

Poursuivant sa route à travers ce pays visiblement prospère, planté de café, de céréales et de bananes, la Mission est arrivée au centre traditionnel du clan des Nsaw, à Kimbo, où se trouve le palais du Fon des Nsaw, l'un des chefs les plus importants de la savane. A l'entrée se pressait une foule d'hommes et de femmes de la ville, de cavaliers Foulbé et d'écoliers en rangs. A l'intérieur du palais, - ensemble de hauts édifices de pisé et de chaume, et de cours auxquelles donnent accès des portes à glissières - la Mission a rencontré le chef coutumier du clan, entouré de quelques-uns de ses notables, auxquels s'était joint M. Lainjo, Ministre des services sociaux, élu de cette circonscription. Dans un message de bienvenue lu en son nom, le Fon a brièvement déclaré que son peuple espérait voir, dès l'indépendance, en 1960, le Cameroun former une région autonome au sein de la Fédération nigérienne et il a proposé que toute consultation éventuelle soit faite sous la forme d'un plébiscite où le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional devraient ne constituer qu'une seule entité ce qui, a-t-il dit, serait conforme à l'esprit de la Charte et de l'Accord de tutelle.

Revenant par la même route de Nkambé, le 5 novembre, la Mission a rencontré une délégation de la section de Bansa de l'OK (One Kamerun) - l'un des rares groupes de ce parti rencontrés dans le Territoire, dont les pétitions étaient rédigées en anglais et non en français et dont les membres, en fait, ne semblaient pas, pour la plupart, venir de l'autre côté de la frontière. Ils avaient à se plaindre de ce qu'ils appelaient l'attitude autocratique du Fon qui, prétendaient-ils, avait saisi leurs affiches et empêché tous les pétitionnaires, à l'exception de ceux du KNC, d'approcher la Mission. Bien entendu, la Mission a reçu leurs pétitions comme toutes les autres : elles invoquaient les arguments connus en faveur du "détachement" et de l'unification et réclamaient un plébiscite. Près de là, à Djakiri, la Mission a reçu des mémoires de deux autres groupes, l'Union des Dzekwa et la "Jakiri : Nkar Community", celle-ci ne portant que deux signatures, qui demandaient aussi que le Territoire soit séparé de la Nigeria et que l'on organise un plébiscite sur cette question.

A Djakiri, la Mission a visité aussi le Centre d'études des services vétérinaires sur le bétail, fondé en 1947 et disposant d'environ 600 hectares de terre pour l'amélioration des bovins et des ovins locaux, la vente de taureaux de race améliorée, l'étude et l'aménagement des pâturages, l'étude des parasites du bétail et les épizoties. La Mission a pris note particulièrement du désir du Centre

/...

d'acquérir des zébus aux Etats-Unis pour les croiser avec des races locales et du fait qu'elle ne dispose pas, pour ce faire, de fonds suffisants. (Plus tard, au Cameroun sous administration française, la Mission a constaté les résultats encourageants déjà obtenus par les services vétérinaires après plusieurs années d'expériences dans le croisement des zébus d'Amérique du Nord avec les zébus des Foulbé et elle a indiqué officieusement aux personnes intéressées qu'il pourrait être utile d'organiser des échanges de visites entre les deux centres).

Le 4 novembre, avant de quitter la division de Bamenda pour se rendre à Wum, l'autre groupe de la Mission s'est arrêté à Mbingo et a visité le New Hope Settlement pour le traitement et la réadaptation des lépreux. Cette colonie, qui occupe un site impressionnant sur les hautes terres, dans la région de Bamenda, dispose d'installations médicales pour le traitement de la lèpre ainsi que de locaux pour l'enseignement et la formation professionnelle des enfants et des adultes. Elle appartient à la Mission baptiste d'Amérique du Nord au Cameroun, et elle est dirigée par le Révérend Gilbert Schneider. Trois cent cinquante malades environ sont traités dans la colonie tandis que mille autres malades viennent s'y faire soigner périodiquement.

La Mission a reçu un accueil particulièrement chaleureux de la part du personnel et des habitants de la colonie qui ont offert à ses membres des objets artisanaux, symboles du travail de réadaptation entrepris parmi les lépreux. La Mission a poursuivi sa route vers la division de Wum, de l'autre côté de la "route de ceinture", mentionnée ci-dessus.

Revenant le lendemain après-midi dans la division de Bamenda, le deuxième groupe de la Mission a rendu visite au Fon des Bafut, dans son palais aux abords d'une propreté remarquable. Elle y a entendu un message de bienvenue du Conseil municipal de Bafut, demandant que le Territoire soit "détaché" de la Fédération nigérienne et réclamant des crédits plus abondants pour améliorer l'enseignement dans la région. Avant de quitter Bafut, la Mission a assisté à des fêtes et des danses célébrant joyeusement le "Guy Fawkes Day".

Cette partie de la Mission a repris ensuite sa route vers Bali. Elle a été saluée par le Fon des Bali et a entendu des messages de bienvenue de l'Autorité indigène et des sections locales de la Kamerun National Advisory Association, du KNDP et de sa section féminine. Les trois groupes ont réclamé une aide financière

importante pour entretenir, développer et équiper entièrement les installations telles que le système d'adduction d'eau, les routes communales, les marchés, la maternité et les écoles de l'Autorité indigène. Ils ont également demandé que le Cameroun méridional soit "détaché" de la Nigeria et insisté fortement pour que la population de Bali, qui compte environ 24.000 habitants, forme une circonscription électorale distincte. Ils ont soulevé de vives objections contre la réunion de leur Territoire aux zones voisines en une seule circonscription. Cette réunion était, disaient-ils, une manœuvre du parti au pouvoir dirigée contre les intérêts du Fon des Bali en particulier, et du peuple bali en général. Après avoir accueilli la Mission dans la cour d'honneur, le Fon a prié ses membres, accompagnés du Commissaire pour le Cameroun et de l'Administrateur de district de Bamenda, de lui accorder un entretien particulier. Dans l'une des cours de son palais, dans la lumière décroissante d'un crépuscule africain, il expliqua qu'il s'adressait à la Mission à la fois en tant que Fon, représentant de l'Autorité indigène, ancien membre de la Chambre d'assemblée et enfin représentant des Fons et des chefs de l'ensemble du Cameroun méridional. Il exposa qu'il avait été choisi pour représenter les intérêts du pays à la Conférence constitutionnelle sur la Nigeria tenue à Londres en mai et juin 1957. A l'époque, un désaccord l'avait opposé au Premier Ministre du Cameroun méridional : le Premier Ministre lui aurait demandé d'exprimer sur l'avenir du Territoire des opinions différentes de celles que les représentants du Cameroun méridional avaient reçu de leurs électeurs le mandat de défendre. Le Fon craignait d'être mis à l'écart par le Premier Ministre si le KNC revenait au pouvoir après les prochaines élections.

5. La division de Nkambé

Partie la plus septentrionale du Cameroun méridional, la division de Nkambé, s'étend à une altitude moyenne de 1.200 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur 4.400 km² et compte 90.000 habitants. C'est un pays d'élevage et d'agriculture qui n'est qu'au seuil du développement économique.

L'Autorité indigène de la division est l'organe principal d'administration locale et d'elle dépendent six autres Autorités indigènes subordonnées. Le Trésor indigène a un budget annuel de 70.000 livres.

Au moment du passage de la Mission, l'Autorité indigène de la division avait été dissoute, en attendant l'élection d'un nouveau conseil et l'expédition des affaires courantes était assurée par la Commission des finances et des affaires générales de l'ancien conseil.

La Mission a appris que la population de cette division s'intéressait vivement au système du développement communautaire dont l'application répondrait pour elle à un véritable besoin. En 1958, le gouvernement avait accordé un crédit de 4.450 livres à cette fin. Quatre routes étaient en construction et devaient ouvrir à la circulation les régions les plus reculées; un grand pont avait été construit ainsi qu'un marché à Nkambé. L'enthousiasme de la population locale pour ces entreprises était, disait-on, des plus encourageant.

Le groupe de la Mission qui s'est rendu à Nkambé est entré dans la division le 4 novembre par la "route de ceinture", boucle qui relie cette division à ses voisines de Bamenda et de Wum; elle est repartie le lendemain par la même route. Elle a été accueillie par l'Administrateur de district, M. S.S. Johnston et elle a été chaleureusement reçue par la population et les enfants des écoles des villages de Mbot, Binka et Ndu; à partir des environs de Nkambé, elle a été escortée par des cavaliers Foulbé derrière lesquels elle a fait son entrée dans la ville qu'elle a ensuite traversée. Le premier soir, la Mission a visité un établissement dont la population paraissait particulièrement fière : un nouvel hôpital, créé conjointement par la Mission catholique et l'Autorité indigène. La Mission catholique rémunère un médecin résident - qui est une femme - une infirmière-major, une sage-femme et six infirmières; l'Autorité indigène a fait don d'une ambulance et verse une subvention annuelle. La Mission a également visité un établissement d'un autre ordre : une plantation de thé qu'une société commerciale installe à Ndu. Au cours d'une première phase d'un plan qui prévoit la culture de 800 hectares environ, 145 hectares ont été plantés et la première récolte est prévue pour 1961. La société recrute sa main-d'oeuvre dans les villages environnants et espère ne pas avoir à en faire venir d'ailleurs même lorsque la plantation sera en plein rendement.

A Nkambé même ce furent les membres de l'administration provisoire, mentionnée ci-dessus, qui brossèrent devant la Mission un tableau d'ensemble des préoccupations des habitants de la division. Peut-être le plus pressant de ces besoins

est-il l'ouverture de nouvelles routes destinées à stimuler le développement économique de la région : la population était visiblement fière des progrès accomplis dans la construction de routes dans le cadre de leur programme de développement communautaire, mais déçue par les retards rencontrés dans la construction d'une nouvelle voie commerciale vers la Nigeria du Nord. Au point de vue politique, la perspective d'un véritable statut régional au sein de la Fédération nigérienne lui paraît préférable à l'unification avec le Cameroun sous administration française. Cependant, un chef de village au moins aurait préféré voir le Cameroun méridional rester sous la tutelle britannique jusqu'à ce que le développement du Territoire soit plus avancé.

D'autres habitants de la division de Nkambé avaient des opinions différentes sur l'avenir du Territoire. Les deux principaux partis politiques, le KNC et le KNDP y ont des sections, et chacun d'eux a un représentant à la Chambre d'assemblée : M. S. Ando-Seh (KNC), Ministre d'Etat, et M. P.N. Nsakwa (KNDP). Au nom du KNC, M. John Ndze a insisté sur les avantages que le Cameroun a déjà retirés de son association avec la Nigeria; il a fait remarquer notamment que fédération ne signifie pas intégration mais qu'au contraire cette notion a pour but de préserver l'identité du Cameroun. Sur la procédure à suivre pour décider de l'avenir, M. John Ndze s'est fait l'interprète des thèses de son parti et il a soutenu qu'il ne faudrait recourir à un plébiscite qu'en dernier ressort et que la méthode la plus économique, la plus simple et la plus logique serait de consulter le nouveau parlement.

En revanche, M. Nsakwa, parlant au nom de la section de Nkambe du KNDP, s'est prononcé pour un plébiscite, persuadé que de cette manière la majorité de la population exprimerait clairement son désir de voir le Territoire "détaché" de la Nigeria. L'objet de ce "détachement", selon lui, était de restaurer la nation camerounaise.

Le chef du village de Mbot estimait que le Cameroun méridional devait rester Territoire sous tutelle après l'indépendance de la Nigeria et finalement s'unir au Cameroun septentrional et au Cameroun sous administration française. Mais le chef de Ndu, M. W. Nformi (représentant de l'Autorité indigène à la Chambre d'Assemblée) a soutenu avec autant d'énergie la thèse de l'indépendance du Cameroun méridional au sein de la Fédération nigérienne, s'opposant à l'unification pour des raisons

de philosophie, de système de gouvernement, de langue, d'éducation, de monnaie et de culture. Un groupe de jeunes gens instruits a fait sien ce dernier argument mais en même temps il a insisté pour que le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional soient réunis en une seule région; ce groupe et un groupe analogue ont préconisé aussi une consultation par l'intermédiaire des organismes élus du Territoire.

A Nkambé, encore, on a exposé à la Mission que les peuples, ou certains d'entre eux, vivant dans l'extrême sud du Cameroun septentrional - dans les districts de Tigon, Ndoro et Kentu ainsi que sur le plateau de Mambilla - devraient être incorporés au Cameroun méridional. La Mission étudie ce problème dans la partie de son rapport qui contient une description du Cameroun septentrional.

6. La division de Wum

Située comme Nkambé à l'extrémité septentrionale du Cameroun méridional, Wum est la seule division du Territoire qui n'ait pas de frontière commune avec le Cameroun sous administration française. Elle est bordée au sud et à l'est par les divisions de Mamfé, de Bamenda et de Nkambé, et au nord et à l'ouest par la région de l'Est de la Nigeria et par la province de Bénoué qui fait partie de la région du Nord. On estime que cette division a une superficie de 6.035 km²; elle comptait 79.700 habitants en 1953. Elle offre une grande diversité de climats et de paysages depuis d'épaisses forêts tropicales jusqu'à de hautes collines rocheuses et escarpées. Les principales rivières sont le Mentchem et le Kimbi qui recueillent la plus grande partie des eaux de la région des hautes terres des divisions de Bamenda, de Wum et de Nkambé. La majeure partie de la population est concentrée sur les hautes terres de la division, où le climat est plus frais.

La plupart des habitants sont d'origine Tikari, Widédum et Tiv et l'on trouve quelques Haoussas dans les régions urbaines. Les Foulbé nomades qui possèdent du bétail font paître leurs troupeaux sur les hauts pâturages.

Sur le plan économique, cette division est tributaire de ses ressources agricoles. D'importantes améliorations ont été apportées au réseau de communications internes au cours des trois dernières années. L'artère principale est la section de la "route de ceinture" qui relie Bamenda, Wum et Nkambé. C'est une route praticable en toutes saisons dont le gouvernement assure l'entretien.

Les efforts déployés sur le plan communautaire permettent la construction d'un important réseau de routes locales destinées à pénétrer jusqu'à des régions de la division jusqu'ici inaccessibles. L'Autorité indigène qui éprouve des difficultés à trouver les fonds nécessaires à leur entretien, a demandé que le Gouvernement du Cameroun méridional supporte une partie des charges financières, étant donné le rôle important que jouent les routes dans l'économie de l'ensemble de ce Territoire.

L'administration locale de la division est exercée par l'Autorité indigène de la division de Wum qui a été créée en 1948. Le Conseil de l'Autorité indigène se compose actuellement de 35 membres qui sont pour la plupart choisis par les membres des conseils de clans au sein de ces conseils. En outre, les intérêts particuliers des femmes et des membres Foulbé sont représentés au Conseil. Celui-ci bénéficie également de la présence et des conseils de certains membres de l'Assemblée législative fédérale et de l'Assemblée législative du Cameroun méridional. M. A. Jua et M. P. Mua ont été élus membres de la Chambre d'assemblée pour la division et M. J.E. Kum y représente l'Autorité indigène. Les deux premiers appartiennent au KNDP et le dernier au KNC.

Après un entretien avec l'Administrateur de district, M. K.C. Shaddock, la Mission a rendu sa première visite au chef le plus important de la division, le Fon de Bikom. Sur sa route, la Mission a été acclamée par plusieurs milliers d'hommes et de femmes qui tenaient des bannières portant les devises et les mots d'ordre du KNDP et de la Kamerun National Advisory Association, demandant le "détachement" de la Nigeria, l'indépendance et l'unification. Il semble que l'enthousiasme exprimé au cours de cette manifestation soit dû en grande partie à une opposition grandissante à l'autorité du Fon de Bikom. Dans un discours officiel de bienvenue, prononcé au nom du peuple Kom, le Fon a déclaré que cette population voulait être indépendante de la Fédération de la Nigeria et qu'elle ne désirait pas l'unification avec le Cameroun sous administration française.

Puis, dans une allocution improvisée, le Fon a déclaré qu'il devait dire ce qui "lui pesait sur le coeur". Son peuple était divisé en deux camps, et lui, le Fon, ne jouissait pas de l'appui nécessaire. Il a déclaré qu'un nouveau mouvement ayant pour objet de le déposer et de le remplacer par une "reine" avait pris des proportions menaçantes.

Après un arrêt à Mmé, où elle a été saluée par des éléments de la population, la Mission est arrivée à Wum où elle a été reçue par l'Autorité indigène de la région. Ses membres désiraient remercier les Nations Unies de l'assistance technique fournie pour le traitement du pian et de la lèpre, assistance qui, à leur avis, avait permis de soulager bien des souffrances. Ils ont également réitéré les demandes qu'ils avaient déjà faites concernant l'encouragement aux capitaux, au commerce et aux investissements étrangers et le développement de l'enseignement.

Le 5 novembre au matin, avant de retourner à Bamenda, la Mission a accordé des audiences. Elle a entendu le porte-parole du secrétariat du KNC pour la division de Wum, le Révérend J.C. Kangsen, ancien membre de la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, qui a exprimé des opinions semblables à celles de ses collègues du parti dans d'autres régions du Territoire : le désir d'obtenir l'autonomie en 1959 et l'indépendance en 1960 avec la Fédération de la Nigeria.

M. P. Mua, l'un des membres élus de la Chambre d'assemblée, a parlé au nom du KNDP. La Mission a également reçu un mémoire de M. J.A. Kini, secrétaire de la section de Kom du KNDP. Les vues de ces deux hommes, ainsi que celles d'un autre groupe de personnes qui se sont présentées comme les chefs de Wum (le chef Wabang, le chef Ngan, le chef Tibha Nsen, le chef Lengha Yo et le chef Kebai), ont confirmé d'une façon générale la position déjà connue du KNDP : "détachement" de la Nigeria, maintien du régime de tutelle jusqu'à ce que le Territoire ait progressé suffisamment pour accéder à l'autonomie et à l'indépendance, unification administrative du Nord et du Sud, et réunification ultérieure des zones française et britannique.

Un autre groupe de chefs, dont le Fon de Kom, le chef de Bum (qui est revenu récemment de la nouvelle Conférence constitutionnelle de Londres et a été promu au rang de Fon) et le chef local des Foulbé ont indiqué qu'ils préconisaient le maintien de l'association avec la Nigeria.

La section de Wum du One Kamerun, représentée par M. Jacob Wong, a parlé en faveur du "détachement" de la Nigeria, de l'unification et de l'indépendance immédiates des deux Territoires, d'une amnistie et de la création d'une Chambre d'assemblée constituante pour les Camerouns réunifiés.

Deux paquets de communications, soit au total environ quatre-vingt-cinq, ont été remis à la Mission de visite. Toutes ces communications préconisaient l'unification et l'indépendance.

/...

D. LE CAMEROUN SEPTENTRIONAL

1. Généralités

La région septentrionale du Cameroun sous administration britannique s'étend sur 800 kilomètres environ du lac Tchad au nord jusqu'à la frontière du Cameroun méridional. Sa largeur varie de quelque 8 kilomètres sur les bords du lac Tchad à 160 kilomètres environ sur la frontière méridionale et elle est divisée en deux parties distinctes, au nord et au sud de Yola. D'une manière générale, cette partie du Territoire est très montagneuse sauf à l'endroit où la chaîne du Cameroun se termine brusquement à moins de 160 kilomètres du lac Tchad. Sur la frontière du Cameroun méridional se trouve le plateau de Mambilla; son altitude moyenne dépasse 1.600 mètres et, du fait qu'aucune route ne le traverse, il a constitué un obstacle matériel considérable aux contacts entre les deux parties du Territoire sous tutelle.

La partie septentrionale du Territoire sous tutelle, rattachée administrativement à la région du Nord de la Nigeria, comprend, du nord au sud :

a) l'Autorité indigène de Dikwa correspondant à la division de Dikwa, dans la province de Bornou; b) une grande partie de la circonscription de l'Autorité indigène de l'Adamaoua qui forme également la division d'Adamaoua, dans la province de ce nom, et c) les districts de Tigon, de Ndoro et de Kentou, dépendant de l'United Hills Subordinate Native Authority, laquelle est rattachée à l'Autorité indigène fédérée de Wukari dont la juridiction s'étend également à la division de Wukari, dans la province de Bénoué. Les régions du Territoire sous tutelle sont divisées en districts administrés, du point de vue purement local, par des chefs désignés par l'Autorité indigène intéressée.

Dans chacune des trois provinces, le Gouvernement régional est représenté par un Résident qui relève du Cabinet du Premier Ministre. Le Gouvernement de la région du Nord a créé, en avril 1955, le poste de Ministre des affaires du Cameroun septentrional, en sorte que les problèmes particuliers au Territoire sous tutelle reçoivent une attention spéciale. Le Ministre est membre du Conseil exécutif de la région; il est assisté par le Comité consultatif pour le Cameroun septentrional. M. Abdullahi Dan Buram Jada, qui est actuellement Ministre des affaires du Cameroun septentrional, a accompagné la Mission pendant

/...

tout son voyage. Il a remplacé M. Abba Habib, autre Camerounais qui est maintenant Ministre du commerce et de l'industrie du Gouvernement régional.

Le Cameroun septentrional, tout comme le Cameroun méridional, est tributaire de l'agriculture en ce qui concerne sa prospérité économique. Il a cependant moins de ressources que la région du Sud. Ses exportations sont faibles, bien que les industries du coton et de l'arachide se soient développées et que la construction et l'amélioration des routes aient récemment fait l'objet d'une attention spéciale.

2. La région d'Adamaoua

Le 8 novembre, la Mission, accompagnée par le Commissaire du Cameroun, a quitté l'aéroport de Tiko et s'est rendue en avion à Yola, en Nigeria, qui est le centre administratif d'Adamaoua. La Mission a notamment été reçue par le Ministre et le Secrétaire permanent aux affaires du Cameroun septentrional, MM. Malam Abdullahi Dan Buram Jada et Guy Lorimer, par le Résident de la province d'Adamaoua, M. H. Wrench, par le Lamido d'Adamaoua, M. Aliyu Mustafa, par l'administrateur de la division d'Adamaoua, M. D.C. Rounthwaite, par des membres du Conseil de l'Autorité indigène d'Adamaoua et par des fonctionnaires de l'Administration provinciale.

A Yola, la Mission était attendue par plusieurs groupes de personnes qui désiraient s'entretenir avec elle. La section de l'Adamaoua septentrional du Northern People's Congress (NPC), le parti au pouvoir dans la région du Nord de la Nigeria, a exprimé ses vues sur l'avenir du Cameroun septentrional; celles-ci devaient être par la suite indiquées plus en détail à Mubi par M. Abba Habib et d'autres membres de la section du NPC pour le Cameroun septentrional^{1/}. Ses représentants n'ont laissé aucun doute quant à leur désir que le Cameroun septentrional continue à faire partie de la région du Nord de la Nigeria et demeure également rattaché à l'Adamaoua.

Un second groupe représentait l'un des partis d'opposition de la région du Nord - l'United Middle Belt Congress (UMBC) - ou plus exactement la section de ce parti dans la région d'Adamaoua du Territoire sous tutelle. Ce groupe^{2/} désirait également que le Cameroun septentrional continue à faire partie de la Nigeria,

^{1/} Voir annexe IV c).

^{2/} Voir annexe IV d).

mais il souhaitait voir apporter certaines réformes de caractère interne. Ses représentants ont demandé que chacune des parties de l'Adamaoua du Territoire sous tutelle reçoive le statut d'une division et soit dotée d'une Autorité indigène distincte, ce qui, à leur avis, mettrait fin à ce qu'ils considèrent comme la domination de l'administration par des gens nommés par Yola. Ils se sont plaints que des considérations religieuses exercent une influence discriminatoire sur la nomination des chefs de district et ont déploré le manque de communications, spécialement de routes, dans les régions les plus éloignées. Le Résident a fait observer à la Mission que huit des quatorze chefs de district, bien que nommés par Yola, étaient originaires du Territoire sous tutelle.

En ce qui concerne la discrimination religieuse, on a fait observer que, dans un certain cas, un homme qui avait été reconnu coupable et condamné par le chef de district pour avoir pratiqué les rites de la secte Tijjaniya, avait été relâché et que le Lamido avait adressé une lettre au chef de district pour lui rappeler le sens exact de la loi. Toutefois, le Gouverneur peut interdire tous actes ou attitudes outranciers susceptibles d'entraîner des troubles ou une perturbation de l'ordre public.

Un troisième pétitionnaire, Malam Hamman-Jalo, instituteur dans le Territoire sous tutelle, semblait se plaindre de ne pas avoir été choisi comme chef du district de Madagali, bien qu'il fût l'un des descendants des chefs traditionnels de la région, et de ce que le mode de désignation des chefs de district n'était pas équitable. D'après les renseignements fournis par le Résident, le pétitionnaire appartient à la famille Hamman Yaji qui, pendant de longues années, avait gouverné le district de Madagali. C'est ainsi que la Mission a eu connaissance d'un chapitre de l'histoire locale qui a laissé un souvenir amer et dont la Mission a entendu les échos à d'autres endroits au cours de son déplacement. Lorsque le mandat britannique a pris effet en 1920, Hamman Yaji était depuis de nombreuses années l'Emir d'un vaste territoire qui comprenait, outre le district actuel de Madagali, la plus grande partie du district de Gwoza dans la province de Bornou et une grande partie de Mokolo dans le territoire français. Il aurait exercé sur cette région une épouvantable tyrannie. Alors que dans le reste de la Nigeria les razzias d'esclaves appartiennent à un passé lointain dont seuls les vieillards

ont gardé le souvenir, à Madagali, toutes les personnes, musulmanes ou païennes, de plus de quarante-cinq ans, se souviennent encore des razzias qui se pratiquaient alors que Hamman Yaji exerçait le pouvoir. On dit que son journal personnel révèle qu'au moment même de l'arrivée des Britanniques, il effectuait chaque semaine des raids dans les villages païens des collines. Il est encore demeuré quatre ans au pouvoir sous le mandat britannique, mais a été arrêté et déposé en 1927. Pendant les vingt-cinq années suivantes, les fonctions de chef de district ont été exercées successivement par trois membres de la maison dirigeante de l'Adamaoua. Aucun d'entre eux n'a donné satisfaction et ils ont été destitués l'un après l'autre, le dernier vers la fin de 1952. On a alors étudié soigneusement la question de savoir s'il ne conviendrait pas de nommer à ces fonctions un membre de la famille de Hamman Yaji. Après une enquête approfondie effectuée à la fois par les fonctionnaires du gouvernement et de l'Autorité indigène, on a conclu qu'il n'y avait aucune chance de trouver dans cette famille un candidat apte à exercer les fonctions devolues à un chef de district dans les conditions actuelles. Le nom du pétitionnaire avait été pris en considération et rejeté. M. Dahiru, actuel titulaire de ce poste, a alors été nommé, bien qu'il y ait eu auparavant de bruyantes démonstrations organisées par les partisans désappointés de Hamman Yaji. L'Administration a fait observer à la Mission que les Foulbé ne représentaient que dix pour cent de la population du district et que la plus grande partie des païens, qui sont en nombre très supérieur, se sont déclaré pleinement satisfaits de M. Dahiru qui exerce les fonctions de chef de district depuis novembre 1952.

Un autre groupe de personnes, venant de la région méridionale de l'Adamaoua, avait voyagé quatre jours pour voir la Mission. Elles se sont plaintes du fait que des districts éloignés comme Mambilla et Jada étaient administrés par l'Autorité indigène de Yola et que, en conséquence, la population y restait arriérée et aucun progrès ne s'y manifestait. Elles ont dit qu'elles manquaient de cliniques, d'écoles, d'institutions d'enseignement pour les adultes, de services vétérinaires et d'un système moderne d'administration de la justice; selon leurs dires, le peuple désirait que leurs chefs de district soient choisis parmi eux et non parmi des étrangers et que les régions du Territoire sous tutelle soient constituées en unités administratives distinctes.

/...

Des plaintes analogues ont été exprimées dans un certain nombre de communications émanant de la population des districts de l'Adamaoua méridional. L'Autorité indigène, disait-on, ne nommait pas d'habitants de la région aux postes de chef de district ou de scribe de district. A ce sujet, le Résident a fait observer que trois scribes de district et vingt-six scribes de village, originaires du Territoire sous tutelle, étaient employés dans les districts du Territoire sous tutelle. Il a ajouté que si l'on ne disposait pas d'employés de l'Autorité indigène qui puissent être nommés à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire sous tutelle, les chances d'avancement seraient fort réduites. Ces pétitionnaires semblaient croire qu'ils obtiendraient plus facilement pour leur région des routes, des marchés, des hôpitaux, des écoles et d'autres services s'ils relevaient d'administration locale plus proche que celle de Yola. L'un d'eux a dit que si la région constituait une division, elle pourrait adresser ses nombreuses plaintes contre l'Autorité indigène d'Adamaoua au Parlement fédéral de Lagos, et il a ajouté que si l'on ne créait pas une division distincte, la population préférerait être rattachée au Cameroun sous administration française et s'administrer elle-même.

Après ces entretiens, la Mission a rendu visite au Lamido d'Adamaoua et à l'Autorité indigène pour l'Emirat d'Adamaoua qui se compose du Lamido et de son conseil. Ce dernier comprend le Galadima d'Adamaoua (membre traditionnel), un représentant des chefs de district Foulbé, un représentant des chefs de district Chamba, six conseillers administratifs désignés et six conseillers élus par le Outer Council parmi ses membres. Ainsi qu'il est indiqué ailleurs de façon plus détaillée^{1/}, le Lamido, exprimant aussi l'avis de son conseil, a rappelé que, selon une opinion soutenue depuis longtemps par l'Autorité indigène, les régions du Territoire sous tutelle relevant de sa juridiction faisaient en fait partie de l'Adamaoua et de la région Nord de la Nigeria.

Le 9 novembre, la Mission est partie pour Mubi par la route. Après avoir traversé en bac la rivière de Bénoué, la Mission a pris la route de Mubi qui, sur la plus grande partie du parcours, est située en territoire nigérien. La route passant par Maiha dans le Territoire sous tutelle était, en effet, considérée comme trop mauvaise en cette saison pour permettre une progression rapide. La Mission est arrivée à midi à Mubi où des éléments de différentes tribus

^{1/} Voir annexe IV a).

vivant dans la région s'étaient postés le long de la route pour lui faire un accueil chaleureux et pittoresque.

Au cours du séjour de la Mission, ses membres ont inspecté les institutions et les services, ainsi que l'emplacement de nouveaux travaux qui marquaient l'accélération du progrès politique, économique et social à Mubi et dans le district avoisinant. Au centre communautaire de Mubi, la Mission a inspecté un des cours d'administration locale, organisés par l'Institut d'administration de Zaria (Nigeria du Nord), en vue de l'instruction et de l'orientation des membres des conseils de district. La Mission a entendu une courte allocution prononcée au nom des participants originaires du Territoire sous tutelle, qui se sont déclarés satisfaits de l'Autorité indigène de Yola. Le cours était suivi par dix chefs de district, les scribes de district et vingt membres élus des conseils de district. La Mission a également inspecté un réseau urbain d'approvisionnement en eau qui vient d'être achevé, les travaux de reconstruction d'un marché, y compris un parc pour automobiles, pour lequel la Northern Region Development Corporation a consenti à l'Autorité indigène d'Adamaoua un prêt de 120.000 livres, les travaux de construction d'un nouveau bureau de poste, ainsi que des travaux de conservation du sol et des eaux dont l'exécution se poursuit sur les collines situées derrière la ville. La Mission a visité l'hôpital de Mubi qui compte quarante-huit lits et l'hôpital de la Mission baptiste de Lassa pour le Cameroun, situé juste au-delà de la frontière de la Nigeria, qui compte soixante et un lits, et paraît disposer d'un matériel moderne et fournir des services appréciés par la population. La Mission a également visité à Lassa une école dirigée par la Mission baptiste. Sur les trois écoles normales pour instituteurs de troisième classe, ouvertes aux étudiants du Territoire sous tutelle, la Mission a visité celle de Mubi où résidaient vingt-sept étudiants du Territoire sous tutelle venant d'Adamaoua et de Dikwa et celle de Bassa, dirigée par la Mission catholique où dix des étudiants étaient originaires du Territoire sous tutelle. Enfin la Mission a visité un centre d'éducation pour adultes où trente élèves suivaient la méthode rythmique d'enseignement.

Alors qu'elle se trouvait à Mubi, la Mission a eu l'une de ses discussions politiques les plus importantes avec le Comité consultatif du Cameroun septentrional qui, en sa présence, a adopté une résolution. Par ce texte, présenté

/...

par le Ministre des affaires du Cameroun septentrional et adopté à l'unanimité, le Comité, considérant que le Territoire sous tutelle avait une culture, une tradition, une langue et une administration communes avec la région Nord de la Nigeria, a réaffirmé le voeu de la population du Territoire sous tutelle de rester rattachée à la région du Nord lorsque la Nigeria accèderait à l'indépendance en octobre 1960. Au cours de l'échange de vues qui a suivi, des représentants des régions d'Adamaoua du Territoire sous tutelle, du district de Gwoza de l'Emirat de Dikwa, de la portion Bénoué du Territoire sous tutelle et du plateau de Mambilla, ont appuyé cette vue. Selon eux, aucun plébiscite ou aucune consultation formelle n'était nécessaire; cependant, si le Conseil de tutelle ne partageait pas cet avis, ils ne s'y opposeraient pas pourvu qu'il soit entendu que seuls les hommes adultes seraient admis à voter, car la coutume et la religion avaient écarté les femmes de la vie publique et elles étaient incapables d'exprimer une opinion sur des questions de cet ordre. C'est le temps, ont-ils dit, qui déciderait de la question du suffrage des femmes. En outre, aucun représentant n'a estimé que le Cameroun septentrional devait être réuni au Cameroun méridional. Le mot "Cameroun" leur était étranger, car, avant l'époque de l'occupation allemande, la population faisait partie de l'Emirat du Nord et elle désirait continuer à en faire partie. Si un plébiscite devait avoir lieu simultanément dans le Cameroun septentrional et le Cameroun méridional, les résultats devraient être calculés séparément. Bien qu'aucun représentant ne fut partisan d'une union avec le Cameroun sous administration française, ils estimaient que les parties avoisinantes de ce dernier Territoire qui, à leur avis, avait traditionnellement appartenu à l'Emirat d'Adamaoua, devaient à nouveau lui être rattachées.

Le représentant de Bénoué a déclaré que les chefs et la population étaient unanimes à désirer continuer à être rattachés à la région du Nord. De même, le représentant du Plateau de Mambilla ne croyait pas que la population de cette région désirait sincèrement être réunie au Cameroun méridional. Interrogés sur l'argument avancé par l'United Middle Belt Congress selon lequel il faudrait établir dans le Territoire sous tutelle des Autorités indigènes distinctes, plusieurs membres du Comité consultatif ont protesté en disant que c'était là le point de vue d'étrangers et non l'opinion réelle de la population de la partie septentrionale du Territoire sous tutelle.

A Mubi, la Mission a accordé treize audiences dont quatre à des organisations politiques. Le Ministre du commerce et de l'industrie du Gouvernement régional du Nord, M. Abba Habib, qui réside dans la partie septentrionale du Territoire sous tutelle, menait une délégation du parti gouvernemental (NPC)^{1/}. Ce groupe a exprimé sa gratitude à l'égard de l'Autorité indigène de l'Adamaoua et du Gouvernement régional du Nord pour l'aide apportée au développement des institutions économiques et sociales et des installations destinées à assurer le bien-être de la région. Ses membres désiraient fermement continuer à faire partie de l'Adamaoua, rattaché à la région du Nord. Le groupe a également fait remarquer que tous les partis qui feraient campagne lors des futures élections fédérales désiraient que le Cameroun septentrional devienne de façon permanente partie intégrante de la région du Nord, et que, du point de vue politique, la question ne se posait donc pas dans le Territoire sous tutelle.

L'United Middle Belt Congress (UMBC) était représenté par une délégation de dix personnes conduite par M. Umaru Michika et M. Abubakar Jalingo^{2/}. Ce parti d'opposition désirait que le Cameroun septentrional continue à être rattaché à la région du Nord de la Nigeria; ses représentants ont insisté sur le fait qu'il fallait créer une Autorité indigène distincte pour les cinq districts formant la partie Nord de l'Adamaoua. Ils se sont plaints que ces districts du Territoire sous tutelle étaient devenus de véritables "colonies" de Yola, assujetties aux caprices de quelques familles dirigeantes de l'Adamaoua. Ils se sont plaints également de ce que les Autorités indigènes associées au parti politique au pouvoir avaient utilisé les menaces, l'intimidation et les arrestations illicites pour réprimer les opinions contraires à celles qu'ils désiraient entendre exprimer. Cette question est traitée dans le corps du rapport

^{1/} Voir annexe IV c).

^{2/} Voir annexe IV d).

de la Mission^{1/}. Il est exact que six membres de l'Alliance UMBC/AG avaient été arrêtés au cours des quelques semaines qui avaient précédé la visite de la Mission. Le Résident a informé la Mission que l'un d'entre eux, Umaru Michika, avait été importuné par des petits garçons au cours d'une conférence publique et qu'il les avait à son tour grossièrement invectivés. C'est pour cette raison qu'il avait été condamné à trois mois de prison par l'Alkalin Micika (juge musulman du district) le 1er octobre 1958. Cependant, sur requête du défendeur, le Résident avait revu le dossier et avait ordonné l'ouverture d'un nouveau procès devant le magistrat principal : l'inculpé pourrait ainsi faire entendre des témoins à décharge - ce que, d'après la loi musulmane, il n'avait pu faire devant les tribunaux d'un rang inférieur - et il serait possible d'apprécier la gravité de la provocation dont il avait été l'objet. Une autre personne avait été condamnée à un an de prison par l'Alkalin Micika pour avoir "interprété" en public, au cours d'une réunion régulièrement organisée, le texte d'une publication officielle expliquant le statut du Territoire sous tutelle. Le Résident avait déclaré la condamnation illégale et l'accusé avait été relâché sur l'intervention de l'Administration. Deux autres personnes avaient été accusées de s'être laissé soudoyer et d'avoir proféré des termes injurieux susceptibles de provoquer des perturbations. Le Résident était convaincu que, dans ces cas, les condamnations étaient justifiées. Il enquêtait sur les deux autres cas au sujet desquels une plainte avait été formulée. Il a ajouté que le Lamido lui-même avait manifesté du souci au sujet de certaines de ces condamnations et s'était engagé à rappeler aux membres exécutifs de l'Autorité indigène qu'ils ne devaient jamais intervenir auprès du pouvoir judiciaire. Le Ministre avait également porté la question devant le Conseil plénier de l'Autorité indigène.

Les représentants locaux de l'autre parti d'opposition, le Northern Elements Progressive Union (NEPU) ont approuvé en principe les déclarations faites par l'Alliance UMBC/AG. En outre, ils estimaient, comme les autorités coutumières,

^{1/} Voir par. 148.

que les anciennes parties de l'Adamaoua se trouvant actuellement sous administration française (y compris N'Gaoundéré et Garoua), devaient être de nouveau rattachées à la Nigeria et que l'Accord de tutelle devait prendre fin quand la Nigeria accèderait à l'indépendance.

Un groupe de personnes qui ont déclaré n'appartenir à aucun parti politique organisé désiraient que les districts du Territoire sous tutelle aient une administration locale distincte de celle de l'Autorité indigène de Yola.

La Mission a reçu des étudiants du Cameroun septentrional qui fréquentent l'école normale d'instituteurs, un mémoire où ils protestaient contre le fait que les chefs de district du Territoire sous tutelle étaient choisis parmi des "étrangers" pour administrer les tribus "païennes" de la région du Territoire sous tutelle. Ils proposaient que le Territoire sous tutelle, de Bama à Mayo Daga, constitue une province distincte - qui devrait rester rattachée à la région du Nord de la Nigeria.

Plusieurs personnes se sont présentées à la Mission à titre personnel. Toutes, à une exception près, étaient des membres de la famille de Hamman Yaji ou des représentants de la faction d'Hamman Yaji qui voulaient demander à la Mission d'intervenir auprès des Autorités afin que cette dynastie revienne au pouvoir.

La Mission s'est entretenue avec des représentants des conseils de district de Zummo, de Maiha, de Mubi, d'Uba, de Cubanaoua et de Madagali, districts qui sont tous situés dans la partie septentrionale de l'Adamaoua du Territoire sous tutelle. Les conseils de district sont constitués en vertu d'une loi et composés principalement de membres élus selon un système d'élections directes par les contribuables du district. Tous ces représentants, parlant au nom de leurs conseils, ont fait l'éloge de l'oeuvre accomplie par l'Autorité administrante et l'Autorité indigène en ce qui concerne l'administration de la justice sur le plan local, l'agriculture, les services vétérinaires, la construction des routes, l'hygiène et l'enseignement. Ils ont déclaré qu'ils ne désiraient nullement voir le Cameroun devenir un Etat indépendant ou posséder un statut autre que celui de partie intégrante de la région du Nord de la Nigeria. Certains conseils de district ont mentionné des faits particuliers à leur région, comme l'ancienne domination de Cubanaoua et de Madagali par le tyran Hamman Yaji, et le désir de la population de ces régions de ne pas être gouvernée à l'avenir par les membres de cette famille.

/...

Le Conseil municipal de Mubi est venu saluer la Mission de visite. Mubi, qui compte une population de plus de 10.000 habitants, est la seule agglomération urbaine du Cameroun septentrional considérée assez importante pour avoir un Conseil municipal. Le statut et les fonctions de ce conseil sont analogues à ceux du Conseil de district de Mubi et leur juridiction s'étend à des territoires distincts.

Le 11 novembre, la Mission a quitté Mubi pour Bama et Maiduguri. Elle a fait une partie du chemin sur l'une des meilleures routes que l'on rencontre au Cameroun : une nouvelle grande route de 154 kilomètres, praticable en toute saison, qui relie Uba à Bama. Avant de quitter Adamaoua, la Mission a fait un bref arrêt à Gulak dans le district de Madagali où elle a été reçue par le chef de district, Malam Dahiru, dont la nomination était contestée par la famille de Hamman Yaji et par des membres du conseil de district. Tous ont exprimé l'opinion que le Territoire devait continuer à être rattaché à la Nigeria.

3. Les zones frontalières

Plusieurs personnes ont attiré l'attention de la Mission sur la situation de deux parties du Cameroun septentrional qui touchent à la frontière du Cameroun méridional. Il s'agit, d'une part, des districts de Tigon, de Ndoro et de Kentu, rattachés administrativement à la Province de la Bénoué, et, d'autre part, le plateau de Mambilla, situé dans le secteur sud de l'Adamaoua qui fait partie du Territoire.

Le premier de ces deux cas a été signalé à la Mission par le Premier Ministre et d'autres ministres du Cameroun méridional, qui ont fait valoir que les populations de ces trois petits districts (moins de 13.000 habitants au total, d'après le recensement de 1952), qui sont placées sous l'administration d'une Autorité indigène inférieure qui relève de l'Autorité indigène fédérée de Wukari dans la Province de la Bénoué (région du Nord), appartiennent plutôt à la région de la Savane méridionale, par leur origine ethnique et par inclination. Les ministres croyaient savoir que ces districts avaient été rattachés administrativement au Nord pour une raison de simple convenance administrative, au moment où l'on avait fixé les frontières : il était plus facile ou, pour être plus exact, moins difficile, d'y accéder à partir de Wukari que de Bamenda, qui était

/...

le poste le plus proche au sud. Récemment, la région de la savane méridionale a été reliée à l'extérieur; un poste a été créé à Nkambé, et les ministres croient que les populations en cause préféreraient être rattachées au Cameroun méridional. A Nkambé même, les membres de la Mission ont rencontré un maître d'école qui leur a dit avoir beaucoup voyagé dans ces districts, ou tout au moins dans la partie de ces districts qui touche à la frontière, et qui a affirmé que la plupart des habitants souhaitaient être rattachés au Cameroun méridional.

Mais le point de vue opposé a, lui aussi, été exprimé : à Mubi, dans le nord, la Mission a reçu de Malam Tanko Jusufu, représentant de la région en cause à la Chambre d'Assemblée de la région du Nord, et secrétaire parlementaire du Ministre du commerce et de l'industrie, un mémoire dans lequel il déclarait que le 23 octobre 1958, au cours d'une réunion à laquelle assistaient tous les chefs, les conseillers et une importante fraction de la population, lui-même et ses collègues au Comité consultatif du Cameroun méridional avaient expliqué à l'assistance qu'un plébiscite serait peut-être organisé pour leur permettre de se décider pour ou contre l'intégration à la région du Nord. Selon le mémoire, l'assistance entière s'était écriée d'une seule voix : "Nous resterons dans la région du Nord; pour rien au monde nous ne voulons nous rattacher au Cameroun méridional." Les personnes présentes avaient déclaré qu'elles ne sauraient admettre qu'on leur demande de s'associer aux habitants du Sud, dont les langues, les coutumes et les traditions étaient aux antipodes des leurs.

A la demande de la Mission, l'Administration a préparé une note sur l'histoire administrative de la région; il en ressort que, pendant la période du Mandat, les administrateurs intéressés n'étaient pas entièrement d'accord sur les affinités naturelles des populations et sur la meilleure solution administrative. Le district de Kentu (c'était alors le nom de la région tout entière) a été transféré en 1926 de la province du Cameroun, au Sud, à la division de Gashaka (province de l'Adamaoua) au Nord, après, notamment, que le Résident par intérim de la province du Cameroun eut exprimé l'opinion que ce district ne pouvait être administré de façon satisfaisante à partir de Bamenda, que les tribus y avaient une mentalité très différente de celles de Bamenda et avaient déjà subi profondément l'influence des peuples islamiques. Cependant, un de ses successeurs

fit valoir - en vain - que l'une des tribus au moins, les Mbembé, relevait régulièrement de Bamenda. En 1937, une autre réforme a été apportée : le district restait dans la région du Nord, mais il était transféré de l'Adamaoua à la province de la Bénoué pour des raisons pratiques d'ordre administratif et du fait "des affinités naturelles et ethniques" entre Kentu et les populations voisines, les Jukun de Wukari.

On a fait remarquer à la Mission que les "raisons pratiques d'ordre administratif" valables il y a vingt ou trente ans ne le sont plus nécessairement aujourd'hui. D'une part, il y a maintenant le centre administratif de Nkambé, relativement proche de la région Mbembé, et on projette la construction, dans le cadre du développement communautaire, d'une route allant de Nkambé à un point sur la rivière Donga, de l'autre côté d'Abong (district de Tigon). D'autre part, le Gouvernement de la région du Nord a presque terminé la construction d'une route praticable en toute saison de Donga à Abong qui a ouvert cette partie du Territoire en lui fournissant d'excellents moyens de communication avec le reste de la division de Wukari. Le Gouvernement fédéral a voté les crédits nécessaires à la construction d'une grande route traversant le district de Kentu et pénétrant dans la division de Nkambé. Une fois construite, cette route fournira des moyens d'accès faciles, tant vers le nord que vers le sud.

A certains égards, la situation dans le district de Mambilla est différente. Comme il fait partie de la province de l'Adamaoua, la population est administrée par l'autorité de Yola, qui est en grande partie Foulbé, bien que dans l'ensemble cette population n'appartienne pas à une des peuplades islamiques dirigeantes. A Nkambé, un des chefs de village a présenté à la Mission une pétition signée de lui-même et de deux autres personnes (il affirmait être le porte-parole de vingt villages), demandant le rattachement au Cameroun méridional. Il a fait valoir qu'il n'y avait aucun lien entre eux et ceux qui les administraient et que toute l'autorité locale était entre les mains des chefs de district nommés à Yola et dont les trois derniers avaient été de mauvais administrateurs. Les pétitionnaires ont affirmé que le chef de district actuel était le pire de tous : "il ne se déplace pas à pied, nous lui servons de chevaux. Chaque fois qu'il part en tournée, il faut que nous le portions. Un cheval ne pourrait même pas le porter, mais cependant nous sommes forcés de lui servir de porteurs."

/...

Toutefois, les autorités de la région du Nord ont adressé à la Mission une communication dans laquelle elles défendaient l'Administration contre les critiques particulières formulées par les chefs de village, et affirmaient que le chef de district actuel avait une haute réputation d'intégrité, de sincérité et d'impartialité; s'il était vrai qu'il se faisait parfois porter en litière au cours de ses tournées, il payait les porteurs. Les autorités ont également fait valoir que deux des chefs de village qui avaient signé la pétition résidaient à la limite du district de Bamenda et que leurs administrés avaient sans doute des affinités plus étroites avec Bamenda qu'avec Yola.

La Mission a exprimé l'avis, dans le corps de son rapport^{1/}, que ces deux questions devront être étudiées plus à fond par l'Autorité administrante.

4. La Division de Dikwa

A la limite provinciale d'Adamaoua-Bornou, le Résident de la province de Bornou, M. T.E. Letchworth, l'Emir de Dikwa, Umar Ibn Ibrahim el Kanemi, et l'administrateur de la division de Dikwa, M. J.M. Gibb, se sont joints à la Mission.

La division de Dikwa comprend sept districts : Bama, Gajibo/Gumso, Gulumba, Gwoza, Ngala, Rami-Kala, Balge et Woloje. La population s'élève à environ 300.000 habitants et le district le plus important est celui de Gwoza (80.000 habitants environ). Près d'un tiers des habitants sont des Kanouri; les Arabes Shuwa représentent un sixième de la population, et le reste se compose de Foulbé, de Haoussas et d'autres tribus du nord.

A Gwoza, la Mission a inspecté une partie du projet pilote de réinstallation entrepris en 1952, au moment où l'on s'attendait à un exode des peuplades montagnardes païennes, dont la population augmente régulièrement depuis un certain nombre d'années, et qui abandonnent les collines surpeuplées. Le projet a pour but de diriger le mouvement de la population vers des régions agricoles qui leur sont réservées au sud-ouest de la ville de Gwoza, de veiller à l'application de saines pratiques agricoles et d'augmenter la production de denrées alimentaires pour la consommation locale et pour l'exportation. On envisage d'entreprendre l'exécution

^{1/} Voir par. 165.

d'un projet analogue dont le site, à l'est des collines de Gwoza, dominerait la plaine de Sumbulim et le Cameroun sous administration française. Ces deux projets et le développement général de la région permettent d'espérer que le décret plaçant la plus grande partie du district sous le régime de l'"Unsettled Districts Ordinance" pourra être révoqué et que Gwoza, devenu un district en plein essor, prendra sa place normale dans l'Emirat.

A Gwoza, la Mission a visité l'hôpital de la Sudan United Mission, sous la conduite du médecin-chef et de son personnel. De nouvelles salles venaient d'être terminées, et l'hôpital compte maintenant trente-deux lits. Pour terminer ce court séjour à Gwoza, la Mission a rencontré le conseil de district et reçu un groupe de jeunes gens qui s'intéressent à l'évolution de la région. Les membres du Conseil ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de la situation dans le district et que leur unique souhait était de continuer à faire partie de la région du Nord de la Nigeria. Les jeunes gens se sont également déclarés satisfaits de l'Autorité indigène de Dikwa qui, ont-ils dit, les administre de façon démocratique. A leur avis, Gwoza doit continuer de faire partie de la division de Dikwa qui, elle-même, ne doit pas être détachée de la région du Nord de la Nigeria. Mais ils se sont plaints que, dans ce district où les païens sont nombreux, le chef de district est généralement choisi parmi les Foulbé dont la mentalité diffère, selon eux, de celle de la population locale. Il importe d'autant plus que le chef de district soit un païen originaire de Gwoza que le pays progresse maintenant vers l'autonomie. Ils ont également demandé que l'on construise de nouvelles routes pour faciliter la pénétration du progrès dans les régions montagneuses habitées par les peuplades païennes.

Le 12 novembre, après avoir passé la nuit à Maiduguri, la Mission s'est rendue à Bama, siège de l'Autorité indigène et de l'administration de la division. L'Autorité indigène est exercée par l'Emir de Dikwa siégeant en Conseil. A la suite de réformes récentes, le Conseil se compose maintenant des chefs de district de Bama et de Gwoza, du secrétaire du gouvernement local, de l'assistant vétérinaire en chef, du directeur des écoles de l'Autorité indigène, du directeur du dispensaire, d'un conseiller juridique et d'un conseiller administratif. M. Abba Habib, ministre du commerce et de l'industrie, est également membre du Conseil.

Les membres du Conseil ont fait remarquer à la Mission qu'avant l'administration allemande, Dikwa faisait partie du Bornou, et l'Emir de Dikwa pouvait être nommé Chehou de Bornou, c'est-à-dire devenir la plus haute autorité traditionnelle dans cet Emirats nigérien. Il était donc naturel que Dikwa souhaite continuer de faire partie intégrante du Bornou et par là même être associé à la région du Nord de la Nigeria. Les membres du Conseil ont estimé qu'il n'était pas nécessaire de consulter à nouveau les populations quant à leur avenir, étant donné que leurs aspirations ne pouvaient être plus clairement exprimées qu'elles ne l'avaient été déjà par leurs représentants traditionnels et élus. La Mission a également rencontré les membres du "Outer Council", organe plus largement représentatif qui joue un rôle consultatif auprès de l'Autorité indigène, et qui siège sous la présidence d'un membre de cette dernière. Le Conseil se compose de huit chefs de district, de vingt-six membres des conseils de district, de deux membres du Conseil municipal de Bama et de six membres nommés par l'Autorité indigène pour représenter des intérêts particuliers. Les membres du Outer Council ont fait savoir à la Mission que les populations qu'ils représentaient désiraient continuer à faire partie de la Nigeria.

Le Conseil, tout en louant l'œuvre accomplie par l'Administration, a souligné qu'il restait encore beaucoup à faire, surtout en ce qui concerne les communications et l'approvisionnement en eau (en particulier, dans ce dernier cas, pour le bétail). Au sujet de l'approvisionnement en eau, la Mission a appris que vingt "tapkis", ou réservoirs de surface, ont été creusés dans la région, principalement dans le but de fournir de l'eau au bétail. Les ingénieurs de la province ont informé la Mission que les "tapkis", qui reviennent à environ 10.000 livres chacun, constituent une solution heureuse pour la région, où la pluie ne tombe que pendant quatre mois de l'année.

La section de Dikwa du NPC a réaffirmé devant la Mission l'opinion déjà exprimée par ce parti, à savoir que le Cameroun septentrional doit continuer à faire partie de la région du Nord de la Nigeria. La Mission a noté avec intérêt que la délégation comprenait une femme, représentant la section féminine du parti. Sa présence a amené la Mission à parler du vote des femmes (qui n'existe pas encore dans le nord); on lui a répondu que le parti n'estime pas le moment venu d'accorder ce droit aux femmes.

Au cours de son séjour à Bama, la Mission a reçu un mémoire présenté au nom des représentants de la population du Cameroun septentrional aux Assemblées nigériennes : il s'agit d'une déclaration confirmant le désir des électeurs de voir incorporer définitivement la partie nord du territoire à la Nigeria du Nord^{1/}. La Mission a également visité les écoles primaires élémentaires et supérieures et le centre médical de Bama.

4. Kaduna

Le lendemain, 13 novembre, la Mission s'est rendue par avion à Kaduna, capitale de la région du Nord, et centre administratif du Territoire sous tutelle, où elle s'est entretenue avec le Gouverneur, Sir Gawain Bell, le Premier Ministre, M. Alhaji Ahmadu, le Sardauna de Sokoto, et quatre autres personnalités importantes, qui sont ministres sans portefeuille : le Sultan de Sokoto, l'Emir de Kano, l'Emir de Katsina et l'Aku de Wukari. Elle a rencontré le Premier Ministre entouré d'autres membres de son gouvernement, et entendu la déclaration qu'il a faite au sujet du Cameroun septentrional, dont il est question dans une autre partie du présent rapport^{2/}.

A Kaduna, la Mission a également rencontré trois des dix étudiants qui ont formé une association des étudiants camerounais à l'annexe de Zaria du Collège nigérien d'arts, de sciences et de technologie. Ces étudiants étaient originaires du Cameroun méridional, et leur point de vue était dans l'ensemble identique à celui qu'avaient exprimé des groupes d'étudiants à Ibadan et à Enugu.

Le 14 novembre, la Mission s'est rendue par avion de Kaduna à Yaoundé, au Cameroun sous administration française, point de départ de sa tournée dans ce Territoire.

^{1/} Voir Annexe IV b).

^{2/} Voir Annexe IV c).

ANNEXE II

DECLARATIONS DE POLITIQUE GENERALE FAITES PAR LES PARTIS
ET GROUPES DU CAMEROUN MERIDIONAL

a) Extraits d'un mémorandum de l'Alliance KNC/KPP, en date du 31 octobre 1958^{1/}

Nous sommes reconnaissants au Conseil de tutelle de nous avoir concédé, à nous les habitants du Cameroun britannique, le droit de prendre la décision définitive sur la question de l'avenir politique de notre Territoire. Nous vous assurons que nous sommes profondément conscients de l'importance des problèmes posés devant nous.

Récemment, le Gouvernement britannique a présenté au Conseil de tutelle des Nations Unies un mémorandum le priant instamment d'examiner une demande d'abrogation de l'Accord de tutelle au cas où le Territoire choisirait en 1960 de se rattacher à une Fédération nigérienne indépendante ou, dans le cas contraire, d'élaborer des propositions prévoyant l'administration du Territoire séparé de la Nigeria.

Tout en accueillant avec faveur les mesures prises par le Gouvernement britannique, il convient de faire ressortir que le Gouvernement du Cameroun méridional a déjà pris des mesures sur le plan législatif; en effet, la question de l'abrogation de l'Accord de tutelle a fait l'objet d'un débat officiel à la Chambre d'Assemblée à l'occasion d'une motion sur l'autonomie régionale présentée conjointement par le Kamerun National Congress et le Kamerun Peoples' Party, et adoptée au début de cette année par la Chambre d'Assemblée à la majorité des voix. Le présent mémorandum a pour but de réaffirmer la position prise par le gouvernement lorsqu'il a présenté la motion et, en outre, de réitérer les arguments sur lesquels se fondait cette décision.

Une des plus graves imperfections du Mandat donné en 1919 par la Société des Nations à la Grande-Bretagne et à la France résidait dans le fait que cet instrument n'imposait pas aux deux Autorités administrantes entre lesquelles le protectorat du Cameroun était partagé la réunification obligatoire du Cameroun allemand. A chaque Autorité administrante était expressément confiée la mission de favoriser, d'une

^{1/} Note de la Mission : Le Kamerun National Congress (KNC) et le Kamerun Peoples' Party (KPP) étaient les partis politiques représentés au gouvernement à l'époque.

façon unilatérale, les intérêts de sa propre sphère d'influence et d'aider de son mieux les populations autochtones à parvenir à l'autonomie ou à l'indépendance.

Cet arrangement bilatéral a eu pour résultat l'accentuation des différences sociales et des préjugés sociaux entre les tribus résidant à l'est et à l'ouest de la ligne de partage, ainsi que l'apparition, dans les conceptions culturelles et politiques des deux secteurs, de contrastes marqués qui correspondaient aux divergences bien connues qui caractérisent les systèmes culturels et politiques des deux métropoles. Au Cameroun britannique, la liberté d'expression règne dans le Territoire tout entier, et les partis politiques qui y fonctionnent sont libres d'expliquer sans aucune entrave leurs idéologies aux masses de notre peuple, tandis qu'une telle situation n'existe pas au Cameroun français. L'"unité" coloniale du Cameroun, telle qu'elle existait sous le régime allemand, a été affaiblie par le partage forcé du Territoire en deux entités politiques distinctes et, avec le temps, ce partage a nécessairement pris un regrettable caractère de permanence.

Etant donné les facteurs qui viennent d'être exposés, il est bien évident que, même si la Grande-Bretagne et la France devaient aujourd'hui décider de réunifier le Cameroun avant de transmettre le pouvoir à la population, les incompatibilités organiques que présentent les systèmes culturels et politiques des deux secteurs provoqueraient des éruptions d'une telle violence que l'acte même de l'union en deviendrait probablement stérile et que le progrès, qui se poursuit actuellement à un rythme heureusement accéléré, s'en trouverait arrêté. Un mariage politique et culturel entre le Cameroun britannique et le Cameroun français aurait pu devenir réalisable s'il y avait eu entre les populations des deux secteurs des contacts libres et continus qui auraient pu entraîner au cours des années une assimilation mutuelle et progressive. Or ni les Mandats de 1919 ni les Accords de tutelle de 1946 ne permettaient une telle évolution, qui a été d'ailleurs nettement dépassée par le développement politique qui s'est produit de chaque côté.

Voici d'autres faits qui font ressortir les différences marquées qui se sont créées entre le Cameroun britannique et le Cameroun français, faits qui prouvent la futilité absolue des espoirs de ceux qui pensent que le Cameroun britannique aurait avantage à faire partie d'une incertaine fédération camerounaise française plutôt que de poursuivre son évolution ordonnée et assurée comme Etat autonome au sein de la Fédération nigérienne :

/...

Depuis la promulgation du Mandat et de l'Accord de tutelle au Cameroun français, la France s'est toujours refusée à encourager la formation de partis politiques véritables, ce qui a entraîné cette situation ridicule d'un gouvernement parlementaire qui dépend de blocs tribaux et non de partis politiques véritables, comme nous les connaissons sous le régime de tutelle britannique. Dans l'Assemblée législative du Cameroun français, sont représentés quatre blocs tribaux de ce genre : les Haussa et les Foulbé du nord, les paysans de l'ouest, la population de Yaoundé au centre, etc., et enfin les populations de Douala, d'Edea, etc., des régions côtières. Le bloc septentrional est connu sous le nom de Groupe d'union camerounaise, le bloc central sous le nom de Groupe des démocrates camerounais, le bloc occidental porte le nom de Groupe des paysans indépendants et le bloc côtier celui de Groupe d'action nationale du Cameroun.

Il ressort de cette brève analyse que l'élément dominant dans le régime gouvernemental du Cameroun français est le système tribal, tandis qu'au Cameroun britannique une vraie politique de partis a jeté les bases d'un solide gouvernement parlementaire sur le modèle de celui de Westminster.

L'Alliance KNC/KPP reconnaît qu'un certain nombre de clans se sont trouvés divisés, le long de la frontière, par le Mandat de la Société des Nations de 1919 et par l'Accord de tutelle de 1946, et que les familles de ces clans souhaitent sans doute être réunies avec leurs proches, soit au sein du Cameroun britannique, soit dans le secteur français. Ce problème exige beaucoup de doigté et de compréhension et l'Alliance KNC/KPP se déclare prête à fournir tout son concours pour aider à mettre au point la meilleure solution.

Le Conseil de tutelle se souviendra que le KNC s'est constamment fait le champion de la cause de la réunification de l'ensemble du Territoire sous tutelle du Cameroun en une unité sociale, culturelle, économique et politique de caractère composite, comme l'était le Territoire avant la première guerre mondiale. (Voir notre mémorandum présenté à la troisième Mission de visite des Nations Unies à Buea, le 6 novembre 1955.) Bien que nous défendions toujours ce point de vue, les événements nouveaux et les circonstances nouvelles nous ont dépassés et ont enlevé à la question de l'unification le caractère d'urgence prioritaire que nous lui avions attribué auparavant.

/...

Etant donné l'absorption du Cameroun septentrional dans la Nigeria septentrionale et l'assimilation du Cameroun français dans l'Union française, il ne semble plus vraisemblable maintenant que le Cameroun puisse jamais revenir à son statut d'avant 1914.

Un point capital à ne pas oublier est le fait que l'association étroite du Cameroun français à la France a entraîné le développement considérable de divers éléments importants dans la vie sociale de la population. Au Cameroun français, on observe un développement économique indéniable dû à la participation directe des 13.000 ressortissants français qui y sont domiciliés. Ces 13.000 ressortissants français ont tous leurs intérêts au Cameroun français et, pour cette raison, ils ont demandé et obtenu une représentation à la Chambre d'Assemblée de Yaoundé - chose inconnue dans le secteur britannique du Cameroun.

Il faut ajouter que grâce au statut de ces ressortissants français, les habitants du Cameroun français ont acquis des moyens de sécurité économique plus considérables que ce n'est le cas au Cameroun britannique et que ce fait rend les liens entre le Territoire et la France à peu près indissolubles...

Comme nous l'avons déjà fait ressortir dans le présent mémorandum, l'unification des deux Territoires sous tutelle donnerait lieu à de grandes complications en raison des différences qui existent entre leurs formes d'administration et leurs systèmes économiques. Il faudra tenir compte notamment, à cet égard, des difficultés que l'on aurait à fondre deux formes d'administration locale, deux systèmes juridiques, deux systèmes d'enseignement, et surtout à mettre en harmonie la culture britannique et la culture française.

Nous ne sommes pas disposés à renoncer aux avantages que nous avons reçus du Gouvernement britannique et, de leur côté, les Camerounais français ne seront pas disposés à rompre leurs liens avec l'Union française.

Le gros de la population autochtone du Cameroun se trouve dans le secteur français. Ce dernier compte plus de 3 millions d'habitants, alors que le Cameroun du Sud n'en compte que 3/4 de million. Il en résulte que c'est de l'autre côté de la frontière que se trouvent les plus forts enjeux. En d'autres termes, le choix aura tendance à pencher du côté de ceux dont le secteur contient la population la plus nombreuse.

Nous avons étudié le problème de l'unification de très près et avec grande attention, et les arguments que nous avons déjà donnés viennent à l'appui de la décision que nous avons prise. Nos vues sur l'unification se sont donc modifiées en raison des circonstances de l'époque; notre attitude actuelle a été exposée sous forme résumée dans une déclaration de politique générale que l'Honorable E.M.L. Endeley, O.B.E., M.H.A., Premier Ministre du Cameroun méridional, a faite au cours d'un banquet officiel à Buea, le 29 mai 1958, à l'occasion de l'introduction du système ministériel de gouvernement au Cameroun méridional; il a dit : "Mon Gouvernement, ayant avant tout en vue le progrès politique et le bien-être économique et social du Cameroun méridional, est persuadé que, loin de constituer une question prioritaire, l'unification ne doit se réaliser que par un processus d'évolution, c'est-à-dire qu'elle ne doit se réaliser que lorsqu'un Cameroun français indépendant hors de l'Union française et une Fédération nigérienne indépendante dont le Cameroun méridional fera partie seront à même d'examiner en toute liberté les possibilités d'union dans le cadre du mouvement tendant à la création des Etats-Unis d'Afrique occidentale."

Depuis 1953, il y a eu trois fois des élections générales au Cameroun méridional. De nouvelles élections générales doivent avoir lieu au début de l'année prochaine et des élections fédérales viendront ensuite. Les élections, en dehors de toutes autres considérations, coûtent cher et obligent à soustraire du personnel à ses occupations habituelles. La Mission de visite se souviendra que le Secrétaire d'Etat aux colonies de Sa Majesté a déclaré à la Conférence sur la constitution nigérienne, à Londres, en 1953, que le détachement du Cameroun méridional de la Région de l'Est de la Nigeria dépendait de l'issue des élections générales qui se préparaient à l'époque dans le Territoire. Puisque les conditions actuellement existantes sont essentiellement semblables, nous insistons pour que l'opinion soit consultée de la même façon et, si notre parti gagne la majorité des sièges à la Chambre d'Assemblée, on pourrait alors considérer comme acquis que la politique de notre parti est approuvée pleinement par la majorité de la population.

Toutefois, si l'on décidait finalement l'organisation d'un plébiscite, comme l'Autorité administrante britannique le recommande, nous proposerions, pour les

raisons indiquées ci-dessus, que le référendum soit aussi simple que possible et qu'il soit organisé avec un minimum de dépenses et en entraînant le moins possible de gêne pour les masses illettrées de notre population. En outre, nous demandons que des précautions soient prises pour empêcher que des saboteurs venant du secteur français ne s'infiltrerent dans notre secteur pour chercher à faire pencher la balance en faveur des partisans de l'unification.

Enfin, il est à peine besoin de souligner que le Cameroun méridional est l'une des régions sous-développée de la côte occidentale de l'Afrique et que le Territoire a besoin d'une importante aide financière extérieure pour ne pas se laisser distancer par ses voisins dans tous les domaines d'activité. La Mission se souviendra que nous avons insisté particulièrement et à maintes reprises lors de chaque visite des représentants du Conseil de tutelle sur cette situation peu enviable, mais nous n'avons pas été entendus. A ce sujet, nous nous voyons obligés d'attirer l'attention de la Mission de visite sur les conclusions et recommandations de la Mission organisée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui s'est rendue dans la Nigeria et au Cameroun méridional en 1953. Nous nous permettons donc d'adresser un appel au Conseil de tutelle en le priant d'examiner la situation avec attention et compréhension et d'envisager de demander à l'organe compétent des Nations Unies de nous accorder l'aide financière dont nous avons grand besoin.

(Signé) E.M.L. Endeley (KNC)
N.N. Mbile (KPP)

b) Extraits d'un mémorandum du Kamerun National Democratic Party (KNDP),
en date du 2 novembre 1958

Le Kamerun National Democratic Party (KNDP) attache la plus grande importance au séjour au Cameroun de la quatrième Mission de visite des Nations Unies, parce que son rapport influera sur des décisions capitales qui détermineront pour toujours la vie politique de la population. Nous considérons que la tâche la plus importante de la Commission est de faire des recommandations à l'Organisation des Nations Unies sur la méthode que la population du Cameroun doit adopter pour décider de son avenir politique par rapport à la Nigeria. La deuxième raison, qui découle de la première, a trait à nos rapports avec le Cameroun septentrional

/...

et le Cameroun sous administration française. Nous considérons comme très important d'indiquer la méthode que nous voudrions suivre pour déterminer notre avenir et, tout en laissant la Mission libre de prendre sa décision, nous estimons que ce doit être celle qui libérera le Cameroun de ses liens avec la Fédération nigérienne.

Sécession : a) Le KNDP est absolument certain que la population du Cameroun sous administration britannique veut la sécession de la Fédération nigérienne. Si nos frères du secteur septentrional ont gardé le silence sur la question de la sécession de la Fédération nigérienne et de l'union avec nous, ce n'est pas parce qu'ils ne voudraient pas être réunis avec nous ou parce qu'ils seraient plus proches des habitants de la Nigeria septentrionale que de nous, mais uniquement parce qu'ils n'ont pas de vrais représentants, en raison aussi du fait que le degré d'instruction est très bas chez eux. Ils ne se rendent donc pas compte de ce qui leur arrive. Pour ces raisons, nous ne parlerons pas beaucoup d'eux, mais nous aimerions que la Mission comprenne qu'il est nécessaire de les éclairer en ce qui concerne les changements politiques actuels et de leur donner le temps de se rendre compte de la grave situation qui les attendrait s'ils se laissaient entraîner dans une Fédération nigérienne indépendante. Nous regrettons donc de devoir limiter nos recommandations avant tout au Cameroun méridional et nous borner à encourager nos frères du Nord à lutter séparément pour leur propre salut.

b) Ainsi que la Mission le constatera pendant tout son voyage à travers le Cameroun méridional, le mouvement de sécession émane des masses; il a déterminé la position résolue que le KNDP a maintenant prise. Ce n'est pas l'inverse qui s'est produit, comme l'ont prétendu les quelques partisans de l'intégration qui ont affirmé que c'était le KNDP qui influençait l'opinion publique en ce sens. Le mouvement de sécession n'a pas pour motifs des griefs provoqués par les mauvais traitements infligés par la Nigeria, mais son seul but est de maintenir l'identité nationale. Il ne peut donc être question de concessions, que ce soit de la part de l'Autorité administrante ou de la part des Nigériens. C'est parce que les masses de nos populations veulent quitter la Fédération nigérienne et cherchent le moyen de créer une nation camerounaise que nous avons décidé de

respecter leurs vœux et que nous demandons à la Mission de se persuader qu'il n'y a pas d'autre solution. Le KNC, qui est le parti dominant depuis 1954, a dû sa popularité au fait qu'il préconisait une politique de sécession et de réunification, qu'il a maintenant abandonnée sans cérémonie. Sa nouvelle politique d'intégration, que les dirigeants du parti cherchent à dissimuler sous la formule d'"Association avec la Fédération nigérienne", a été fort mal accueillie par les chefs du Cameroun méridional. Cette nouvelle doctrine est de date très récente et l'on ne peut admettre qu'elle soit appuyée par un nombre tant soit peu considérable de personnes.

Réunification : a) La réunification découle nécessairement de la sécession. En conséquence, pour le moment, alors que nous faisons encore partie de la Fédération nigérienne, il convient de faire de la sécession la première étape vers la réunification.

b) La réunification est une question dont le règlement dépend de la population des secteurs du Cameroun dont les habitants, agissant librement et en connaissance de cause, désirent s'unir. La réunification ne peut être imposée. Il est demandé aux deux Autorités administrantes et à l'Organisation des Nations Unies d'en prendre note et de coopérer pour en assurer la réalisation en temps voulu. L'existence du désir de réunification est attestée par le changement spectaculaire de gouvernement survenu au Cameroun sous administration française et l'avancement rapide du Territoire vers l'indépendance. La Chambre d'Assemblée de ce secteur a déjà sanctionné les aspirations de la population à la réunification. C'est maintenant au Cameroun méridional et au Cameroun septentrional de se prononcer. Si le KNDP prend le pouvoir à la suite des élections générales qui doivent se tenir au début de janvier 1959, une motion sera adoptée pour confirmer que la population de ce secteur est elle aussi pour la réunification. Lorsque les deux gouvernements se seront prononcés en faveur de cette mesure, il incombera aux deux Autorités administrantes et à l'Organisation des Nations Unies de nous prêter leur concours. Si la question de la réunification est posée entre deux Etats autonomes, nous ne voyons aucun obstacle sur notre chemin.

c) Type de gouvernement : Le KNDP estime qu'un système fédéral conviendrait très bien pour un Kamerun unifié. Cette question devra être examinée en commun par les gouvernements des sections du Kamerun.

/...

COMMENT DETERMINER LES ASPIRATIONS DE LA POPULATION QUANT A LA SECESSION OU
L'INTEGRATION

La Mission de visite des Nations Unies est chargée de faire des recommandations sur la méthode à adopter pour déterminer les aspirations de la population quant à ses futurs rapports avec la Fédération nigérienne. Nous proposons les modalités ci-après comme les plus appropriées dans certaines circonstances :

- A) Plébiscite. Un plébiscite est nécessaire lorsque la Mission estime qu'il n'y a pas de preuve suffisante indiquant que la population est en faveur de la sécession ou de l'intégration. A notre avis, si la population comprend effectivement les questions en jeu, la Mission a le droit de prendre une décision en faveur de l'opinion qui lui semble être celle de la majorité.
- B) Question des élections. Lorsque la population a été suffisamment éclairée sur les questions en jeu dans des élections générales contestées, on peut estimer que les résultats de ces élections traduisent les aspirations de la population, à condition qu'il y ait une forte majorité en faveur de l'une ou de l'autre question et à condition que les élections générales se soient déroulées d'une manière juste et équitable et qu'elles aient été exemptes de fraude. S'il en est ainsi, un plébiscite organisé à la suite des élections ne présenterait aucune utilité.
- C) L'opinion publique et les résultats des élections générales. Lorsque la Mission est convaincue qu'une majorité écrasante de l'opinion publique est en faveur d'une des solutions et que cette conviction est confirmée par les résultats des élections générales, nous considérons qu'il est juste que la Mission formule ses conclusions en conséquence.

Tout en espérant que la section septentrionale votera en faveur de la sécession, nous tenons à insister pour que l'on juge séparément le résultat de tout plébiscite. En effet, les deux sections du Cameroun sous administration britannique présentent de fortes différences dans leur degré d'évolution politique. Le résultat d'un plébiscite au Cameroun méridional signifierait simplement que la population désire la sécession en vue de réaliser la réunification. Un résultat analogue dans le secteur septentrional signifierait une foule d'autres choses.

/...

Il signifierait par exemple que la population désire se retirer de la Chambre d'Assemblée de la région du Nord ou qu'elle désire s'unir au Cameroun méridional pour former un Etat au sein d'un Kamerun unifié. En conséquence, il y a plus de problèmes à résoudre au Cameroun septentrional qu'au Cameroun méridional et nous ne voudrions pas voir amoindrir nos chances d'obtenir la sécession et la réunification en mettant ensemble les deux sections, comme si elles n'en constituaient qu'une seule. En outre, nous tenons à faire ressortir que, dans l'éventualité d'un plébiscite, il faudrait que la population y soit préparée, village par village, pendant toute l'année 1959 et une partie de l'année 1960 et que les questions en jeu soient expliquées en détail. L'Organisation des Nations Unies ne l'ignore pas, mais nous voulons ajouter que nous ferons campagne dans le Nord en faveur de la sécession et de l'unification avec nous ou d'une autre solution, selon le choix des intéressés.

LES PROCHAINES ELECTIONS GENERALES

Nous tenons à ce que la Mission de visite des Nations Unies sache bien que le KNDP entreprendra de mettre en oeuvre la sécession de la Fédération nigérienne s'il parvient au pouvoir à la suite des prochaines élections générales. Nous avons expliqué cette position à la délégation britannique et aux délégations nigériennes lors de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria qui s'est tenue à Londres du 29 septembre au 26 octobre 1958. La Mission tiendra compte de ce fait en considérant que la Nigeria se préparera aussi à accéder à l'indépendance en 1960; donc, si nous devons opérer la sécession, il faut que nous le fassions avant que le Gouvernement du Royaume-Uni transmette le pouvoir à la Fédération nigérienne.

Développement. Nous voulons rappeler que la précédente Mission de visite des Nations Unies avait reçu des pétitions sollicitant de l'Organisation des Nations Unies une aide financière et technique directe pour la construction des routes qui doivent relier les sections de la Benoué et de l'Adamaoua au Cameroun septentrional. Cette impossibilité de joindre nos frères a pu faire naître l'opinion qu'ils constituent une tribu différente et qu'ils veulent continuer à faire partie de la Nigeria septentrionale. En outre, les importations du Cameroun méridional viennent surtout de la Nigeria parce qu'il n'y a pas de route praticable

/...

en toute saison qui relie le Territoire avec nos petits ports de Victoria. Nous espérons donc vivement que l'Organisation des Nations Unies fera figurer le Cameroun, dans son programme de 1959, parmi les régions du monde qui ont besoin d'une aide financière et technique.

En terminant, nous tenons à déclarer que nous avons laissé de côté d'autres problèmes qui se posent dans ce Territoire, parce que nous voulons voir donner la priorité à la question de savoir comment se décidera le sort du Kamerun en tant que nation à cette étape cruciale de son histoire politique. Considérant l'année 1959 comme une année de transition, nous demandons que l'Autorité administrante étudie toutes les questions qui touchent aux relations actuelles entre la Nigeria et le Cameroun méridional, du point de vue financier, administratif ou de tout autre point de vue, et qu'elle fasse des recommandations sur la manière dont ces divers services pourront être séparés sans difficulté lorsque le moment en sera venu.

(Signé) J.N. Foncha
(Président national)

c) Extraits d'un mémorandum du Président de la Conférence des chefs du Cameroun méridional, en date du 10 octobre 1958

On se souviendra que les appels réitérés de la population du Cameroun méridional ont toujours eu pour objet le progrès dans les domaines économique, social et politique et dans celui de l'enseignement; cependant, cette fois-ci, la question qui constitue notre préoccupation de tous les instants, c'est-à-dire la question de "NOS FUTURS RAPPORTS AVEC UNE NIGERIA INDEPENDANTE", a été rendue compliquée, inquiétante et ruineuse, non par l'Organisation des Nations Unies, non par l'Autorité administrante, non même par les Nigériens eux-mêmes, mais par quelques bénéficiaires camerounais. Au stade actuel de l'évolution, la population de ce Territoire réclame instamment et sans relâche la sécession de la Fédération nigérienne, afin de pouvoir se consacrer à un travail plus acharné visant à l'autonomie et l'indépendance en dehors de la Fédération nigérienne, en tant que membre direct du Commonwealth britannique. A ce sujet, il faut déclarer que la demande de M. Endeley, qui réclame l'association administrative et politique de ce Territoire à la Fédération nigérienne ne correspond en aucune façon aux

/...

aspirations des masses populaires de ce Territoire. Un plébiscite sera le seul moyen permettant de déterminer d'une façon sûre les libres aspirations de la population quant à son avenir.

Le Gouvernement du KNC a entièrement perdu la confiance de la population du Territoire à cause de sa politique changeante et décevante; il ne peut donc pas prétendre parler au nom du Cameroun méridional. Ce gouvernement est arrivé au pouvoir parce qu'il préconisait la sécession au cas où la Nigeria deviendrait indépendante. Ultérieurement, M. Endeley, chef de ce parti fort peu populaire, a abandonné la "sécession" en faveur de l'"intégration" et de l'"association". Le Territoire n'est nullement disposé à tolérer ce gouvernement inconstant et presque dictatorial. Il n'est pas davantage disposé à accéder à l'indépendance au sein de la Fédération nigérienne. Dans ces conditions, il faut noter que la demande de M. Endeley tendant à ce qu'il soit mis fin à l'Accord de tutelle n'est pas conforme au désir de la population du Territoire. Cette demande a été faite uniquement dans l'intérêt de quelques bénéficiaires en nombre négligeable, parmi lesquels M. Endeley lui-même.

Le Fon de Bafut,
Président de la
Conférence des chefs
du Cameroun méridional,

(Signé) Achirimbi II

- d) Extraits d'un mémorandum, en date du 29 octobre 1958, de M. J.I. Kamsi, présenté au nom du parti One Kamerun (Original : Français).

.....

Sur le plan de l'indépendance nationale kamerunaise

Le peuple kamerunais des deux zones et de toutes les classes sociales ont opté pour l'unité et l'indépendance du Pays.

a) Trois Mouvements Nationalistes pionniers des nobles objectifs kamerunais ont été dissous et leurs Dirigeants déportés pour le seul fait qu'ils sont partisans de l'unité et de l'indépendance du Kamerun.

b) Le 19 février 1958, l'Assemblée législative de Buea, Sud-Kamerun, a adopté une motion pour l'indépendance du Pays en 1959.

/...

c) Du 13 au 14 mars 1958, l'Assemblée éducative de "ONE KAMERUN" (OK), a adopté une Résolution demandant la réunification et la proclamation immédiate de l'indépendance kamerunaise.

d) Le 6 avril 1958, les Chefs traditionnels venus de tous les horizons de la partie occidentale du Pays ont adopté unanimement une Résolution demandant la sécession immédiate du Kamerun de la Fédération nigérienne et se prononcèrent en outre pour l'indépendance immédiate du Pays.

e) L'Assemblée des femmes kamerunaises tenue à Kumba en date du 19 mai 1958 avait adopté une Résolution en faveur de l'unité et de l'indépendance immédiate du Kamerun.

f) L'Assemblée législative de Yaoundé a adopté en date du 20 octobre 1958 une Résolution demandant la levée de tutelle du Kamerun réunifié le 1er janvier 1960.

Toutes les couches du Pays ont assez exprimé leur volonté vis-à-vis de l'unité et de l'indépendance du Kamerun.

Référant à l'Article 76 b de la Charte des Nations Unies, une mesure adéquate doit être trouvée à cet effet.

En conséquence

1) Une Assemblée commune devrait grouper tous les représentants du Nord et du Sud, de l'Ouest Kamerun sous administration britannique; mais puisque l'annexion du Kamerun à la Nigeria est le désir primordial de l'Autorité administrante, les représentants du Nord-Kamerun répondent présents seulement à l'Assemblée de la Région du Nord nigérien; une telle annexion indirecte risque de dévier les Kamerunais du Nord sur leur identité nationale.

2) Compte tenu de l'article 6 de la Charte de l'Atlantique, l'Organisation des Nations Unies et les Autorités administrantes doivent faire une étude sérieuse sur les frontières naturelles du Kamerun, car une importante portion de nos terres se trouve dans les empires coloniaux franco-britannique et une autre portion est absorbée par l'Espagne, "l'Ile de Fernando-Poo".

3) Souligne avec un profond regret la façon malveillante dont les Autorités administrantes, Etats Membres de l'ONU, empiètent les Résolutions de l'ONU, les dispositions de la Charte et du principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes.

/...

4) Demande :

a) Que le droit des paroles, de réunion, d'association et d'expression soit respecté.

b) Que les articles 9 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ne demeure pas un vain mot.

c) Le retour inconditionnel des Nationalistes kamerunais déportés sans motifs valables.

d) Le respect de l'Article 87 de la Charte de l'ONU.

5) Condamne avec force la mesure de solidarité franco-britannique consistant à emprisonner les réfugiés politiques sans motifs, l'arrestation nocturne et le transfert aux heures tardives du Camarade Noubi Janvier et proteste avec force contre le transfert des quatre emprisonnés réfugiés à Bamenda à l'Autorité française.

Souligne une fois de plus que les répressions orchestrées par les troupes armées continuent au Kamerun oriental; l'exemple flagrant et révélé par l'Autorité française elle-même par la fusillade de M. Ruben Um Nyobe et trois autres Kamerunais dans la forêt aux environs de Bomnye-Bel (voir Presse du Cameroun No 2515 du 16 septembre 1958).

Référendum

6) Dans l'intérêt de l'ONU et pour la restriction financière et nombreux déplacements, le référendum ou plébiscite pour la sécession du Kamerun occidental de la Fédération nigérienne, pour la réunification et l'indépendance immédiates du Kamerun devrait simultanément avoir lieu aux termes suivants :

"ETES-VOUS POUR LA SECESSION DE LA ZONE OCCIDENTALE DE LA FEDERATION NIGERIEENNE, POUR L'UNIFICATION ET L'INDEPENDANCE DU KAMERUN?"

Deux candidats seulement seront en compétition, c'est-à-dire : OUI et NON.

Dans le cas où l'ONU tiendra à faire le plébiscite séparément, celui destiné pour la séparation de la zone occidentale de notre Pays de la Fédération nigérienne doit être distinctivement effectué, c'est-à-dire que le résultat de la Région du Nord-Kamerun à part de celui du Sud. Une telle éventualité permettra d'éviter le sort qu'a endossé l'Ouest Togoland. Ainsi donc, chaque région devra être responsable de ses actes.

Une telle consultation populaire doit être sous la conduite des Nations Unies.

7) Le sort de notre Pays ne doit nullement pas être décidé par une élection.

En conclusion, la volonté populaire et les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ne doivent pas être bâillonnés.

L'ONU, instance internationale assurant la sécurité des peuples, doit être à la hauteur de sa tâche.

VIVENT L'AMITIE ET LA COEXISTENCE PACIFIQUE ENTRE LES PEUPLES.

VIVE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES.

VIVE LA JEUNE NATION KAMERUNAISE DU DEMAIN.

(Signé) Joseph Innocent KAMSI

ANNEXE III

DECISIONS PRISES PAR LA CONFERENCE CONSTITUTIONNELLE DE LA NIGERIA
A SA REPRISE, EN 1958, AU SUJET DU CAMEROUN MERIDIONAL ET DU
CAMEROUN SEPTENTRIONAL

On trouvera ci-après les passages du "Rapport relatif à la reprise de la Conférence constitutionnelle de la Nigeria, tenue à Londres en septembre et octobre 1958" (Fédération nigérienne : Imprimerie du Gouvernement fédéral, Lagos) qui se rapportent plus particulièrement au Territoire sous tutelle

a) Cameroun méridional

XV. LE CAMEROUN MERIDIONAL

65. Avant que la Conférence n'examine en séance plénière les questions du Cameroun méridional, le Secrétaire d'Etat a eu des entretiens préliminaires avec tous les délégués et conseillers du Cameroun méridional. Les représentants du Kamerun National Congress et du Kamerun People's Party ont déclaré que, sur le plan politique, le principal objectif de leurs partis était de faire du Cameroun méridional une Région en tous points égale aux autres Régions dans une Nigeria indépendante. En conséquence, ils étaient extrêmement désireux de réaliser des progrès rapides en matière constitutionnelle pour se préparer à prendre leur place dans une Nigeria indépendante.

66. Les représentants du Kamerun National Democratic Party ont déclaré que leur parti ne désirait pas que le Cameroun méridional devienne à jamais partie intégrante d'une Nigeria indépendante. Ils voulaient que les parties tant septentrionale que méridionale du Cameroun britannique se séparent de la Fédération nigérienne. Ils étaient donc opposés à tout nouveau progrès constitutionnel qui, sous une forme ou une autre, amènerait ou viserait à resserrer les liens d'association du Cameroun méridional avec la Nigeria.

67. Le Secrétaire d'Etat a pris note des divergences entre les vues exprimées. Il a fait observer que, si le Royaume-Uni avait pris en 1953 l'engagement d'accorder l'autonomie à toute Région qui le demanderait, cet engagement ne valait

que pour les régions existant à l'époque et il n'était donc pas tenu d'approuver de nouveaux progrès constitutionnels; le Secrétaire d'Etat était néanmoins disposé à accepter en principe que le Cameroun méridional devienne, en temps opportun, une Région ayant un statut en tous points égal à celui des autres Régions de la Nigeria. Cette évolution, en préparant la population à la pleine autonomie, permettrait d'atteindre l'un des buts fondamentaux de l'Accord de tutelle sans, pour autant, obliger nullement le Cameroun méridional à constituer une association permanente avec la Nigeria, point sur lequel il appartiendrait aux habitants du Territoire d'exprimer leurs désirs le moment venu. Vu l'Accord de tutelle, le Royaume-Uni devrait réserver à un représentant de Sa Majesté des pouvoirs exécutifs et législatifs sur le Cameroun méridional.

68. En conséquence, il a été convenu avec les représentants du Cameroun méridional, et la Conférence y a donné ultérieurement son assentiment, que l'on ne devrait opérer aucune transformation constitutionnelle dans l'immédiat mais que le Gouvernement du Cameroun méridional qui serait formé après les élections de janvier 1959 serait libre de demander au Royaume-Uni de réaliser tout ou partie des changements indiqués ci-après. Le Secrétaire d'Etat a donné l'assurance que le Gouvernement du Royaume-Uni procéderait alors à ces changements sans délai, dans la mesure où ils n'exigeraient pas d'amendement à la Constitution, et que les instruments juridiques nécessaires seraient préparés aussitôt que possible.

a) Conseil exécutif

- 1) Le Commissaire adjoint cesserait d'être membre du Conseil exécutif et de la Chambre d'Assemblée (House of Assembly).
- 2) Le Secrétaire aux questions juridiques (ou Attorney-General) continuerait d'être un fonctionnaire et de siéger au Conseil exécutif et à la Chambre d'Assemblée.
- 3) Une fois le budget de 1959 établi, il conviendrait, en temps opportun, de supprimer le poste de Secrétaire aux finances et de nommer à la place un Ministre des finances.
- 4) Il y aurait lieu de fixer le nombre des ministres, compte non tenu du Premier Ministre, à quatre au moins et sept au plus. En outre, il faudrait prévoir la nomination de trois secrétaires parlementaires au maximum.

- 5) Le Commissaire devrait désigner le Premier Ministre et, sur sa recommandation, nommer les autres ministres et les secrétaires parlementaires.
- 6) Le Commissaire devrait continuer à présider le Conseil exécutif mais il conviendrait de revoir cet arrangement vers la fin de 1959. Les instruments juridiques devraient être établis de manière à permettre cette révision sans nouvel amendement.

b) Pouvoirs législatifs et exécutifs réservés

Ces pouvoirs devraient appartenir directement au Commissaire encore que le Gouverneur général doive rester habilité, en sa qualité de Haut Commissaire pour le Cameroun méridional, à donner des directives au Commissaire touchant l'exercice de ses pouvoirs. Si le Cameroun méridional devenait une Région autonome, son chef constitutionnel serait dans une position semblable à celle des Gouverneurs des Régions existantes dans une Nigeria indépendante.

c) Approbation de la législation

Sous réserve du pouvoir qu'a le Haut Commissaire de lui donner des directives, le Commissaire devrait approuver la législation.

d) Organisation judiciaire

L'un des juges des tribunaux supérieurs de Lagos et du Cameroun méridional devrait être affecté spécialement au Cameroun méridional; ainsi, il passerait chaque année tout le temps nécessaire dans le Cameroun méridional et ne se rendrait à Lagos que lorsque sa présence ne serait pas requise dans le Cameroun méridional.

e) Fonction publique

Le Cameroun méridional devrait avoir une administration distincte. Tous les Camerounais de la région méridionale en poste dans le territoire seraient automatiquement rattachés à cette administration. Les autres fonctionnaires du Cameroun méridional, qu'ils soient originaires d'outre-mer ou de la Nigeria, continueraient à émarger au budget fédéral et seraient détachés auprès de la nouvelle administration. Ils devraient pouvoir choisir, s'ils le désiraient, d'être transférés dans cette nouvelle administration. Tous ceux qui seraient nouvellement recrutés, qu'ils soient originaires d'outre-mer, de la Nigeria ou

du Cameroun méridional lui-même, seraient fonctionnaires de la nouvelle administration. Ainsi, le Cameroun méridional devrait pouvoir, au cours des quelque deux années qui viennent, constituer le noyau d'une administration distincte même si, après cette période, il devait faire en partie appel au concours de fonctionnaires ne venant pas du Cameroun. Tout agent camerounais de l'Administration fédérale ou régionale actuellement en poste en un lieu quelconque de la Nigeria serait évidemment libre de demander à être transféré dans l'administration camerounaise.

f) Il devrait y avoir une Commission consultative de la fonction publique pour le Cameroun méridional, qui exercerait vis-à-vis des fonctionnaires du Cameroun méridional les mêmes attributions que la Commission fédérale actuelle de la fonction publique vis-à-vis des fonctionnaires fédéraux.

69. La Conférence a décidé de recommander que la Chambre des chefs (House of Chiefs) du Cameroun méridional reste pour le moment un organe consultatif et que ses membres continuent à être désignés par le Commissaire du Cameroun, agissant dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires; toutefois, ces arrangements devraient être révisés conjointement par le Secrétaire d'Etat et le Gouvernement du Cameroun méridional vers la fin de 1959.

70. La Conférence a noté que la Conférence de 1957, en recommandant que le Cameroun méridional soit pleinement représenté dans la nouvelle législature fédérale et, en particulier, qu'il soit représenté au Sénat dans les mêmes conditions que les Régions nigériennes, avait approuvé implicitement l'idée que le Cameroun méridional devait avoir le statut d'une Région au plein sens du terme. La Conférence a également noté que, grâce à l'approbation qu'elle avait donnée aux propositions de la Commission des finances et à la coopération dont le Gouvernement fédéral avait fait preuve en décidant de ne pas percevoir d'intérêts sur les avances consenties au Cameroun méridional, la situation financière du Territoire s'améliorerait considérablement. En conséquence, elle a confirmé que, si tel se révélait être le souhait de la population du Territoire, la Nigeria serait toute prête à accueillir le Cameroun méridional au sein de la Fédération avec le statut de Région pleinement autonome, sur un pied d'égalité absolue avec les autres Régions, dans le cadre d'une Nigeria indépendante.

b) Cameroun septentrional

V. L'AUTONOMIE DANS LE CAS DE LA REGION SEPTENTRIONALE

18. A la Conférence de 1957, les représentants du Northern People's Congress ont déclaré qu'ils n'avaient pas l'intention de demander l'autonomie pour la Région du Nord avant 1959. En juillet et août 1958, les chambres législatives de la Région du Nord ont approuvé un Libre Blanc présenté par le Gouvernement régional et contenant des propositions tendant à accorder l'autonomie à la Région du Nord le 15 mars 1959. Le Gouvernement régional a ensuite soumis le Libre Blanc au Secrétaire d'Etat qui, en réponse, a envoyé ses observations préliminaires par dépêche. Après avoir examiné de très près le Libre Blanc et la dépêche du Secrétaire d'Etat, la Conférence a décidé de recommander de prendre les dispositions constitutionnelles nécessaires pour que la Région du Nord devienne autonome le 15 mars 1959. Le régime d'autonomie serait sur le modèle de celui établi en 1957 pour les Régions de l'Est et de l'Ouest, sous réserve des exceptions suivantes, motivées par les conditions particulières à la Région septentrionale :

- a) Le Gouverneur général devrait avoir, pour la Région du Nord comme pour les Régions de l'Est et de l'Ouest, les pouvoirs que lui confère l'article 135 du texte organique de 1954 relatif à la Constitution de la Nigéria [Nigeria (Constitution) Order in Council], modifié, aux fins de sauvegarder la Fédération. Le Gouverneur de la Région devrait être habilité à exercer ces pouvoirs en qualité d'agent du Gouverneur général.
- b) Le Gouverneur devrait conserver certains pouvoirs généraux réservés sur le Cameroun septentrional afin que le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant qu'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle, puisse s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes des Accords de tutelle. La Conférence a noté que la Mission de visite des Nations Unies qui doit se rendre sous peu au Cameroun étudiera notamment la question d'un plébiscite destiné à permettre aux habitants du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional d'exprimer leurs désirs en ce qui concerne le statut futur du Territoire.

- c) Le Gouvernement régional pense que, pour l'instant, la charge d'Attorney-General doit rester publique, que son titulaire doit rester membre du Conseil exécutif en tant que responsable pour les questions juridiques et, en cette qualité, rester membre des deux chambres législatives régionales et qu'il doit être désigné par le Gouverneur, dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires, après consultation du Premier Ministre et de la Commission de la fonction publique. Le Gouvernement régional devrait toutefois être libre d'assimiler le poste d'Attorney-General de la Région à ceux des Attorneys-General des Régions de l'Ouest et de l'Est lorsqu'il le jugera opportun.
- d) Il conviendrait également de créer le poste de Chef du parquet (Director of Public Prosecutions). Les dispositions constitutionnelles relatives à ce poste, notamment les modalités de la nomination de son titulaire, devraient être les mêmes que dans les Régions de l'Est et de l'Ouest. Aussi longtemps que l'Attorney-General sera fonctionnaire, il pourra être nommé aussi chef du parquet.

19. La Conférence a pris note d'une déclaration dans laquelle le Gouvernement de la Région du Nord résume les recommandations du Groupe de juristes concernant la réorganisation du système juridique de la Région et indique que, sous réserve d'un nouvel examen de certaines questions, il a approuvé ces recommandations.

20. La Conférence a noté que la Constitution prescrit un nombre minimum de juges pour les tribunaux supérieurs des Régions de l'Est et de l'Ouest et que le Gouvernement de la Région du Nord fournira au Secrétaire d'Etat et aux autres gouvernements nigériens des renseignements sur le nombre minimum à fixer pour les juges du tribunal supérieur de la Région du Nord.

21. La Conférence a noté que les représentants de la Région du Nord ont donné l'assurance qu'une fois l'autonomie acquise, le Gouvernement de la Région du Nord conclurait avec le Gouvernement du Royaume-Uni un Accord relatif à la fonction publique afin de définir le statut des fonctionnaires d'outre-mer. Vu cet engagement, la Conférence a décidé que les représentants de la Région du Nord n'avaient pas à donner suite à la proposition, figurant dans le Livre Blanc, tendant à ce que Sa Majesté conserve, après l'accession à l'autonomie régionale, un droit de veto sur la législation qui pourrait porter préjudice à l'Administration régionale.

/...

ANNEXE IV

DECLARATIONS DE POLITIQUE GENERALE FAITES PAR LES AUTORITES ET
LES PARTIS POLITIQUES DU CAMEROUN SEPTENTRIONAL ET DE LA
NIGERIA DU NORD

a) Extraits de l'adresse du Lamido de l'Adamoua

.....

Monsieur le Président, nous sommes très fiers de ce Territoire sous tutelle et de sa population. Nous vous assurons que la population du Territoire sous tutelle vit en bon voisinage avec la population soeur établie dans la partie de l'Adamoua qui n'est pas sous le régime de tutelle. Je dois dire aussi que la population du Territoire sous tutelle est fidèle à l'Autorité indigène et respectueuse de la loi. Elle se rend compte également de la situation financière de l'Autorité indigène et c'est pourquoi elle est satisfaite des projets que nous avons menés à bien et de ceux dont nous poursuivons la réalisation avec l'assistance du Gouvernement régional : écoles, dispensaires, routes, etc.

Nous tenons aussi à déclarer, Monsieur le Président, que la population du Territoire sous tutelle a la possibilité, par l'intermédiaire de ses conseils locaux, d'entreprendre la solution des problèmes locaux en élisant des représentants aux conseils créés en vertu de la loi, comme les conseils de district et les conseils municipaux. Elle donne également des avis à l'Autorité indigène et, de son côté, l'Autorité indigène la tient au courant de ses activités et de sa politique par l'intermédiaire du grand conseil. La population est également bien représentée dans le conseil de l'Autorité indigène lui-même. La population du Territoire sous tutelle reçoit une formation en matière d'administration locale à l'Institute of Administration et une formation analogue est dispensée dans les provinces par des équipes itinérantes que vous aurez l'occasion de rencontrer à Mubi; ces cours contribuent à favoriser le progrès du système d'administration locale.

/...

Cette Autorité indigène fait de son mieux, Monsieur le Président, pour développer l'enseignement, avec l'assistance spéciale fournie au Territoire sous tutelle par le Gouvernement régional sous forme de subventions accrues. Nous avons ainsi fait construire plus d'écoles et fourni davantage de moyens pour l'enseignement et l'éducation de la population que dans la partie de l'Adamaoua qui n'est pas sous le régime de tutelle. Les missionnaires contribuent également à dispenser l'enseignement dans le Territoire sous tutelle. Nous leur donnons toute l'assistance possible par des dons de terrains, etc., dans notre Territoire, bien que nous ayons parfois l'impression que certains d'entre eux s'immiscent dans les questions relatives à l'administration et à la politique d'une façon qui semble induire les habitants en erreur; c'est pourquoi les habitants hésitent à permettre aux missionnaires de créer des écoles dans leurs régions et l'Autorité indigène appuie toujours l'opinion publique si elle se fonde sur des raisons valables.

Nous tenons à exprimer notre gratitude envers le Gouvernement de la Région du Nord pour l'attention spéciale dont le Territoire sous tutelle est l'objet pour tout ce qui concerne le développement et les services sociaux.

Monsieur le Président, nous avons constamment entendu à la radio, ces derniers temps, que le Premier Ministre du Cameroun français fait des émissions au sujet de l'unification des Territoires sous tutelle du Cameroun britannique et du Cameroun français. Je n'avais pas l'intention de parler de cette question étant donné que mon prédécesseur l'avait déjà évoquée devant vos collègues en 1949 ... J'ai également pris la parole devant la dernière Mission de visite en novembre 1955 ... au sujet de l'unification du Cameroun septentrional et du Cameroun méridional sous tutelle britannique.

Nous sommes très fortunés de vous avoir parmi nous alors que nous venons d'entendre cette information. Je dois donc déclarer quelle est notre position et notre opinion sur la question. En ce qui concerne l'unification, je suis convaincu que les populations dont je suis le chef et qui vivent dans le Territoire sous tutelle n'appuieront jamais une proposition tendant à les séparer de la Nigeria, mais nous serons heureux si nos frères du Cameroun français veulent s'unir à nous au sein de la Nigeria, comme nous étions unis avant l'occupation allemande.

/...

Enfin, Monsieur le Président, j'ai exposé notre attitude en tant qu'Autorité locale du Territoire sous tutelle et j'espère que ma déclaration contribuera à vous éclairer quant aux thèses contradictoires que vous pouvez recevoir de divers côtés.

.....

Le Lamido de l'Adamaoua

(Signé) A. MUSTAFA

- b) Extraits du mémoire, en date du 25 septembre 1958, des représentants élus du Cameroun septentrional membres des Assemblées législatives de la Nigeria

.....

Nous soussignés, agissant au nom de la population que nous représentons dans les Assemblées législatives de la Nigeria, avons l'honneur, pour la première fois dans l'histoire de vos visites dans cette partie du Territoire sous tutelle, de vous remercier d'avoir pris la peine pendant des années de venir nous voir. Nous considérons votre présente visite comme très opportune étant donné que la Nigeria, dont notre pays fait partie, est à la veille de devenir une nation indépendante. Nous nous rendons parfaitement compte des difficultés qui se dressent sur la voie qui doit nous conduire à ce statut de nation indépendante. Ce problème ne nous est pas particulier; il se pose dans le monde depuis des années et nous sommes persuadés que nous le résoudrons, comme d'autres pays l'ont fait dans d'autres parties du monde. Nous espérons atteindre notre but grâce à votre aide et à celle du Gouvernement de la Région du Nord, auquel vous nous avez confiés dans votre sollicitude, et auquel nous vous demandons humblement de bien vouloir transmettre nos remerciements pour les efforts inlassables qu'il a déployés, ainsi que l'Autorité indigène de l'Adamaoua pour nous amener au stade actuel de nos progrès, point sur lequel nous comptons revenir bientôt. Vous comprendrez certainement combien il est difficile de satisfaire toutes les sections de la communauté. Ce serait déjà un miracle que d'arriver à satisfaire tous les membres d'un même complexe. Il n'est donc pas surprenant qu'il y ait quelques mécontents.

Vous avez sûrement entendu, émanant de certains éléments, des affirmations extravagantes, absolument injustifiées et dénuées de fondement. Ces éléments, vous ne l'avez sans doute pas oublié, font partie de la minorité, et ils ont

/...

certainement le droit d'avoir leur opinion. Comme dans toutes les démocraties, nous respectons l'opinion de la minorité et c'est pourquoi nous avons laissé la porte grande ouverte aux négociations.

Pour compléter notre exposé, nous avons décidé de vous fournir ci-après une comparaison de l'état de progrès du Territoire sous tutelle confié au Gouvernement de la Région du Nord et rattaché administrativement à l'Adamaoua, avant et après la tutelle.

1. Administration : Comparer le système administratif actuel à celui qui existait avant le régime de tutelle revient à comparer une mare à canards à la vaste étendue de l'océan Atlantique. Avant le régime de tutelle, aucune des tribus des régions montagneuses, qui forment la masse de la population, ne pouvait participer à l'administration du pays. En fait, les membres de ces tribus étaient les innocentes victimes de la tyrannie de Hamman Yaji et de ses collaborateurs, dont vous avez sûrement beaucoup entendu parler. Ils étaient massacrés sans aucun motif par Hamman Yaji et ses partisans. Un grand nombre d'entre eux étaient réduits en esclavage, vendus ou brûlés vifs. Ils ne pouvaient donner leurs filles en mariage sans le consentement des chefs locaux qui étaient considérés comme des demi-dieux. Ces pratiques féodales ont continué pendant des années, jusqu'au moment où l'Emir de Yola y a mis fin avec l'appui des administrateurs britanniques de la Province. Vous comprendrez évidemment que nous devons nous opposer au retour de ces pratiques barbares par tous les moyens en notre possession. A aucun moment, nous n'avons envisagé d'accepter le retour au pouvoir d'un descendant quelconque de Hamman Yaji et de ses partisans. Nous vous donnons ci-dessous le détail de la situation actuelle en ce qui concerne les progrès accomplis dans tous les domaines.

a) Conseil du Lamido - Sur les 17 membres qui composent le Conseil de l'Autorité indigène, 7 sont choisis parmi les autochtones du Cameroun septentrional.

b) Assemblées législatives de la Nigeria - Sur les 8 membres qui représentent notre Province à la Chambre des représentants qui siège à Lagos et à la Chambre d'Assemblée qui siège à Kaduna, 4 sont des autochtones du Cameroun septentrional.

c) Les organes d'administration locale, comme les conseils de district, les grands conseils et les conseils de village, sont ouverts aussi bien aux autochtones du Cameroun septentrional qu'à toutes autres personnes. Des possibilités de formation sont offertes à tous sans discrimination. Les cours organisés dans diverses institutions des Autorités indigènes et du Gouvernement sont également fréquentés par les autochtones du Cameroun septentrional.

d) Chefs de district - Sur les 14 chefs de district du Cameroun septentrional, 8 sont des autochtones du Cameroun et, à l'exception d'un seul d'entre eux, ils conservent tous leurs sièges traditionnels. Il existe deux districts dans lesquels les classes qui détenaient autrefois le pouvoir n'ont pas conservé leurs sièges, pour les raisons indiquées plus haut. Ces classes se composent de familles établies dans le district avec le consentement des habitants; il leur a été difficile d'obtenir l'appui de l'opinion publique. Il continuera à en être ainsi à condition que les habitants conservent le droit de choisir leurs chefs. Nous rappelons ici les troubles qui se sont produits à Mubi lorsqu'un certain nombre d'individus ont organisé un complot pour renverser l'Autorité indigène afin de protester contre la nomination légale de Dan Galadima Madagali, qui avait l'appui des populations païennes. Ce complot avait été organisé principalement par des personnes qui n'avaient absolument aucun rapport avec Madagali. Nous sommes certains que si les populations païennes avaient été au courant de cet acte illégal, elles s'y seraient opposées.

e) Outre les chefs de district, sept autochtones du Cameroun septentrional occupent des postes importants de l'Autorité indigène. C'est là une proportion très élevée.

2. Agriculture : La population du Cameroun septentrional fait les mêmes progrès que les autres cultivateurs de la Région du Nord. Le Département de l'agriculture fournit à cette population une aide égale, sinon supérieure, à celle qu'il fournit aux autres populations de la Région. Un grand nombre de cultivateurs qui pratiquent l'agriculture mixte reçoivent l'aide constante de fonctionnaires du service agricole qui résident dans presque tous les villages importants et sont chargés d'aider la population et de lui donner des conseils.

3. Services médicaux : Les services médicaux sont assurés par le Gouvernement et l'Autorité indigène suivant leur situation financière respective. Il existe deux hôpitaux dépendant du Gouvernement, dont l'un est tenu par des

/...

missionnaires et est subventionné à 100 pour 100 par le Gouvernement régional. On compte dix dispensaires dépendant de l'Autorité indigène. Il existe un centre sanitaire. Il y a quatre dispensaires tenus par des missionnaires; ils sont subventionnés à 100 pour 100 par le gouvernement. Il existe un nombre assez important de colonies pour l'isolement des lépreux. L'Autorité indigène applique actuellement un programme qui consiste à créer des postes de secours dans les villages assez importants. Ce programme fonctionne de façon très satisfaisante et l'Autorité indigène envisage de le développer. Les services médicaux du Cameroun septentrional ont atteint exactement le même point de développement que les services médicaux des autres parties de la Région.

4. Enseignement : Il existe trois écoles primaires du deuxième cycle et une autre est en construction à Mambilla. Toutes ces écoles reçoivent des subventions du gouvernement. Une école secondaire provinciale reçoit les garçons de toute la Province. Il existe une école provinciale de filles pour l'ensemble de la Province. Il existe à Mubi un centre de formation pédagogique dépendant du gouvernement, qui forme le personnel enseignant pour le Cameroun septentrional et les autres parties de la Région. Il existe un nombre assez important d'écoles primaires du premier cycle, de l'Autorité indigène ou des missions, qui reçoivent des subventions du gouvernement. Des milliers d'enfants du Cameroun septentrional fréquentent des écoles situées tant au Cameroun septentrional qu'en dehors de ce Territoire. Des bourses leur sont accordées pour étudier dans diverses institutions du pays et de l'étranger. En fait, un étudiant du Cameroun septentrional s'est rendu cette année en Angleterre pour préparer un doctorat à l'Université de Cambridge, après avoir obtenu sa licence es-sciences à l'Université d'Ibadan. C'est le premier étudiant du Nord qui soit arrivé à ce niveau. Nous devons être fiers d'avoir parmi nous cet étudiant dont le succès représente un tournant dans l'histoire de la Nigeria du Nord. Actuellement, deux autochtones du Cameroun septentrional ont obtenu des diplômes d'administration et de comptabilité des finances publiques indigènes.

5. Communications : Il existe une route principale de la catégorie A allant de Uba à Bama, et de là à Fort-Lamy en territoire français; il en existe une autre allant de Serti jusqu'au pied du plateau de Mambila et une autre allant de Mubi à Burha en territoire français. Il existe une piste d'atterrissage à

/...

Mubi et une deuxième sera bientôt construite à Mambila. Des stations radiotéléphoniques sont en construction à Mubi, Jada et Mambila. Un bureau de poste est en construction à Mubi. On doit bientôt construire une autre route qui reliera Mubi à Garoua en passant par Maiha, Holma et Sorau.

6. Progrès politique : Les progrès accomplis dans ce domaine sont tout à fait remarquables dans toutes les parties du Cameroun septentrional. Les habitants ont la liberté la plus absolue d'adhérer à n'importe quel parti politique. Actuellement, les partis politiques qui comptent le plus grand nombre de partisans sont le NPC, l'AG, l'UMBC et le NEPU. Les élections sont organisées et se déroulent en toute équité et sans contrainte, conformément aux règlements électoraux.

7. Religion : La liberté de religion est entièrement respectée; les habitants peuvent pratiquer la religion de leur choix. Il existe plusieurs institutions religieuses, tant chrétiennes que musulmanes et de nombreuses tribus montagnardes pratiquent l'idolâtrie sans que personne les en empêche.

En terminant, nous évoquerons à nouveau les difficultés que vous et vos collègues avez dû surmonter pour venir visiter notre pays. Nous vous prions respectueusement de nous faire bénéficier des lumières de votre jugement pour nous aider, conformément aux principes de l'ONU, à rester unis à nos frères du Nord, que la décision soit prise par référendum, par plébiscite ou de toute autre façon. Nous ne voudrions pas conclure sans vous assurer que nous nous conformerons toujours à vos règlements et à vos instructions. Mais nous tenons à porter à votre connaissance que nous nous opposons à toute mesure tendant à arracher le Cameroun septentrional de la Région du Nord et de la Province de l'Adamaoua afin de nous mettre à la merci de ces organisateurs de coups d'Etat qui ne cherchent que leur propre intérêt.

Les représentants de la population du
Cameroun septentrional membres des
Assemblées législatives de la Nigeria,

(Signé) Abdullahi D. Buram (Jada)
(Chambre d'Assemblée)

Ibrahim Demsa (Chambre d'Assemblée)

Mormoni Bazza (Chambre des
représentants)

T. Idirisu (Chambre d'Assemblée)

Abubakar Gurum Pawo (Chambre
des représentants)

/...

c) Extraits d'un mémorandum du Northern People's Congress (NPC)

En mon nom personnel en tant que membre représentant cette zone à la Chambre d'Assemblée régional avec le programme du NPC, ainsi qu'au nom des membres du NPC et de la population du Territoire de l'Adamaoua septentrional sous tutelle, que cette délégation représente, je suis très heureux de vous souhaiter une cordiale bienvenue, à vous-même et à vos collègues. Nous sommes très touchés de la peine que vous avez prise pour venir et heureux de l'occasion qui nous est donnée de vous voir. Si nous sommes remplis de joie aujourd'hui, c'est en raison de la possibilité qui s'offre à nous de vous informer par nous-mêmes et de l'occasion qui vous est donnée de voir de vos propres yeux pourquoi nous devons être pleins de gratitude et de confiance envers l'Autorité indigène de l'Adamaoua et le Gouvernement de la Région du Nord de la Nigeria que vous avez chargé de nous administrer. Il n'est pas douteux que vous nous avez mis entre des mains sûres à tous égards. Ce qui montre concrètement la compétence administrative de l'Autorité indigène de l'Adamaoua, soutenue par l'aide financière spéciale du Gouvernement régional auquel nous sommes très reconnaissants, ce sont les réalisations déjà effectuées et celles qui sont sans cesse entreprises dans le domaine de la construction d'hôpitaux et de dispensaires, de centres de formation pédagogique et d'écoles, de marchés, de puits, de conduites d'adduction d'eau, de centres de traitement vétérinaire, de salles de conseil, de routes, de bureaux de poste, ainsi que les autres travaux de mise en valeur. Nous sommes fiers et heureux d'être ceux auxquels on consacre le plus d'attention dans toute la Division de l'Adamaoua. Les missionnaires, avec l'aide des subventions du gouvernement, contribuent beaucoup à la diffusion de l'enseignement, mais ils auraient réussi bien mieux encore si certains d'entre eux avaient su se tenir à l'écart de l'administration et de la politique.

Ce qui nous inspire le plus de gratitude et revêt le plus d'importance pour les progrès et les travaux à réaliser, c'est le fait que la population vit paisiblement, dans la justice et le bonheur, d'une manière qui lui permet de poursuivre ses occupations et ses activités commerciales en vue d'accroître sa prospérité. Il est admirable de constater que toute personne a une liberté absolue en matière de religion, de politique des partis, de coutumes, de mariages mixtes, en échappant à toute crainte et à toute discrimination tribale.

/...

Monsieur le Président, en raison de certains des faits qui viennent d'être exposés, il est opportun de vous informer de notre position en ce qui concerne l'avenir de notre Territoire. C'est notre ferme volonté, ou notre vœu ou notre espoir, comme de tous les habitants sensés du Territoire, que de toujours faire partie, dans l'Adamaoua, de la Région du Nord, comme avant l'occupation par les Européens qui sont venus nous diviser. Nous avons toujours formé une seule et même unité. Jamais un ... autochtone responsable, dans le Territoire sous tutelle, ne défendra une opinion contraire soufflée par les partis politiques étrangers introduits par des personnes de l'extérieur qu'attire l'important marché de Mubi. Il ne fait pas de doute que les idées contraires soutenues par les partis politiques minoritaires, venus de l'extérieur, que sont les alliances NEPU - NCNC et UMBC - AG, représentent soit les propres vues, importées, de ces partis en ce qui concerne notre Territoire, soit celles de quelques mécontents qui descendent des chefs tyranniques et autocrates de l'époque allemande et qu'on a empêchés d'infliger un traitement injuste et cruel aux habitants de notre région; elles ne représentent jamais les vues de la vraie population du Territoire sous tutelle.

.....

NPC, Section du Nord du Territoire sous tutelle

(Signé) M. Ibrahim Demsa, membre de la
Chambre d'Assemblée

Zubairu Mubi

M. Wambai Gella

M. Abdu Jos

M. Abubakar Inde Lamorde

- d) Extraits d'un mémorandum, en date du 5 novembre 1958, de l'Alliance United Middle Belt Congress/Action Group (UMBC/AG)

.....

Les Territoires sous tutelle septentrionaux de la Province de l'Adamaoua, qui comprennent les districts de Madagali, Micika, Mubi, Belal et une partie des districts de Zumo et d'Uba, ont une population d'environ 350.000 habitants. Avant de passer sous l'autorité de la Grande-Bretagne comme territoire sous mandat, ces districts étaient sous un régime traditionnel fondé sur l'autorité des chefs

/...

tribaux choisis au sein des institutions dirigeantes traditionnelles. Il serait encore possible de retrouver la trace de ces institutions dirigeantes traditionnelles, bien qu'elles n'aient plus aucune possibilité d'administrer leurs sujets.

Depuis que le territoire a été placé sous mandat britannique, les institutions dirigeantes de ses habitants autochtones ont été abolies ou réduites à un rôle négligeable; ainsi tous les districts, sauf peut-être celui de Belel, sont devenus une simple "colonie" de l'émirat de l'Adamaoua, sous l'autorité du Lamido de l'Adamaoua, de Yola, lequel nomme des hommes de son choix ou de sa propre famille pour gouverner les districts, au lieu des habitants autochtones de la région. Aujourd'hui, la situation de ces districts est à peu près exactement celle d'une colonie de Yola, ou un terrain d'aventure ouvert aux quelques familles dirigeantes de Yola. C'est pourquoi tous les postes administratifs importants de la région sont actuellement détenus par des Yolonais, notamment les postes de chefs de district, de juges, de scribes de district, etc.

Du fait du monopole des gens de Yola, les habitants de ces régions sont actuellement laissés à eux-mêmes sans formation suffisante pour gérer leurs propres affaires. Il en est résulté une situation qui a donné naissance, dans le Territoire, à un fort courant d'opinion inspiré avant tout par le désir de rejeter la domination des Yolonais avant de prendre toute décision concernant l'indépendance et la levée de la tutelle britannique. C'est là une revendication légitime et parfaitement raisonnable si l'on tient compte du fait que dans la Région du Nord de la Nigeria, avant la décision au sujet de l'autonomie, on a déployé tous les efforts possibles pour assurer aux habitants du Nord une formation les préparant à gérer leurs propres affaires et à rejeter la domination du Sud, même au prix d'un retard d'un an de la date de l'accession à l'autonomie.

Si l'on s'inspire de la mesure prudente prise dans la Région du Nord, il est donc absolument nécessaire de faire en sorte que les autochtones de la zone septentrionale apprennent à administrer eux-mêmes leurs affaires avant d'accéder à l'autonomie, et que ceux qui sont venus gouverner la région, notamment les Alkalis et d'autres notables influents de Yola, cèdent la place aux autochtones du Territoire pour ce qui est de l'administration indigène; à cet égard, une période de transition allant jusqu'en 1960 permettra aux autochtones de recevoir une formation suffisante dans l'art de se gouverner.

Avenir des territoires

La position de notre parti, en ce qui concerne l'avenir de cette région, est la suivante :

Puisque le territoire au nord de l'Adamaoua comprend cinq districts et que les recettes fournies par ces districts sont suffisantes pour administrer une Division, nous estimons que, dans l'avenir, le District devrait former un ensemble constituant une Autorité indigène fédérale comme celle de Numan, etc., rigoureusement indépendante de l'Autorité indigène de l'Adamaoua. Le second choix possible est de faire de ces territoires un Etat indépendant placé sous le contrôle absolu du Gouvernement fédéral de la Nigeria.

La Division sera désignée sous le nom de "Waila Federal Native Authority Division" (Division de l'Autorité indigène fédérale de Waila). Elle aura un Conseil fédéral chargé de toute l'administration de la Division.

Des dispositions seront prises pour que certains chefs reçoivent des sièges à la Chambre des chefs du Nord.

Les fonctionnaires de l'Administration britannique prendront directement en mains l'administration de la nouvelle Division jusqu'en 1960, date à laquelle les autochtones auront reçu une formation poussée en matière d'administration indigène.

L'autonomie régionale du Nord, qui doit être appliquée l'an prochain, sera sans effet dans ces districts et ne sera donc pas applicable ici pour le moment.

En raison des divergences d'opinion concernant l'avenir du territoire, il faudrait organiser un plébiscite pour permettre à la population de faire un libre choix. Ce plébiscite ne pourra être libre que si les conditions ci-après sont réunies :

- a) Il devra être à l'abri de toute intervention de l'administration locale.
- b) Il devra être totalement organisé par un organe indépendant, c'est-à-dire par le personnel des Nations Unies.
- c) Les agents de l'Autorité indigène, les chefs de district et tous les agents influents de cette Autorité seront éloignés de ces régions afin qu'ils n'usent pas de leur influence pour intimider les habitants. Le fait d'exercer une influence indue, d'utiliser la corruption et tous autres moyens illégaux d'influence constituera un délit grave.

/...

- d) Il est nécessaire qu'avant le plébiscite tout parti ait l'absolue liberté de faire campagne et d'exposer ses vues à la population sans être exposé à des mesures hostiles et la seule manière de l'éviter est de donner pleins pouvoirs aux fonctionnaires de l'Administration britannique pour administrer les régions intéressées et de prévoir que les affaires d'ordre politique ne seront jugées que par les "magistrates courts".

Il faudra renforcer la police nigérienne en vue du plébiscite et éloigner la police de l'Autorité indigène.

Le plébiscite devra avoir lieu au scrutin secret.

Pour et au nom de l'Alliance United Middle Belt Congress Action Group, du Territoire sous tutelle septentrional,

(Signé) Mallam Taligiri Dunya, Président
de l'UMBC/AG Baza

Abubakar N. Jalingo, Secrétaire
de l'UMBC/AG

Umaru Michika

M. Ayuba Dunya

R. Usuman

Zira

- e) Extraits de l'adresse du Premier Ministre de la Région du Nord

.....

Je parlerai maintenant des moyens de déterminer les aspirations des habitants du Territoire sous tutelle septentrional avant l'accession à l'indépendance et la revision de l'Accord de tutelle conclu entre le Gouvernement de Sa Majesté et les Nations Unies. Vous avez sans doute déjà entendu exprimer sur place les vues de divers secteurs de la population du Territoire sous tutelle; je n'ai pas l'intention de développer ici ces vues, si ce n'est pour dire qu'il est difficile à quiconque connaît le Territoire de concevoir un avenir politique qui, - compte tenu des facteurs historiques, géographiques et économiques - pourrait apporter à ses habitants de plus grands avantages que ceux qu'ils recevront s'ils lient leur sort à une Nigeria indépendante en faisant partie de la Région du Nord. Cependant, c'est à eux - et à eux seuls - qu'il appartient d'en décider librement.

/...

Après mûre réflexion, le Gouvernement de cette Région estime - c'est-à-dire que nous estimons, mes collègues et moi-même, ici réunis devant vous - qu'au stade actuel du développement de la Région le type de suffrage qui convient le mieux est le suffrage des hommes adultes seulement. Nous connaissons bien les vues soutenues par d'autres sur ce point; ils ont droit à leur opinion comme nous avons droit à la nôtre. Mais il n'est certainement pas inopportun de faire observer qu'une communauté autonome a parfaitement le droit de décider elle-même du type de suffrage qui lui convient le mieux. Cette Région est autonome de fait depuis 1954 et elle le sera de droit le 15 mars. Le Gouvernement fédéral de la Suisse, je crois, a une opinion analogue quant au suffrage le plus approprié pour sa population.

Je passe maintenant à la question de la forme à donner au plébiscite. Mes collègues et moi-même estimons que les questions posées aux électeurs devraient être aussi simples que possible. Comme vous le savez, Messieurs, l'immense majorité des habitants du Territoire sous tutelle est composée de simples agriculteurs ruraux qui souvent vivent dans les montagnes lointaines et ne suivent pas de près les affaires publiques. Nous croyons que, pour éviter la confusion qui se produirait nécessairement dans leur esprit s'ils se voyaient proposer, dans le plébiscite, le choix entre plusieurs solutions réglant leur avenir, il faudrait qu'on leur pose une question du genre de la suivante :

"Voulez-vous l'union avec la Région du Nord, dans une Nigeria indépendante?" Si la réponse était négative, il faudrait alors maintenir la tutelle et d'autres solutions comme l'union avec le Cameroun méridional ou avec le Cameroun français devraient faire l'objet d'un deuxième plébiscite. Nous estimons cependant que ces autres solutions ne devraient pas être proposées avant que la population ait exprimé ses vues sur la première question.

Vous savez, je pense, que la liste électorale des élections fédérales sera préparée au début de 1959 pour les élections fédérales qui auront lieu vers la fin de cette même année. Nous suggérons donc que cette liste électorale fédérale soit utilisée pour le plébiscite qui sera organisé au Cameroun septentrional. Il serait difficile, du point de vue administratif, de préparer une liste électorale distincte pour le plébiscite seul et je crois que cela provoquerait la confusion dans l'esprit des Camerounais.

/...

J'en ai terminé avec ces questions au sujet desquelles vous avez bien voulu nous indiquer, Monsieur le Président, que la Mission que vous conduisez s'y intéresse particulièrement. Je voudrais seulement souligner que le Gouvernement de cette Région s'acquitte avec beaucoup de sérieux des responsabilités spéciales qui lui incombent en ce qui concerne le Territoire sous tutelle septentrional. Vous savez que depuis 1954 il existe un Ministère des affaires du Cameroun septentrional qui a pour tâche de coordonner et de favoriser dans le Territoire sous tutelle le progrès et le développement dans tous les domaines. Vous savez en outre que notre gouvernement, au mois d'octobre de l'an dernier, a décidé de donner priorité spéciale dans son programme au développement du Cameroun septentrional et qu'il a prescrit que tous les ministres devraient présenter d'urgence au Conseil des mémorandums contenant leurs propositions au sujet de l'application pratique de cette décision de principe.

Cela a été fait et des réalisations de grande ampleur sont en cours. Cependant, la grave pénurie de spécialistes étrangers constitue pour nous un obstacle qui nous retarde beaucoup; cela est vrai pour la Région tout entière. Je puis vous assurer que le Territoire sous tutelle septentrional reçoit en fait plus que sa juste part des moyens dont on dispose. Je tiens aussi à indiquer nettement que, tandis que notre gouvernement fait tous ses efforts pour former du personnel administratif et technique originaire de la Région, il n'en accueille pas moins chaleureusement le personnel venant d'outre-mer et il continue à en recruter pour combler la brèche, en attendant que la Région soit en mesure de subvenir à ses besoins avec ses propres ressources.

.....

Le Premier Ministre de la Région du Nord
de la Nigeria,

(Signé) A. Ahmadu, Sardauna

ANNEXE V

NOTE SUR LA CONSTITUTION NIGERIEENNE

La Fédération nigérienne comprend trois Régions - le Nord, l'Est et l'Ouest - le Territoire fédéral de Lagos, et le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, lequel, en vertu de l'Accord de tutelle, est administré comme partie intégrante de la Fédération. Les liens qui unissent le Cameroun méridional à la Fédération en font presque une quatrième région; le Cameroun septentrional est administré comme partie de la Région du Nord.

La Fédération possède un parlement fédéral à chambre unique, la Chambre des représentants, qui est dotée du pouvoir exclusif de légiférer dans les matières limitées mais importantes que lui réserve la Constitution; elle a aussi, concurremment avec les régions, le pouvoir de légiférer dans d'autres matières. Dans ce domaine commun, la législation fédérale l'emporte sur la législation régionale. Les pouvoirs laissés aux régions en matière législative appartiennent aux législatures régionales, et ceux laissés à Lagos, à la Chambre des représentants. L'actuelle Chambre des représentants fédérale doit être dissoute en 1959 et réélue, le nombre des représentants devant être accru de manière qu'il y ait un représentant pour 100.000 habitants; il sera aussi institué un Sénat dans lequel toutes les régions seront représentées également.

Le Conseil des ministres, qui est l'exécutif fédéral, se compose d'un Premier Ministre et d'au moins onze ministres choisis par lui; il est présidé par le Gouverneur général. Le Gouverneur général choisit comme Premier Ministre un membre élu de la Chambre des représentants qui consent à assumer ces fonctions et qui lui paraît en mesure de réunir une majorité à la Chambre.

Chaque région possède un parlement doté de pouvoirs définis dans l'instrument constitutionnel; ces parlements comprennent deux chambres dans les Régions du Nord et de l'Ouest, à savoir une Chambre d'Assemblée (House of Assembly) et une Chambre des chefs (House of Chiefs). La Région de l'Est possède à l'heure actuelle un parlement à chambre unique; une Chambre des chefs doit être instituée ultérieurement. Le Cameroun méridional possède une Chambre d'Assemblée et possédera aussi une Chambre des chefs dotée de pouvoirs délibérants.

/...

Dans chaque région, le pouvoir exécutif est exercé par le Conseil exécutif. Dans les Régions de l'Est et de l'Ouest, qui sont maintenant autonomes dans les matières relevant de la compétence des parlements régionaux, les Conseils exécutifs ont une structure ministérielle et sont composés entièrement d'Africains. Les ministres sont nommés par un Premier Ministre désigné, parmi les membres élus de l'Assemblée, par le Gouverneur en sa qualité d'agent du Gouverneur général; le Gouverneur choisit comme Premier Ministre la personne qui lui paraît la mieux placée pour réunir une majorité à l'Assemblée et qui consent à assumer ces fonctions. Le Premier Ministre préside le Conseil. La Région du Nord doit obtenir, le 15 mars 1959, le même statut d'autonomie que celui qui est également accessible, ainsi qu'il est expliqué dans le rapport de la Mission, au Cameroun méridional si la population décide de rester dans la Fédération après l'indépendance; cependant, tant que le régime de tutelle subsistera, l'Autorité administrante gardera certains pouvoirs réservés, en matière exécutive et législative, tant pour le Cameroun septentrional que pour le Cameroun méridional.

On peut se représenter les pouvoirs publics d'une région sous la forme d'une pyramide au sommet de laquelle se trouve le Gouverneur, qui représente la Couronne. Dans ces régions autonomes, le Gouverneur occupe une position assez semblable à celle d'un souverain constitutionnel : sauf dans une catégorie limitée de domaines, il statue en toute matière après avoir recueilli l'avis de ministres qui sont des parlementaires élus par la population; les cas où le Gouverneur est habilité à agir de façon discrétionnaire se limitent principalement à l'exercice du droit de grâce et des pouvoirs de police délégués par le Gouverneur général. Le Gouvernement du Royaume-Uni peut opposer son veto à la législation concernant certaines matières.

A l'heure actuelle, le Gouverneur général préside le Conseil des ministres de la Fédération. Certains pouvoirs lui sont réservés par la Constitution et par les instructions royales : par exemple, il continue à assumer la responsabilité des forces armées et des affaires extérieures. Il a également la responsabilité de la police nigérienne qu'il peut employer et déployer comme il juge bon et il a tous pouvoirs pour donner des directives aux gouverneurs des Régions pour que le pouvoir exécutif régional ne soit pas exercé d'une manière qui porte atteinte au pouvoir exécutif fédéral ou mette en danger le maintien de l'autorité fédérale.

Jusqu'à l'indépendance, le Royaume-Uni garde certains pouvoirs essentiels, notamment le pouvoir d'amender ou d'abroger la Constitution, le pouvoir d'opposer son veto à certaines catégories de législation et le pouvoir pour le Parlement du Royaume-Uni de légiférer pour la Nigeria.

La Constitution nigérienne gardera probablement la forme fédérale, avec les modifications nécessaires, quand la Nigeria accédera à l'indépendance. Le Secrétaire d'Etat aux colonies a déclaré à la reprise de la Conférence de Londres en 1958 qu'il était autorisé par le Gouvernement du Royaume-Uni à dire que, si le nouveau Parlement fédéral adoptait au début de 1960 une résolution demandant l'indépendance, le Gouvernement du Royaume-Uni accèderait à cette demande et déposerait sur le bureau du Parlement un projet de loi permettant à la Nigeria de devenir un pays entièrement indépendant le 1er octobre 1960.

La Conférence a recommandé d'inclure dans les instruments constitutionnels un certain nombre de dispositions importantes, touchant notamment les droits et libertés fondamentaux, les conditions à remplir pour être citoyen, les procédures à suivre pour modifier les frontières régionales, les pouvoirs nécessaires à la sauvegarde de la nation et l'organisation de la police. La Conférence a aussi recommandé des procédures permettant de reviser la Constitution après l'indépendance, tant à l'échelon fédéral que régional. Elle a reconnu que l'interdépendance des éléments qui composent une fédération interdit à chacun de ces éléments, et même à la Fédération, de modifier de sa seule autorité sa constitution d'une façon contraire à l'intérêt général de la Nigeria. Il en résultait que les constitutions fédérale et régionales devaient pouvoir, dans celles de leurs dispositions qui étaient essentiellement d'ordre interne, être modifiées assez facilement sans qu'il fût besoin d'obtenir l'accord d'aucun autre élément de la Fédération. En revanche, il fallait que les dispositions des constitutions fédérale et régionales qui étaient d'intérêt général fussent solidement établies et ne pussent être modifiées qu'avec l'accord d'autres éléments constitutifs de la Fédération. La Conférence a recommandé en ce sens des dispositions détaillées.

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE
SUBDIVISIONS ADMINISTRATIVES
ET ROUTES PRINCIPALES

- - - - - Limite de province
 - - - - - Limite de division
 - - - - - Limite de district
 ——— Routes praticables
 en toutes saisons

CAMEROUN SEPTENTRIONAL

PROVINCE DU BORNOU
(DIVISION DE DIKWA)

- 1 NGALA
- 2 DIKWA
- 3 RANN
- 4 BALGE
- 5 GUMSU
- 6 GULUMBA
- 7 YABIRI-WOLOJE
- 8 BAMA
- 9 GWOZA

CAMEROUN SEPTENTRIONAL
PROVINCE DE L'ADAMAWA

- 10 MADAGALI
- 11 CUBUNAWA
- 12 UBA
- 13 MUBI
- 14 MAIHA
- 15 HOLMA
- 16 ZUMMO
- 17 BELEL
- 18 VERRE
- 19 CHAMBA
- 20 TOUNGO
- 21 GASHAKA
- 22 MAMBILLA

CAMEROUN SEPTENTRIONAL
PROVINCE DE LA BENOUE

- 23 NDORO
- 24 TIGON
- 25 KENTU

NIGERIA

CAMEROUN
SOUS
ADMINISTRATION
FRANÇAISE

CAMEROUN MERIDIONAL

DIVISIONS




- 26 NKAMBE
- 27 WUM
- 28 BAMENDA
- 29 MAMFE
- 30 KUMBA
- 31 VICTORIA

0 50 100 150
MILLES

0 50 100 150
KILOMETRES

Les frontières indiquées sur cette carte n'impliquent pas leur reconnaissance
ou leur acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

ITINERAIRE DE LA MISSION
DE VISITE DES NATIONS UNIES
DANS LES TERRITOIRES
SOUS TUTELLE DU CAMEROUN
1958

-  Chemins de fer
 Routes praticables en toutes saisons
 Routes (sélectionnées) praticables en certaines saisons
 Itinéraire
 Par avion Par route Par chemin de fer

